|  |
| --- |
| Pierre Dehillotte  Ancien rédacteur au *Temps*, Ancien correspondant du *Journal des Débats* à Berlin  (1940)  GESTAPO  L’organisation. – Les chefs. – Les agents. L’action de la Gestapo à l’étranger.  Préface de Georges Suarez  Collection “Civilisations et politique”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par *Michel Bergès*, bénévole, historien des idées politiques, professeur retraité de l’Université de Bordeaux - Montesquieu, directeur de la collection “Civilisations et politique”,

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html).

à partir de :

Pierre Dehillotte

**GESTAPO. L’organisation. – Les chefs. – Les agents. – L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Préface de Georges Suarez. Paris : Les Éditions Payot, 1940, 211 pp.

[Autorisation formelle accordée par le directeur de la collection “Civilisations et politique”, Michel Bergès, de diffuser ce libre en accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales le 23 septembre 2023.]

 Courriel : Michel Bergès : [m.berges.bach@free.fr](mailto:m.berges.bach@free.fr)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

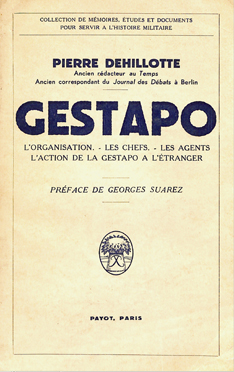
Édition numérique réalisée le 24 septembre 2023 à Chicoutimi, Québec.



Pierre Dehillotte

Ancien rédacteur au *Temps*,  
Ancien correspondant du *Journal des Débats* à Berlin

GESTAPO.  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.



Présentation inédite de Michel Bergès. Préface de Georges Suarez. Paris : Les Éditions Payot, 1940, 211 pp.

Toute notre reconnaissance à ***Michel Bergès***, historien des idées politiques, professeur retraité de l’Université de Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection “Civilisation et politique” pour l’immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

**Michel Bergès**



Travail bénévole :

<http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html>

Publications de Michel Bergès :

<http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html>

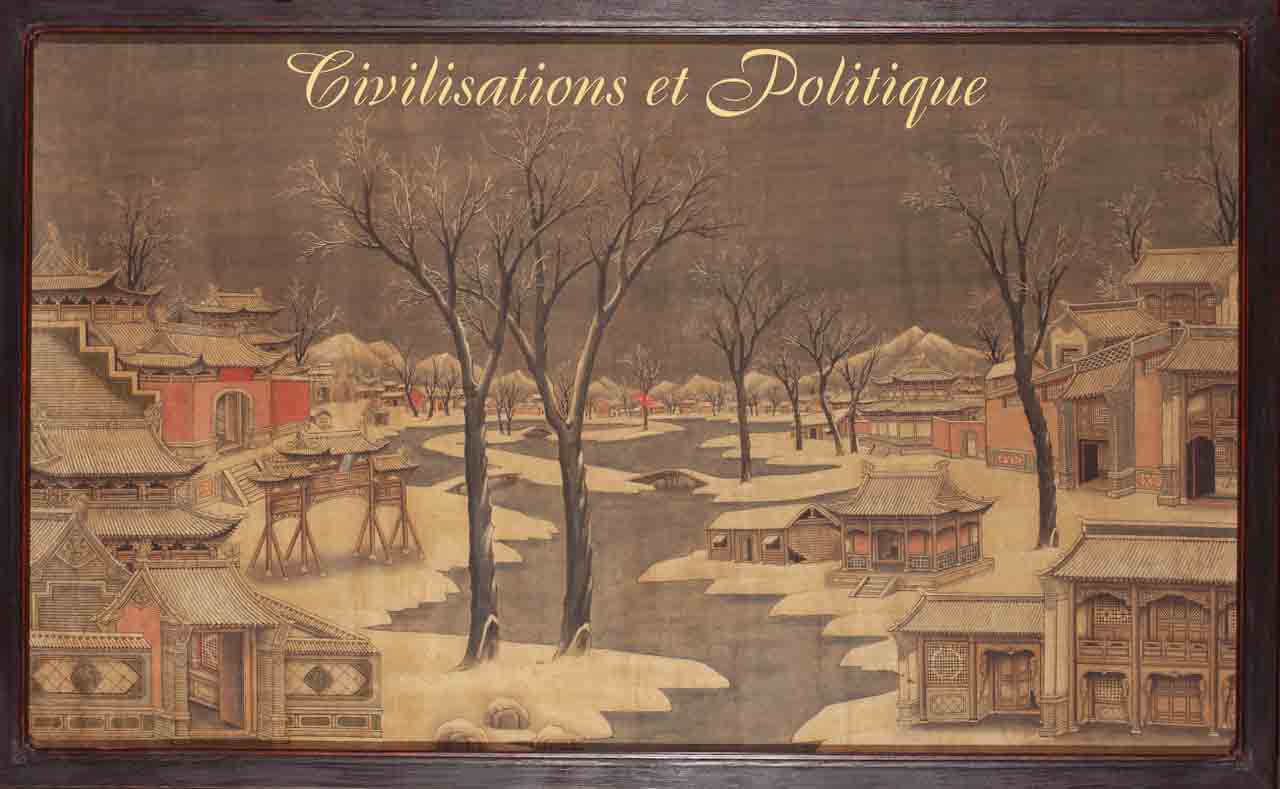
Collection “Civilisations et politiques” dirigée par Michel Bergès :

<http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html>

Un ouvrage de  
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée  
par  
Michel Bergès

Historien, professeur retraité  
de l’Université de Bordeaux — Montesquieu



**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[2]

À la même Librairie

– Général Sir George Aston. — *Secret Service. Espionnage et contre-espionnage anglais pendant la guerre, 1914-1918*.

– Lieutenant Bauermeister. — *La Guerre dans l’Ombre. Souvenirs d’un officier du Service Secret du Haut Commandement Allemand*.

– Henri Binder. — *Espionnage et contre-espionnage à Bruxelles pendant la Guerre, d’après les papiers des agents secrets allemands E. C. et M. A.*

– Capitaine L. V. S. Blacker. — *Mes Patrouilles secrètes en Haute-Asie*.

– Joseph Crozier, officier du 2e Bureau de l’État-Major de l’Armée, chef de mission en Allemagne et en Hollande pendant la guerre. — *Mes Missions Secrètes, 1915-1918*.

– Commandant Paul Durand. — *Agents secrets. L’affaire Fauquenot-Birckel. Préface du général Weygand*. Ouvrage couronné par l’Académie française.

*– L’Espionnage et le Contre-Espionnage pendant la Guerre Mondiale, d’après les Archives Militaires du Reich*.

– Capitaine George Hill, du *British Secret Service*. — *Ma Vie d’Espion* (I. K. 8).

– H. C. Hoy, secrétaire privé du Directeur de la *Naval Intelligence* britannique. — *40 0. B., la chambre secrète de l’Amirauté*.

– Thomas M. Johnson. — *G. 2,* *L’Intelligence Service* Américain pendant la Guerre.

– L. Lacaze, interprète, capitaine de réserve. — *Aventures d’un Agent secret français, 1914-1918*.

– R. H. Bruce Lockhart, consul de Grande-Bretagne à Moscou. — *Mémoires d’un Agent britannique en Russie, 1912-1918*.

– Marthe Mc Kenna, du Service Secret britannique. — *Souvenirs d’une Espionne.*

– M. C. Richings. — *Le Service Secret de la Couronne d’Angleterre, depuis le moyen âge jusqu’à nos jours*.

– Lieutenant de vaisseau von Rintelen, de la Marine Impériale allemande. — *Mes Souvenirs de Guerre secrète (The Dark Invader)*.

– Général Max Ronge, dernier chef du Service des Renseignements au Grand Quartier Général et à l’État-Major Général des Armées Austro-Hongroises. — *Espionnage. Douze années au Service des renseignements*. — *Les Maîtres de l’Espionnage*.

– J. C. Silber. — *Les Armes invisibles. Souvenirs d’un espion allemand au War Office de 1914 à 1919*.

– Christopher Sykes. — *Wassmuss, le Lawrence allemand. Ses aventures en Perse pendant la Guerre Mondiale*.

– Sir Basil Thomson, ancien chef de l’*Intelligence Service*. — *La Chasse aux Espions. Mes souvenirs de* Scotland Yard. — *Les Exploits de* Scotland Yard.

–  J. W. Thompson et S. K. Padover. — *La Diplomatie secrète. L’espionnage politique en Europe de 1500 à 1815*.

[3]

Collection de mémoires, études et documents

Pour servir à l’histoire militaire

—————

Pierre Dehillotte

Ancien rédacteur au *Temps*,

ancien correspondant du *Journal des Débats* à Berlin

—————

*GESTAPO*

L’organisation. – Les Chefs. – Les Agents

L’action de la *Gestapo* à l’étranger

—————

*Préface de Georges Suarez*

PAYOT

Paris 106, Boulevard St-Germain

——

1940

Tous droits réservés

[4]

*Imp. de Saint-Denis. Dagniaux, Gt. — Février 1940*

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Table des matières

[Présentation de l’édition numérique des Classiques des sciences sociales](#Gestapo_presentation_Michel_Berges) par Michel Bergès, septembre 2023.

[Préface](#Gestapo_preface) [5]

[Avant-propos](#Gestapo_avant_propos) [8]

[Chapitre I](#Gestapo_chap_I). — Organisation de la *Gestapo* [9]

Organisation de la *Gestapo* à l’étranger [11]

Identification des agents [13]

Traitement des agents [13]

Administration et bureaux [13]

Écoles et recrutement des agents [14]

Mission des agents de la *Gestapo* [15]

[Chapitre II](#Gestapo_chap_II). — Les chefs de la *Gestapo* [18]

Heinrich Himmler, chef de la Gestapo [18]

M. Heydrich, chef-adjoint de la Gestapo [20]

M. Werner Best [22]

[Chapitre III](#Gestapo_chap_III). — *Les Schutz-Staffeln* (*Ss* Détachements de Protection) [25]

Effectifs des Ss [25]

Recrutement [27]

Organisation et répartition [29]

Formations spéciales [33]

Service de sûreté (Sicherheitdienst) [35]

*Schule* *und Moral* [36]

[Chapitre IV](#Gestapo_chap_IV). — Le complot fantôme de la *Gestapo* (30 juin-1934) [39]

Après le 30 janvier 1933 [40]

L’exécution du capitaine Röhm [42v

[Chapitre V](#Gestapo_chap_V). — La vie et la mort de M. Gregor Strasser, Fondateur du Parti [47]

[Chapitre VI](#Gestapo_chap_VI). — De l’utilité des camps de concentration [51]

[Chapitre VII](#Gestapo_chap_VII). — *Heil Hitler !* [56]

Un slogan de M. Goebbels. Une arme de M. Himmler [56]

[Chapitre VIII](#Gestapo_chap_VIII). — La *Gestapo* en France [59]

Organisation de la *Gestapo* en France [59]

Les tracts [64]

Correspondants, envoyés spéciaux et autres [67]

La surveillance du territoire [72]

Transmission des renseignements [82]

[Chapitre IX](#Gestapo_chap_IX). — La *Gestapo* en Tchécoslovaquie [89]

[Chapitre X](#Gestapo_chap_X). — La *Gestapo* en Espagne [94]

[Chapitre XI](#Gestapo_chap_XI). — La *Gestapo* en Autriche [105]

La police [108]

Dans l’armée [112]

Organisations paramilitaires [113]

Dans les ministères [115]

Dans les industries [117]

Dans la presse et la radiophonie [118]

Les souffrances de l’Autriche et sa protestation [119]

[Chapitre XII](#Gestapo_chap_XII). — La *Gestapo* dans le monde arabe [124]

[Chapitre XIII](#Gestapo_chap_XIII). — La *Gestapo* en Amérique du Nord [131]

Aux États-Unis [131]

Au Canada [150]

[Chapitre XIV](#Gestapo_chap_XIV). — La *Gestapo* en Amérique du Sud [157]

Brésil-Argentine [158]

Chili-Uruguay [163]

[Chapitre XV](#Gestapo_chap_XV). — La *Gestapo* en Afrique centrale et du sud [170]

Union Sud-Africaine [173]

[Chapitre XVI](#Gestapo_chap_XVI). — La vie à Berlin sous l’œil de la *Gestapo* [175]

[Conclusion](#Gestapo_conclusion) [195]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Présentation inédite  
de cette édition numérique  
des Classiques des sciences sociales

par Michel Bergès

septembre 2023

[Retour à la table des matières](#tdm)

Présentation

*Pierre Dehillotte : Un publiciste sans visage ?*



Par Michel Bergès

*Professeur de Science Politique  
à l’Université de Bordeaux*

Comme si ce devait être le sort fatal de nombreux journalistes, même célèbres en leur temps, l’absence de sources caractérise la destinée posthume de Pierre Dehillotte, dans sa vie personnelle et professionnelle [[1]](#footnote-2). Contre vents et marées, quelques repères méritent d’être recherchés : il s’agit du seul ouvrage de sa vie, mais surtout, de la première synthèsesur la *Gestapo* en France.

À ce titre, édité en février 1940, ce livre constitue un apport à l’histoire politique sur le plan des *relations de représentants de la presse en situation de dictature*, comme de *l’analyse empirique et théorique du nazisme* proposée par l’auteur. Il rejoint ainsi dans les « Classiques des Sciences sociales », d’autres textes et sources de ce type présentés ou à venir dans la collection *Civilisations et politique*. Son apport méritait d’être préservé grâce aux 50 ans d’entrée « *dans le domaine public*» permis par un Canada libéral avec le Québec, face aux 70 ans de préservation dans l’Union européiste, cela dit au regard de tout impératif pédagogique.

D’emblée nous nous trouvons en présence d’un correspondant à l’étranger (Madrid, Berlin, Vienne, Prague, Varsovie …) d’agences de presse et de quotidiens investis successivement ou en parallèle, de tendance « droitière » : *Le Salut Public* de Lyon, catholique favorable au « ralliement », là dans son antenne de Paris où il débuta ; puis le très officiel *Temps*, suivi par le vieux *Journal des Débats politiques et littéraires*, avant de poursuivre ses fonctions dans des agences, tout en livrant des articles à divers quotidiens.

Freinant tout pointillisme, les détails que l’on eût aimé connaître manquent pour recomposer les étapes d’un destin partagé par maints de ses confrères. Ce qui permet de penser que la presse, bavarde sur les affaires du monde, cache des secrets internes sur celles qui la concernent.

Résultat : un nom, sans portrait ou photo, un « oubli » ultérieur ressemblant à une mort sans sépulture, bien au-delà – si l’on peut dire – d’une discrétion professionnelle obligée. Tentons tout de même d’en savoir un peu plus…

– 1. Repères biographiques :  
une entrée précoce, mais durable en journalisme

Une enquête sommaire révèle que Pierre Dehillotte est né le 10 février 1885 à Indre près de Nantes, et qu’il est mort dans le camp de concentration de Buchenwald près de Weimar [[2]](#footnote-3), le 2 mars 1945 – ce qui *a priori*, vu le sujet traité par lui au tout début de la Seconde Guerre mondiale, pourrait constituer une piste quant à un éventuel engagement dans la Résistance [[3]](#footnote-4).

Son père, Antoine-Ulysse Dehillotte (1851-1907), originaire de Bordeaux (avec des proches à Arcachon et Gujan-Mestras), époux d’Anne-Marie Courant (née, elle, à Tours en 1861), exerça en tant que médecin à Basse-Indre et fonda la clinique *Jeanne d’Arc* à Nantes. Le couple eut six garçons et deux filles (l’une d’elles et l’un d’eux, décédés en bas-âge). Le docteur mourut le 4 mars 1907 (« *muni des sacrements de l’Église*», avec des obsèques « *sans fleurs ni couronnes*» [[4]](#footnote-5)).

Anne-Marie Dehillotte fut dès lors contrainte de gérer efficacement les biens communs. Son dernier fils Yves se révélant de santé fragile, elle acheta vers 1912 pour son « *air marin*» aux bords de la plage de La Baule, la *Villa Saint-Christophe* transformée en *home* d’enfants en 1913, aménagée progressivement en pension de famille (par l’architecte *Art nouveau* puis *Art déco*, le Nantais Ferdinand Ménard). Le 11 novembre 1914, Mme Dehillotte perdit au champ d’honneur l’avant-dernier de ses fils, Jean-Marie (médecin militaire). En 1920, décidée à faire fructifier ses acquis pour améliorer le sort de sa famille et de leurs proches, elle ajoutera une acquisition : la *Villa Saint-François d’Assise* – ancien centre de gymnastique suédoise – située à l’angle de l’Avenue des Pétrels à La Baule, transformée en pension gérée familialement.

En 1927, (peut-être au moment du décès de la fille de son fils aîné Pierre – le journaliste), elle acquit la *Villa Sainte-Claire*, édifiée à la place d’un terrain de tennis voisin. Cette mère prévoyante et attentionnée fit acheter pour ce dernier l’*Hôtel du Vieux Moulin* et son annexe (la *Villa Géovonne*). Mal lui en prit, car occupé par son activité de publiciste en poste à l’étranger, celui-ci, qui avait pourtant suivi des études de commerce, semble avoir eu du mal à concilier ses fonctions directionnelles et journalistiques. Il fut en tout cas contraint à une liquidation judiciaire en février 1931, suivie de la vente de la villa attenante. Cependant, sa mère lui confia en héritage, ainsi qu’à son autre frère, Antoine, la clinique *Jeanne d’Arc*, fondée par leur père. Donc, des biens à « suivre », complétant, mais aussi encombrant peut-être la carrière de l’aîné, Pierre (qui venait de perdre d’une maladie subite sa fille Éliane âgée de 9 ans, à la mi-août 1927).…

Signe néfaste du « destin », là encore, faisant fi de la providence divine invoquée par une foi héritée : à 82 ans, à son domicile, 1 Rue Thiers à Nantes, cette dame dévouée à autrui fut une des 1463 victimes du bombardement raté en grande partie de la ville par 147 forteresses *B 17* de la 8e *Air Force* américaine, le 15 septembre 1943 [[5]](#footnote-6).

La fratrie, d’aisance bourgeoise consommée, de forte socialisation catholique, se trouva ainsi frappée au cœur par les deux guerres…

Pierre Dehillotte, qui avait donc passé enfance et adolescence à Basse-Indre, Nantes et La Baule principalement, était entré sur concours le 1er octobre 1902, à 17 ans, à l’École supérieure de commerce régionale [[6]](#footnote-7), bien préparé à la maîtrise des langues étrangères. À la sortie, son dossier de conscription le déclara sans circonvolutions littéraires « *bon pour le service*»[[7]](#footnote-8), dressant ce profil :

« Cheveux châtain foncé, yeux gris, front ordinaire, nez moyen, bouche moyenne, menton rond, visage ovale, taille 1m 81. »

L’armée l’incorpora aussitôt le 6 octobre 1906 comme simple soldat de 2ème classe au 65ème Régiment d’Infanterie à Nantes, puis au 11ème Escadron du train.

Après ses obligations, lui est circonscrite par les greffiers militaires la profession d’« *employé de commerce*». D’après les rares informations indiquées, il aurait intégré quelque temps une usine familiale de capsules et de surbouchage « Ramondin » (créée en 1890 à Laguardia en Pays basque espagnol, installée à Tolosa, 21 rue San Francisco). En fait représentée par un parent (son oncle, semble-t-il), Pierre-Ferdinand Dehillote-Ramondin (apparenté à la famille créatrice de cette entreprise ?), résidant 11 rue Pomme-d’Or à Bordeaux, adresse de la filiale française [[8]](#footnote-9).

Pourtant, et sans précision concernant son entrée en journalisme, peut-être par relations, on le trouve dès 1911 « *correspondant particulier*» à Berlin du *Salut Public*, *via* l’agence parisienne de ce quotidien lyonnais qui distribuait dépêches et informations à diverses feuilles de province (sous la direction, depuis 1904, de son confrère Élie-Joseph Bois, nous le savons, et dans laquelle travailla un temps Albert Londres [[9]](#footnote-10)).

Ainsi signe-t-il de son nom des « *lettres d’Allemagne* » audit *Salut Public*, consultables dans la collection complète numérisée grâce aux efforts de diverses institutions [[10]](#footnote-11). Les deux premières repérables datent des 4 et 18 décembre 1911, les suivantes, des 9, 20 janvier, des 5 et 29 février, du 20 avril, enfin des 4 et 6 juin 1912. Cela précisé, en sachant – comme dans le cas de son confrère Élie-Joseph Bois, ancien du *Salut public* de Lyon, lui aussi actif ensuite au *Temps*, puis rédacteur en chef du *Petit Parisien* de 1914 à 1940 – que les dates de signature ne livrent aucune indication sur celle de l’arrivée dans un journal. Elles obéissaient à des règles hiérarchiques et d’ancienneté assez variables : au gré de la publication selon les périodes, de celui des possibilités de promotion, en fonction de la combativité syndicale des personnels, comme au bon vouloir des chefs de rubriques et des directeurs, conseils d’administration et propriétaires des journaux concernés.

Dans une plaquette de presse annonçant le futur ouvrage de février 1940, *Gestapo*, on peut lire cette confirmation dans la préface de son confrère d’alors, Georges Suarez :

« Avant la guerre de 1914, il avait été pendant quatre ans le collaborateur de M. Comert, correspondant du “Temps” en Allemagne [[11]](#footnote-12). »

Mais le jeune journaliste allait peu après se trouver coupé soudainement de sa vocation initiale : mobilisé le 4 août 1914, il passa du 11ème au 9ème Escadron du Train le 1er juin 1916, fut promu brigadier le 16 août suivant, puis rejoignit la « section automobile » début janvier 1917 au 8ème du Train. Fait confirmé par ce laconique passage dans son ouvrage – preuve d’une discrétion par rapport au nationalisme d’alors, lié peut-être aussi à la mort d’un de ses frères au combat le 11 novembre 1914 :

« Le plus haut grade auquel m’ait appelé la confiance de mes chefs, au cours de la dernière guerre, est celui de brigadier dans un escadron du train des équipages [[12]](#footnote-13). »

Lors d’une permission de Noël, le 21 décembre 1916, Pierre Dehillotte épousa à la mairie et à l’église du Bouscat (près Bordeaux) en Gironde, Rose-Madeleine-Henriette-Marie Bergeon (née le 5 août 1889 à Bordeaux, d’un père banquier et d’une mère « *sans profession*», résidant rue Montesquieu près du Jardin Public) [[13]](#footnote-14).

Démobilisé le 28 février 1919, son dossier militaire signale son affectation le 12 juin 1920 en tant que « *réserviste* » au 11ème Train-auto de l’État-Major. Les adresses, notées alors pour le suivi potentiel de tout courrier éventuel, signalent bien celle antérieure à Bordeaux (Rue Pomme d’Or), mais des nouvelles apparaissent : indication là de la reprise du métier de correspondant, cette fois en Espagne, toujours pour le quotidien *Le Temps*, dans une période qui s’étale de l’été 1919 à l’été 1932 environ. On le trouve installé à Lisbonne, puis, le 27 juin 1920, à Tolosa (Guipruzeva) en Pays basque espagnol (au site de l’entreprise mère Ramondin), et à Madrid, le 16 octobre 1920 (22 Paseo de La Castellane), avec un habitat parisien le 5 février 1923, signalé à Chatou (2 rue des Jardinets).

La date ainsi que les modalités du passage de Pierre Dehillotte du *Temps* au poste de correspondant du *Journal des Débats* à Berlin restent difficiles à préciser, de même que les circonstances de ce changement. Cependant son premier « papier » signé (par abréviation, puis avec son nom) au « *JdD* », date apparemment du 17 juillet 1932 [[14]](#footnote-15). Il restera dans ce poste à affronter la réalité du régime hitléro-nazi jusqu’à ce que son journal l’envoie (de façon exclusive ou temporaire) dans les capitales de l’Europe centrale et de l’Est (Varsovie, Vienne, Prague…), avant qu’il n’exerce les mêmes fonctions dans des agences.

L’on sait enfin que dans les dernières séquences de l’avant-guerre, Pierre Dehillotte servit de rédacteur et/ou de correspondant à l’agence Fournier, puis– à celle rattachée au Quai d’Orsay, *Espace* – sans avoir de traces écrites dans ce cas. Et l’on découvre des preuves plus tangibles sur le fait qu’ayant gagné la Riviera au moment de l’instauration du régime dit « de Vichy », il participa à la Résistance régionale dans le renseignement, semble-t-il, en relation avec des services *ad hoc*.

À ce propos, apparaît de façon inopinée une incidente en termes d’image réputationnelle qui semble passablement en décalage par rapport à ses fonctions antérieures et à une socialisation professionnelle plutôt « droitière » – cela affirmé tout en restant prudent au regard de ses relations difficiles qu’il eut parfois avec les pouvoirs espagnols (dont Primo de Rivera, qui exigea son départ de Madrid en 1924) ainsi qu’avec des sentences délatrices – habituelles ! – de la part de l’*Action française* quant à son rôle de correspondant du *Journal des Débats* entre 1919 et 1932. Il s’agit de deux traces d’un prétendu basculement « *dans le communisme*», mieux, « *dans l’espionnage en faveur de Moscou*». Qu’en fut-il précisément ?

– 2. Pierre Dehillotte, un « agent communiste » ?

Une telle « dérivation », preuve des « risques du métier », surgit d’abord dans un document inédit, issu des services du contre-espionnage français à travers l’interrogatoire d’un espion retourné par l’*Abwehr* (le renseignement allemand), à l’aspect *a priori* symptomatique.

Puis, quarante-six ans après, l’accusation de communisme réapparaît plus insidieuse et masquée à travers un bref passage de neuf lignes citant Pierre Dehillotte dans le contexte manichéen de la situation de la presse, de 1937 à la guerre, et dans un essai par ailleurs très contesté pour « falsification » sur de nombreux points par l’historiographie contemporaine, émanant d’un journaliste sulfureux, éditorialement parlant : Thierry Wolton [[15]](#footnote-16).

Il ne s’agit donc pas ici d’un simple aparté.

Tentons d’aller plus loin dans la présentation des rares informations biographiques restantes concernant Pierre Dehillotte.

– La délation de l’agent Lemoine du Sr français,  
transfuge de l’Abwehr

Premier élément à ce sujet : les archives du Service historique de l’Armée de Terre de Vincennes révèlent un document intitulé « *Affaire Dehillotte*» qui affirme, même assez vaguement, des liens du journaliste avec le communisme d’alors. Il s’agit d’un rapport du responsable du Contre-Espionnage français de 1936 à 1944, le colonel Paul Paillole, extrait d’interrogatoires en 1946 d’un membre important du Service de Renseignements français (Sr) depuis 1920, Rodolphe Lemoine, après sa trahison auprès de l’*Abwehr*.

Ce dernier, de son premier nom, Rudolph Stallmann, fils d’un bijoutier allemand d’origine juive, avait été naturalisé français. Marié, père de deux enfants, Lemoine était ce qu’on pourrait appeler un « espion d’affaires » en tous genres. Propriétaire également d’une concession d’or en Guyane, il développa des activités parallèles, dont tout un système particulier de trafics de « codes » diplomatiques ou appartenant à différents « Sr ». Depuis la guerre de 14, d’une santé délicate, mais tout en ayant profité de « la grande vie » liée à un monde interlope riche de voyages, de par son entregent international sous de nombreux pseudonymes (dont celui de « Rex »), ce passe-partout devint un des recruteurs d’agents les plus efficaces pour un Sr français qui ciblait prioritairement l’Allemagne [[16]](#footnote-17). D’où sa réputation d’éminence grise et de « *plus grand espion européen*» de l’époque, respecté, mais en conséquence, recherché par l’ennemi.

Ainsi fut-il repéré puis arrêté par l’*Abwehr* allemande début 1943. Après avoir passé de nombreux mois en tant qu’« *hôte d’honneur*» dans l’étage d’un hôtel parisien réservé à cet effet par ce service (en dehors du *Sd* – police politique du parti nazi, qui le connaissait et le traquait de son côté), il fut habilement retourné par les hommes de l’amiral Canaris. Puis ce dernier le fit relâcher « sous surveillance », avant d’accepter de le confier en finale au *Sd* concurrent, avec lequel il allait bambocher et trafiquer à nouveau ostensiblement à Paris. L’enjeu pour les services nazis étant de découvrir le traître qui avait livré à la France des informations sur la conférence secrète tenue par Hitler à la Chancellerie du *Reich* en présence des chefs des trois armes *le 5 novembre 1937* précédent… Ce que l’*Abwehr* avait appris grâce au déchiffrement d’un télégramme maladroit de l’Ambassade française de Berlin transmis à Paris sur le sujet, repéré immédiatement, car son code diplomatique secret était connu des services allemands.

C’est en 1946, une fois arrêté outre-Rhin, après que Lemoine eut déversé à l’*Abwehr* ses souvenirs et dénoncé comme pour se décharger divers de ses agents et réseaux, que Paul Paillole put recueillir ses aveux, dossier par dossier. Le « jeu » avec l’*Abwehr* fut d’ailleurs directement à l’origine de l’arrestation près de Nîmes le 15 juillet 1943 du second personnage, Drach, cité dans la note ci-dessous, adjoint et rabatteur de Lemoine, mort tragiquement à l’occasion.

Voici donc l’extrait de l’interrogatoire en question – seul document ici retrouvé parlant de la résistance de Pierre Dehillotte :

« À la fin de 1937 ou au début de 1938 Drach parla à Lemoine d’un de ses amis, un certain Dehillotte, français, journaliste, demeurant dans la banlieue parisienne, avec lequel il avait travaillé longtemps à Berlin.

Drach disait beaucoup de bien de Dehillotte. Ce dernier était militant communiste et agent de renseignements à la solde des Russes.

Lemoine fut intéressé par ce cas. Il demanda à Drach d’arranger un rendez-vous afin d’être présenté à Dehillotte.

Quelques jours plus tard à l’issue d’un déjeuner, Lemoine sachant que Dehillotte se rendait deux ou trois fois par semaine à l’Ambassade Soviétique de Paris, lui demanda s’il pouvait lui fournir quelques renseignements sur les Russes. Dehillotte refusa catégoriquement. Il prétendit que ses “amis” de l’Ambassade ne savaient absolument rien d’intéressant et que par ailleurs il serait trop dangereux pour lui d’espionner les Russes.

Après cette proposition Lemoine ne s’inquiéta plus de Dehillotte.

Quelques mois avant la déclaration de guerre il apprit que ce dernier revenait d’Afn (probablement du Maroc) où il avait été envoyé en mission par le Parti Communiste.

Lemoine, curieux d’obtenir quelques renseignements sur cette mission, invita Dehillotte à déjeuner. Celui-ci malgré d’adroites questions ne voulut rien dire, si ce n’est qu’il avait touché 15 000 francs.

Au début de 1942, Lemoine rencontra souvent Dehillotte sur la Riviera. À l’une de ces rencontres ce dernier lui demanda s’il ne lui était pas possible de le mettre en rapport avec un de ses amis qu’il savait être maire d’un village situé sur la frontière espagnole. Intrigué, Lemoine en demanda les raisons. Dehillotte lui dit alors qu’il avait besoin d’une filière pour transférer chaque mois des sommes importantes d’argent et de l’or, d’Espagne en France pour le compte du gouvernement anglais.

Lemoine déclare qu’il accepta cette proposition, à condition qu’il ait la preuve que c’était bien pour les Anglais, et non une affaire personnelle. Dehillotte aurait promis qu’il en serait ainsi.

Cette affaire d’après Lemoine n’eut pas de suite. Il ne revit (et pour la dernière fois) Dehillotte à Marseille que vers le mois de Novembre de la même année. Celui-ci lui dit que les Anglais s’étaient arrangés autrement et qu’il n’avait pas pu le prévenir.

Au cours des premiers mois de son interrogatoire à l’Abwehr, Lemoine fut interrogé sur Dehillotte. Il dit tout ce qu’il savait et proposa de reprendre contact avec lui (Voir cote).

Dans ce document Lemoine déclare aux Allemands qu’en reprenant l’attache avec Dehillotte, il pourrait faire découvrir un réseau de résistance, des dépôts d’armes, etc…

Interrogé sur ces déclarations Lemoine nous déclare que ces allégations étaient purement fantaisistes. Il pensait ainsi être remis en liberté pour être chargé de ces affaires.

S’il en avait été ainsi que serait-il advenu ? Il est probable qu’il soit exact qu’il ne savait rien, car à cette époque la résistance était embryonnaire. Les Allemands se sont certainement rendu compte du bluff de Lemoine, puisque dans son dossier il n’existe aucune trace de suites données à ces déclarations [[17]](#footnote-18). »

Après lecture de telles bribes d’informations, notons que le repère de Lemoine à Marseille (l’hôtel *Splendide*) – indiqué en filigrane – avait été inopinément découvert par un agent de l’*Abwehr* qui, en novembre 1942, reconnut Lemoine de loin aux bras de son épouse sur la Canebière, mais sans l’aborder. Information révélée au Sr par un agent double de pénétration aussitôt alerté. Paillole avait convoqué Lemoine pour cela à Marseille à trois reprises – en vain [[18]](#footnote-19) –, car il était de priorité absolue de l’exfiltrer en tant que porteur de l’énorme secret du déchiffrement de la machine de cryptage *Enigma* (en relation avec le Sr polonais), qui s’avérera si décisive au moment de la guerre [[19]](#footnote-20). Cela précisé, même si Lemoine ne livra jamais l’information indiquant que le code allemand avait été décrypté à partir d’une copie conforme d’*Enigma* par les mathématiciens polonais.

Quoi qu’il en soit de la valeur des aveux justificatifs de l’interpellé après ce que Paillolle appelle lui-même son « *odieux travail de dénonciateur*»[[20]](#footnote-21), les archives et les témoignages manquent cependant pour faire oublier les précautions d’usage face à de tels aveux…

Toutefois, deux révélations dudit rapport peuvent être approfondies sur des points importants ayant échappé à l’information même de l’agent Lemoine concernant Pierre Dehillotte, voire à son seul informateur Drach.

Dans la note ci-dessus, deux éléments sont avancés :

– le premier par Lemoine :

« Quelques mois avant la déclaration de guerre, il [Drach] apprit que ce dernier revenait d’Afn (probablement du Maroc), où il avait été envoyé en mission par le Parti Communiste […]. Celui-ci malgré d’adroites questions ne voulut rien dire, si ce n’est qu’il avait touché 15 000 francs. »

– le second par Drach, qui fait de Dehillotte un « *militant communiste et agent de renseignements à la solde des Russes*».

Autant d’informations non sans liens avec les mythes habitant dans leur tête de tels personnages, tant espions professionnels que réfugiés juifs communistes d’Allemagne émigrés en France…

Or, ladite mission au Maroc fut publique, d’autant qu’à cette date, Dehillotte travaillait pour l’Agence de presse *Fournier* (détail non signalé par Lemoine). Si l’on passe sur le fait que le Pcf avait des informations directes depuis le protectorat du Maroc, voire disposait de correspondants de son propre quotidien, *L’Humanité*, il ressort de surcroît que Pierre Dehillotte publia dans ladite période trois articles dans *L’Ordre*, journal de la droite modéré et patriote, fondé en 1929 par Émile Buré, anti-Franco, anti-Mussolini et anti-Hitler quant à lui. Ces faits ne semblent pas avoir été connus de Lemoine et de Drach. Ce qui, vu leur profil, montre que leurs informations n’étaient point infaillibles.

Les trois articles de Dehillote publiés dans *L’Ordre*, sont :

– le 5 mars 1938 : « *La Légion étrangère traverse une crise. Comment Berlin et Rome essaient de désagréger ce corps d’élite* » (thème d’un « militant communiste » ?)

– le 12 mars 1938 : « *Excitations à la rébellion en Afrique du Nord. Laisserons-nous longtemps les mains libres à la Propagande italienne et allemande ?* » ;

– le 16 juillet 1939 : « *L’énigme moscovite. Que vaut l’armée rouge ? Elle serait dans un conflit un adversaire éminemment redoutable, affirme l’expert militaire allemand M. W. Just*».

Le dernier article sera en partie cité à travers quelques extraits dans la revue de presse de *L’Humanité* du lendemain, mais sans commentaires. C’est peut-être à partir de cette dernière « source » secondaire et partielle que Drach en tira ses propres conclusions ? Mais il ne dut point ouvrir le texte en question dans sa version originale.

On peut lire en effet à la fin de l’article publié en première page dans *L’Ordre*, signé « Pierre Dehillotte » – marque évidente de confiance accordée par Émile Buré :

« “Nous sommes prêts, disent au monde les gouvernants soviétiques. Nous sommes armés de façon à pouvoir nous mesurer avec n’importe quel adversaire. C’est peut-être encore, en 1935, un slogan de la politique de défense destiné à répondre au jeu politique des forces extérieures et vraisemblablement ce sera une réalité et vraisemblablement après demain une menace”.

Quatre ans ont passé. Aussi ferons-nous de cette appréciation étrangère la conclusion de cette étude, au risque de passer pour défenseur trop enthousiaste de l’alliance franco-anglo-soviétique. Les renseignements qui étoffent ce rapide examen de l’armée rouge ne nous ont été fournis, ni par l’ambassade de la rue de Grenelle ni par les agents mystérieux du Komintern. Toutes les précisions données par l’auteur de ces lignes ont été puisées à des sources allemandes nationales-socialistes et particulièrement dans l’ouvrage de M. W. Just (Militär Macht Soviet-Union) qui a consacré dix années de sa vie à l’étude de l’armée rouge et de la politique soviétique. » [souligné par moi.]

C’est bien là l’ancien correspondant à Berlin du *Journal des Débats* de 1932 à 1938 qui parle en toute connaissance de cause, désignant une *source d’origine nazie* ayant inspiré son article, en relation aussi avec sa parfaite connaissance de la langue allemande ainsi que des problèmes du Troisième *Reich*…

Sans anticiper sur le contenu de ces trois articles, on peut citer aussi ce passage final du second, portant sur l’immixtion nazie et fasciste italienne en Afrique du Nord pour influencer certains mouvements d’autonomisation arabes excités contre la France, ingérence dénoncée par Dehillotte qui en appelle à la vigilance du gouvernement d’alors et en particulier à celle du radical-socialiste Albert-Sarraut, président du Conseil couvert par le Grand-Orient de France :

« Au Maroc, en Algérie et en Tunisie, les agents allemands encouragent les indigènes dans leurs revendications et les poussent à se révolter contre l’autorité française. Les agents du chancelier Hitler sont d’autant plus difficiles à découvrir qu’ils sont plus soigneusement camouflés. Des émigrés qui passent pour de pitoyables victimes de l’hitlérisme sont souvent les propagandistes les mieux rétribués du régime qu’ils prétendent exécrer. Tel journaliste sans collaboration d’une feuille minable d’Europe centrale s’intéresse soudain passionnément aux revendications des jeunes Marocains ou à l’émancipation des indigènes dans les colonies françaises. Ceux-là sont des sujets plus dangereux que les agents de la troisième internationale dont nos nationalistes stigmatisent si souvent l’action néfaste.

Tous les émigrés allemands ne sont pas dignes de la sollicitude de nos pouvoirs publics. En les surveillant de près et en répondant par des expulsions aux demandes trop hâtives de naturalisation, le gouvernement servira prudemment les intérêts supérieurs du pays.

Des dispositions de police prises à temps, nous éviterons la pénible obligation de réprimer les armes à la main de nouveaux troubles à Casablanca, Fez et Tunis.

Nul n’en était, certainement, plus convaincu que le président Sarraut. »

Les passages indiqués attirèrent-ils l’attention de Drach, l’adjoint de Lemoine ? Cela semble peu probable, car s’il avait lu ces lignes, il aurait eu du mal à transformer Dehillotte en membre du Parti communiste ou même en agent de l’ambassade soviétique de Paris… Et il est vrai que Lemoine, qui rapporta les propos de Drach au colonel Paillolle, n’était pas à une « broderie » près en dehors des faits, après ses saute-moutons mnémoniques devant l’*Abwehr* comme devant son interrogateur du Contre-Espionnage français.

– Pierre Dehillote : une cible pour le chasseur de prime  
anticommuniste anachronique et spécialiste de l’espionnite,  
Thierry Wolton

Nous retrouvons le même sens de flottement informationnel dans neuf lignes d’un essai connoté de Thierry Wolton édité 46 ans après les faits, portant sur « *le Grand Recrutement*» de personnages divers à la solde des services secrets soviétiques. On peut lire ces neuf lignes uniques concernant Pierre Dehillotte :

« Journaliste à l’agence Espace [… c’] est un ami de Pierre Comert, chef du service de presse du Quai d’Orsay, et par ailleurs l’homme qui a permis à Münzenberg de s’introduire dans les milieux radicaux à son arrivée à Paris. Simple coïncidence, peut-être. La conception que se fait Dehilotte de son métier de journaliste est, en tout cas, bien particulière. En décembre 1937 il aura maille à partir avec la police française pour avoir tenté de vendre (à un agent provocateur du Deuxième Bureau français) un document secret provenant du Conseil supérieur de la guerre [[21]](#footnote-22). » [Souligné par moi.]

Évidemment, c’est peu… Le journaliste ne sait pas que Dehillote et Comert se connaissaient depuis 1911, le second étant l’adjoint du premier, correspondant du *Temps* à Berlin. De même ignore-t-il l’information émanant des Archives du Shat non disponibles à la communication en 1993. Wolton évoque en outre une donnée étonnante par rapport aux « informations » de Lemoine et Drach – non pas du « 2ème Bureau » (*sic*), mais du Sr français. Sur un tel fait qui n’aurait pas manqué de « faire du bruit » sur la scène parisienne de cette séquence trouble de la découverte de *complots avérés* de toutes parts, aucune source n’est citée ici concernant la soi-disant intervention… de la police française, alors que – pour en revenir à l’interrogatoire précité de Lemoine –, Drach est en relation avec Dehillotte dans cette période de décembre 1937. Aucun rapport nominatif concernant le journaliste dans les archives de la Préfecture de Police et de la Sûreté générale (même dans celles « rapatriées de Moscou »), ni aucun écho dans l’ensemble de la presse du mois en question ne révèlent de tels faits présumés. Une précision cependant, estompée encore par Wolton.

Décembre 1937 ? On se situe là en plein dans l’affrontement entre les deux « Fronts » qui se partageaient politiquement le pays.

D’abord le « Front Populaire », attaqué de toutes parts à cette date, en particulier au Sénat, où diverses forces firent jouer à fond de façon concertée des relais de blocages (notamment financiers) du programme mis en œuvre par une gauche unie après les élections victorieuses de mai 1936.

Et, dressé de tous ses moyens – même les plus sombres – contre le premier, un « Front National » aiguillé par une extrême droite activiste qui commença ce mois-là précisément avec le Csar (Comité secret d’Action révolutionnaire), à parsemer le pays d’une série d’assassinats, de bombes terroristes jusqu’au cœur de la capitale. Ces actes de violence préfiguraient bien, deux ans et demi plus tard, après la déclaration de guerre du 3 septembre 1939, puis la défaite suivie d’une immense débâcle, la *politique de vengeance* du second « Front » contre le premier (profitant de la présence de l’ennemi occupant le sol national !). Vengeance orchestrée par le régime dit « de Vichy » et ses affidés, arrivés au pouvoir d’État « par en haut » – en fait « par le bas » d’une trahison complaisante concoctée de longue date avec l’Allemagne nazie, selon diverses analyses de l’époque.

Cette fin de l’année 37 révèle ainsi l’ambiance dure et manichéenne en cours, mise entre parenthèses par des essais « à la Wolton ». Dans ses développements plus larges que « le cas Dehillotte », ce dernier oublit de même que depuis septembre 1934, l’Urss était perçue par beaucoup, à droite (tels Émile Buré, André Géraud – *alias* « Pertinax » –, Henri de Kérillis, côté journalistes…) tout autant qu’à gauche (Geneviève Tabouis, Édouard Herriot, Léon Blum…), comme un rempart contre les dangers nazis et fascistes. « Dangers » incarnés eux aussi, de façon insouciante, sous forme de statues de cire de Mussolini et d’Hitler au Musée Grévin, vedettes « d’actualité », de même que dans les caricatures de presse avec pour effet pervers une habituation à leur présence, frôlant parfois, contre tout humour, une légitimation subreptice ou même, chez certains, comme un « appel » complaisant…

Quant à l’Urss, en voie d’officialisation internationale, présente au JO de Berlin du 1er au 16 août 1936, puis à Paris dans le cadre de l’Exposition universelle de mai 1937, n’était-elle pas déjà admise comme membre permanent du Conseil de la Société des Nations (Sdn) depuis septembre 1934 ? Alors même que le Japon en mars 1933, l’Allemagne en octobre 1933, l’Italie en 1937, en était sorties, et que les États-Unis, tournant le dos au Traité de Versailles, n’en faisaient étrangement pas partie ? De plus, un « *pacte franco-soviétique d’assistance mutuelle*» avait bien été signé le 2 mai 1935 à Moscou par le filandreux Pierre Laval, certains ministres ayant déployé inlassablement à sa suite une politique d’« *entente franco-anglo-russe*» dans une logique où l’on pouvait encore y atteler divers pays d’Europe centrale, qui risquaient d’être happés par les dictatures environnantes.

Décembre 1937 marque pourtant aussi une période où un pic de violence allait être atteint : l’on découvrait jour après jour, semaine après semaine, la gravité du complot dit de « la Cagoule » (émule fascistoïde du *Klu-Klu-Klan* américain). En raison des actes prouvés précités, on arrêtait ses leaders jusqu’au sein des plus hautes instances de l’armée autour même de Pétain. On découvrait des dépôts d’armes transportés clandestinement d’Allemagne nazie et d’Italie – là les résultats des enquêtes des Srpj mobilisés dans tous les départements par la Sûreté générale sont formels. On poursuivait divers responsables pour assassinats politiques dans des milieux dûment investis. Surgissaient même des listes de politiciens et de hauts fonctionnaires stratégiques à abattre. On révélait aussi les noms de « mécènes » (par exemple le duc Pozzo de Borgo) ou d’industriels (notamment les Michelins) finançant sans vergogne *un coup d’État contre le régime*.

Ce n’est pas seulement « les communistes » hantant l’esprit de Thierry Volton qui s’effrayèrent de ces faits, par souci de propagande. On peut lire par exemple, dans *Paris-Soir* des révélations livrées par des enquêtes journalistiques neutres, sous la houlette notamment d’un de ses rédacteurs principaux, Pierre Lazareff. Dans les mémoires (peu lues ou commentées !) de ce dernier, très au courant de ce qu’il appelle « *le dossier secret des Cagoulards*» dont un de ses amis et collaborateurs, Charles Gombault, avait eu *des révélations de la part du ministre de l’Intérieur Max Dormoy en personne*, on découvre inopinément les précisions précitées sur l’atmosphère d’alors de complots et d’intrigues.

En particulier sur le rôle de l’ancien Président du Conseil et multiministre Laval, qui, tissant sinistrement sa toile depuis son éviction de la présidence du Conseil en janvier 1936, retournera au pouvoir pour le malheur de la France en juin 1940 – fait qui ne doit rien au hasard :

« Depuis un certain temps, l’attention des autorités avait été attirée par l’activité de MM. Michelin qui avaient transformé leurs usines de Clermont-Ferrand en un véritable grand quartier général pour une action illégale antidémocratique. La puissance des Michelin était telle qu’il semblait impossible de les mettre en cause. Ils avaient de grands intérêts directement et indirectement dans la plupart des grands journaux, des parlementaires étaient à leur solde et ils avaient un protecteur puissant en la personne de M. Pierre Laval qui considérait comme son fief la région de Clermont-Ferrand, son pays natal. La Sûreté avait de bonnes raisons de penser que les explosions de la rue de Presbourg avaient été machinées dans les usines Michelin [[22]](#footnote-23)… »

*L’atmosphère complotrice* de cette période fut tellement tendue que l’on pouvait lire par exemple – pris au hasard – dans un hebdomadaire satirique aux orientations fluctuantes, mais aux 150 000 lecteurs potentiels, *Le Cri du Jour* du 4 décembre 1937, cette consécration d’une suspicion généralisée, dans tous les sens de l’échiquier politicien :

« La Police a été égale à sa mission : elle a su découvrir des dépôts d’armes, chez les adversaires de droite du régime républicain. L’opinion publique souhaiterait que l’on découvrît maintenant les dépôts d’armes faits par les Communistes. M. Paul Faure et M. Marx Dormoy auraient là une jolie revanche à prendre sur leurs frères ennemis. […] La police, lorsqu’elle a trouvé des armes, ignorait si ces armes étaient “communistes” ou “royalistes”. Les policiers ont le goût de la réussite, comme tous les corps de métier : ils ont été mis, par des accidents et des recoupements, sur la piste d'armes ; la piste a conduit à des réactionnaires. Si, demain, n’importe qui ou quoi les met sur la piste d’armes appartenant aux amis des citoyens Duclos et Gitton, les policiers n’hésiteront pas : ils courront au nid, quand ce ne serait que pour montrer leur talent à leurs chefs, et mériter les félicitations, avancements ou récompenses que leur vaut toute trouvaille importante.

Seulement, il est beaucoup plus aisé de découvrir des armes achetées par les réactionnaires que des armes achetées ou importées par les communistes.

Ceux-ci, en effet, n’ont qu’une source d’argent et un seul patron, le Komintern. Tandis que les réactionnaires recueillent leurs fonds un peu partout et travaillent en ordre dispersé. Avec les communistes, donc, il n’existe qu’un seul fil : il faut y mettre la main dessus. Avec les réactionnaires, les ficelles sont nombreuses : le travail des policiers est grandement facilité. De plus, si des puissances fascistes étrangères ont été ou étaient tentées, à un moment, de soutenir nos réactionnaires, y mettraient-elles le toupet, le cynisme, l’audace des Russes du Komintern, à chaque instant aidés par les agents diplomatiques de l’Urss et l’immunité diplomatique dont ils jouent avec un si parfait mépris des usages diplomatiques [[23]](#footnote-24) ? »

Si la police ne découvrit pas de dépôts d’armes communistes, c’est qu’ils n’existaient vraiment que dans les imaginations ou des tenants du « Front national », ou de leurs sympathisants si dilués dans la société politisée d’alors. Ce type de contre-arguments d’accusations fallacieuses, émanant de partisans voire de membres actifs du « Front national », purent servir d’aussi alibis de camouflage pour cautionner ou banaliser les actes des « Cagoulards »…

Insistant sur l’importance des rumeurs ainsi que sur les allures de « *romans policiers*» que prenaient celles-ci dans la tête de beaucoup d’habitants, de journalistes, de fonctionnaires et de politiciens de la capitale, ledit *Cri du jour* ajouta :

« En ces jours que l’activité de nos polices remplit de révélations pittoresques, il faut signaler la floraison de renseignements et de rumeurs dont Paris a été le théâtre, à côté des faits communiqués à la presse par la Sûreté Générale, la Préfecture de Police, le Ministère de l’Intérieur et les magistrats instructeurs.

C’est exactement comme pendant la guerre où, à côté des communiqués officiels biquotidiens, il y avait les renseignements des cuisines, les tuyaux de la roulante, qui passaient de bouche en bouche, et dont plusieurs sont devenus de l’histoire.

Car il faut avouer que certains de ces bruits étaient vrais et furent peu après, ou plus tard, confirmés. D’autres étaient de simples exagérations, des embellissements de faits exacts…

Dans l’atmosphère de bataille où nous vivons, il convient de noter les plus curieux de ces bruits. Certains ont été rapportés par des quotidiens, sans être démentis ni confirmés par le Gouvernement.

De plusieurs autres le Gouvernement aurait quelque chose à tirer, quand ce ne serait que pour se garder de certains dangers possibles [[24]](#footnote-25)… »

Dans un tel embrouillamini de jugements émotifs, comment, au regard de ses fonctions, des nécessités de ses enquêtes, des sujets abordés, ne pas faire de Pierre Dehillotte un « *communiste* » ou un « *agent de Moscou* » ?

Mais là, le très pressé Thierry Wolton n’a pas pris la peine d’ouvrir ni même de citer l’ouvrage de ce journaliste connu, la *Gestapo* (publié… en février 1940), ni de se rendre aux Archives pour tenter d’en savoir plus, ni d’appuyer ses assertions sur des sources avérées, ni surtout, de lire les articles de son « suspect » par principe, qu’il discrédite à souhait « en passant ».

Et concernant les journalistes de l’époque que Wolton met en scène en plus de Pierre Dehillotte (Pierre Comert, Émile Buré, Geneviève Tabouis, notamment), ce dénonciateur a aussi « oublié » que le système d’influence russe, effectif et multiforme dans cette période comme dans d’autres, eut en reflets compensatoires en quelque sorte, avec la même ampleur et continuité, des pratiques adverses identiques, menées sans vergogne par l’Italie fasciste, l’Allemagne nazie, mais tout autant par des démocraties alliées ou non comme l’Angleterre, les *Usa*, la Turquie, la Roumanie, *et alii*. Jeu ouvert, plus ou moins transparent en démocratie, et plus ou moins contrôlé par le pays recevant, peu regardant encore en décembre 1937…

Finalement, emporté par un anticommunisme obsessionnel, Wolton n’a fait que projeter dans son ouvrage ses représentations des années 1990, celles d’après la chute du « rideau de fer » sur des objets antérieurs. Démarche d’un anachronisme implacable, difficilement généralisable aux années 1937-1940, de toute évidence. Ceci dit sans parler de son approche empreinte d’un mélange d’incompréhension et de mépris par rapport à des Jean Moulin, des Pierre Cot et à bien d’autres, petitement caricaturés en « agents soviétiques », alors qu’il s’agissait de militants dressés tactiquement contre les dictatures proches …

Ce sur quoi – sous la plume de Pierre Vidal Naquet, Antoine Prost, François Bedarida, Alain Brossat…, et, en tête, celle du témoin Daniel Cordier secrétaire de Jean Moulin – l’histoire scientifique a critiqué unanimement ledit essayiste [[25]](#footnote-26). Concernant ce même texte où, en voletant au-delà de la réalité, Wolton a balayé d’un coup Pierre Dehillotte dans les égouts et les oubliettes de la politique, sans autre forme de « procès » (façon assez « *stalinienne* » dans le style, soulignons-le)…

Négligence d’autant plus dommageable pour aller plus loin que ce type d’enquête ne permet nullement, pas plus que le document du contre-espionnage délivré par Paul Paillole, d’en savoir plus quant à l’ordinaire de la vie personnelle de Pierre Dehillotte, ou sur ses fréquentations professionnelles, ses amitiés, son engagement effectif dans le contexte si tourbillonnant de cette presse d’avant-guerre, certes échevelée, mais prise entre le marteau et l’enclume de deux réseaux qui s’affronteront *dans la vengeance* jusqu’à 1945, en définitive.

Cela, malgré une absence de précisions quant à son attitude et son engagement pendant l’Occupation, au sein de la Résistance sur la côte méditerranéenne. Il n’est pas impossible, là, d’ailleurs que, confirmée grâce aux recherches minutieuses de Madame Évelyne Castelli [[26]](#footnote-27), l’arrestation de Pierre Dehillotte à la Villa-La Plage (Vallauris-Golfe Juan) *le vendredi 23 juillet 1943*, puis son sort tragique et sa déportation à la veille de la Libération de Paris, aient été la conséquence de la soumission du fameux agent Lemoine à la logique de l’*Abwehr* allemande.

La preuve en est fournie par deux documents explicites (retrouvés par Madame Castelli) qui montrent que l’arrestation reste liée à des aveux de Lemoine à cette date, fait précisé dans la note citée plus haut : c’est bien lui qui a désigné à l’*Abwehr* (qui, d’après Paillolle, n’avait pas encore confié le dossier de ce « capitaine » du SR français à la *Gestapo* à la date du 21 juillet 1943… l’auteur de l’arrestation étant pourtant présenté comme « *de la Gestapo*») le nom de Pierre Dehillotte. Aussitôt arrêté, celui-ci fut confronté avec le traître du SR dans un premier temps, à Nice ou peut-être même à Marseille. Notons que le colonel Paillolle n’a pas cherché, semble-t-il, à savoir ce qu’était devenu Dehillotte. En tout cas, son extrait d’interrogatoire de 1946 fait apparaître que Lemoine, évasif, n’a pas parlé de ladite confrontation de juillet 1943 avec Dehillote, se contentant de faire croire que les Allemands n’avaient donné aucune suite à ses « révélations » contre le journaliste, alors qu’il leur a peut-être signalé, pour leur donner une fausse piste le déchargeant lui-même, que « ce Dehillotte était un agent communiste ». Ce qu'il insufflera comme argument – inconsciemment et comme un aveu ? – au colonel Paillole dans son interrogatoire de 1946.

On peut lire en effet, dans une note de renseignements du 22 juillet 1943 cette information :

« On signale de Vallauris que hier soir à 19 heures M. Dehillotte Pierre, ancien correspondant du “Journal des Débats” à Berlin, ancien rédacteur du “Temps” et ancien correspondancier de l’Agence Fournier à Berlin a été arrêté par un officier allemand se disant de la Gestapo.

Il était accompagné de deux italiens en civil. On croit que M. Dehillotte a été dirigé sur Nice [[27]](#footnote-28). »

Notons que l’officier allemand qui se présenta pour l’arrestation déclara être « *de la Gestapo* ». Cela confirme ce que dans une lettre ancienne, en réponse à diverses questions que je lui avais posées alors par écrit, Paul Paillole me répondit :

« Il est certain que la responsabilité de la répression de la Résistance est passée progressivement de 1942 à 1943 de l’Abwehr et de son agent d’exécution (la Geheime Feld Polizei) au RSHA. La Gestapo devenue l’agent d’exécution du SD a accentué la violence des actions répressives au fur et à mesure de l’importance prise par les Services de Renseignements clandestins et les Groupes de Résistance, et cela tout particulièrement à partir de 1943. Dans “Notre espion chez Hitler” on voit bien l’Abwehr dans l’obligation d’avoir recours au SD pour arrêter le “complice” de Lemoine, Drach. Sa fin, après une arrestation brutale, montre les extrémités auxquelles aboutissaient les interventions du SD. » (in *Archives du Services historique de l’Armée de Terre*, Fonds privé du Colonel Paul Paillole, 1 K 545, dossier 457, lettre de Paul Paillole à Michel Bergès, universitaire, sur la région bordelaise et affaire Oswald, 3 janvier 1986, 4 p.)

Précision donnée par un document complémentaire extrait des Archives départementales des Alpes-maritimes :

« Département des Alpes maritimes  
Fiche de renseignement.

Nom : Dehillotte : Prénoms : Pierre

Né le : 5/2/1885 à Basse-Indre Département : Loire-Inférieure

Profession : Journaliste Nationalité : française

Domicilié : Villa de la Plage Golf-Juan Département : A-M

Situation de famille : Marié, 1 enfant

Nombre de personnes à charge : 2

Situation financière : Aisée

Services militaires : Ancien combattant 14-18

Motif de l’arrestation : Enquête en cours concernant le Capitaine Lemoine, Ollivier et compagnie.

Lieu de détention : Paris.

Autorité française intervenue :

À la date du :

Résultat de l’intervention :

Renseignements et observations complémentaires : un civil s’est présenté pour enquêter sur l’affaire de M. Lemoine, a prié Dehillotte de le suivre pour confrontation avec M. Lemoine. Une perquisition assez molle a été effectuée [[28]](#footnote-29). » [souligné par moi.]

On doit ajouter que l’ensemble des arrestations de la période 1941-1944 qui couvrirent l’espace régional, toucha encore des centaines de résidents résistants, et surtout de très nombreux réfugiés juifs dans le sud, de façon impitoyable et pour leur malheur, la plupart de ces derniers se trouvant jetés dans des convois de la mort vers Auschwitz, sans retour.

Pierre Dehillotte finit donc par être transféré de la Côte d’Azur à Paris, dûment interrogé, puis enfermé (où et par quel service, sinon à commencer vraisemblablement par l’*Abwehr* ?)…

Malgré les limites de la présente recherche, il est cependant confirmé qu’ensuite il fit partie du dernier convoi de trente wagons qui quittera la France le 15 août 1944, entassant dans des conditions inhumaines 2400 prisonniers de la Résistance chargés sur le quai des bestiaux de la gare de Pantin. Triste cortège qui déporta 546 femmes destinées à Ravenbrück, et 1654 hommes au camp de concentration de Buchenwald [[29]](#footnote-30). C’est là, près de Weimar – la ville de Goethe ! – qu’il mourut le 2 mars 1945.

Son nom est simplement apposé désormais sur deux plaques commémoratives : l’une au sein de l’église de Vallauris, dédiée aux « *Enfants de la Paroisse morts pour la France* » ; l’autre, personnelle, offerte par ses amis résistants à sa mémoire, au cimetière de Golfe-Juan [[30]](#footnote-31).

Les souvenirs restent encore à recueillir à ce propos, afin de combler cette disparition sans sépulture et de vaincre l’oubli définitif de ceux qui ont su donner de la voix dans certains chapitres de l’histoire collective – ici, dans une des parts de celle-ci la plus sombre et inhumaine, pour tous les temps.

\*

\* \*

Exemplaire apparaît sur plusieurs plans la description par Pierre Dehillotte de ce que fut *empiriquement* la *Gestapo*, ainsi que son réseau tissé mondialement, qu’il fit connaître au début de 1940 à l’ensemble du pays (notamment donc à ses élites littéraires et politiques, Pétain en tête), avant l’invasion de la France par les forces nazis en mai suivant. Au regard de sa précision, personne ne put dire, à la suite, qu’« *il ne savait pas*».

Ce qui nous interroge là sur l’ensemble des politiciens revanchards qui allaient se prendre à différents degrés dans les filets de « la collaboration » avec Hitler et les forces nazies d’occupation… le régime dit « de Vichy » et Pétain compris, dès le mois de juin 1940, bien avant la rencontre inutile de « Montoire », le 24 octobre après…

Surtout, l’ouvrage apparaît très précieux de par *sa conclusion théorique*, qui fait principalement du parvenu Hitler, non un « homme d’État » ou un « chef de Parti », mais un « policier » délateur, manipulateur, puis un criminel particulièrement inquiétant. Et qui, en finale, après avoir « joué » jusqu’à ses proches complices en tant que chef de bande sans foi ni loi et sans vergogne, revêtit les oripeaux d’un « grand conquérant gengiskhanien », meneur de batailles contre l’ensemble du monde, prisonnier de sa folie wagnérienne !

À l’instar de certains de ses collègues envoyés permanents de grands quotidiens français en poste dans le *Reich* – tel son ami Georges Blun, du *Journal*, honorable correspondant (« HC ») du SR français –, et souvent à son propre péril comme à celui de sa famille, Pierre Dehillote put recueillir secrètement les confidences de victimes immédiates et de repentis de l’hitlérisme. Il demeura par exemple le voisin à Berlin de *Gregor Strasser*, un ancien compagnon d’Hitler au *Nsdap*, fort de révélations auprès de lui avant son assassinat lors de « la Nuit des Longs couteaux » de juillet 1934 – le fils de Dehillotte jouant jusque-là dans les jardins réciproques de leurs maisons mitoyennes avec les enfants Strasser… Source interne précieuse pour le correspondant particulier du *Journal des Débats* !

La théorie du nazisme de Pierre Dehillotte, d’une lucidité hors du commun, comme sa description minutieuse de l’hitlérisme, ignorées par l’historiographie ultérieure de façon incompréhensible (!!!), méritaient cette réédition en libre accès, utile pour la pédagogie des générations futures.

Modeste contribution pour éclairer une aventure lourde d’inhumanité qui a trompé une large partie du peuple allemand, un temps en déshérence sociale, économique, politique, intellectuelle et morale, mais tout autant une partie de la France d’alors : celle aveugle, sourde, ou complice par rapport à de telles révélations, « en deçà » de la parution de cet ouvrage comme de nombreux autres qui dénonçèrent les illégalismes et les crimes incessants du nazisme, depuis au moins fin janvier 1933…

[5]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

PRÉFACE

[Retour à la table des matières](#tdm)

*De tous les mystères qu’offre cette guerre, qui n’en est pas avare, le plus troublant, parce qu’il attire autant qu’il effraie, est celui de cette* terrible police secrète *qui a mieux servi les desseins d’Hitler que ses armées elles-mêmes.*

*De tout temps le public fut friand de ces récits d’aventures, de ces duels implacables et obscurs entre le conspirateur et ces forces de l’ombre au service d’un régime ou d’un homme. Et l’on ne saurait nier qu’elles furent indispensables à plus d’un pour assurer, affermir ou faire respecter l’autorité de l’État. On a beaucoup médit de la police de Richelieu. C’était cependant celle du plus grand artisan de l’unité française. L’abbé Dubois, Fouché, Metternich, ont eu la leur aussi qui avait du moins la pudeur de demeurer cachée et insaisissable.*

*La singularité de la* Gestapo *est d’être devenue une institution officielle, publique, avec ses uniformes, ses fanions, ses règlements et ses insignes. Hitler, par l’omnipotence affichée qu’il a déférée à la* Gestapo*, a élevé la délation, l’hypocrisie, la trahison au rang de vertus civiques. Sous cet aspect, la conception nationale-socialiste du rôle de la police dans l’État est une nouveauté dans la structure de IIIe* Reich*. Il y eut toujours en Allemagne une certaine prédilection pour l’espionnage, une certaine considération pour celui qui en acceptait les risques. Les nazis ont codifié ces tendances, les ont érigées en principes, en ont fait le creuset d’un véritable apostolat.*

*C’est cette démonstration non moins utile pour l’Histoire* [6]  *du point de vue technique que du point de vue psychologique qui a été entreprise ici par M. Pierre Dehillotte. Son livre est une étude sérieuse, réfléchie, documentée. Il n’a cédé à l’attrait d’illustrer son récit par des exemples suggestifs que dans la stricte mesure où ils s’imposaient. Sa formation journalistique lui a du reste rendu léger cet effort.*

*Il y a dans le journalisme d’aujourd’hui deux catégories qui s’opposent plus souvent qu’elles ne s’accordent. Le* reporter*, qui est un oiseau de passage, qui picore dans les grosses tartines de l’actualité et ne voit le plus souvent que les apparences furtives, passagères, habilement composées pour lui, et pour ses journaux. Il y a le* correspondant *qui est encore là quand le reporter n’y est plus. Celui-là ne saurait se mouvoir dans son poste sédentaire et parfois lointain sans une parfaite connaissance de l’histoire du pays où il vit, des dessous, des mobiles et des ressorts intimes qui déterminent les réactions de l’opinion ou les décisions des gouvernements.*

*M. Pierre Dehillotte est, dans le genre, un des plus qualifiés pour traiter les problèmes les plus épineux de l’Allemagne, de l’Europe centrale et méridionale. Avant la guerre de 1914, il avait été pendant quatre ans le collaborateur de M. Comert, correspondant du* Temps *en Allemagne. Après l’Armistice, il devenait le correspondant du* Temps *à Madrid, et de 1932 à 1938, celui du* Journal des Débats *et de l’*Agence Fournier*, d’abord à Berlin et ensuite à Vienne et à Prague.*

*Cette énumération de capitales, dont deux aujourd’hui sont décapitées, rend suffisamment explicite l’intérêt du devoir professionnel qu’y accomplissait Pierre Dehillotte avec conscience et courage. Autant dire qu’il fut le témoin des drames successifs où sombrèrent l’une après l’autre l’Allemagne démocratique, l’Autriche indépendante et la Tchécoslovaquie libre.*

[7]

*J’ai connu Pierre Dehillotte dans les salles de rédaction du* Temps*. Les caractéristiques de son information étaient toujours l’inédit, la sincérité et l’explication secrète, profonde, qui rend d’un seul coup vraisemblables toutes les invraisemblances de l’étranger. Rien ne l’étonnait, parce qu’il avait été longtemps aux sources des campagnes mensongères de Berlin ou d’ailleurs. Quand je le revis, plus tard, à Berlin, quelques mois avant l’arrivée d’Hitler au pouvoir, il émit sur l’évolution de la politique allemande quelques lugubres pronostics qui tous se sont réalisés. Il faudrait relire les articles qu’il envoya, vers cette époque, au* Journal des Débats *pour se convaincre qu’il ne s’agit pas là de simples politesses confraternelles et rituelles dans une préface.*

*Son style dépouillé, concis et ferme, est une garantie d’authenticité. S’il ne dédaigne pas l’ironie et le détail pittoresque, il n’enjolive et ne fleurit rien. Certaines de ses pages ont la sécheresse d’un rapport, mais les documents et la clarté de l’exposé leur donnent un caractère historique puissant. Les anecdotes, les traits, racontés avec la même sobriété n’en sont que plus forts, plus convaincants. C’est en somme une contribution considérable que M. Pierre Dehillotte apporte à l’histoire de ces temps singuliers. Ce sont des livres comme le sien qui rendent moins ardue la tâche des historiens de l’avenir. Et, pour le présent, c’est un service qu’il rend à son pays, car connaître l’ennemi n’est-ce pas le meilleur moyen de le battre ?*

Georges Suarez

[8]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Ce livre a été écrit avec un souci constant d’impartialité.*

*J’ai, comme toujours au cours de ma carrière de journaliste, évité la sensation, dans l’espoir que les agents de la Gestapo eux-mêmes voudront bien reconnaître comme exact le tableau que je trace de leur activité.*

*Volontairement, j’ai passé sous silence les entreprises de la police secrète allemande dans certains grands États de l’ancien et du nouveau continent, bornant mon étude aux pays sur lesquels des observations personnelles me permettaient de contrôler les plus sérieux documents.*

P. Dehillotte.

Paris, Février 1940.

[9]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre I

Organisation de la *Gestapo*

[Retour à la table des matières](#tdm)

La république de Weimar avait jugé inutile de créer une police politique. Le premier soin de M. Adolphe Hitler en arrivant au pouvoir, le 30 janvier 1933, fut de réparer cette erreur. Il ne s’agissait, en somme, que de transformer les services de police du parti national-socialiste en organisation d’État.

L’autonomie des pays allemands existant encore sur le plan administratif, le nouveau chancelier estima prudent de diviser ses agents en deux groupes : prussien et bavarois. Le premier fut placé sous les ordres de M. Hermann Göring qui délégua ses pouvoirs à M. Diehls ; le second fut, dès 1934, soumis à l’autorité de M. Himmler, qui avait assisté M. Hitler dans la nuit tragique du 30 juin et assassiné de sa propre main M. Heines, préfet de police de Breslau, pendant que le *Führer* assommait à coups de nerf de bœuf M. von Heydebreck, invalide de guerre et chef des S.A. de Poméranie.

Cette police politique se nommait alors *Gestapa* (*Geheime-Staats-Polizei-Amt*).

Le docteur Frick, nommé, en 1935, ministre de l’Intérieur du *Reich*, réalisa la centralisation des services et fit signer, le 17 juin 1936, par le chancelier un décret réorganisant et unifiant la police du *Reich*.

[10]

Dans le préambule de ce décret-loi, le nouveau ministre déclarait : « Devenue nationale-socialiste, la police n’a plus pour mission d’assurer un ordre fixé par un régime parlementaire et constitutionnel. Elle est là : 1° pour faire exécuter la volonté d’un chef unique ; 2° pour préserver le peuple allemand contre toutes les tentatives de destruction d’ennemis intérieurs et extérieurs. Pour arriver à ce but, la police a besoin d’être toute puissante. »

Depuis cette date, la police du *Reich* est divisée en deux branches : 1° la police d’ordre (*Ordnungspolizei*), comprenant tous les policiers en uniforme et les bureaux administratifs ; 2° la police de sûreté (*Sicherheitspolizei*), elle-même divisée en deux sections : a) police criminelle (*Kriminalpolizei*) ; b) la *Gestapo* (*Geheime-Staats-Polizei*).

C’est uniquement de cette dernière que nous allons nous occuper dans cette édition.

Sa mission est nettement déterminée dans un ouvrage publié, en 1937, à Munich, sous le titre : *Docteur Wilhelm Frick et son Ministère*:

« Elle a pour mission défensive de s’opposer aux initiatives de quiconque se rendra coupable d’agression contre nos institutions nationales-socialistes, ou tentera de ruiner la santé morale et la force du pays et de l’État. Comme agresseurs doivent être considérés :

– 1° les individus qui, par suite de dégénérescence physique ou morale, se sont séparés de la communauté populaire et qui violent, dans leur intérêt particulier, les dispositions prises pour préserver l’intérêt général. Contre ces malfaiteurs agira la police criminelle ;

– 2° les individus qui, comme mandataires des ennemis politiques du peuple allemand national-socialiste, veulent détruire l’unité nationale et anéantir la puissance de l’État. Contre ces agresseurs luttera inlassablement la *Gestapo*. »

Le chef de la police d’ordre est le général Daluegue.

[11]

Celui de la *Gestapo* est M. Himmler. Il a choisi comme collaborateur immédiat M. Heydrich.

Ces deux hommes ont sous leurs ordres directs une armée d’agents en civil qui comptait en 1938 près de cinquante mille hommes et une armée en uniforme noir, les *Schutz-Staffeln* (plus connus sous la dénomination *Ss*), forte de plus de deux cent mille soldats, ayant un armement identique à celui de la *Reichswehr*. Nous donnerons plus loin le détail de l’organisation des *Ss*.

M. Heydrich, en prenant possession de sa charge, a indiqué quels étaient ses ennemis de l’intérieur : marxistes, communistes, pionniers de la Bible, Juifs, francs-maçons et clergé politique. Ce programme a subi depuis le pacte germano-russe quelques changements. À l’extérieur, la *Gestapo* a déclaré la guerre en 1934 à « tous ceux qui ne reconnaissent pas la valeur du régime national-socialiste, ne l’admettent pas comme faisant corps avec l’Allemagne ou tentent d’en saper la base. » Ainsi s’exprime M. Heydrich dans un des chapitres de l’ouvrage cité plus haut.

– Organisation de la Gestapo à l’étranger

En 1935, le chancelier Hitler décida, à la suite de conversations avec MM. Göring, Goebbels et Himmler, de consacrer annuellement une somme de deux cent soixante-deux millions de marks (soit plus de deux milliards de francs) à l’action nationale-socialiste à l’étranger. Sur ces fonds, vingt millions de marks furent destinés à appointer les deux mille quatre cent cinquante agents de la *Gestapo* à l’étranger. Vingt millions ! alors que les crédits consentis à la *Reich*swehr pour ses services d’espionnage n’atteignent, dans le budget de 1935, que huit millions de marks.

Les généraux protestèrent auprès du *Führer* qui [12] répondit au maréchal von Blomberg que les agents de la *Gestapo* seraient, en toutes occasions, les meilleurs collaborateurs de l’armée allemande. Il fut, à la suite de cette intervention, entendu qu’un service de liaison serait établi entre l’état-major de l’armée régulière et celui de M. Himmler, chef de la *Gestapo* et général des *Schutz-Staffeln*. Le chef III b (chef du service des renseignements) aurait avec M. Himmler des conférences hebdomadaires.

Il est évident que ces deux mille quatre cent cinquante agents régulièrement appointés ne sont que l’armature des organisations policières du *Reich* à l’étranger.

Chacun de ces agents dispose d’un groupe d’informateurs qui rassemblent les renseignements que l’agent n’aura pas pu ou voulu recueillir lui-même. On estime que ces groupes sont de vingt personnes par agent. Les effectifs des informateurs seraient d’une vingtaine de mille hommes (Allemands et étrangers).

Les informateurs n’ont pas de salaires mensuels. Ils reçoivent par renseignement fourni une somme qui est fixée par un bureau de techniciens attaché simultanément à la direction de la police et à l’état-major de l’armée.

À la réception du renseignement apporté par l’informateur, l’agent est seulement autorisé à verser un acompte, le reliquat, si reliquat il y a, ne devant être remis que sur ordre du bureau centralisateur.

Ce système de rémunération n’est pas d’invention nationale-socialiste. Nous avons appris de la bouche de la grande espionne allemande connue sous le nom de Mlle Docteur qu’il était en usage à l’état-major allemand à l’époque (1914-1918) où elle était la collaboratrice du colonel Nicolaï.

[13]

– Identification des agents

À chaque agent correspond un numéro afin que les services de contre-espionnage étrangers ne puissent pas dévoiler l’identité des Allemands travaillant en dehors des frontières du *Reich*. À chaque pays correspond une couleur ; bleu pour la France, jaune pour les Balkans, rouge pour l’Espagne, par exemple.

L’agent Fritz Müller travaillant en Espagne ne sera, ainsi, connu des services de Fribourg ou de Berlin que comme étant « 1280-rouge ». Il en est de même pour les informateurs dont le numéro est souvent accompagné de celui de l’agent qui l’utilise.

– Traitement des agents

Les honoraires des agents sont de cinq cents marks par mois, auxquels vient s’ajouter une somme de frais fixée, sauf imprévu, à deux mille marks par an. Toute somme payée au change officiel. Un agent vivant à Paris touche ainsi quatre-vingt mille francs par an.

– Administration et bureaux

Le siège central de la *Gestapo* se trouve à Berlin au numéro 8 de la *Prinz-Albrecht-Strasse*, en face du ministère de l’Air où trône M. Hermann Göring.

D’abondantes archives encombrent les vastes salles où sont classées les fiches et les photographies de tous les agents, comme celles de tous les étrangers suspects de travailler contre le régime sur toute la surface du globe. Ces archives se sont enrichies, en 1936, des renseignements fournis au *Reich* sur les agents étrangers par la *Guépéou* russe, dont la collaboration avec la *Gestapo* date exactement de trois ans.

[14]

À l’hôtel de la *Prinz-Albrecht-Strasse* sont apportées à toute heure du jour et de la nuit les dépêches chiffrées envoyées par les représentants diplomatiques étrangers accrédités à Berlin et les messages radiophoniques captés par le poste de Nauen. Aux employés de M. Heydrich sont également remis chaque jour copie des communications téléphoniques passées aux rédactions des journaux étrangers par les correspondants établis en Allemagne. Mais, dans ces bureaux, le menu fretin des agents n’a pas accès.

Pour les recevoir ont été créées les inspections régionales. Les agents opérant en France sont en relation avec les inspections de Fribourg-en-Brisgau, de Sarrebruck et de Deux-Ponts. Cette dernière a été supprimée, dit-on, en 1938.

Les agents opérant en Belgique et en Hollande sont reliés à l’inspection d’Aix-la-Chapelle.

Les agents d’Angleterre ont leur inspection particulière à Hambourg. Les agents travaillant en Italie et en Yougoslavie sont reçus à Munich. Les Russes, à Berlin, dans un immeuble voisin de la gare de la Friedrichstrasse, à deux pas de l’ambassade des Soviets.

Enfin, toutes ces inspections sont elles-mêmes sous l’autorité d’une super-inspection, dont le siège est à Cologne, et dirigée, croyons-nous, par M. Diehls, ami de M. Göring et prédécesseur de M. Himmler à la direction de la *Gestapo* prussienne.

– Écoles et recrutement des agents

Le gouvernement national-socialiste a fondé dix écoles d’agents de la *Gestapo*. Elles sont réparties entre les plus grandes villes du *Reich*. La durée des études est de six mois. Chaque classe ne doit pas compter plus de cinq élèves.

[15]

Les élèves ne doivent pas avoir plus de trente ans au moment où ils s’inscrivent pour suivre les cours.

Ils sont choisis, de préférence, dans les régiments de *Ss*, ces jeunes gens ayant déjà, à leur entrée dans ce corps d’élite, été soumis à de sérieux examens et surveillés de près pendant des années. Toutes ces précautions sont prises pour que les hommes envoyés à l’étranger ne se transforment pas rapidement en dangereux agents doubles. On dit, en Allemagne, de ces agents doubles qu’ils portent le fusil sur deux épaules. Traduction germanique du terme français : manger à deux râteliers. C’est l’argot du métier.

Certains agents, et non des moindres, sont aussi pris dans les milieux d’émigrés politiques. De nombreux cas ont été relevés par la police française qui a récemment découvert que le secrétaire général d’une importante association d’émigrés était, en réalité, un des plus habiles agents de M. Himmler.

Une école spéciale a été fondée pour les candidats de nationalité étrangère. Il suffira pour savoir de quels pays il s’agit de consulter la liste des sections étrangères du parti national-socialiste.

– Mission des agents de la Gestapo

Elle est trop compliquée pour être clairement définie. Les chefs de cette puissante organisation ont pourtant, à diverses reprises, tracé les grandes lignes de la tâche confiée à leurs collaborateurs :

– 1° Propager l’idée nationale-socialiste pour trouver, à l’étranger, des points d’appui. Ces points d’appui permettront, pendant la prochaine guerre, d’affaiblir la force de résistance de l’ennemi.

– 2° Atténuer, en la contrebattant, la campagne antihitlérienne. Vaste programme, lutte rendue gigantesque par l’ardeur de la défense des éléments que le nazisme a désignés [16] comme ses ennemis naturels. Dans cette bataille, les agents de la *Gestapo* doivent utiliser les armes qui se trouvent à leur portée. Il dépendra de l’habileté individuelle des collaborateurs de M. Himmler de marquer des points là où les adversaires du régime font preuve de quelque faiblesse. Ces armes sont les journaux, les films et les livres. Les armes avouées.

– 3° Discréditer les émigrés politiques, dans le cas où ceux-ci ne s’en chargeraient pas eux-mêmes. Ces derniers mots font partie textuellement d’instructions données, en 1936, aux agents de la *Gestapo* en France par M. Heydrich.

– 4° Assurer la contrebande des tracts, des armes, des explosifs, des stupéfiants. Réaliser, en temps opportun, les actes de sabotage qui s’imposent à l’esprit de tout bon national-socialiste.

– 5° Surveillance des agents provocateurs. Grèves dans les usines d’armement, propagande de *désagrégation*. On n’osait pas encore lui donner officiellement un caractère communiste. Dans une école d’agents de la *Gestapo*, un professeur rappelait pourtant à ses élèves, en 1935, les paroles prononcées, en 1928, par le Dr Goebbels devant les membres du groupement local de Munich : « On nous reproche d’employer des méthodes marxistes. Mais, naturellement, nous les employons. Ce sont les meilleures, les seules qui puissent attirer les masses. Nous les emploierons et nous les améliorerons, et grâce à elles nous nous adresserons à tout le peuple allemand »

– 7° Contrôle des trains-poste. Ouverture de la correspondance traversant le *Reich*, sous couvert du contrôle légal des exportations de devises.

– 8° Instruction de faux policiers étrangers. Nous ne citerons que des exemples : de faux policiers tentent, en 1935, d’arrêter à Prague M. Otto Strasser. Des nazis déguisés en soldats autrichiens assassinent le chancelier [17] Dolfuss à Vienne. Des nazis en uniforme de soldats allemands font irruption à Vienne, dans les salons de l’ambassade d’Allemagne, pour y assassiner M. von Papen. À Prague, après l’occupation et les abandons de MM. Hacha, Sirovy et consorts, les agents de la *Gestapo* allemande revêtent, pour exercer leur surveillance, des uniformes de policiers tchèques. En Hollande, enfin, le 1er novembre 1939, la police néerlandaise surprend des agents de la *Gestapo* qui tentent de s’introduire dans le pays habillés en gendarmes hollandais. Un stock de cinq mille uniformes est saisi à la frontière.

[18]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre II

Les chefs de la *Gestapo*

– Heinrich Himmler, chef de la Gestapo

[Retour à la table des matières](#tdm)

M. Himmler, qui est né en 1900 à Munich, n’a pas fait la guerre de 1914-1918.

Il suivit, de 1916 à 1918, des cours à l’École d’agriculture de Bavière, avec l’idée de devenir plus tard gérant du domaine de quelque riche propriétaire terrien.

Attiré, comme tant d’autres, par le mouvement réactionnaire hostile à la république, il fit à Landshut la connaissance du pharmacien Gregor Strasser qui l’enrôla dans les rangs d’un corps franc récemment fondé et dénommé : « Les soldats de convictions nationales ». Pris en amitié par Gregor Strasser, dont il fut l’invité pendant près de deux années, Himmler le suivit dans le parti national-socialiste et fit au foyer de son bienfaiteur la connaissance de celui qui devait devenir un peu plus tard le chef du mouvement.

En 1924, M. Himmler, après avoir entendu de longs monologues de M. Hitler sur le racisme, lui proposa de créer une organisation de la Sainte Vehme, dont la double mission serait d’assurer au sein du parti l’ordre le plus rigoureux et de surveiller aussi les chefs suspects de trahison, de négligence ou de lassitude. Dans ces formations seraient seulement admises des recrues de pure [19] race aryenne, rompues aux sports et aveuglément dévouées au *Führer*.

Adolphe Hitler accepta cette proposition avec d’autant plus d’enthousiasme que son ami Göring, alors chef des *Sa* (*Stoss Abteilungen*), pouvait être tenté de s’emparer de la direction du parti. Grâce aux détachements *Ss* (détachements de protection – *Schutz-Staffeln*) du camarade Himmler, le *Führer* tiendrait tête à toute révolution de palais montée avec l’appui de la petite armée de l’ancien capitaine aviateur.

Ainsi fut enfantée, dans la peur, l’armée aux uniformes noirs qui est la garde personnelle du chancelier du *Reich*. Nous exposerons plus loin quelle est son organisation, quels sont ses effectifs, quelle est sa mission accessoire.

M. Himmler abandonna Gregor Strasser le jour où il acquit la conviction que l’avenir appartenait à Adolphe Hitler. Pour ne pas avoir à conserver une trop fidèle gratitude au pharmacien de Landshut, il le fit assassiner le 30 juin 1934, après avoir chargé son complice, M. Heydrich, de justifier de son mieux cette exécution aux yeux du *Führer* si, d’aventure, ce dernier en demandait la raison.

Les crimes du 30 juin assurèrent à M. Himmler la brillante carrière qu’il a parcourue. Par reconnaissance ou par crainte, M. Hitler ne lui a jamais adressé un reproche. Seul le chef de la police secrète peut se permettre d’élever la voix en sa présence. Ce petit élève de l’École d’agriculture de Landshut est devenu le quatrième personnage du Grand-*Reich*.

Il est vrai que les trois premiers sont : M. Hitler, ex-chômeur peintre en bâtiment ; M. Göring, pilote de ligne, promu général, puis maréchal, sans avoir commandé autre chose que des feux de peloton, et Rudolphe Hess, sans profession.

[20]

– M. Heydrich, chef-adjoint de la Gestapo

M. Heydrich est né en 1901. En 1918 il fait déjà partie des jeunesses nationales allemandes, pépinière du futur national-socialisme. À dix-neuf ans, en 1920, la grande époque des corps francs, il devient estafette au corps *Märker* en garnison à Halle.

En 1922, il entre comme aspirant dans la marine de guerre qu’il quitte après avoir gagné ses épaulettes de lieutenant, en 1929. Les raisons de sa démission sont restées inconnues du public. À l’en croire, il aurait été chassé des cadres de la marine à la suite d’une dénonciation le signalant à ses chefs comme ardent partisan des doctrines hitlériennes.

Cette version, habilement propagée dans l’entourage de M. Hitler, lui valut un rapide avancement dans l’armée brune du capitaine Rœhm, grand amateur de jeunes gens distingués et élégants. M. Heydrich, ayant ces deux qualités, fut bientôt nommé trésorier de la section nationale-socialiste de Prusse orientale, et devint l’ami du *Führer* local, M. Koch, avant de devenir l’amant de sa femme.

Sûr de l’impunité, puisque le parti n’avait pas de personnalité juridique en raison de son caractère illégal, Heydrich puisa largement dans la caisse de la section pendant les longues tournées de propagande effectuées par son chef.

Démasqué, convaincu de vol par le *Gauleiter* Koch et menacé d’exécution sommaire, Heydrich répliqua posément que ses précautions étaient prises, et que si quelqu’un s’avisait de l’accuser de la moindre incorrection, les lettres échangées entre le préfet nazi de Prusse orientale et M. Gregor Strasser, après critiques du *Führer*, seraient immédiatement publiées.

[21]

L’affaire n’eut pas de suites. M. Himmler rappela cependant Heydrich à Munich, siège du parti, et lui confia une mission dangereuse, avec le secret espoir qu’un hasard heureux le débarrasserait bientôt d’un collaborateur aussi malhonnête.

Mais, là encore, une femme sauva Heydrich : Mme Himmler elle-même qui, séduite par les allures distinguées de ce beau garçon, céda à ses avances et lui dévoila, dans l’intimité d’un premier rendez-vous, à quels dangers de mort il allait systématiquement être exposé. Himmler et Gregor Strasser avaient juré sa perte.

Le lendemain, Heydrich exposa froidement à son chef dans quelles circonstances il avait appris sa condamnation à mort, lui révéla les critiques dont Hitler était l’objet de la part de Gregor Strasser et du *Gauleiter* Koch et obtint de ce peureux homme, devenu chef de la police, le poste qu’il occupe encore aujourd’hui.

Heinrich Himmler ayant rejeté sur Gregor Strasser toute la responsabilité du plan meurtrier échafaudé contre Heydrich, il fut, lors de cette dramatique explication, entendu que le nouveau chef-adjoint de la *Gestapo* restait chargé de l’exécution de Strasser, au jour et à l’heure qui lui paraîtraient convenables.

Cette heure tragique sonna le 30 juin 1934, quand M. Hitler, un revolver dans chaque main, donna, à l’hôtel Hanschbauer, de Wiesessee, le signal des assassinats.

Gregor Strasser, alors retiré de la vie publique, fut cueilli à son domicile par quatre *Ss* armés et enfermé dans la cellule N° 16, à la prison de la préfecture de police de Berlin. Un quart d’heure plus tard, M. Heydrich, arrivé de Munich en avion le matin même, transmettait l’ordre d’exécution et venait, le sourire aux lèvres, donner à son adversaire agonisant le coup de grâce. Il s’était vengé.

Les statistiques des partis allemands d’opposition estiment [22] à trois mille le nombre des exécutions sommaires décidées par M. Heydrich depuis son entrée en fonctions.

– M. Werner Best

Le nom de M. Werner Best est inconnu à l’étranger. Même en Allemagne peu de gens, en dehors de l’état-major du national-socialisme, savent que derrière M. Himmler qui parade et M. Heydrich qui trahit, c’est ce haut et silencieux fonctionnaire qui agit.

M. Werner Best, docteur en droit, fait tout ce dont M. Himmler est incapable, en raison de son ignorance, et laisse faire à M. Heydrich tout ce que sa propre conscience lui interdit d’accomplir.

Il est, en effet, dans la *Gestapo*, plus que dans toutes les polices du globe, de basses besognes dont seul peut être chargé M. Heydrich.

M. Best est né en 1903 à Mayence, où son père resta fonctionnaire des postes et télégraphe jusqu’au moment où il dut, la guerre étant déclarée, rejoindre son régiment, comme officier d’infanterie.

Le lieutenant Best ayant été tué en France, sa veuve se retira chez une parente à Gensenheim, dans la banlieue de Mayence, avec ses deux enfants. Werner était l’aîné.

Vint l’occupation de la Rhénanie par les vainqueurs. Des officiers furent logés chez Mme Best. Jamais le jeune Werner ne leur adressa la parole, jamais il ne leur répondit sans serrer les poings.

À l’école, le jeune Werner était le meilleur élève de sa classe. C’est à ce titre qu’il reçut, à la fin de l’année scolaire 1920, les félicitations d’un capitaine français chargé par le général Mangin de faire l’inspection des établissements d’enseignement primaire et secondaire. L’officier lui offrit un livre de prix, relié et doré sur [23] tranches, mais l’enfant le refusa d’un geste impatient et ajouta : « Je ne veux recevoir aucun cadeau du représentant d’un pays dont les armées occupent le territoire allemand ; mon père a été tué en France. »

Werner Best fit plus tard son droit, à Giessen. Licence et doctorat. En 1923, il s’enrôla dans les corps francs qui, organisés par Schlageter, luttaient contre les troupes d’occupation, combattaient le séparatisme rhénan et sabotaient les voies ferrées utilisées par nos services. Employé comme courrier et estafette, Best transporta des lettres, transmit des ordres dans la zone interdite, et remit leur solde aux cheminots allemands de la Ruhr qui refusaient de travailler pour la régie française des chemins de fer de la zone occupée. L’inflation rendait cette dernière mission difficile puisqu’il fallait introduire chaque samedi dans la Ruhr d’énormes ballots de billets dépréciés.

À deux reprises, Werner Best est arrêté par les autorités françaises. La première fois dans une imprimerie qui édite clandestinement des tracts contre les Alliés ; la seconde, dans un train où il est trouvé sans les papiers indispensables pour circuler en zone interdite. Ce second délit lui valut six mois de détention.

Rendu à la liberté, il adhère au nouveau parti national-socialiste, dont M. Hitler vient de prendre la direction.

Werner Best est d’esprit trop indépendant pour ne pas percevoir très vite les faiblesses du mouvement nouveau et ne pas en juger sévèrement les excès. Il considère cependant que, dans les circonstances tragiques que traverse son pays vaincu, le national-socialisme apporte aux plus déçus de ses compatriotes un rayon d’espoir. Il n’a pour le *Führer* qui débute, hésitant, solidement encadré par MM. Gregor Strasser et Dietrich Eckart, qu’une admiration mitigée et ne suit les réunions du parti qu’avec ennui et crainte.

[24]

Aussi est-ce pour son compte personnel qu’il forme un corps franc de quelques dizaines de jeunes gens décidés à saboter sous ses ordres l’œuvre de reconstitution nationale entreprise par la république de Weimar.

En 1931, Werner Best publie un document dans lequel il expose de quelle façon, à son avis, il conviendra de diriger le *Reich* le jour où les révolutionnaires de droite auront anéanti la Commune. Ce document, connu sous le nom de « *Manifeste Boxheimer* », est volé par un national-socialiste et remis aux autorités républicaines. Best est arrêté, traduit devant le Tribunal d’Empire pour haute trahison, mais acquitté, faute de preuves, le 20 octobre 1932. Les juges de Leipzig, séduits par son enthousiasme patriotique, ont sans doute eu pitié de lui. Ils ont depuis, changeant de méthodes, condamné beaucoup d’innocents !

En janvier 1933, M. Hitler étant arrivé au pouvoir, Werner Best est porté sur la liste des profiteurs du régime. M. Frick le nomme d’abord chef de la police du petit État de Hesse et le fait entrer, peu après, dans l’état-major de la police secrète de l’État hitlérien.

[25]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre III

Les Schutz-Staffeln (SS)

(Détachements de protection)

[Retour à la table des matières](#tdm)

La police secrète d’État nationale-socialiste ne serait rien sans les *Ss*, qui sont à la fois son instrument et sa protection.

M. Himmler a confié, officiellement, à ces régiments aux uniformes noirs, le soin de protéger l’Allemagne contre l’ennemi intérieur. En réalité, leur fonction consiste à protéger le régime, à le tenir constamment à l’abri d’une révolte populaire et d’une conspiration des *Sa*, surtout à l’époque où le capitaine Rœhm disposait, dans les détachements d’assaut, de centaines de mille hommes. Le Führer pensait aussi qu’il pourrait faire appel aux *Ss* si quelque général tentait, avec l’appui des mitrailleuses de la *Wehrmacht*, d’instituer à Berlin une dictature militaire.

Mais c’est pour se défendre contre ses amis, plus encore que contre ses ennemis, que M. Hitler, au printemps de 1929, retira le commandement des détachements d’assaut au général Göring pour les placer sous les ordres du capitaine Rœhm, et qu’il nomma M. Himmler chef des *Ss*, avant de lui confier plus tard la *Gestapo*.

– Effectifs des Ss

En 1929, quelques semaines après la création de cette formation paramilitaire, les effectifs des *Ss* étaient de [26] 250 hommes, petite troupe attachée à la protection du chef du parti en déplacement.

Quand M. Hitler allait en automobile de ville en ville, prêchant la doctrine nationale-socialiste, quelques *Ss* armés prenaient place à ses côtés. Les mêmes hommes montaient une garde vigilante au pied de la tribune, prêts à couvrir de leur corps le chef attaqué. Des *Ss* habitaient la bourgade de Berchtesgaden, surveillaient l’appartement de Munich, assuraient le service à l’étage de l’hôtel berlinois où le *Führer* et sa bande habitaient, avant de transporter leurs pénates à la chancellerie du *Reich*.

Bientôt d’autres dignitaires du régime (le gros Göring, le petit Gœbbels et le timide Hess) demandèrent à être également protégés. M. Himmler accepta avec empressement d’assurer cette protection, bien décidé à la transformer rapidement en filature.

Aussi les effectifs furent-ils progressivement grossis. De 250 en 1929, ils passèrent à 2000 environ en 1930, à 10 000 en 1931, à 30 000 en 1932, pour arriver, en 1936, au chiffre énorme et officiel de 210 000 hommes.

Dès 1933, il ne s’agissait plus évidemment de protéger et de surveiller les personnalités du régime. Une armée était créée, en marge de l’armée régulière, en vue d’événements politiques que tout permettait de craindre, tant était croissant le mécontentement du peuple et celui de l’armée brune, connue sous la dénomination de *Sa*. Cette armée brune était sans armes, en dehors de quelques poignards parcimonieusement distribués, mais il n’était pas impossible qu’elle s’emparât de certains dépôts d’armes de la *Reichswehr*.

En 1935, le chancelier Hitler a su rallier à la cause du régime la *Wehrmacht* (force armée régulière), restée indifférente devant l’assassinat des généraux von Schleicher et von Bredow, suivi de l’exécution sommaire d’une [27] dizaine de colonels en activité ou en retraite et d’un nombre élevé d’anciens officiers de l’armée impériale, versés comme instructeurs dans les détachements d’assaut. Quoi de plus naturel dans le IIIe *Reich* ? 500 officiers et ex-officiers avaient été sacrifiés, victimes innocentes du nazisme, mais 20 000 ex-officiers de l’armée impériale avaient retrouvé les épaulettes, insignes de leur grade, grâce à la création d’une armée régulière nouvelle plus nombreuse et mieux armée que celle qui avait été battue sur les champs de bataille de France. Hitler, malgré tous ses crimes, avait bien mérité de l’armée !

À dater de ce moment, le putsch de l’armée régulière n’était plus à craindre en temps de paix ; celui des *Sa*, sans armes, encore moins. Mise en congé à la veille du massacre du 30 juin, puis réduite à des effectifs insignifiants, l’armée brune, discréditée, avait cessé d’être une force dans le parti et en même temps d’être un danger pour le régime.

Il ne restait dans ces conditions à M. Himmler qu’à adapter ses uniformes noirs aux nécessités d’une guerre extérieure. C’est dans ce but que les effectifs ont été portés à ce chiffre de 210 000 hommes et que leur préparation a été orientée vers de nouveaux objectifs.

Dans l’esprit du chef de la *Gestapo* l’amélioration devait aller de pair avec l’augmentation.

– Recrutement

Dans une conférence de caractère secret faite aux officiers de l’état-major général, M. Himmler a indiqué lui-même de quelle façon était réglementé le recrutement des *Ss*. Nous tenons, pour rester strictement impartial, à reproduire fidèlement ici les renseignements que le chef de la *Gestapo* a fournis aux officiers de l’armée régulière :

[28]

Le futur soldat des détachements de protection a déjà passé des années dans les sections de jeunesses hitlériennes, où tout Allemand de race pure est incorporé à l’âge de treize ans.

Les candidats *Ss* se présentent aux bureaux de recrutement à l’âge de dix-huit ans. Sur cent candidats déjà sélectionnés dans leurs formations paramilitaires, nous en prenons, dit M. Himmler, une dizaine. Ce choix étant fait, une enquête est ouverte sur les antécédents du jeune homme, la santé de ses ascendants directs et indirects. Cette première épreuve ayant donné des résultats satisfaisants, nous prions le candidat de dresser l’arbre généalogique de sa famille en remontant jusqu’à l’an 1750.

Ceci fait, la recrue est examinée par une « commission raciale » composée de médecins, de savants et de quelques officiers des détachements de protection.

La recrue doit être de race pure : c’est-à-dire non seulement n’avoir pas une goutte de sang juif, mais pas une goutte non plus de sang étranger. Un grand-père français, italien ou russe est une cause d’élimination systématique.

La taille est aussi très importante. Seuls peuvent être enrôlés les jeunes gens mesurant au minimum 1 m 80. Tous doivent s’échelonner entre 1 m 80 et 1 m 85. Encore faut-il que les proportions soient normales. Les jambes ne doivent pas être démesurées. M. Himmler a, en effet, remarqué que les jambes trop grandes ne font pas les bons marcheurs.

La « commission raciale » examine ensuite l’attitude du candidat. M. Himmler ne craint pas d’entrer dans les détails. Il déclare en effet aux officiers de l’état-major : « Il ne suffit pas de se présenter d’une façon raide, de mettre exactement le petit doigt de chaque main sur la couture du pantalon, pour avoir une attitude militaire, martiale et disciplinée. Il faut que le futur *Ss* réponde [29] avec aisance quand il est interrogé, que son pas soit naturel, qu’il n’ait pas l’aspect d’un esclave, mais celui d’un homme vigoureux, sûr de lui, discipliné sans raideur, déférent sans servilité. »

Tel est, physiquement, l’aspect réglementaire du soldat de la garde hitlérienne.

Le moral tient bien peu de place dans les préoccupations du recruteur Heinrich Himmler !

– Organisation et répartition

Les effectifs des *Ss* sont répartis en deux formations d’importance numérique inégale : 1° formations ordinaires ; 2° formations spéciales.

*Les formations ordinaires* groupent 190 000 hommes sur les 210 000 inscrits aux rôles de 1937.

Elles sont elles-mêmes fractionnées en 13 *Oberabschnitte* (districts), qui correspondaient, il y a quelque temps, approximativement aux corps d’armée de la *Wehrmacht*. Chaque district est divisé en fractions de district (*Abschnitte*), chaque « fraction » en régiments (*Standarte*), le régiment réunissant 1600 hommes au minimum ; chaque régiment en compagnies (*Sturmbanne*), et chaque compagnie en sections (*Stürme*).

Ces divisions ont été ainsi faites parce que toute bourgade de quelque importance (20 à 25 000 âmes) devant avoir sa garnison de *Ss*, il n’était pas toujours possible d’y sélectionner un contingent parfait correspondant à l’importance réduite de la population.

L’appel des soldats des détachements de protection a lieu dans chaque localité une fois par mois ; cet appel revêt une certaine solennité et est accompagné d’exercices militaires et sportifs. La marche et le tir en sont les épreuves essentielles. Les *Ss* des *formations ordinaires* doivent avoir un [30] métier ou une profession stable. La *Gestapo* ne prend pas ou ne garde pas dans ses rangs des individus qui changent tous les trois mois de patron ou de directeur. « Aucun de nos hommes, a déclaré M. Himmler, n’est en chômage, ou la proportion des sans-travail, en toutes circonstances, est infime. » Il aurait dû ajouter que, dans l’Allemagne nationale-socialiste, aucun patron ou directeur d’entreprises n’ose licencier un membre des *Ss*, par crainte de représailles de la part de la police secrète d’État.

Admis à dix-huit ans dans les formations de *Ss*, le jeune Allemand, grand, blond et musclé, reste pendant trois mois aspirant (*Bewerber*). Si, au bout de ce délai, sa conduite a été jugée bonne, il est invité à prêter serment de fidélité à M. Hitler. Un peu plus tard, il passe ses examens élémentaires de culture physique et de sport, dont l’heureux résultat lui donne le droit de porter l’insigne sportif du parti en métal blanc ; plus tard, après de nouvelles épreuves, la plaquette de bronze.

Au bout d’une année et quelques semaines, le *Ss* avant atteint dix-neuf ans ou dix-neuf ans et demi est versé dans un régiment des services de travail (*Arbeitsdienst*). Là, il apprend à manier la pelle, à creuser des tranchées en tous terrains et il se perfectionne, en même temps, dans le tir au fusil et h la mitrailleuse. C’est la vie de camp, de grand air ; la vie d’efforts quotidiens et aussi d’assimilation sociale. Les régiments de l’*Arbeitsdienst* groupent, en effet, des gens de toutes conditions, pour une période d’inégale durée, mais pendant laquelle le fils de l’avocat, celui du préfet de province, celui du boucher de village ou du fonctionnaire des postes, sont soumis aux mêmes obligations, à la même discipline, à la même nourriture et aussi aux mêmes rudes traitements.

De ce dur apprentissage, le *Ss* passe à l’armée régulière. [31] Deux ans pour les fantassins, trois ans pour les armes spéciales (génie et artillerie), seuls des volontaires engagés pour quatre années étant admis dans l’armée de l’air.

Cette période terminée (elle est très probablement moins pénible que les précédentes), le soldat des détachements de protection retrouve son uniforme noir, ses insignes, sa formation et ses chefs mi-policiers mi-soldats. Abandonné par la patrie, il est repris par le régime.

Alors commence ou se poursuit, à un rythme accéléré, l’éducation politique de l’homme qui doit rester le défenseur fidèle du nazisme. Les instructeurs choisis par M. Himmler font à ces partisans rentrés au bercail des conférences répétées sur les sujets politiques les plus brûlants. Il convient, non seulement de leur démontrer les mérites du national-socialisme et du racisme, de leur exposer les succès obtenus par les méthodes géniales du *Führer* qui, dans aucun cas, ne saurait se tromper, étant inspiré par la Providence, mais aussi de justifier les initiatives prises par ses collaborateurs immédiats.

Le passé n’est pas plus oublié que le présent. Une lecture hebdomadaire des passages les plus saillants de *Mein Kampf*, œuvre maîtresse de M. Hitler, éclaire les *Ss* sur les conceptions politiques et sociales du *Führer* bien-aimé. Ils y apprennent une chose essentielle, dont le maréchal Hindenburg et le général Ludendorff ont toujours reconnu l’inexactitude aux jours sombres de 1918, à savoir que l’Allemagne n’a jamais été vaincue sur les champs de bataille. Le professeur de la *Gestapo*, enchaînant, répète le mensonge officiel du *coup de poignard dans le dos de l’armée victorieuse* (!), stigmatise *la lâcheté des traîtres marxistes* et déclare que les formations de *Ss* ont été enrégimentées pour empêcher *le renouvellement honteux d’une semblable trahison*.

D’autres instructeurs, pris dans l’état-major de M. Himmler [32] (de temps à autre M. Werner Best), font des cours sur le code hitlérien du mariage, de la famille et de l’honneur national-socialiste.

Cette instruction a une durée de douze mois. À l’issue de cette période de préparation militaire et civique des défenseurs de l’ordre tel que le définissent les lois nazies, le *Ss* reçoit son premier grade.

À trente-cinq ans, il passe dans la réserve de la garde, ce qui n’implique nullement l’abandon de l’uniforme et encore moins l’interruption des exercices physiques. Bien au contraire, c’est à l’occasion de cette mutation que le soldat des détachements de sécurité reçoit, des mains de M. Himmler, au cours d’une cérémonie militaire grandiose, un poignard d’honneur de grande dimension, avec autorisation de s’en servir toutes les fois qu’il se jugera insulté dans son honneur de *Ss*.

Ce blanc-seing, cette absolution préventive généreusement accordée pour l’avenir, cette impunité assurée à tous les porteurs de poignards élevés dans la haine de tout ce qui n’est pas le nazisme, expliquent, n’est-il pas vrai, la majeure partie des crimes abominables de la *Gestapo* allemande.

Muni de ce brevet d’assassin patenté, le *Ss*, arrivé à l’âge de trente-cinq ans, peut commettre tous les meurtres, à partir du moment où il considère son honneur atteint. Or, son honneur ne manque pas de l’être chaque fois qu’un misérable marxiste, qu’un odieux catholique ou qu’un affreux Juif se permet de critiquer devant lui le régime dont il a la garde.

Les rites barbares de la *Gestapo* ont ainsi rendu possibles les massacres du 30 juin, les assassinats nocturnes crapuleux, les règlements de comptes sanglants entre gangsters en uniforme, les tortures des camps de concentration, et enfin la persécution antisémite sous ses formes les plus cruelles.

[33]

– Formations spéciales

Ces formations se composent : 1° *des troupes à la disposition* ; 2° *des détachements Tête de mort* ; 3° *des services de sûreté*.

– 1° *Troupes à la disposition* (*Verfuegungstruppe*).

Les troupes sont casernées, mènent la vie militaire la plus stricte et sont chargées de la garde personnelle du *Führer*. Elles sont fortes de six unités principales réparties comme suit :

1° *Régiment Adolphe Hitler*. — Trois bataillons à pied et motorisés. Garnison : Berlin.

2° *Régiment Allemagne*. — Quatre bataillons avec compagnies de motocyclistes et d’artilleurs. Garnison : Munich et Ellwangen.

3° *Régiment Germania*. — Trois bataillons motorisés et augmentés d’artilleurs avec canons de campagne. Garnison : Hambourg (deux compagnies), Alrolsen (un bataillon), Soltau (un bataillon).

4° *Régiment Nuremberg*. — Infanterie. Garnison : Nuremberg.

5° *Régiment de pionniers*. — Garnison : Leipzig et Dresde.

6° *Régiment de génie*. — Garnison : Berlin et Unna.

La durée de service est de quatre années.

Les effectifs, qui étaient de 5000 hommes en 1037, dépassaient 15 000 au début de l’année 1930. Cette augmentation avait été décidée en prévision de déplacements du Führer à l’étranger.

– 2° Détachements *Tête de mort*.

Ces troupes ont pour mission principale la surveillance [34] des camps de concentration. C’est probablement en raison de ces fonctions que M. Himmler a décidé d’orner leurs casquettes de deux os croisés et surmontés d’une tête de mort. Insigne porté avec ostentation et fierté par les tortionnaires officiels des ennemis du régime.

Les camps à surveiller sont ceux de Dachau, Sachsenhausen, Lichtenberg, Sachsenburg et quelques autres de moindre importance.

L’effectif des troupes *Tête de mort* était, d’après les données officielles de 1937, de 3500 hommes. M. Himmler a annoncé lui-même aux généraux de la *Wehrmacht* (armée régulière), qu’en cas de guerre, les effectifs seraient portés à un chiffre minimum de 25 000 hommes et que le nombre des camps de concentration serait au moins doublé et probablement, suivant les besoins, quadruplé, la surveillance dans un camp de grande étendue s’avérant très difficile.

À en juger par le nombre de gardes-chiourme utilisés en 1937, il est aisé de s’imaginer quel était celui des malheureux internés.

Si l’on suppose qu’un gardien surveille 10 hommes (et nous restons certainement au-dessous de la vérité), les prisonniers politiques n’étaient pas moins de 35 000.

Nous exposerons plus loin l’opinion personnelle du chef de la *Gestapo* sur l’utilisation des camps de concentration pour la répression des crimes politiques et autres.

Quand on parle de camps de concentration en temps de guerre, il ne s’agit pas de ceux qui abriteront les soldats alliés surpris par les patrouilles allemandes et entraînés à l’intérieur du *Reich*. Ces camps seront, croyons-nous, comme par le passé, sous la surveillance de soldats de l’année territoriale. La garde hitlérienne portant l’insigne de *Tête de Mort* sera uniquement employée à des tâches civiles. Ses fonctions seront étendues à la répression [35] exercée contre les ennemis du régime non internés, dont les privations de guerre contribueront, évidemment, à augmenter sensiblement le nombre.

– Service desûreté  
(Sicherheitdienst)

Il est naturel que M. Himmler n’ait jamais donné, même aux officiers du grand état-major, que des renseignements succincts sur l’organisation du service de sûreté de la *Gestapo*.

Le chef de la police secrète a fixé le chiffre des effectifs de ce service à 4000 agents. Renseignement exact peut-être en 1937, faux en 1940.

Nous avons exposé plus haut quelle était l’armature de l’organisation extérieure, indiqué quelles étaient les écoles, déterminé l’emplacement des diverses inspections. Nous n’y reviendrons pas.

Si 2500 agents prospectaient l’étranger en 1937, leur nombre a dû augmenter à l’approche des opérations d’Autriche, de Tchécoslovaquie et de Pologne. À ces agents se sont joints d’ailleurs ceux de l’état-major de l’armée, devenus plus nombreux au fur et à mesure que s’accentuaient les préparatifs de la guerre actuelle.

Quant aux agents chargés de la surveillance de l’ennemi intérieur, ils étaient, en 1938, plus de 10 000, et leur travail de délation était complété par l’activité de confrères appartenant à un organisme dont personne à l’étranger, et bien peu de gens en Allemagne, connaissent l’existence. Nous voulons parler de *Schule und Moral.*

[36]

– Schule und Moral

Cette dénomination est sans aucun rapport avec l’objet de l’organisation et n’a été choisie que pour masquer sa dangereuse activité.

*Schule und Moral* ne se trouve pas placée sous l’autorité de M. Himmler et nous en préciserons néanmoins, dans la mesure du possible, la mission, parce que ces services sont précisément chargés de la surveillance de la *Gestapo* elle-même. Nous avons écrit, en cela d’accord avec tous les observateurs de la politique du IIIe *Reich*, que la *Gestapo* était toute puissante. Cette toute-puissance est pourtant relative puisqu’elle est soumise au contrôle de *Schule und Moral*. En même temps, les agents de cet organisme secret sont évidemment surveillés par la *Gestapo*. Dans un pays totalitaire, la surveillance réciproque et secrète de tous les organismes, et nous pourrions écrire de tous les citoyens, est à la base de la structure générale de l’État.

Les bureaux de *Schule und Moral* étaient, en 1937, situés dans la *Neue Wilhelmstrasse*, à l’angle de l’avenue des Tilleuls. C’est du restaurant *Pelzer*, qui fait face à cet immeuble, que nous eûmes l’occasion de voir le directeur de cette vaste entreprise, M. Rudolphe Hess, sortir d’une maison d’apparence commerciale, pour aller vers une heure de l’après-midi faire une courte apparition au palais de l’état-major particulier du *Führer* (*Verbindungstab*).

*Schule und Moral* n’est pas un rouage de l’État allemand, mais seulement du parti national-socialiste. C’est à ce titre que la direction en a été confiée à M. Rudolphe Hess qui est le mandataire du *Führer* et qui, de tous les personnages de l’entourage du *Bouddha* vivant est le plus discret, le plus silencieux et le plus sûr.

[37]

Rudolphe Hess, dont les fonctions publiques sont restées, aux yeux des profanes, incertaines, n’est, contrairement aux apparences, ni un paresseux ni un désœuvré. Toute son activité est concentrée sur la direction de cette œuvre absorbante et ingrate. Il en porte, seul, la responsabilité et en connaît, seul, tous les rouages.

Les agents de *Schule und Moral*, choisis avec le plus grand soin, ont été placés ou recrutés dans tous les milieux, dans toutes les professions, dans toutes les villes, dans tous les villages. Leur nombre est, de ce fait, impossible à déterminer.

En relations directes avec M. Rudolphe Hess, c’est de lui seul qu’ils reçoivent les directives susceptibles de les guider dans leur travail.

Une série d’exemples fera mieux comprendre au lecteur le fonctionnement de cette machine de délation.

Dans les services de l’hôtel de ville de Berlin, un agent de *Schule und Moral* remarque qu’un haut fonctionnaire fait bénéficier de faveurs spéciales un employé subalterne. Il le signale sur l’heure par lettre à *Schule und Moral*. Un agent de la *Gestapo* s’est permis des réflexions désagréables à l’adresse d’un des maîtres du régime. Immédiatement, le correspondant secret de *Schule und Moral* avise son chef.

Dans un régiment de l’armée régulière, le colonel a adressé aux troupes une allocution à l’occasion du 1er janvier ou de l’anniversaire du *Führer*, l’agent de *Schule und Moral* adresse aussitôt le texte ou 3e résumé de cette harangue aux bureaux de la *Neue Wilhelmstrasse*. Cet agent est soit un simple soldat, soit un sous-officier, soit un officier. Il est l’œil du parti.

Il en existe dans tous les bureaux, y compris, bien entendu, ceux de la police secrète, dans l’entourage de tous les ministres, de tous les ambassadeurs, de tous les généraux, colonels, commandants et capitaines. Ils sont [38] sur tous les navires de guerre et pas un sous-marin ne part en croisière sans avoir embarqué, à l’insu du commandement, l’agent secret de M. Rudolphe Hess.

C’est en centralisant tous ces renseignements innombrables, en lisant tous ces rapports, harangues, venus de tous les coins du pays, en recoupant ceux qui lui semblent douteux, que M. Rudolphe Hess peut, chaque semaine, faire à M. A. Hitler un tableau exact de la situation intérieure du parti, charpente de l’État.

[39]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre IV

Le complot fantôme de la *Gestapo*

(30 juin 1934)

[Retour à la table des matières](#tdm)

Pour écrire l’histoire de la *Gestapo* en Allemagne et donner rémunération de ses crimes, il faudrait plus d’encre que ne peuvent en fournir les usines des « *I. G. Farben*», qui détiennent le monopole des produits colorants dans le IIIe *Reich*.

Il faudrait, pour répondre à M. Hitler, qui prétendait, dans le seul discours prononcé par lui devant le Parlement allemand, avant sa dissolution définitive, que la révolution nationale-socialiste s’était faite sans qu’un carreau de vitre fût brisé, dresser la liste des paisibles citoyens assassinés, nuitamment, au coin des rues berlinoises par les malfaiteurs vêtus de chemises brunes des sections d’assaut. Il faudrait lui rappeler les coups de main exécutés par les agents de la *Gestapo* contre les cafés du quartier de Moabit où discutaient paisiblement des ouvriers restés fidèles à leurs organisations syndicales.

Il faudrait rafraîchir la mémoire des Allemands « *mis au pas*» par M. Himmler qui ont oublié l’épouvantable mise à mort de l’ouvrier tchèque Pietzuch, de Potempa, mutilé de guerre, dont le seul tort était de ne pas partager l’admiration témoignée au *Führer* par certains de ses voisins. Le malheureux fut attaqué dans sa modeste [40] demeure par cinq agents de la *Gestapo* et tué à coups de pied par ces brutes.

M. Göring télégraphia à ces bandits : « Vous n’êtes pas des meurtriers, puisque vous êtes nationaux-socialistes ! » Raison péremptoire, n’est-ce pas ?

Ayant connaissance de la manifestation tapageuse de son ami, M. Hitler prit, à Munich, le train pour Berlin afin d’y négocier avec le gouvernement, en quelque sorte revolver au poing, la grâce des malfaiteurs. À ces cinq misérables, celui qui devait être quelques mois plus tard chancelier du *Reich* télégraphia, à son tour : « Vous êtes mes camarades et je ne vous abandonnerai pas ! »

Le chancelier von Papen, tremblant de peur, céda. La condamnation à mort, prononcée par les honnêtes juges de Beuthen, fut transformée en une peine de travaux forcés, et une mesure de grâce vint bientôt rendre la liberté aux *camarades assassins* du chef du parti national-socialiste. Ils sont devenus, depuis, comme de juste, de cossus fonctionnaires de la *Gestapo*.

– Après le 30 janvier 1933

Après la nomination de M. Hitler au poste de chancelier du *Reich*, la rubrique des meurtres nationaux-socialistes disparut des colonnes des journaux. Non point certes que les agents de M. Himmler aient mis un terme à leurs exactions ! Bien au contraire. Mais la presse étant supprimée ou bâillonnée, le crime politique devint une méthode de gouvernement, le vol une institution d’État.

Industriels et commerçants furent dépouillés par le parti au pouvoir au bénéfice des maîtres de l’heure. Pas de procès ni de saisie ayant une apparence même lointaine de légalité. Non. Il suffisait d’un ordre de la *Gestapo* pour que ce qui appartenait hier à Pierre devint demain propriété de Paul. Et si d’aventure Pierre, dépossédé, [41] prétendait protester, se plaindre ou intenter, devant des juges terrifiés, une inutile procédure, l’imprudent était, tout simplement, cueilli, un matin au saut du lit, par quatre agents de la police secrète revêtus de l’uniforme noir de la garde hitlérienne et transporté dans un camp de concentration, avec l’assurance d’y finir une vie abrégée par de terribles tortures.

L’histoire des camps de concentration hitlériens a été trop abondamment décrite pour que nous tentions d’en répéter, ici, les horreurs. Tortures physiques épouvantables provoquant, à défaut de la mort, moindre mal, la folie. Tortures morales plus terribles encore, infligées par des bourreaux d’État, dont une intelligence saine peut difficilement imaginer la cruauté sadique.

Le correspondant à Berlin d’un grand journal parisien reçut au printemps de 1935 la visite d’un ex-colonel allemand de la Grande Guerre qui lui déclara : « Monsieur, vous avez écrit, en 1915, sur les atrocités commises par les autorités allemandes en Belgique et dans le nord de la France, des reportages que j’ai considérés comme injurieux pour ma patrie. Je vous ai, à cette époque, et de bonne foi, traité de menteur. Aujourd’hui je viens faire amende honorable. » Mon collègue, surpris, le regarda avec stupeur. Mais avant qu’il ait pu placer un mot, l’officier allemand reprit : « Témoin des tortures des camps de concentration nationaux-socialistes, de ces camps où des Allemands martyrisent d’autres Allemands, je déclare que vos récits étaient vraisemblables et que mes compatriotes ont pu commettre, à Lille et ailleurs en France, les crimes et atrocités dont ils se rendent coupables, tous les jours que Dieu fait, à Oranienbourg. »

Parlant des crimes politiques ou crapuleux, qui ont soulevé le dégoût de la population allemande elle-même, il est impossible de ne pas faire, pour mémoire, allusion aux massacres du 30 juin.

[42]

Le nombre des victimes atteignit en trois jours le chiffre effarant de 1250 dans l’entourage immédiat du chancelier Hitler et de ses ministres. Comparées à cette hécatombe, les épurations sanglantes du camarade Staline semblent des jeux d’enfants. En trois jours, le chef du gouvernement allemand fit exécuter, sans jugement, plus de généraux, ou de fonctionnaires d’un rang correspondant à ce grade, que le tsar communiste en vingt ans de pouvoir.

Exécutions qu’aucune raison politique ou aucun complot ne pouvaient excuser et encore moins justifier. La *Gestapo* a tué pour tuer. Elle a laissé à ses agents toute liberté pour faire disparaître leurs ennemis personnels, les chefs de service qui s’opposaient à leur avancement, et leurs créanciers les plus pressants. Ni le général von Schleicher, ni le général von Bredow, ni le capitaine Rœhm, chef des *Sa*, ni M. Ernst, commandant de la division des *Sa* de Berlin, ni le commandant de brigade Kopp, ni le lieutenant-colonel Reiner, ni le préfet de police de Munich, M. Schneidhueber, ni celui de Magdebourg, M. Schragmüller, frère de « Mlle Docteur », ancienne directrice de la section France au Gqg allemand (pour ne citer que huit noms sur 1250), n’avait commis le moindre attentat contre la sûreté de l’État. Pas davantage M. Gregor Strasser, vieux compagnon de lutte et bienfaiteur de M. Hitler, que M. Heydrich, chef-adjoint de la *Gestapo*, fit arrêter le 1er juillet 1934, puis assassiner par la porte entr’ouverte d’une cellule de la préfecture de police de Berlin.

– L’exécution du capitaine Rœhm

Le 30 juin 1934, mille partisans de M. Hitler furent exécutés sans jugement, sur l’ordre du *Führer* ou avec son consentement tacite. Il se chargea lui-même de l’exécution [43]

de son chef d’état-major, le capitaine Röhm, commandant en chef des détachements d’assaut.

Pour justifier ce crime aux yeux de l’armée brune, forte de plus d’un million d’hommes, MM. Göring et Himmler imaginèrent un complot. La nouvelle en fut abondamment répandue par le Dr Goebbels, toujours heureux de trahir. À l’en croire, Röhm était l’âme de cette conspiration. Il voulait, assurait la propagande, faire disparaître Hitler et nommer régent de l’empire restauré le prince Auguste-Wilhelm, troisième fils de l’ex-*Kaiser*, rallié au nazisme et utilisé comme quêteur de rues par le parti hitlérien.

Le 30 juin 1934, en pleine nuit, Göring fait remettre à Hitler, qui fait une tournée d’inspection en Rhénanie, un message l’informant que les conspirateurs se sont réunis à l’hôtel Hanselbauer, près de Munich. Il convient de s’y rendre sur l’heure pour étouffer le complot.

M. Adolphe Hitler, accompagné de Himmler, chef de la *Gestapo* de Munich, de Goebbels, ministre de la Propagande, de Lutze, sous-chef des *Sa*, et de quelques autres complices de moindre envergure, monte dans les voitures toutes prêtes pour gagner Wiesessee où sont groupés les conjurés. Hitler fait le voyage debout près du chauffeur de la première voiture, qui n’est autre que Schreck, son confident. Il tient un revolver dans chaque main et tire quelques balles, sans doute pour se faire la main.

Le long cortège des Mercedes noires file à bonne allure dans la nuit. On arrive à la porte de l’hôtel où se dresse le plan qui doit aboutir, d’après M. Hermann Göring, à l’exécution du *Führer* et à la restauration monarchique. Mais la porte est solidement fermée et aucune lumière ne filtre à travers les persiennes bien closes. Un veilleur de nuit somnolent vient ouvrir à ces visiteurs qui font preuve d’une grande nervosité et tirent bruyamment sur toutes les sonnettes. M. Hitler se fait indiquer la chambre [44] du capitaine Röhm et celle de Heines, préfet de police de Breslau, qui fait, lui aussi, dans cet hôtel-sanatorium, une cure d’iode.

Le *Führer* et ses acolytes frappent à coups redoublés contre la porte de la chambre de Röhm que Lutze tente d’enfoncer à coups d’épaule, pour surprendre plus rapidement encore les coupables. Peine inutile. Déjà la porte s’entr’ouvre et un homme de forte corpulence, qui se frotte les yeux, apparaît, à demi-endormi, dans l’embrasure. C’est Röhm qui, réveillé par ce tapage, a sauté du lit pour ouvrir à ses visiteurs. Dans un bâillement, il dit à Hitler, son chef et son ami de vingt ans, qu’il tutoie depuis 1914 : « Tiens, déjà toi. Je ne t’attendais que plus tard. »

« Habille-toi, réplique le *Führer*, et suis-moi, menottes aux mains. Enchaînez cet homme. Tu n’es plus le chef des *Sa*. Tu n’es qu’un traître qui va expier. »

Alors le capitaine Röhm, interdit, reste silencieux une seconde, les deux mains encore dans les poches de la veste de son pyjama. Il dévisage chacun des assistants de cette scène tragique. Le mépris de son regard s’arrête longuement sur Lutze, son collaborateur immédiat, et sur Goebbels, ministre boiteux de la propagande qu’il a tant de fois défendu devant le *Führer*. Il comprend le plan échafaudé contre lui, le mensonge d’une conspiration à laquelle il n’a jamais songé, et fixant Hitler, il lui dit posément, pendant que deux *Ss* lui passent les menottes : « Adolphe, tu n’es qu’un misérable. Le traître, c’est toi. »

Avant que les soldats aux uniformes noirs aient jeté sur les épaules du chef des *Sa* une capote brune, MM. Hitler, Goebbels et Schmidt sont passés dans la chambre voisine où dort profondément, en peu édifiante compagnie, M. Heines, préfet de police de Breslau, dont les vices sont notoires. À peine est-il debout, nu, devant [45] la petite troupe, que M. Hitler a tiré sur lui deux coups de revolver. Heines s’est écroulé, et Schmidt est invité à lui donner le coup de grâce. Avant de le recevoir, Heines murmure dans un râle : « Voyous ! vous êtes tous des voyous. »

Au petit jour, le convoi se remet en marche vers Munich. Les pensionnaires de l’hôtel, en entendant les coups de feu, ont cru à des pétarades de moteurs d’autos refroidis par le brouillard du lac voisin.

Sur la route, le chancelier croise les voitures des chefs nazis convoqués pour neuf heures du matin à une conférence que doit présider le *Führer* lui-même. Des signaux d’arrêt sont lancés et les chefs des *Sa* sont priés de faire demi-tour. Ils ont aperçu, dans une limousine, le capitaine Röhm, menottes aux mains. La nouvelle court de bouche en bouche. Elle circule déjà à Munich, quand le convoi arrive aux portes de la ville : « Le *Führer* a trahi le parti. »

Deux heures plus tard (vers neuf heures du matin), le capitaine Röhm est enfermé dans une cellule de la prison de Stadelheim, faubourg de Munich. Sur le bas-flanc, un garde-chiourme en uniforme a laissé un revolver d’ordonnance avec deux chargeurs. Ici commence la torture typiquement nationale-socialiste. Exactement toutes les dix minutes, un sous-officier entre dans la cellule et demande : « Pourquoi ne t’es-tu pas tué ? » Röhm, chaque fois, répond froidement : « Me tuer ? Pourquoi ? » Et la porte se referme. Les minutes ont passé. Nouveau bruit de trousseau de lourdes clefs : « Tue-toi donc ! Pourquoi hésiter ? Ton affaire est claire. »

À dix heures, nouvelle visite : « Capitaine Röhm, le chef de la *Gestapo* s’étonne de vous savoir encore vivant. » Röhm, qui est assis la tête dans les mains, se dresse face à son tortionnaire et déclare : « J’ai plus de courage que ceux qui me condamnent à mort sans motif. [46] Je ne me tuerai pas. Que mes assassins veuillent bien prendre leurs responsabilités. »

À dix heures et demie, un détachement de quatre hommes encadre celui qui fut le chef de l’armée hitlérienne et le conduit dans la cour centrale de la vaste prison. Dans les cellules, les coups de revolver tirés dans la nuque des victimes plus modestes marquent un temps d’arrêt. Un homme va mourir, qui a commandé à plus d’un million de soldats.

M. Himmler, présent à l’exécution de celui qui fut le véritable créateur du parti national-socialiste, essuie nerveusement les verres de son lorgnon d’instituteur de village et va, de cellule en cellule, assister à de nouveaux assassinats.

[47]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre V

La vie et la mort de Gregor Strasser,  
fondateur du Parti.

[Retour à la table des matières](#tdm)

J’ai vu plusieurs fois par jour, pendant deux années, une des victimes du sanglant week-end hitlérien. Un simple grillage en fil de fer séparait nos deux jardins. Soucieux de ne pas se compromettre, il évitait toute longue conversation avec le correspondant du *Journal des Débats*, mais me témoignait sa sympathie en permettant à ses fils d’être les compagnons de jeu du mien. Mon voisin, M Gregor Strasser, avait été un des premiers partisans de M. Adolphe Hitler. C’est lui qui avait fait connaître au-delà des montagnes de Bavière le politicien obscur dont la réputation n’arrivait pas, alors, à franchir les portes de Munich. C’était en 1920. La caisse du parti était vide, l’avenir sombre, et les chances de succès s’avéraient minimes. Strasser, pharmacien à Landshut, près Munich, vendit son fonds et put ainsi apporter à Hitler quelques milliers de marks, toute sa fortune. Il lui restait sa santé robuste et un enthousiasme sans bornes pour la cause.

Le national-socialisme n’eut pas de meilleur propagandiste. Gregor Strasser parcourut inlassablement l’Allemagne, annonçant à tous la venue du Messie politique qui devait sauver le *Reich*. Le parti ne possédait pas alors les luxueuses automobiles qui transportent aujourd’hui le *Führer* et sa suite. C’est couché sur la banquette de bois d’un compartiment de troisième classe que Strasser [48] voyageait de Munich à Hambourg, de Hambourg à Dresde, du nord au sud, de l’est à l’ouest, s’arrêtant dans les moindres villages, récoltant des adhésions précieuses et prononçant deux ou trois discours par jour, deux mille en trois ans ! Son éloquence sobre, sa parole pleine de bon sens agissaient davantage sur les auditoires prussiens que les harangues violentes de son chef. Plus que personne il assura, hors de Bavière, le succès du mouvement. Hitler, en pleine ascension, reconnut ses services en lui confiant la présidence de la fraction parlementaire du parti. C’est Strasser qui négocia avec les chefs de la *Reich*swehr et obtint du général von Schleicher les subventions sollicitées pour l’équipement de l’armée brune. Souple et modéré, il fut jugé à sa valeur par les trois chanceliers qui, de 1927 à 1932, se succédèrent au pouvoir, et fut l’objet d’attentions qui blessèrent bientôt l’amour-propre de M. Hitler. À la « Maison brune », les ambitieux et les jaloux parlaient à voix basse de trahison et faisaient naître la méfiance dans l’esprit inquiet du *Führer*. Au moment où Gregor Strasser recevait l’offre d’un portefeuille et se déclarait partisan d’une politique de collaboration avec les partis weimariens, M. Hitler, poussé par une coterie extrémiste, se ralliait à la doctrine du tout ou rien, excluait du national-socialisme celui qui en avait forgé l’armature et scellait peu après avec M. von Papen un pacte que Gregor Strasser eût pu conclure plus avantageusement avec le chancelier Brüning. Les rancunes de l’hitlérisme sont tenaces. Strasser, déçu, cessa du jour au lendemain toute activité politique. Devenu chef du personnel dans une grande entreprise de produits chimiques, il vécut de 1932 à 1934 la vie laborieuse d’un homme qui cherche à oublier dans les affaires les déceptions de la politique. Chassé par celui dont il avait assuré le succès, il lui resta pourtant obstinément fidèle.

[49]

Le samedi 30 juin, M. Strasser attendait, en se promenant dans son jardin, l’automobile qui, chaque jour, l’amenait à l’usine. Mais une autre voiture s’arrête brusquement devant sa porte en faisant grincer ses freins. Deux policiers en descendent et invitent Strasser à les suivre. Il part sans dire à sa femme et à ses enfants un mot qui puisse leur faire pressentir le drame. Pour lui, il ne peut s’agir que d’un incident sans importance, d’une erreur. Un communiqué le désigne comme traître à Hitler. Il a négocié, assure-t-on, avec le général von Schleicher, il est l’auteur d’un complot contre le régime. Trois jours passent. Dans la villa de la Brienner-Strasse, la vie continue, insouciante et joyeuse. Ses enfants poursuivent avec leur petit camarade français d’interminables parties de tennis et de ballon. À la grille entr’ouverte, les domestiques répondent toujours par un : « Heil Hitler ! » aux fournisseurs et aux parents venus aux nouvelles.

Le mercredi 4 juillet, les enfants de Gregor Strasser nous annoncent la mort de leur père, qu’ils attendaient en vain depuis quatre jours. La tristesse tombe sur cette maison où vivait l’homme qui avait fait Hitler, dépensé pour lui sa fortune, usé ses forces dans une entreprise hasardeuse, dont il devait recueillir le bénéfice à l’heure inespérée du succès. La mère, joyeuse dans la disgrâce, ne s’est revêtue de noir que très tard, quatre jours après, parce que, malgré toutes les appréhensions, elle n’avait pu croire que cette chose horrible fût devenue une réalité, qu’on ait pu tuer sans procès et sans défense celui qui avait été le compagnon dévoué des mauvais jours, le conseiller éclairé aux heures difficiles que traversa, dans sa course rapide, le national-socialisme triomphant. « Notre père est mort », répétaient les enfants. Rien ne décelait pourtant la peine profonde qui étreint les petits êtres accablés par un deuil soudain et inexplicable. Mon [50] fils fut étonné, choqué, et brusquement il leur cria : « Je pense que maintenant vous ne pouvez plus aimer Hitler ? » Et j’entendis un de ces orphelins, âgé de quatorze ans, répondre lentement, les yeux fixes, mais sans une larme : « *Er ist trotzdem unser Führer*. » (Il est malgré tout notre chef.)

Ainsi agit sur de malheureux enfants la propagande nationale-socialiste, destructrice de la famille au bénéfice du parti, et la terreur de la *Gestapo* qui ne permet pas aux veuves de maudire l’assassin de leur mari, ni aux orphelins de haïr les meurtriers de leur père.

Des mois après ces meurtres en série, il arriva plusieurs fois à M. Hitler de faire appeler auprès de lui tel ou tel de ses collaborateurs auquel il voulait demander un renseignement. Quelques instants plus tard, M. Himmler pénétrait, le regard vague derrière ses lorgnons, dans le bureau du chancelier, et déclarait : « X… ne pourra se rendre à votre appel. » — « Et pourquoi ? » répondait M. Hitler, déjà impatient. « Exécuté le 30 juin dernier », murmurait sourdement le chef de la police secrète. Cette scène se renouvela, nous a-t-on assuré, une douzaine de fois.

Et tout ceci n’est pas du roman, mais malheureusement de l’histoire. Celle de la *Gestapo* est écrite avec le sang de ses innombrables victimes. Seuls MM. Himmler et Heydrich peuvent en avoir tenu une comptabilité exacte.

[51]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre VI

De l’utilité des camps  
de concentration

[Retour à la table des matières](#tdm)

Nous ne prétendons pas démontrer ici que les camps de concentration sont nécessaires dans un État moderne bien organisé. Bien au contraire, nous sommes persuadés que l’existence de ces camps dans un pays civilisé, jouissant des bienfaits de la paix, est une preuve de la faiblesse du pouvoir central, de l’incapacité des hommes politiques qui prétendent gouverner un peuple dont ils n’ont pas su conquérir la sympathie ou seulement le respect.

Nous ne ferons ici qu’exposer les théories défendues par M. Himmler devant les officiers de l’état-major du *Reich* au cours de l’année 1937.

Le chef de la *Gestapo* a, à cette occasion, exprimé un regret et en même temps une critique. En 1934, alors que M. Göring était encore à la tête de la police secrète de Prusse, de nombreux communistes, internés aussitôt après l’avènement du national-socialisme, furent relâchés, ayant promis de ne se livrer à aucune propagande hostile au nouveau régime. « Erreur, déclare M. Himmler. En Bavière, où personne autre que moi ne pouvait prendre d’initiative en matière policière, tous les communistes sont restés dans les camps de concentration, et, loin de songer à diminuer le nombre de ces prisons politiques, j’ai, au contraire, l’intention d’en créer de nouvelles. »

Le chef de la *Gestapo* y est encouragé par les résultats obtenus. « En Bavière, dit-il, le nombre des attentats communistes [52] a été, de beaucoup, plus réduit que dans les autres « pays » allemands. Ma méthode était, par conséquent, la meilleure. » Il est bien évident que les communistes allemands étant, d’ordre de M. Himmler, internés, il leur était difficile de se livrer à des excès quelconques en dehors des réseaux de fils de fer électrisés des camps de la *Gestapo*.

Après cette critique audacieuse des initiatives de son supérieur, M. Göring, alors chef de la *Gestapo* de Prusse, M. Himmler attaque aussi M. Diehls, collaborateur immédiat du maréchal qui, à son avis, donnait une publicité trop grande aux opérations de la police secrète et aux faits et gestes des communistes qu’il avait pour mission de persécuter.

« La police doit opérer, déclara M. Himmler, dans la discrétion et le silence. J’ai à deux reprises, au cours de l’année 1936, découvert et supprimé le bureau central allemand de la Troisième Internationale. Les meneurs ont été arrêtés et internés sans qu’une seule information ait été, à ce sujet, publiée dans la presse allemande. » Le chef de la *Gestapo* estime que sa méthode est la seule susceptible de donner de bons résultats dans la lutte contre la propagande de la *Guépéou*, que le gouvernement russe alimente avec un crédit annuel de 1 milliard 300 millions de marks-or, soit près de vingt milliards de francs. Chiffre à retenir. Cette méthode, M. Himmler n’en fait pas mystère : arrêter et maintenir en prison tous les chefs et meneurs communistes afin de rendre inoffensive la masse désorientée des adhérents. Les camps de concentration ne sont pas, naturellement, exclusivement réservés aux adversaires politiques du régime, et les chefs de la police secrète se plaisent à faire systématiquement fusionner les détenus politiques qu’aucun tribunal n’a condamnés avec les prisonniers de droit commun.

[53]

Ces derniers ne sont amenés dans les camps de concentration, dont nous avons donné plus haut la liste, qu’une fois leur peine purgée dans un établissement pénitentiaire régulier. M. Himmler considère que, quoi qu’on fasse, qui a volé volera, qui a tué tuera. Dans ces conditions, à quoi bon rendre la liberté au malfaiteur à l’expiration de sa peine ? Le chef de la *Gestapo* estime à la fois plus pratique et moins coûteux pour l’État d’adopter à l’égard des condamnés de droit commun les seules méthodes que puisse recommander le national-socialisme. Et M. Himmler de prendre un exemple : « Un individu vole une automobile sur la voie publique. Pour le retrouver et l’arrêter, parfois après de longues poursuites, il faut disposer de deux automobiles et de quatre policiers. Le malfaiteur arrêté, il faudra le surveiller : nouveaux frais. Sa peine purgée, il recommencera et occasionnera à l’État des dépenses exorbitantes. Nous ne sommes pas assez riches pour nous livrer à de tels gaspillages. Les procédés humanitaires sont trop coûteux pour un État aussi pauvre que le IIIe *Reich*. Le plus simple et le plus économique est de garder ce voleur d’automobile dans un camp de concentration où son entretien sera bon marché, son travail rapportant un bénéfice certain. »

Du reste, d’autres arguments militent encore en faveur de cette thèse surprenante. Ils sont, aux yeux de ce collaborateur du *Führer*, de caractère sentimental. Le détenu rendu à la liberté aurait beaucoup de peine à trouver du travail. Pas un patron ne consentirait à employer un individu que les tribunaux allemands ont condamné à une peine infamante et encore moins un communiste sortant d’un camp de concentration de la *Gestapo*. Il se trouverait le lendemain sur le pavé de la grande ville allemande sans ressources, sans pain, sans logis et sans le moindre espoir de reprendre une vie normale. C’est [54] pour éviter à ce malheureux des tracas et des inquiétudes, des difficultés insurmontables, que M. Himmler préfère le garder à vie, dans un de ses camps de torture.

Ces tortures, nous ne voulons pas en faire ici un exposé qui, même écourté, dépasserait de beaucoup le cadre de cet ouvrage. Il faudrait, pour être objectif, grouper et confronter les descriptions faites par les rares personnes qui ont pu quitter le IIIe *Reich* après un séjour à Dachau ou à Oranienbourg, et les aveux des tortionnaires eux-mêmes. Il faudrait suivre, jour par jour, le long calvaire du malheureux Ossietzky, héros allemand de la guerre 1914-1918, décoré et promu lieutenant sur le champ de bataille par le *Kronprinz*, et mort d’épuisement après cinq longues années de détention au camp de… Il faudrait rechercher dans quelles circonstances est mort le communiste Thaelmann, concurrent malheureux du maréchal Hindenburg à la présidence du *Reich* et qui, en 1925, avait obtenu les suffrages de plus de cinq millions d’Allemands. Interné à la prison de Moabit, il n’obtint jamais la faveur d’être traduit devant un tribunal et le jour où, en 1939, M. Staline demanda à son nouvel ami, le chancelier Hitler, la mise en liberté de l’ancien chef communiste, M. Himmler fit savoir que Thaelmann était décédé en prison, depuis plusieurs années, des suites d’une grippe infectieuse.

Même silence autour de la disparition du colonel Duesterberg, ancien président des *Casques d’Acier*, lui aussi candidat à la présidence de la république et adjoint du misérable Seldte, qui trahit ses partisans et licencia les *Casques d’Acier*, séduit par le portefeuille ministériel que lui offrait M. Adolphe Hitler dans le premier gouvernement national-socialiste.

Où est le maréchal Blomberg, ancien généralissime de l’armée allemande, brusquement mis en disgrâce et dont on est sans nouvelles depuis le début de la guerre ? Où [55] sont les généraux Beck, Fromm, von Hammerstein, qui, eux aussi, ont occupé des postes de premier plan à l’État-Major du *Reich* et sur les fonctions actuelles desquels la presse fait un silence inquiétant ? Que devient le chancelier d’Autriche, M. Kurt Schussnigg, que personne n’a vu, depuis deux ans, franchir la porte de la petite chambre de l’hôtel Métropole où l’a fait enfermer le chef de la *Gestapo* ?

De quelle mystérieuse maladie est mort M. Wasserbeck, ancien attaché de presse à la légation d’Autriche à Paris, qui à Vienne, peu de temps avant l’Anschluss, avait fait l’imprudence d’élire domicile à l’hôtel où descendaient les agents de M. Himmler ?

[56]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre VII

*« Heil Hitler! »*

– Un slogan de M. Goebbels.  
Une arme de M. Himmler

[Retour à la table des matières](#tdm)

« *Heil Hitler* ! » C’est le mot d’ordre lancé d’un bout à l’autre du *Reich* par les admirateurs, nous allions écrire les adorateurs, du *Führer*.

Tous les discours, toutes les conférences prononcées et organisées par le parti national-socialiste ont comme conclusion nécessaire ces deux mots qui ont sur les foules un effet magique. Le « *Heil Hitler !* » répété par les orateurs du régime obvie souvent à la pauvreté des arguments développés par des propagandistes inhabiles. Dans la rue, deux camarades qui se croisent remplacent les congratulations d’usage par un vigoureux « *Heil Hitler !* » Le chef d’entreprise, qui pénètre le matin dans ses bureaux, n’adresse comme salut à ses employés vêtus de brun que : « *Heil Hitler !* » accompagné d’un brusque mouvement du bras droit. Les gauchers et les amputés ont déjà été autorisés, par une circulaire spéciale, à se servir du bras gauche. Les lettres adressées aux contribuables par les grandes administrations ne portent plus le *Hochachtung* utilisé, depuis un siècle, comme formule de politesse, mais les deux mots fatidiques suivis d’un point d’exclamation accentué. Le fonctionnaire qui, de son bureau, téléphone à un de ses collègues, à un fournisseur ou à quelque membre de sa famille, ne dit plus : « Allo » pour se rendre compte que son interlocuteur a bien décroché le [57] récepteur, mais encore : « *Heil Hitler*! » Et c’est par une nouvelle profession de foi en lui qu’est marquée aux deux bouts du fil la fin de la conversation téléphonique. Le joyeux *prosit* ou « à vos souhaits », lancé au voisin de table ou de cinéma que vient de secouer un soudain éternuement n’est plus de mise dans le *Reich* national-socialiste. C’est encore et toujours : « *Heil Hitler !* » qu’il faut dire.

Nos lecteurs s’imagineront peut-être que nous plaisantons agréablement le régime. Il n’en est rien. Nous ne nous permettons pas la plus légère exagération.

De ces deux mots ensorcelés, le médecin rassure le malade qu’une fièvre maligne retient depuis des semaines à la chambre, la femme qu’effraient les douleurs imminentes de l’enfantement. « *Heil Hitler !* » Tous les maux physiques et moraux sont immédiatement soulagés par cette panacée nationale-socialiste.

Nous ne connaissons pas l’auteur de cette admirable méthode de propagande qui, du cercle étroit des familiers du *Führer*, s’est imposée en quelques semaines dans tous les milieux. Le « *Heil Hitler !* » symbolique est répété chaque jour cinquante et cent fois, non seulement par le modeste partisan qui redit la leçon apprise, mais par l’ouvrier rouge qui tient à s’assurer les bonnes grâces d’un patron hitlérien. Il est aussi en honneur dans les hautes classes de la société. La foi est aussi vive chez le balayeur municipal que chez le professeur d’université, chez le facteur rural que chez le gouverneur de province. Le « *Heil Hitler !* » a cessé d’être le cri de ralliement d’un parti, il est devenu machinal; mais il a contribué à accroître la popularité inimaginable d’un chef qui a su s’imposer à l’admiration d’un peuple de soixante millions d’habitants, sans faire preuve des qualités géniales qui ont mis en vedette les grands conducteurs d’hommes de l’Histoire.

Le « *Heil Hitler !* » habilement introduit dans le vocabulaire du *Reich* nazifié a contribué au succès du *Führer*. [58] Sans doute, mais il a, aussi et surtout, facilité la tache de la *Gestapo* dans la persécution systématique des ennemis du régime. Quiconque n’employait pas la formule lancée par la propagande devenait suspect à la *Gestapo*.

Suspect, le fonctionnaire de la *Wilhelmstrasse* qui, dans ses conversations téléphoniques toujours surveillées par un standardiste nazi, ne saluait pas son interlocuteur du « *Heil Hitler !* » imposé par la police secrète d’État. Suspect, l’employé d’une grande administration publique qui passant, le matin, devant la loge du concierge galonné de l’immeuble, préférait le *Gruss Gott* bavarois au nouveau slogan du Dr Goebbels et de son complice, M. Himmler.

Encore y eut-il des nuances dans cette débauche de servilité germanique. Les agents patentés de M. Heydrich signalaient à leurs chefs la tiédeur de l’employé qui, se soumettant de mauvaise grâce à cette nouvelle obligation, négligeait de lever le bras en prononçant la formule sacrée, ou le peu de hâte de tel directeur à répondre au salut national-socialiste impeccable de ses plus modestes collaborateurs.

Des copies étaient clandestinement prises des correspondances que le fondé de pouvoir d’une maison de commerce berlinoise avait omis de terminer par le salut allemand, suivi d’un « *Heil Hitler !* » et d’un point d’exclamation.

Dans les bureaux berlinois de la grande société allemande de films, la *Ufa*, l’agent de la *Gestapo* chargé de cette méticuleuse surveillance, personnage à bien des points de vue plus puissant que le *Herr Direktor General*, n’était autre que l’employé chargé de l’entretien des *Wc*.

[59]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre VIII

La *Gestapo* en France

Les agents. L’organisation. Les tracts.  
Correspondants, envoyés spéciaux et autres.

– Organisation de la Gestapo en France

[Retour à la table des matières](#tdm)

C’est en France que la *Gestapo* devait nécessairement faire preuve d’une activité accrue pendant cette période d’avant-guerre, à Paris et dans nos villes de province qu’elle devait envoyer, dans les milieux les plus divers, ses meilleurs agents.

Sur ce sujet brûlant, il ne nous est pas permis de tout écrire, de tout révéler. Rien ne doit venir troubler l’union nationale et tels complices inconscients des agents allemands aujourd’hui repentis, méritent d’être épargnés. Néanmoins un coin du voile peut être prudemment soulevé. Les faits ainsi mis en lumière suffiront à éclairer le public français et aussi, espérons-le, à le mettre en garde.

Tous les agents de la *Gestapo* n’ont pas repassé la frontière, le jour de la déclaration de guerre. De nombreux et de très habiles, pourvus de papiers en règle, de passeports neutres dûment paraphés, circulent encore librement en France, sont à nos côtés dans la rue, au restaurant, en chemin de fer, partout. Certains accidents récemment survenus dans nos ports portent la marque des agents mystérieux de M. Himmler. Jamais on ne pourra trop recommander aux Français de l’intérieur la prudence et la discrétion.

[60]

– Les débuts

Les débuts de la *Gestapo* en France datent de 1933. À une époque où l’organisation de la police secrète du *Reich* n’était encore qu’à l’état de projet, le parti national-socialiste, subventionné par la *Reichswehr*, avait déjà ses agents à Paris.

Les premiers bureaux furent installés à l’ambassade d’Allemagne, rue de Lille, sans même que l’ambassadeur en charge en eût connaissance. M. von Hœsch, qui représentait alors le *Reich* à Paris, était un ennemi du national-socialisme dont il désapprouvait les méthodes de violence. Il fut assassiné à Londres, où il avait été nommé plus tard, par son valet de chambre, agent de la *Gestapo* et sous-officier dans la garde noire du *Führer*. Un vice commun au diplomate et à son domestique devait faciliter la tâche criminelle de ce dévoué serviteur de M. Himmler.

En 1935, l’ambassade d’Allemagne à Paris attira l’attention de la *Wilhelmstrasse* sur la nécessité d’établir une ligne de démarcation très nette entre les services diplomatiques réguliers et les missions secrètes confiées aux membres influents ou obscurs du parti national-socialiste et de la police d’État. Les interventions maladroites de certains agents de M. Himmler risquaient, disait cette note, de compromettre l’œuvre délicate des diplomates du *Reich* accrédités à Paris.

Au lendemain de ces observations, le baron de Neurath, ministre des Affaires étrangères allemand, conseilla la création à Paris de bureaux du parti national-socialiste où seraient accueillis les agents de la *Gestapo* en mission et les propagandistes du Dr Goebbels. La lutte fut des plus vives entre le parti et l’État. L’influence du bureau Ribbentrop et celle du service de liaison du *Führer* (*Verbindungsstaf*), dirigé par Rudolphe Hess, s’opposèrent à l’autorité déjà chancelante du baron de Neurath. On arriva cependant à un compromis. Les bureaux [61] indépendants réclamés par la *Wilhelmstrasse* seraient créés, mais un représentant du parti et de la *Gestapo* serait attaché à la mission diplomatique. Des instructions formelles lui prescriraient de recevoir ses agents en dehors de l’ambassade de la rue de Lille, où il ne ferait que de discrètes et rares apparitions.

Tenant compte des rapports étroits qui existaient entre l’état-major de la *Gestapo* et celui de la *Reichswehr*, le chef des services de renseignements militaires, qui était à cette époque un marin, le commandant Patzig, proposa qu’un bureau fût mis à la disposition des services de la *Gestapo* au deuxième étage du consulat d’Allemagne à Paris, rue Huysmans, n° 2 ; le premier étant occupé par le service des passeports et le troisième par les attachés militaire, naval et de l’air.

Le général Kuhlenthal, attaché militaire, formula quelques timides objections ; rattaché naval, le capitaine de corvette von Litzmann, ne se joignit que mollement à la protestation de son chef et Berlin passa outre.

Le représentant de la *Gestapo* en France, le Dr Arthur Schmolz, qui avait épousé en 1934, à Berlin, la secrétaire du Dr Goebbels, ministre de la Propagande, s’installa rue Huysmans et utilisa de son mieux, à Paris, les relations qu’il avait nouées à Berlin, au cours des deux années précédentes, avec les correspondants parisiens fixés en Allemagne, et aussi avec les envoyés spéciaux de passage. Le Dr Schmolz, qui parlait cinq langues étrangères, dont le français avec un fort accent faubourien, avait été, en 1923, lieutenant de Schlageter dans sa lutte contre les forces françaises d’occupation. Il avait ensuite séjourné en Espagne, et il en avait été expulsé, à deux reprises, comme suspect d’espionnage. Tout le désignait donc, comme on le voit, pour le poste que venait de lui confier à Paris un régime sans scrupules.

– La « Maison brune ».

— Sa première création fut la « Maison [62] brune » de Paris, dont l’organisation lui permit de surveiller les membres de l’ambassade, de jauger leur dévouement au national-socialisme et aussi de recevoir, sans compromettre les services diplomatiques et militaires, bon nombre des agents secrets qu’il avait mission de diriger, de contrôler et de protéger.

– Associations allemandes.

— Toute une série d’associations allemandes naquirent successivement à Paris : celles des employés de commerce, des étudiants, du front du travail, des femmes allemandes. N’oublions pas la Communauté nationale-socialiste et l’Office Universitaire allemand en France. Dans tous ces *Vereine* germaniques, il passa beaucoup plus d’agents secrets que d’authentiques commerçants, industriels, étudiants ou professeurs.

*– Bureaux de voyage du Reich*. — La *Gestapo* étendit rapidement ses tentacules dans les bureaux de voyage. Le va-et-vient des clients étrangers rendait plus difficile la surveillance de la police française et les agents suspects pouvaient facilement y rencontrer, sans attirer l’attention des autorités, le docteur Schmolz et ses collaborateurs. Les réunions de ce genre étaient tenues au bureau de la rue Scribe. Le paiement des agents, de passage ou fixes, se faisait dans le bureau de l’avenue de l’Opéra. C’est là que reçurent leurs honoraires et leurs frais de voyage les agents de la *Gestapo* qui, par prudence, quittèrent la France, au soir de l’assassinat de M. von Rath, secrétaire d’ambassade à Paris.

À l’appel de M. A. Schmolz avaient répondu les personnages les plus importants de la colonie allemande de Paris, soucieux de rester en bons termes avec le régime, avec un régime dont ils avaient tout à craindre et tout à espérer.

MM. Busch et Westrich, de la maison *Siemens*, furent les hôtes les plus assidus de ces réunions partisanes. On [63] y vit plus tard M. Hoffman, président de la Société des Étudiants, le baron von Kirsten, M. Eberhardt, conseiller ecclésiastique de l’Église luthérienne, le Dr Kœnnemann, collaborateur du banquier Eliath, longtemps correspondant à Paris de la *Deutsche Bank* ; le garçon d’hôtel Horst Wulff, dont le rôle fut des plus actifs dans les palaces parisiens et qui, convaincu d’espionnage, put néanmoins s’enfuir en Allemagne ; M. Engel, dont les entreprises antifrançaises sont restées mal définies, mais qui jouissait d’une grande considération dans ce monde interlope. Parlant devant ses compatriotes au cours d’une soirée mensuelle organisée dans une brasserie parisienne, M. Engel termina son allocution par ces mots : « Nous ne demandons pas aux Français de nous aimer. Nous ne les aimons pas non plus. »

D’autres réunions plus secrètes étaient tenues à Garches, chez le baron von Kirsten, ami de M. Rosenberg, théoricien du racisme national-socialiste.

Journalistes.

— Il est impossible dans cette énumération de passer sous silence les journalistes allemands, nos confrères, qui, de bon ou de mauvais gré, se pliant à la discipline nationale-socialiste, ont collaboré de près ou de loin (de très près, la plupart du temps) à la triste besogne de la *Gestapo* en France. Certains étaient les agents de la Propagande, d’autres ceux de la *Reichswehr*, d’autres encore les collaborateurs de M. Himmler. Bon nombre assuraient le service des trois organisations sœurs.

Leurs noms ont été publiés à une époque où le public français et les autorités de notre pays ne mesuraient certainement pas le danger que faisait courir à la patrie l’activité des agents de M. Himmler.

Beaucoup ont trouvé auprès des pouvoirs publics un accueil qu’ils ne méritaient pas, ont usé et abusé de faveurs dont ils n’étaient pas dignes. Que chacun fasse [64] son *mea culpa*. Des erreurs ont été commises qui ne se renouvelleront plus. Certains de nos confrères ont payé de la destruction de leur foyer et de leur vie la confiance qu’ils ont témoignée à ces agents de la *Gestapo* et de la *Reichswehr* camouflés en écrivains et en journalistes. Passons.

*Agents en déplacement en France*. — Le travail des agents permanents placés sous la direction des inspections de Sarrebrück, de Fribourg-en-Brisgau et de Deux-Ponts (super-inspection de Cologne) était complété par celui de chargés de mission venus directement de Berlin, de Cologne et de Munich.

Une liste, même forcément incomplète, serait trop abondante pour être fournie dans une étude aussi restreinte. Ces agents ne se comptent pas, du reste, par dizaines, mais par centaines. Beaucoup, malheureusement très habiles, ont échappé à toutes les investigations.

Sans citer aucun nom, il suffira d’indiquer qu’en une seule année (1935), cent vingt arrestations ont été opérées par la police française dans les milieux allemands de Paris et de province. Les chiffres des années 1936-1937 n’ont pas encore été publiés.

– Les tracts

Les tracts ne furent distribués avec abondance que le jour où la propagande de presse se révéla inopérante ou insuffisante, un grand nombre de collaborateurs étant, aux yeux de leurs compatriotes, définitivement compromis et brûlés.

Le gouvernement hitlérien fit alors traduire en français les discours prononcés par le chancelier Hitler (édition revue et corrigée, bien entendu), ceux de M. Göring, les harangues du Dr Goebbels (plus particulièrement les insultes adressées au Kremlin par le chef de la propagande), [65] les ouvrages du professeur Grimm, qui met depuis des années son grand talent au service du régime, etc., etc..

Un peu plus tard, c’est le Dr Ley qui prétendit faire connaître en France l’organisation géante du Front du Travail, dont il est depuis 1934 l’infatigable animateur. Cet excellent homme, disposant à son gré de la fortune des anciens syndicats sociaux-démocrates, édita à l’usage des pays étrangers et plus spécialement de l’Angleterre, la France et l’Italie, une magnifique revue de 197 pages, *La Force par la Joie*, enrichie de belles illustrations et destinée à nous familiariser avec les maîtres et les doctrines du IIIe *Reich*. Imprimée à Berlin, Landhaustr. 6, immeuble voisin de l’Institut français, la revue a été distribuée à Paris par les soins d’agents français dont nous pourrions donner ici les noms.

Puissent ces lignes leur servir d’avertissement !

Des tracts, plus modestes, furent réservés à la propagande antisémite, d’autres furent composés pour être exclusivement répandus en Alsace-Lorraine ; d’autres enfin, en langue arabe, furent expédiés en Afrique du Nord, et confiés à des agents de la *Gestapo* de nationalité allemande, italienne ou espagnole.

Nous ne voulons pas étudier ici la propagande allemande proprement dite ni préciser quels furent ses succès, ses échecs et ses déceptions. La seule mission de la *Gestapo* a été, en matière de tracts, de trouver le moyen de les faire entrer en territoire ennemi (et nous étions classés comme ennemis avant la déclaration de guerre), sans attirer l’attention d’une police attentive et d’un service de contre-espionnage toujours aux aguets.

Empressons-nous de reconnaître que les services de M. Hitler ne manquèrent pas d’ingéniosité. Ils chargèrent M. B…, directeur allemand du bureau parisien d’une compagnie internationale de transport, de faire passer, [66] d’Allemagne en France, les pesantes caisses contenant les tracts. Et leur choix se fixa sur ce M. B…, parce que ce commerçant s’était fait une spécialité du déménagement des diplomates français et étrangers. M. B… était au courant des mouvements diplomatiques de ce coin d’Europe avant même que les mutations fussent signées par les ministres des Affaires étrangères français, anglais, italien ou autre. Tel conseiller d’ambassade français qui prévoyait son transfert de Madrid à Berlin demandait immédiatement à M. B… de lui établir un devis. Tel autre diplomate étranger quittant Berlin pour être attaché à l’ambassade de son pays à Paris se mettait en rapport avec M. B…, qui, alerté, alertait à son tour le gouvernement du *Reich*.

C’est dans le wagon qui transportait à Paris les meubles du diplomate, ou qui traversait la France pour rejoindre une destination plus éloignée, que la *Gestapo*, d’accord avec le directeur de la maison de transports, introduisait les ballots et caisses de tracts.

Grâce aux transports que nécessita l’organisation du pavillon allemand a la dernière exposition internationale de Paris, le *Reich* put faire entrer, par la même voie, en France, une abondante littérature hitlérienne.

Les caisses à piano jouèrent dans cette entreprise policière un rôle important. Des bidons d’huile et des barriques furent aussi très utilement utilisés.

M. B… jouissait de la confiance des autorités françaises et aussi de celle de ses clients auxquels il ne manquait pas de confier qu’ayant épousé une Française il attendait avec impatience la chute d’un régime qui déshonorait son pays. À Berlin, en bon agent de la *Gestapo*, il tenait naturellement un autre langage.

[67]

– Correspondants, envoyés spéciaux  
et anciens combattants

Les tracts hitlériens ont été distribués en France avec une parcimonieuse prudence pendant les premières années du régime national-socialiste, avec une audace incroyable dans les mois qui ont précédé la guerre.

Au début, le Dr Goebbels estima plus politique d’accepter les propositions de Français qui s’offraient à répandre eux-mêmes, dans les milieux où ils évoluaient, la doctrine nationale-socialiste et à vanter les mérites du chancelier Hitler, champion de la paix, admirateur de l’armée française qui, pour sceller une entente durable avec notre pays n’avait pas craint de renoncer pour toujours à l’Alsace et à la Lorraine.

Nous avons entendu pendant des années cette antienne, nous avons lu des articles innombrables, dans les journaux des partis les plus opposés, reprochant aux gouvernants de la France de ne pas serrer avec plus d’empressement la main loyale du chancelier Hitler. Dans tous les cinémas, les films d’actualités nous faisaient connaître un dictateur débonnaire, aimant la solitude des montagnes, cultivant son jardin, et dont la seule passion avouée était la musique.

Pourquoi, dans de semblables et aussi favorables circonstances, compromettre les agents de la *Gestapo* en les chargeant de distribuer en France des tracts devenus inutiles ? Les Français ne consentaient-ils pas à défendre eux-mêmes le racisme, l’antisémitisme et autres doctrines accessoires du national-socialisme ? La propagande allemande ne trouvait-elle pas des hommes politiques français tout disposés à une collaboration dont les manifestations avaient leur écho dans une presse d’extrême-droite généralement hostile à toute politique d’entente [68] et de concessions ? Les agents de la *Gestapo* obtiendraient-ils des résultats meilleurs en distribuant des tracts rédigés à Berlin et accusant, avec maladresse, leur origine policière ? Assurément, non.

Par contre, les correspondants français établis à Berlin, certains depuis de très longues années, constituaient un obstacle aux entreprises germaniques, qu’il appartenait à la *Gestapo* d’aborder de front ou de tourner.

Il importait avant tout de neutraliser l’action du représentant d’une grande agence de presse française d’information que des contrats très précis liaient encore avec le *Dnb*, agence officielle du gouvernement du *Reich*, devenu acquéreur des actions de l’ancienne société Wolff. Nous ne voulons pas ici entrer dans les détails de l’opération ni révéler le texte des lettres qui furent, à cette occasion, échangées entre Berlin et Paris. Nous ne voulons pas mettre en cause les administrateurs français et allemands des deux agences. La sensation n’est pas notre fait. Nous nous contenterons d’indiquer que les correspondants berlinois de l’agence française, taxés d’hostilité systématique au national-socialisme furent appelés, sur la demande de Berlin, à d’autres fonctions. Tous deux étaient d’excellents journalistes dont le patriotisme éclairé avait rendu de grands services à la cause de notre pays.

Parmi les correspondants, certains, menacés à Berlin et insuffisamment soutenus, à Paris, par une direction peu soucieuse de leur assurer, en cas d’expulsion, une situation équivalente, se résignèrent à n’être pas, dans leurs écrits, plus rigides que ne l’étaient les propriétaires de leur journal. Ils atténuèrent leurs appréciations sur le *Reich* hitlérien juste assez pour n’être ni serviles, ni expulsés.

Mais en plus des correspondants accrédités, les grands journaux envoyaient aussi de temps en temps en Allemagne, [69] à l’occasion d’un Congrès, d’une Exposition, d’une manifestation politique, économique ou sociale, des envoyés spéciaux chargés d’une enquête.

Les Allemands de Paris, Abetz et consorts, tachaient souvent d’utiliser en faveur de leur propagande ces missions spéciales.

Ces confrères, qui, la plupart du temps, ne savaient que quelques mots d’allemand, et n’avaient traversé le *Reich* qu’en *sleeping*, arrivaient brusquement à Berlin, prenaient contact avec les autorités du *Reich*, acceptaient des interviews que le correspondant se serait bien gardé, par dignité, de solliciter, et ne découvraient, entre réceptions et banquets, qu’une Allemagne prête à conclure avec la république voisine un pacte d’amitié éternelle. Nous voyons encore un de ces tristes voyageurs hurlant, à pleins poumons, au congrès de Nuremberg, les refrains des chants hitlériens dont certains souvenirs de collège lui avaient permis de discerner le sens général et faisant, inutilement, mais avec un plaisir enfantin, le salut national-socialiste, dont un récent décret du chancelier Hitler avait dispensé les ressortissants étrangers !

Ces confrères, vaniteux ou naïfs, repartaient pour Paris, flattés des attentions dont ils avaient été l’objet, fiers d’avoir obtenu ce que les correspondants de leur journal ne s’étaient jamais abaissés à demander et effaçaient les jours suivants dans les colonnes de leur quotidien ou de leur hebdomadaire l’impression de malaise laissée au lecteur par des informations véridiques. Le nuage d’orage était dissipé. MM. Himmler et Goebbels respiraient, pendant une semaine, plus à leur aise.

Nous n’entendons ni faire ici le procès des envoyés spéciaux, ni porter un jugement d’ensemble, moins encore jeter le moindre soupçon sur l’activité professionnelle de journalistes irréprochables. Du reste, certains de ces envoyés spéciaux ont présenté les faits sous un [70] jour encore plus cru que n’aurait pu le faire un Français de Berlin. Quelques-uns même, tels que mes amis Édouard Helsey, Botrot et Jean Thouvenin, se sont vu, à la suite d’enquêtes consciencieuses, interdire à jamais l’entrée du territoire du *Reich*.

D’autres confrères ont rempli pendant des années une tâche difficile, j’allais écrire héroïque, fournissant tous les jours des informations puisées, dangereusement, aux sources les plus diverses et n’étant trop souvent récompensés de leur courage que par les critiques des politiciens en pantoufles qui, dans de prétentieux leaders, prétendaient exposer brillamment la politique d’un pays qu’ils n’avaient jamais approché que dans les salles de cinéma.

*La Gestapo*, poursuivant sa tâche délicate, cherchait à endormir, par d’autres moyens, la vigilance de l’opinion française.

Sur le conseil d’amis venus de Paris, elle se décida à intervenir dans les milieux d’anciens combattants, entreprise aisée puisque nulle part ailleurs la guerre n’était plus cordialement détestée.

C’est ainsi qu’aux moments les plus critiques de la crise franco-allemande, des Allemands ne manquaient pas de rendre visite à des associations françaises d’anciens combattants, devant lesquelles ils protestaient contre l’infâme campagne menée par des journalistes à la solde des Juifs, des marxistes et des francs-maçons (c’est le refrain) et conseillaient au comité directeur des diverses sociétés d’envoyer à Berlin des émissaires que le *Führer* serait, en dépit d’occupations accablantes, trop heureux de recevoir longuement.

Les Français de Berlin avaient alors la douleur de voir descendre du *Nord-Express* les invités de M. Adolphe Hitler qui, après avoir eu de tendres entretiens avec les chefs des organisations d’anciens combattants allemands, [71] entendaient le *Führer* leur déclarer, avec des larmes dans les yeux, qu’il avait horreur de la guerre et que jamais, lui vivant, le *Reich* ne provoquerait de conflit armé. Ceci fait, les pèlerins du désarmement reprenaient, satisfaits et rassurés, le train pour Paris sans avoir eu l’élémentaire prudence de se mettre en rapport avec les Français de Berlin, observateurs quotidiens de la politique allemande et grands connaisseurs des méthodes en honneur dans les bureaux de la *Wilhelmstrasse* et de la *Gestapo*.

L’auteur de ces lignes, de passage à Paris au début de l’année 1936, prit rendez-vous avec un des dirigeants de la plus importante association d’anciens combattants et le supplia de changer de tactique, de se mettre en relation avec la colonie française de Berlin et d’entendre non seulement les correspondants des journaux, mais les commerçants, les industriels, sans excepter même les Français de conditions modestes qui ont des antennes dans les milieux ouvriers moins prospectés. J’insistai avec chaleur sur les inconvénients d’une information unilatérale et mon interlocuteur fut convaincu.

Quelques semaines plus tard, je reçus à Berlin une lettre m’avertissant de l’arrivée imminente d’une délégation d’anciens combattants français et le président me renouvelait la promesse qu’il m’avait faite d’avoir une longue conversation avec les correspondants des grands journaux français. Je fis part de ce voyage à l’ambassadeur de France. C’était le 27 février 1936, le jour où les troupes du maréchal Blomberg faisaient, au mépris des traités, leur entrée dans la zone rhénane démilitarisée. La mesure était comble. M. François-Poucet téléphona immédiatement à Paris, et le ministre des Affaires étrangères invita, impérativement, les représentants des anciens combattants français à rester chez eux.

La manœuvre audacieuse de la *Gestapo*, qui prétendait [72] faire recevoir des Français de marque par le chancelier à l’heure où le premier soldat allemand prenait sa faction à l’extrémité du pont de Kehl, avait échoué.

– La surveillance du territoire

C’est du territoire français qu’il s’agit, de celui que défendent actuellement des millions d’hommes, le fusil à la main, à l’abri de fortifications inviolables.

Le *Reich* n’a pas attaqué le territoire français le 2 septembre et il se montre même peu désireux de le faire aujourd’hui. Notre frontière est la seule dont les défenses donnent aux généraux allemands quelque salutaire appréhension. Si la Pologne avait eu — et elle pouvait l’avoir — une ligne Maginot, elle n’eût pas été envahie en vingt-quatre heures et absorbée en quinze jours. Si d’autres pays s’étaient servi des armes et des fortifications dont ils disposaient, et cela en dépit de toutes les missions démoralisatrices, ils ne seraient pas aujourd’hui rayés de la carte d’Europe.

Ces pays, le premier autant et plus que le second, sont des victimes de la *Gestapo*. La police d’État a partout été l’avant-garde victorieuse dont les succès rendaient inutiles les combats. Les généraux de l’armée régulière, qui escomptaient des opérations difficiles pour mettre en évidence leurs qualités de stratèges, ont été déçus. Ils n’avaient plus qu’à occuper le terrain conquis par un petit élève de l’école d’agriculture de Landshut dont les ambitions s’étaient trouvées satisfaites par un galon d’adjudant dans l’état-major d’un corps franc.

Faut-il en conclure que si le travail de la *Gestapo* a été très intense dans les pays de l’Europe centrale, elle a fait preuve, en France, de plus de discrétion ? Rien ne serait plus faux.

Bien au contraire, tous les observateurs impartiaux des [73] entreprises guerrières du IIIe *Reich* sont d’accord pour estimer que l’effort principal de la police secrète d’État dirigée par M. Himmler a porté sur la France. Dans aucun autre pays les forces conjuguées de la *Gestapo* et du chef III b allemand (SR de l’État-Major) n’ont été mises en action avec autant de méticuleuse coordination qu’en territoire français. En France, toute fantaisie a été mise à l’écart, tout espoir de trouver auprès de nos hommes politiques des concours décisifs a été rapidement abandonné. Les traîtres de petite taille ne valaient pas l’aumône inutile d’intermédiaires incapables de fournir ce que, seul, un service scientifiquement organisé pouvait assurer. Une chose, chez nous, malgré l’âpreté des discussions politiques renouvelées, était restée intacte : l’armée.

En émettant cette opinion personnelle, partagée par des millions de Français appartenant aux secteurs les plus opposés dans la lutte interminable des opinions politiques, nous sommes heureux de reproduire celle du général Kulhenthal, qui fut attaché militaire du *Reich* à Paris pendant les années qui ont précédé la guerre.

Cet officier général a été un observateur d’autant plus attentif de notre réarmement qu’il comprenait mieux que la plupart de ses compatriotes la mentalité française.

Descendants d’une vieille famille normande, ses ancêtres huguenots émigrés en Allemagne avaient traduit leur nom de Fréval par Kulhenthal (frais val), dans le but d’assurer à leur progéniture une assimilation plus rapide. L’attaché militaire allemand a peut-être, grâce à cette ascendance, jugé avec plus de tact la situation politique de notre pays. Il a, plus exactement que d’autres officiers de ses services, apprécié la valeur de l’effort militaire français. Enfin, avec plus de liberté de langage que les courtisans qui entourent M. A. Hitler, il a mis en garde le *Führer* mégalomane du *Reich* Grand-Allemand [74] contre toute audacieuse imprudence susceptible d’entraîner un échec militaire irréparable.

Nous ne croyons pas que cette brutale franchise ait assuré au général Kulhenthal la faveur d’un commandement de choix. Ses avertissements n’ont pas cependant été inutiles, puisque la *Gestapo* et le chef III b ont fait preuve, aussitôt, d’une activité nouvelle.

Sans prétendre révéler ici l’organisation d’un service secret et extrêmement complexe, qui échappe à l’observation d’un profane, nous croyons pouvoir assurer que la *Gestapo*, le SR de l’État-Major central et celui de l’armée de l’air ont conjugué leurs efforts pour dresser, par des recoupements soigneusement vérifiés, le plan d’attaque de la France.

La *Gestapo* s’est mise à l’œuvre dès 1935 et le mouvement de grèves révolutionnaires qui a marqué cette année inquiétante pour l’avenir de notre pays a été, à coup sûr, sinon provoqué tout au moins alimenté par les agents du *Reich*. À Berlin, au mois de juin 1935, des fonctionnaires du ministère allemand des Affaires étrangères affirmaient à l’auteur de cet ouvrage que le mouvement de mécontentement des masses ouvrières françaises ne s’arrêterait pas à des manifestations aussi bénignes. Comme je demandais à ce diplomate si son opinion était basée sur des faits, ou s’il exprimait seulement devant moi un espoir, il me répondit avec une brusque maladresse : « Je ne puis rien vous dire, mais nous savons que ces troubles se renouvelleront et s’amplifieront. »

À cette époque, M. Arthur Schmolz, attaché à l’ambassade du *Reich* à Paris, passait plus de journées dans une ville importante de la banlieue parisienne que d’heures à son bureau de la rue Huysmans. Grand admirateur du vieux Paris, il lui préféra, pendant ces jours de crise, les royales sépultures de l’église abbatiale fondée à Saint-Denis par le roi Dagobert Ier.

[75]

La tentative ayant échoué et les espoirs du *Reich* hitlérien ayant été déçus, la prospection du territoire français fut entreprise par ces trois organisations d’espionnage avec une diligence accrue.

Les agents de la *Gestapo* furent chargés de se mettre en relation avec tous les Allemands habitant la France, considérés comme susceptibles de prêter main-forte à la police d’État du *Reich*, en cas de troubles révolutionnaires ou de succès militaires en territoire français. Cette sélection fut faite non seulement dans la colonie allemande de race pure, mais aussi dans les milieux israélites où la *Gestapo* pouvait espérer recruter des agents. Des listes furent établies qui précisaient quels Allemands de Paris devaient rentrer, en cas de guerre, en Allemagne, par le dernier train en partance et quels citoyens du IIIe *Reich* devaient au contraire rester à Paris et se laisser interner. Ils devaient faire intervenir, plus tard, leurs relations pour être libérés et ainsi mis en mesure de rendre les services que la *Gestapo* attendait d’eux. Nous ne voulons pas donner ici de précisions qui, dans un pays en état de siège, auraient le caractère d’indiscrétions graves et déplacées. Elles mériteraient d’autant plus ce dernier qualificatif que si des erreurs ont été commises, si des personnalités douteuses ont été mises en liberté, les commissions de criblage sollicitent de ceux qui peuvent les éclairer les renseignements qui permettront au ministère de l’Intérieur de mettre à nouveau les suspects hors d’état de nuire.

Dans les usines de guerre, la police secrète allemande a cherché à s’assurer des complicités, dans un but déterminé de sabotage. Des ouvriers étrangers ont été embauchés là où seuls des ouvriers français auraient dû être employés.

Grâce à Dieu, la collusion germano-soviétique est venue prouver à l’ouvrier français que les agents de la [76] IIIe Internationale l’avaient ignominieusement trompé. M. Dimitrov, l’ardent secrétaire général du *Komintern*, arrêté en Allemagne comme incendiaire du *Reichstag*, ennemi implacable du *Reich* hitlérien, ne pouvait du jour au lendemain retourner sa veste et demander aux masses laborieuses de France d’approuver l’alliance conclue par le camarade Staline avec les assassins des chefs communistes allemands.

Les intellectuels qui avaient inconsciemment collaboré avec les services de MM. Goebbels et Himmler ne pouvaient, de leur côté, que reconnaître leur erreur et cesser d’être les champions maladroits d’un rapprochement impossible.

Si la *Gestapo* conserve aujourd’hui encore quelque espoir de succès, si elle entrevoit la possibilité de faire sortir ses agents de leurs prudentes retraites, le jour où la France, lasse et démoralisée, recherchera les avantages trompeurs d’une paix boiteuse, elle sera, une fois de plus, déçue.

Le défaut de tous les collaborateurs de M. Himmler a toujours été de sous-estimer la valeur du citoyen français et des masses françaises, en leur prêtant les instincts grégaires de la population allemande.

Pour être plus habiles, il suffisait pourtant aux agents de la *Gestapo* de lire attentivement l’article publié dans la revue *Deutsches Recht* (numéro du 15 avril 1936, pages 7 et 8) par M. Heydrich lui-même.

Le chef-adjoint de la police d’État y recommande à ses sous-ordres d’étudier avec le plus grand soin l’idéologie et la nature de l’ennemi qu’ils ont à combattre et leur déclare que, faute de se livrer à ces observations indispensables, ils ne remporteront, dans leur tache difficile, aucun succès.

Ces sages conseils n’ont été suivis ni par les sous-ordres, ni par les chefs qui, très qualifiés pour combattre [77] le communisme en Allemagne, à l’époque où M. Hitler se battait contre les moulins à vent de la IIIe Internationale, n’ont jamais été préparés à des opérations délicates au sein d’un pays où n’existe aucune minorité germanique.

Le travail des SR de l’État-Major central et de l’armée de l’air commandée par le maréchal Göring était plus aisé. Il consistait en de simples observations techniques, en relevés topographiques de nos voies nouvelles, des lignes de chemin de fer établies dans un intérêt stratégique et en un examen du développement de notre activité industrielle, toutes opérations qui pouvaient être réalisées sans un concours abondant de collaborateurs français.

Pour obtenir un résultat satisfaisant, la France avait été partagée en régions. À chaque région avait été affecté un agent disposant de quelques informateurs-prospecteurs qui, à tour de rôle, visitaient le secteur, munis d’un questionnaire auquel ils devaient répondre sans y ajouter aucune réflexion supplémentaire. L’agent n’habitait pas la région dont il avait la surveillance. Il y venait seulement de temps à autre, en touriste, afin de vérifier, sur place, l’exactitude des renseignements fournis. Sa résidence était fixée soit à Paris, ou dans quelque grande ville de province plus ou moins voisine de sa région, soit dans une ville allemande proche de la frontière.

Dans les années qui ont précédé la guerre, et à un moment où l’attaque de la France était conseillée par l’état-major avant toute opération à l’est du *Reich*, les agents de la *Reich*s*wehr* avaient, en collaboration avec ceux de M. Göring, qui disposait du réseau le plus important, établi un plan détaillé de tous les centres a bombarder le jour même de l’entrée en guerre. Dans toutes les villes et dans les différents quartiers de chaque cité, [78] l’espionnage allemand avait relevé remplacement des bureaux militaires chargés de l’expédition des ordres de mobilisation.

Tous les ponts, tous les ouvrages d’art, photographiés et situés sur des cartes très détaillées de tous nos départements, devaient être bombardés par les avions de M. Göring, qui, dans un plan d’agression élaboré par ses services, avait orchestré l’attaque de ses escadres contre la région parisienne.

M. Hitler ayant écrit dans *Mein Kampf* : « … la lutte à mort entre l’Allemagne et la France est inévitable, elle viendra », ses collaborateurs avaient à cœur de la préparer avec un soin méticuleux.

M. Göring avait écarté le plan vieilli du général Seckt pour tenter d’imposer à l’état-major son projet personnel : attaque de Paris par mille avions, en cinq vagues successives ; premier bombardement à trois heures du matin, second à quatre heures, troisième à cinq heures, etc. Mille six cents avions survolant Paris à des heures différentes et porteurs de trois mille quatre cents tonnes de bombes !

Pour réaliser une opération aussi gigantesque avec un succès même relatif, il fallait un grand nombre de pilotes connaissant parfaitement le trajet frontière allemande-Paris, et ayant une vision très exacte du plan de la capitale française. C’est dans ce but que M. Göring décida d’établir un roulement incessant à bord des avions allemands de la ligne commerciale Berlin-Paris, afin que tous les aviateurs militaires puissent effectuer plusieurs fois le parcours et connaître l’emplacement exact de tous les objectifs à atteindre.

Les voyageurs français n’ont pas été sans remarquer que deux aviateurs se trouvaient toujours au poste de pilotage des avions *Junkers Ju. 52*, qui assuraient le service commercial de la *Lufthansa*. L’un était [79] le pilote et l’autre l’aviateur militaire à l’entraînement. Même exercice à bord des avions allemands qui, dans la saison d’été, assuraient chaque nuit le service des messageries entre les deux capitales.

Le Président du Conseil de Prusse qui, en cumulant de nombreuses fonctions, s’assurait la libre disposition des fonds secrets réservés à chacune d’elles, avait ainsi concentré entre ses mains les fils d’un réseau d’espionnage plus important que celui dont disposaient les successeurs du colonel Nicolaï.

Non content d’étudier les progrès de l’aviation française, il s’était intéressé à la construction de nos lignes fortifiées, et des agents ne dépendant que de lui faisaient de fréquentes randonnées, en territoire français, de la frontière belge à la frontière suisse.

Un de mes confrères berlinois, qui n’avait que peu de tendresse pour le régime hitlérien, m’apporta un jour une photographie représentant un groupe d’officiers russes. Au milieu d’eux se trouvait un homme de haute taille qui portait un costume civil. Mon informateur avait surmonté la tête de ce personnage d’une croix au crayon : « Cette photographie, me dit-il, est désormais des plus rares. Il vous serait impossible d’en retrouver un seul exemplaire dans les archives de la *Ufa*, dont elle sort, la police ayant saisi tous les clichés et détruit toutes les épreuves où se trouve l’individu marqué d’une croix. Ce monsieur est le technicien qui contrôle les prises de vues des films dans lesquels figurent des militaires allemands ou étrangers. Ancien officier, il connaît toutes les tenues, tous les grades, tous les galons, toutes les épaulettes. Mais le maréchal Göring, qui le tient en grande estime, vient de l’affecter à son état-major et de le charger d’une importante mission en France. Par prudence, il a fait saisir les clichés et les épreuves où le capitaine B… peut être reconnu en compagnie de figurants de la grande [80] firme cinématographique. Je vous apporte le seul exemplaire qui ait échappé à cette perquisition. »

Je sus par la suite, le hasard est un grand maître, que le capitaine B… suivait depuis des semaines les travaux de fortifications entrepris pour prolonger le long de la frontière suisse la ligne Maginot.

Il appartenait à la section de la surveillance du territoire dont les agents formaient une élite et dont peu, à notre connaissance, furent surpris par la police française avant d’avoir rendu au *Reich* d’appréciables services.

Un de ces agents redoutables était l’attaché de l’air allemand à Paris qui, ayant toute liberté de circuler dans le ciel de France à bord de son avion particulier, survola sans trop de difficultés, ou approcha de très près, les zones fortifiées interdites à tout trafic.

De prudents conseils lui furent donnés dont il ne tint pas compte. Ses randonnées aériennes s’étant multipliées au moment où commença, dans la deuxième quinzaine d’août, la concentration de nos forces armées, un accident se produisit sur le terrain du Bourget.

Un avion français, en atterrissant près du *Messerschmitt* qui s’apprêtait à décoller, vint heurter une de ses ailes et l’endommager assez sérieusement.

Cette maladresse avait mis un dangereux espion dans l’impossibilité de nuire.

C’est aussi M. Göring qui, en 1936, chercha à recruter des indicateurs dans tous les centres d’aviation français.

Le directeur de l’agence de publicité allemande *Ala* vint faire visite, à Berlin, au correspondant d’une agence d’information parisienne et lui remit le texte d’une annonce demandant des techniciens français désireux d’écrire dans une revue allemande d’aviation, publiée à Leipzig, des articles bien rétribués.

[81]

À cette commande était jointe la liste des journaux de province dans lesquels cette publicité devait être insérée. Ces noms n’étaient autres que ceux de toutes les villes et bourgades situées à proximité d’un terrain d’aviation militaire.

Notre compatriote fit part de cette proposition à l’attaché commercial de l’ambassade de France à Berlin. M. Lefeuvre, ancien officier aviateur, lui conseilla d’accepter l’annonce, mais de recommander à la direction de son agence de signaler le fait aux autorités, qui établiraient un contrôle postal secret de la correspondance des militaires faisant partie de ces formations.

L’agence de publicité berlinoise, intermédiaire en cette affaire entre la *Gestapo* et la presse française, en fut pour ses frais. Une communication du haut commandement, insérée au rapport de tous les régiments de l’armée de l’air, mit en garde nos officiers et nos soldats contre cette audacieuse tentative des services allemands.

En temps de guerre, la surveillance du territoire français devait être assurée par les agents allemands qui auraient réussi à se faire libérer des camps de concentration ; par des neutres possesseurs d’un permis de séjour régulier et engagés par la *Gestapo* avant le début du conflit ; enfin par les déserteurs français recueillis en pays neutre.

Nous sommes très affirmatifs au sujet de l’utilisation des déserteurs, parce que nous savons les services que ces misérables ont rendus à l’Allemagne pendant le dernier conflit. Nous savons également que la police secrète a été invitée, en 1936, à étudier cette organisation et à l’adapter à la guerre de M. Hitler.

En 1916, un agent du *Reich* parcourait fréquemment les cantons suisses voisins de la frontière française et y interrogeait les déserteurs qui avaient récemment abandonné leur régiment.

[82]

Il obtenait ainsi des précisions qui facilitaient le travail du chef III b et permettaient de tenir plus fidèlement à jour la carte du dispositif ennemi.

Une espionne célèbre, connue sous le nom de Mlle Doktor, dont des films extravagants ne nous ont tracé qu’un portrait très infidèle, eut l’idée de renvoyer en France ces déserteurs, après les avoir habillés d’uniformes portant les numéros des régiments dont il importait de connaître la situation du moment. Ces traîtres étaient amenés en France et, porteurs de titres de permissions parfaitement imités, se rendaient vers les gares régulatrices traversées par les trains de permissionnaires, posaient des questions, puis rentraient en Suisse par un itinéraire fixé à l’avance et jalonné d’agents du service ennemi.

Il y eut, naturellement, un gros déchet. Beaucoup de déserteurs ne revinrent pas et ne purent toucher la partie de prime que, prudemment, le chef III b ne devait leur verser qu’au retour de cette dangereuse expédition. Certains furent démasqués et traduits en conseils de guerre. D’autres, honteux et repentis, regagnèrent leurs formations et reprirent leurs places sur le front de combat.

Les résultats furent cependant assez intéressants pour que Mlle Doktor, qui dirigeait la section française des renseignements militaires au Grand État-Major, conçût le projet de se faire transporter par un sous-marin en Espagne pour y organiser un service de renseignements analogue.

– Transmission des renseignements

Les mêmes expériences seront faites dans le conflit actuel. Elles seront d’autant plus efficaces que les moyens de transmission se sont perfectionnés et que la dangereuse [83]

expédition du retour pourra, la plupart du temps, être évitée.

En effet, la radio est, depuis quelques années, venue enrichir la panoplie d’armes modernes des espions.

Un sénateur a signalé au ministère des Ptt, au début de cette année, que plus de mille postes émetteurs, pour la plupart clandestins, fonctionnaient en France.

Les postes utilisés ont un petit volume et se dissimulent très facilement dans une chambre d’hôtel. Certains sont placés dans une petite valise en cuir, et peuvent être recouverts de vêtements. D’autres postes, également à ondes courtes et très courtes (quelques mètres), tiennent aisément dans la poche d’un veston ou d’un pardessus.

La police française a effectué les recherches les plus sévères pour découvrir et identifier les postes clandestins. Les expériences faites jusqu’ici auraient établi que les postes à ondes très courtes restent, pratiquement, à l’abri de toutes les investigations.

Or, les maisons allemandes qui construisent les postes émetteurs s’efforcent précisément, depuis de longues années, de faire petit, de réduire les plus puissants appareils à des dimensions minuscules. On vendait, il y a peu de temps, à Berlin, des appareils récepteurs montés dans la tige creuse d’une canne, de plus puissants dans un sac à main de femme.

Les manufactures d’appareils photographiques se sont livrées aux mêmes expériences. La maison *Leitz* a lancé, il y a huit ans, le *Leica*, dont les clichés ont la grandeur d’un timbre poste. Depuis, elle a cherché à fabriquer un modèle plus réduit.

Le modèle que nous avons eu sous les yeux devait être soumis, quelques heures plus tard, aux autorités militaires qui s’étaient intéressées aux devis des ingénieurs. Il avait la grandeur d’une boîte d’allumettes, l’apparence aussi puisque son couvercle portait les mêmes indications [84] qu’une boîte du monopole allemand, et était enveloppé d’une de ces gaines de cuir vendues, à Berlin, dans les maroquineries de luxe.

L’appareil s’ouvrait, en tirant, et quelques allumettes collées les unes aux autres formaient la couche extérieure de la partie rentrante. Cette partie étant tirée vers l’extérieur, l’appareil fonctionnait. Le viseur, minuscule, mais très clair, était placé de façon à ce que l’opérateur n’ait pas besoin de se tourner vers la personne ou l’objet à photographier. En fermant la boîte, un déclic assurait l’enroulement du film et plaçait une nouvelle pellicule vierge devant la lentille.

Je manifestai le désir de me rendre acquéreur de cet appareil, mais le représentant de la maison *Leitz* avait reçu l’interdiction formelle de vendre, avant le résultat de l’expertise ordonnée par le gouvernement du *Reich*.

J’appris le lendemain que la *Gestapo* avait acheté le brevet et avait pris livraison des deux cents appareils déjà fabriqués.

Puissent ces indications servir à la police française au cours des perquisitions qu’elle sera amenée à faire au domicile des agents ennemis tombés dans ses filets.

Il est équitable de reconnaître que la surveillance de la police allemande en pays étranger, surveillance complétée par les agents placés sous le contrôle direct des militaires, a pris très rapidement une ampleur inattendue.

L’Allemand d’avant la guerre de 1914 ne savait presque rien de l’espionnage militaire et absolument rien de celui pratiqué aujourd’hui par les agents de la *Gestapo*.

Bien des officiers de carrière de l’armée impériale, que nous eûmes l’occasion de fréquenter en 1910 dans les garnisons de Rhénanie, n’avaient entendu parler que vaguement de la section III b de l’état-major central. Seules, les condamnations prononcées en France par les conseils [85] de guerre et celles plus nombreuses du tribunal d’Empire de Leipzig venaient périodiquement apprendre aux jeunes sous-lieutenants auxquels je donnais, à Coblenz, des leçons de français, que des officiers, sous un déguisement, cherchaient à percer, des deux côtés de la frontière commune aux deux pays, le mystère de leurs préparatifs militaires.

À cette époque déjà lointaine, les spécialistes allemands estimaient le service des renseignements français comme étant très supérieur à l’organisation correspondante du *Reich*.

L’Allemand avait oublié la maxime du roi Frédéric de Prusse : « Si l’on connaissait d’avance les intentions de l’ennemi, on lui serait toujours supérieur, même avec une armée inférieure. »

Depuis, l’Allemagne s’est efforcée, avec sa ténacité naturelle, de rattraper le temps perdu. L’espionnage a cessé d’être un métier dégradant. Je dirais même que, dans les milieux militaires comme dans les masses populaires, l’espion est entouré d’une considération que lui a jusqu’ici refusée le public français.

Le colonel Hans Witte, qui dirigea longtemps les services allemands de Coblenz, écrivait en 1920, dans un livre publié en l’honneur « des combattants du front oublié » un article rendant hommage aux héros méconnus de la guerre blanche :

« Aussi bien dans la préparation de la guerre que dans la guerre elle-même, le service des renseignements est un moyen de combat qui ne se distingue des autres armes que par son caractère secret. Le soldat se sert de fusils et de canons, l’agent est un combattant silencieux dont l’opinion publique ignore les hauts faits.

« Le cavalier qui, en patrouille, s’avance en territoire ennemi pour y recueillir des renseignements sur l’adversaire ne se distingue de l’espion qui va les rechercher [86] seul et sans bruit que par l’uniforme dont il est révolu.

« Le mot espion a en soi quelque chose d’injurieux. Cette conception d’un métier dangereux est tout à fait fausse. L’homme ou la femme qui, par amour pour la patrie, se livre à l’espionnage, avec ou sans rémunération, et y consacre toute son intelligence et tout son courage, mérite autant le respect que le soldat qui expose sur les champs de bataille sa santé et sa vie.

« L’espion, comme agent de sa patrie, mérite même, à certains points de vue, une considération particulière, parce que, contrairement au soldat en uniforme, il se trouve seul, privé de l’encouragement de tout camarade et que, dans les situations les plus difficiles, il ne peut compter sur aucun secours. Enfin, s’il est capturé par l’ennemi, il est fusillé, sans qu’aucun de ses chefs puisse intervenir en sa faveur. »

Le colonel Witte, qui fut chargé après la guerre de reconstituer le service des renseignements dispersé après l’effondrement militaire du *Reich* vaincu, compte certainement aujourd’hui parmi les instructeurs les plus qualifiés des agents de la *Gestapo* à l’étranger.

Grand connaisseur des campagnes napoléoniennes, il rappelle dans l’ouvrage que nous citons ci-dessus que l’empereur fut le premier organisateur d’un service de renseignements aux armées. L’officier allemand ne manquerait pas de faire remarquer, si une nouvelle édition de son ouvrage venait à être lancée, que Napoléon avait précisément chargé une personnalité civile de créer le réseau d’agents dont il avait besoin. Voici le texte de la lettre de l’empereur à M. Maret, duc de Bassano (traduite de l’allemand) :

« Écrivez immédiatement, en utilisant le chiffre, au baron Vignon, que j’ai l’intention de l’affecter à mon quartier général et de le placer à la tête de la police [87] secrète qui s’occupera d’espionnage dans les rangs de l’armée ennemie, de la traduction des lettres et autres documents, ainsi que des déclarations des prisonniers. Il est indispensable qu’il se préoccupe dès aujourd’hui de l’organisation de cette police secrète. Il doit choisir deux Polonais parlant le russe, experts en choses militaires, et qui ont fait la guerre avec nous. Ils doivent être intelligents et dignes de confiance. L’un d’eux devra connaître la Lithuanie, l’autre avoir des renseignements utiles sur la Wolhynie, la Podolie et l’Ukraine. En dehors de ces deux agents, un troisième parlant couramment allemand devra être envoyé en Lettonie et en Gourlande. Sous leur direction travailleront quelques douzaines d’agents, soigneusement choisis, que nous rémunérerons d’après la valeur de leurs informations. Tous doivent être en mesure de fournir des indications sur les territoires que l’armée aura à traverser.

« Je désire que le baron Vignon se mette, sans tarder, à la tâche. Il doit veiller à ce que ces trois agents se procurent, tout de suite, les sous-agents indispensables : sur les routes de Petersbourg à Vilna, de Petersbourg à Riga, de Riga à Memel, sur les routes de Kiev et sur les trois grandes routes qui relient Bucarest à Petersbourg, Moscou et Grodno.

« En outre, il devra placer des informateurs à Riga, Dunebourg, Pinsk, dans les marais et à Grodno. Ces informateurs nous renseigneront tous les jours sur les progrès des fortifications établies par l’adversaire. Si ces renseignements sont satisfaisants, je n’hésiterai pas à verser 12 000 francs par mois.

« Pendant la période d’opérations, ceux qui nous apporteront des nouvelles de valeur recevront une gratification dont l’importance sera, chaque fois, consciencieusement déterminée.

« Il y a, aussi, parmi les Polonais, des gens connaissant [88] les fortifications, et capables de nous dire dans quelles villes elles ont été édifiées et quelle est leur valeur militaire.

« Signé : Napoléon. »

Cette lettre du grand empereur pourrait porter la signature des conquérants de notre siècle.

Le plan qu’elle dresse, en quelques lignes, de l’organisation d’un service de renseignements correspond, en tous points, à celui du *Reich* national-socialiste.

M. Himmler, dont nous exposions, dans un des premiers chapitres de cet ouvrage, les projets, n’a vraiment rien inventé.

Devons-nous en conclure que MM. Göring et Heydrich soient les élèves de Napoléon ?

Le colonel Witte expose ensuite les lacunes que connaissait la défense du territoire, en Allemagne, avant la guerre de 1914 : « La coexistence d’États allemands indépendants rendait, écrit-il, le contre-espionnage à peu près inopérant. Un espion poursuivi en Prusse se réfugiait en Saxe. Recherché en Saxe, il passait en Bavière, etc. Gagnant du temps, il trouvait le moyen de s’échapper. »

« De cela n’était pas responsable la police toujours diligente, conclut le colonel, mais le système de gouvernement dont l’Allemagne était dotée : nous avions bien un tribunal d’empire, mais nous n’avions pas de police d’État. »

C’est cette lacune qui a été comblée par le gouvernement national-socialiste.

[89]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre IX

La *Gestapo* en Tchécoslovaquie

[Retour à la table des matières](#tdm)

On a trop souvent confondu *Gestapo* et propagande.

La propagande hitlérienne, au sens étymologique du mot, est restée insignifiante et partant, inopérante. Les nationaux-socialistes n’ont cherché à convaincre ni les Français, ni les Anglais, ni les Tchèques, des mérites de la politique du *Führer*. Ils ont, au contraire, proclamé très haut que leur doctrine n’était pas un article d’exportation ; mais, sous la dénomination plus flatteuse de propagande, la police secrète d’État a fait son œuvre. M. Goebbels, propagandiste à la voix tonitruante, a servi de paravent, de bouclier au silencieux, mais agissant, M. Himmler.

*L’organisation des Allemands de l’étranger* dirigée, non par le Dr Goebbels, mais M. Bohle, qui ne reçoit d’ordre que de l’entourage immédiat du *Führer*, c’est-à-dire de M. Hess, est en réalité un organe essentiel de la *Gestapo* dans tous les pays où une minorité allemande peut donner prétexte à conquête. Le ministère de la propagande a pour mission de paraître chercher à convaincre. Celle de la *Gestapo* est de conquérir. La police secrète et son armée d’agents en veston et de soldats aux uniformes noirs n’est que l’avant-garde de la *Wehrmacht*.

Les méthodes employées ne diffèrent que dans d’infimes détails.

En Tchécoslovaquie, comme ailleurs, l’organisation des [90] Allemands de l’étranger a été chargée de se concilier les sympathies des anciens ressortissants autrichiens-allemands, établis dans les anciennes provinces dominées par les Habsbourg, de les asservir et d’en faire ainsi de dociles agents de la politique extérieure nationale-socialiste. Elle a su grouper, sur l’ordre de la *Gestapo*, des minorités germaniques homogènes et provoquer ensuite, ici avec habileté, là avec maladresse, des incidents répétés lui permettant de prétendre, avec un semblant de raison, que les minorités étaient persécutées par les gouvernements des pays dont les anciens ressortissants allemands étaient, depuis le traité de Versailles, devenus les citoyens.

Le *Reich* prend, à la suite de ces incidents, les minoritaires opprimés « sous sa protection ». C’est la dernière étape avant l’annexion.

C’est ainsi que M. Conrad Henlein, le fameux *Führer* des Sudètes, a été chargé de provoquer des troubles avant de négocier avec le gouvernement tchécoslovaque un statut indépendant. Il devait être écarté, sans façon, le jour où le cabinet du *Reich* ayant franchi, encouragé par nos faiblesses, cette étape difficile, décidait l’annexion pure et simple de la Bohême et de la Moravie.

Quand M. Conrad Henlein fut nommé pompeusement *Statthalter* des territoires cédés au *Reich* par les accords de Munich, une proclamation adressée au peuple allemand des Sudètes déclarait :

« Le pays des Sudètes est rentré (rentré sans n’y avoir jamais été !) dans le sein du *Reich*. Depuis bien des siècles durait la lutte « pour l’espace bohémien ». Même au temps où le germanisme dominait le pays, la lutte contre le peuple tchèque, qui le partageait avec nous et qui nous disputait le droit à la patrie et au sol, ne cessa jamais.

« Pour la première fois dans votre histoire, les régions sudètes sont directement rattachées au territoire du [91] *Reich*. Nous n’avons pas cessé d’être une population frontière, mais maintenant la frontière est devant nous. »

À cette frontière, l’œuvre de la *Gestapo* était loin d’être terminée. La Tchécoslovaquie mutilée, il appartenait à la police d’État de poursuivre à Prague son œuvre de désagrégation et de corruption.

À l’époque où le général Faucher critiquait, avec quelque raison, le défaitisme de certains hommes politiques français, et, multipliant les conseils de fermeté, rappelait que la France défendait son patrimoine national, à Prague, avec autant d’efficacité que sur les bords du Rhin, le gouvernement tchécoslovaque, découragé par la mission de lord Runciman, abandonnait la lutte et supportait sans riposte (exception faite de quelques actes héroïques et vains) l’invasion de son territoire par les divisions motorisées allemandes.

La *Gestapo* de M. A. Hitler trouvait alors à Prague, avant même que n’y aient fait leur apparition les divisions du général de *Reichenau*, des traîtres d’envergure : M. Hacha et sa fille, et enfin celui que tant de Tchèques considéraient, à tort, comme un grand patriote : le général Sirovy.

Leur lâcheté respective a été assez durement stigmatisée dans de récents discours officiels français pour qu’elle soit condamnée sans réticence dans un ouvrage dont l’auteur a, comme premier souci, celui de rester impartial. Un recul de quelques mois a déjà permis de déterminer, ces hautes personnalités étant mises à part, quels collaborateurs la *Gestapo* avait engagés pour réaliser son travail de désagrégation.

Il est clair que le pays des Sudètes, dans son immense majorité, était mécontent du gouvernement de Prague, et heureux d’être protégé par le chancelier du *Reich* voisin. Cependant, dans cette masse d’admirateurs de l’Allemagne, beaucoup auraient préféré un statut des minorités [92] leur assurant une liberté plus grande, au rattachement pur et simple du pays au *Reich* Grand-Allemand. Les commerçants, la classe aisée, savaient que l’État tchécoslovaque était plus libéral que le *Reich* du chancelier Hitler. Chacun espérait qu’un compromis interviendrait entre Berlin et Prague, qui ferait du pays des Sudètes la région la plus heureuse de l’État tchécoslovaque.

Seuls les agents de la *Gestapo* étaient au courant des intentions du *Reich* et préparaient méthodiquement la conquête. Ceux qui, citoyens tchécoslovaques, ont servi sous les ordres de M. Himmler, sont les grands responsables des malheurs de leur pays.

Deux états-majors de la *Gestapo* avaient été formés, l’un à Vienne, l’autre à Dresde avec mission de « travailler » la Tchécoslovaquie. À Vienne, MM. Loos et Kern dirigeaient les opérations et dressaient les listes des citoyens tchécoslovaques à arrêter dans le sud de la République. À Dresde, de nombreux *Ss* recevaient les Sudètes qui, fréquemment, passaient la frontière à Altenberg, dans l’Erzgebirge, et les renvoyaient comme courriers auprès des personnalités dirigeantes du mouvement révolutionnaire.

Le bel hôtel de Raupennest, voisin de la frontière germano-tchèque, servait aussi de lieu de rencontre entre les partisans de M. Henlein et les agents de M. Himmler.

Un des chefs les plus redoutables de la *Gestapo* en Tchécoslovaquie était M. Fuchs-Kondray, beau-frère d’un ancien ministre du commerce autrichien. Il était aidé dans sa besogne par un certain Flanderer, fonctionnaire autrichien révoqué à la suite d’une affaire d’argent des plus louches, et M. Dolansky, curieux homme qui avait longtemps vécu en Urss, et évitait avec soin de parler politique. Il exécutait les ordres reçus sans mot dire et nul ne savait s’il avait été séduit par les doctrines [93] communistes ou par les fantaisies nationales-socialistes.

Ces trois hommes aux ordres de M. Himmler étaient à l’avant-garde des troupes qui pénétrèrent en territoire tchécoslovaque. Ils furent les premiers à s’installer à l’hôtel Alcron et à occuper le palais de l’industriel Petschek. Les premiers, aussi, à arrêter de paisibles citoyens et à leur faire subir, à la citadelle de Pankraz comme aux camps de Tabor et de Dachau, les plus épouvantables tortures.

Au nombre des citoyens tchécoslovaques qui favorisèrent l’entreprise germanique, nous citerons les noms de trois industriels dont les responsabilités sont écrasantes : M. Skutetsky, de Wichau, M. Proskovetz, de Kwasitz, et le comte Spiegeldfeld, de Morkowitz.

Un homme à Prague a fait son possible pour combattre, alors qu’il était encore temps, les agents allemands qui préparaient la conquête : M. Wislocil, préfet de police de la capitale.

Cet homme courageux n’a peut-être pas trouvé auprès de M. Hodza, à cette époque président du Conseil, tout l’appui nécessaire.

Le moment n’est pas venu d’entrer dans plus de détail. L’histoire dira si l’État tchécoslovaque était viable, tel qu’il avait été créé par le traité de paix.

Actuellement, les représentants de la Tchécoslovaquie recrutent une armée dont les régiments lutteront, aux côtés de l’armée française, pour la liberté de l’Europe. L’épée réparera des erreurs qui ne se renouvelleront plus. Elles eussent toutes été évitées si les vaincus n’avaient pas été, en 1918, si généreusement traités.

[94]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre X

La *Gestapo* en Espagne

[Retour à la table des matières](#tdm)

Nous ne ferons aucune allusion à la guerre civile qui a ravagé l’Espagne. Tous les amis, tous les admirateurs de ce pays merveilleux, et nous nous flattons, y ayant vécu de longues années, de compter parmi les plus fervents, ont partagé les souffrances quotidiennes de la courageuse population espagnole. Autant et plus que quiconque, nous avons foi dans l’avenir d’un pays d’aussi glorieuse histoire. L’Espagne est éternelle.

C’est précisément parce que les Allemands connaissaient cette histoire et se souvenaient des répercussions profondes de certaines entreprises germaniques en Espagne, que la propagande nationale-socialiste s’y est développée avec tant d’empressement et que les agents de la *Gestapo*, encouragés par les succès de M. Goebbels, ont tenté d’y étendre l’emprise du IIIe *Reich*.

Les procédés employés par les agents de M. Himmler en Espagne sont les mêmes qui ont assuré la réussite du Dr Goebbels dans certains autres pays européens.

L’audace des agents de la police secrète allemande a été d’autant plus grande que les gouvernants du moment, absorbés à juste titre par le règlement des dissentiments intérieurs nombreux qui séparaient le pays en deux camps, ne pouvaient consacrer le temps nécessaire à la répression des tentatives répétées d’un ennemi extérieur implacable.

[95]

Le gouvernement de la Catalogne a livré à la publicité des archives allemandes qui, saisies dans les consulats et organisations nationales-socialistes du IIIe *Reich*, ont permis d’apprécier l’effort fait en Espagne par les agents de la *Gestapo*.

Dans ces archives ont été trouvés non seulement les noms des trente-deux agents les plus importants de M. Himmler, mais aussi bon nombre de ceux de la *Wehrmacht*. Ces documents ont également révélé quelles étaient les mensualités versées à chacun d’eux. À mille six cents pesetas par mois et par homme, nous arrivons, pour les trente-deux agents, dont les noms et adresses sont connus, à la coquette somme de 576 000 pesetas par an.

Chiffre minime si on le compare aux sommes dépensées en Espagne dans une multitude de services annexes : propagande, surveillance des émigrés, construction de « Maisons Brunes », subventions de toutes sortes aux douaniers qui faisaient passer les tracts, aux officiers qui facilitaient les commandes de matériel, aux fonctionnaires allemands de ce *Service des Ports* dont les filets enserraient la péninsule dans le réseau ténu d’un espionnage modèle.

Aucune section de l’association des Allemands à l’étranger n’a été, au cours des années 1934-1939, aussi prodigue de l’argent germanique que la section Espagne. Nous pouvons le dire sans inconvénient, à une époque où le gouvernement espagnol, effrayé par l’alliance germano-soviétique et fidèle à l’idée qui avait fait naître le pacte antikomintern, s’est courageusement débarrassé de la tutelle nationale-socialiste.

Le *Reich*, à en croire les calculs très sérieusement faits par des experts en matière de propagande et de surveillance policière, aurait dépensé, par an, en Espagne, une somme énorme, assurément disproportionnée avec le [96] résultat finalement obtenu, dont voici le détail (en pesetas) :

|  |  |
| --- | --- |
| – Organisation pour l’étranger (Association des Allemands de l’Étranger, présidée par M. Bohle) | 132 000 |
| – Front du travail | 180 000 |
| – Affaires étrangères et propagande | 445 000 |
| – Secours pour l’hiver (propagande) | 60 000 |
| – *Fichte Bund* | 250 000 |
| – Agents de la *Gestapo* et espions | 576 000 |
| – Contributions des firmes allemandes ayant des succursales en Espagne (Siemens et autres) | 1 200 000 |
| ***Total*** | ***2 843 000*** |

Soit, au change officiel, approximativement dix millions de francs.

Chiffre exorbitant si l’on en considère le volume, chiffre normal, presque mesquin, si l’on songe que l’enjeu de cette lutte était l’incorporation de l’Espagne au bloc qui devait, le jour de la déclaration de guerre, assurer avec la collaboration italienne, le siège de la France et sa destruction.

M. A. Hitler a dit mot pour mot dans un de ses derniers discours : « Je me suis tourné du côté de l’Urss, parce que les deux pays sur lesquels j’étais en droit de compter ont déclaré qu’ils n’étaient pas prêts à entrer dans le conflit. »

Il n’est pas besoin d’être grand clerc pour savoir de quels pays il s’agit.

Il est évident que dans cette dépense annuelle de trois millions de pesetas ne sont pas comptées les fournitures de matériel de guerre qui ont atteint un chiffre fantastique, mais dont nous ne pouvons, ni ne voulons, tenir compte dans une étude sur la *Gestapo*.

Le premier agent de M. Himmler dans la péninsule ibérique a été M. Burbach, commerçant allemand établi à Lisbonne depuis 1930 et resté honnête jusqu’au jour où, ses affaires allant moins bien, il jugea plus avantageux [97] et plus rémunérateur d’importer, au lieu de couteaux de Solingen, les tracts de la police secrète et ceux de la propagande allemande.

Muni de pleins pouvoirs pour l’Espagne par M. Himmler, et d’un compte en banque largement alimenté par la Reichsbank, M. Burbach choisit deux collaborateurs, un pour la Catalogne, M. Hermann Sack, et un second pour l’Espagne centrale et méridionale, qui lui fut fourni (c’est une tradition de cette firme) par la maison *Siemens* et C° de Berlin, M. Walter Zuchristian.

M. Burbach ayant fait preuve d’un dévouement extrême à la cause nazie fut bientôt chargé du contrôle des organisations de la *Gestapo* dans le midi de la France (région frontière), l’Espagne et tout le nord de l’Afrique. En 1934, ces trois agents allemands avaient déjà fondé 51 bureaux de la police secrète allemande, 51 points d’appui (*Stützpunkte*). C’est le terme employé dans les circulaires par M. Burbach et par M. Cords, autre employé de la maison *Siemens* de Madrid, passé lui aussi dans les cadres de la police allemande.

M. Cords a été, en 1935, chargé d’un service nouveau dont le bon fonctionnement permit d’exercer une surveillance étroite sur les relations entretenues par l’Espagne avec tous les pays étrangers : *le Service des Ports*.

Le délégué de cette branche de la *Gestapo* à Barcelone était un certain Hellermann, directeur d’une maison de commerce d’importation, dont les seules affaires étaient conclues avec MM. Himmler et Engling, employé de bureau dans une firme allemande de la place. Autres agents : à Alicante, Tarragone, Malaga, Cadix, Almeria, Santander et Bilbao.

Grâce à leurs initiatives, le *Reich* pouvait faire entrer en Espagne toute la contrebande de tracts et d’armes nécessaire à ses desseins politiques. De généreux pourboires, [98] remis à bon escient, évitaient à l’ambassade du *Reich* et aux consuls bien des difficultés jugées tout d’abord insurmontables. Un seul agent aurait distribué, en une seule année, vingt mille pesetas !

Si les affaires sont prospères et les résultats satisfaisants, l’entente n’est cependant pas parfaite dans cette association de gangsters. Des rivalités se font jour. Les dénonciations deviennent des armes terribles. La délation, rouage essentiel de la machine gouvernementale du IIIe *Reich*, est bientôt en honneur chez les nazis d’Espagne, comme chez ceux de la métropole.

M. Himmler, assailli de rapports innombrables, dans lesquels chacun accuse son voisin et tente de se disculper soi-même, décide de créer en Espagne des tribunaux secrets du parti national-socialiste, qui jugeront, sans appel, les ressortissants allemands et trancheront leurs différends. Les condamnés subiront leur peine quelquefois en Espagne, le plus souvent en Allemagne. Les juges disposent des moyens et des complicités nécessaires pour embarquer, au besoin de vive force, les coupables sur les bateaux allemands en partance.

Dans ces occasions délicates interviendront les agents du « *Service des Ports* », dirigé par M. Cords.

Si le malheureux condamné ne s’incline pas devant le verdict de ses compatriotes, le président du groupe local dépose contre lui une plainte en vol ou en escroquerie, recrute dans sa bande les faux témoins dont il a besoin, traduit sa victime devant un tribunal espagnol et obtient facilement l’expulsion du coupable, que la police locale [99] elle-même vient livrer au capitaine du bateau ancré dans le port.

À son arrivée à Brème ou à Hambourg, l’agent en disgrâce est remis entre les mains de quatre gaillards en uniforme noir, qui le transportent au camp de concentration le plus proche.

Pour ne prendre qu’un exemple entre beaucoup d’autres, c’est ainsi que finit la carrière de M. Zuchristian, chef de la *Gestapo* à Madrid, qui, dénoncé comme insuffisant par l’agent Erich Schnaus, fut, en novembre 1935, transporté de Barcelone à Hambourg et de Hambourg à Berlin, pour ne plus jamais reparaître en Espagne.

C’est d’ailleurs son heureux dénonciateur qui fut, par la suite, chargé de la réorganisation des services de la *Gestapo* du centre de l’Espagne.

Si la *Gestapo* emploie son activité à préparer le territoire et le peuple espagnol à une intervention du *Reich*, elle n’oublie jamais qu’elle est et reste une police.

Son rôle ne doit par conséquent pas se borner à organiser l’emprise allemande et à s’assurer les concours autochtones indispensables au succès du plan germanique. Sa mission est aussi de surveiller en Espagne les classes de citoyens qui sont, en Allemagne, sous la surveillance permanente de M. Himmler.

Les ennemis du régime sont légion dans toutes les couches de la société, mais les plus dangereux sont ceux dont la profession facilite l’action nocive. Au nombre de ces adversaires et au premier plan d’entre eux, il convient de placer le clergé.

*La persécution du pasteur Niemoeller* eut ainsi des répercussions en territoire espagnol.

Une circulaire du bureau central de l’organisation des Allemands de l’étranger vint recommander à tous les [100] agents locaux la surveillance des prêtres allemands des deux religions, protestante et catholique, tous suspects d’hostilité au régime national-socialiste.

Les temples protestants étant peu nombreux en Espagne, il arrivait qu’un pasteur réunissait les colons allemands d’une ville espagnole dans une des salles du consulat d’Allemagne pour leur y faire lecture de l’Évangile. Il importait donc qu’un agent vînt assister, quelles que soient ses croyances, à cette cérémonie.

Quelques jours plus tard, un mouchard signalait à la direction du « *Service des Ports* » de Malaga que le pasteur Peschel avait tenu, devant les Allemands de la ville, des propos séditieux : « Commentant l’Écriture, disait le rapport, cet ecclésiastique s’est permis d’affirmer que notre époque manquait de conscience et de religion. Jésus-Christ, déclara-t-il, a chassé du Temple, à coups de fouet, les marchands et pharisiens. Notre devoir est, non seulement de protester contre la lâcheté générale, mais de passer, à bref délai, de la parole aux actes. »

Ces prudentes et religieuses exhortations suffirent pour que le malheureux pasteur soit taxé d’hostilité à l’égard du régime. De l’avis des agents de la *Gestapo*, une époque qui avait produit le « génial *Führer* » du Troisième *Reich* ne saurait être considérée comme manquant de conscience. D’ailleurs, l’agent placé en surveillance dans la pieuse assistance avait remarqué la présence de colons allemands connus comme peu favorables au national-socialisme et une Allemande d’origine juive (Mme Klingenberg) assistait au prêche de cet ecclésiastique de douteuse orthodoxie hitlérienne.

L’agent de Malaga était d’autant plus heureux de signaler à la vindicte policière le pasteur Peschel que celui-ci avait fort heureusement formé le projet de rentrer en Allemagne.

[101]

Inutile d’ajouter que le pauvre homme, cueilli à sa descente de paquebot, fut invité à aller désormais commenter l’*Évangile* au camp de concentration de Dachau.

La section *Espagne* de la *Gestapo* a aussi collaboré avec les services du Dr Goebbels pour attirer la presse espagnole dans les filets nationaux-socialistes.

L’agent le plus actif de cet organisme spécial appelé dans la terminologie hitlérienne *Pressewarte* (observatoire de presse) a été longtemps M. Gustave Reder, qui cumulait sa charge d’attaché d’ambassade avec celle de directeur de la propagande des chemins de fer allemands. M. Reder pouvait ainsi puiser à deux caisses distinctes et réserver les doubles faveurs du ministre des Affaires étrangères et de la direction des chemins de fer aux journaux espagnols dont les directeurs manifestaient l’admiration la plus vive pour le *Führer* et ses méthodes de gouvernement.

M. Sauter qui, en 1936, a succédé à M. Reder, a mis à exécution le même programme. Avec la manie des statistiques dont sont fréquemment atteints les Allemands, il a dressé une comptabilité exacte de ces services et la saisie des archives de l’ambassade a permis d’établir que, dans les quatre premiers mois de l’année 1935, 75 articles d’une colonne avaient été passés dans la presse de la péninsule, chiffre porté en septembre et octobre à 145.

Dans un rapport adressé au chef de presse de l’*Organisation des Allemands à l’Étranger* (filiale de la *Gestapo*), section de Hambourg, M. Reder remerciait son chef, M. Hans Zeberer, de l’envoi d’une subvention qui, [102] pour le seul mois de septembre 1935, atteignait le chiffre de 22 450 pesetas, soit plus de 100 000 francs français. Les dépenses furent encore plus considérables au mois de septembre et octobre de l’année suivante (1936). L’Espagne ayant adhéré au pacte antikomintern, tous les journaux de Madrid, Barcelone et autres villes espagnoles, devaient être invités à reproduire, le discours prononcé au Congrès de Nuremberg par M. Goebbels contre le bolchevisme.

À Madrid, comme à Paris, des frictions se produisirent entre correspondants de journaux. Le correspondant du *Berliner Tageblatt* fut violemment attaqué par les agents de la *Gestapo*, auxquels il n’avait pas donné de gages suffisants de sa foi hitlérienne. Notre confrère, qui avait gardé une certaine indépendance fut attaqué sur le terrain de sa vie privée. Ses dépenses parurent trop élevées aux policiers de M. Himmler, parfaitement au courant de l’importance de ses revenus. Le directeur du journal, dès longtemps rallié au national-socialisme, rappela à Berlin son collaborateur.

Il fallut bientôt à la *Gestapo* insatiable d’autres victimes dans le monde des journalistes, où les frondeurs ne manquaient pas, malgré la sévérité des lois hitlériennes. Une femme envoyée à Madrid par la *Gazette de Cologne*, ou choisie sur place par un des directeurs de ce journal, devint une cible toute désignée à leurs coups. Mme Mahlaumann avait des relations intéressantes dans tous les milieux de la capitale. Ses informations étaient souvent meilleures que celles du représentant de l’agence officielle du *Reich*. Immédiatement, celui-ci, M. von Goss, un aristocrate avec particule, mais sans galanterie, et dont les relations avec la *Gestapo* étaient notoires, adressa un rapport à Berlin qui accusait Mme Mahlaumann de trois crimes contre l’État national-socialiste. [103] Elle *aurait* communiqué en 1933 (trois ans plus tôt), à des confrères étrangers, d’opinions libérales, un document confidentiel du ministre des Affaires étrangères allemand. Elle *aurait* manifesté, devant témoins, sa sympathie pour les doctrines socialistes. Elle *aurait*, enfin, reçu la visite d’un touriste étranger, reconnu pour être un ancien fonctionnaire autrichien. Il suffit de ces trois conditionnels pour que cette journaliste de talent fût congédiée par la direction de la *Gazette de Cologne*, à laquelle la *Gestapo* proposa cyniquement, comme correspondant, le dénonciateur lui-même.

En Espagne, comme en France, comme partout, la *Gestapo* était aidée dans son œuvre d’espionnage par l’organisation du *Front du Travail*, qui, riche des cotisations versées par les ouvriers allemands à ses caisses, entendait participer à toutes les entreprises nationales-socialistes en deçà et au-delà des frontières du *Reich*.

Ses paquebots, soi-disant construits pour les croisières offertes aux ouvriers les plus dévoués à M. Hitler, suivaient périodiquement les grandes routes maritimes qui relient les ports allemands aux côtes d’Espagne et aux îles de l’Atlantique. À bord de ces vapeurs naviguaient les officiers de la marine de guerre momentanément privés de commandements à la mer, qui devaient apprendre à connaître non seulement les havres espagnols, mais aussi les dépôts clandestins de mazout où ils viendraient, dans quelques années ou dans quelques mois, se ravitailler à l’abri des coups des flottes franco-britanniques.

Descendus à terre, ces officiers, camouflés en touristes et en ouvriers, faisaient personnellement connaissance avec les agents allemands qui, mobilisés sur place, seraient, en temps de guerre, leurs auxiliaires les plus précieux.

C’est ainsi que les services français de renseignements militaires avaient remarqué la fréquence des escales des [104] vapeurs de « *La Force par la Joie* » aux îles Canaries, où séjournaient encore bon nombre de marins allemands qui y furent internés pendant la dernière guerre, et aussi dans les ports de l’île de Majorque, où les autorités navales du *Reich* auraient volontiers aménagé des bases permanentes pour leurs sous-marins.

La maladresse du chancelier Hitler, abandonnant le pacte antikomintern pour s’allier au camarade Staline, est venue heureusement dessiller les yeux du général Franco et tracer à la politique de la loyale Espagne des voies différentes.

M. de Ribbentrop a échoué là où avait, momentanément, réussi la *Gestapo*.

[105]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre XI

La *Gestapo* en Autriche

[Retour à la table des matières](#tdm)

M. Adolphe Hitler n’a pas décidé la conquête de l’Autriche au début de l’année 1938, comme on l’a souvent écrit dans la presse française, mais en 1923.

Il suffit, pour s’en convaincre, de suivre le conseil du maréchal Lyautey et de lire *Mein Kampf*. Il suffira même d’en parcourir la première page, puisque c’est à la sixième ligne de cet ouvrage de 780 pages que le futur chancelier écrit :

« L’Autriche allemande doit revenir à la grande patrie allemande, et ceci, non pas en vertu de quelconques raisons économiques. Non, même si cette fusion, économiquement parlant, est indifférente ou même nuisible, elle doit avoir lieu quand même. *Le même sang appartient à un même empire*. »

Un tel problème étant difficile à aborder de front pour un gouvernement qui, à peine en charge, est traité avec une juste méfiance par la majorité des États européens, M. Adolphe Hitler jugea plus prudent de faire tenter par le parti national-socialiste ce que la chancellerie du *Reich* aurait eu quelque peine à entreprendre.

À ce sujet, nous ferons remarquer que le national-socialisme, imitation complexe du fascisme italien et du bolchevisme russe, a pu organiser ses services de façon à faire supporter au parti les responsabilités que le *Reich* tenait à élucider ; comme M. Staline a laissé accuser la [106] IIIe Internationale et son comité directeur de pratiquer une politique audacieuse dont le Kremlin ne voulait pas, publiquement, prendre l’initiative.

Le parti ne pouvait confier l’exécution de cet article premier du programme extérieur du national-socialisme qu’à la *Gestapo*.

Aussi, au printemps de 1933, peu de semaines ou de jours après l’arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes et immédiatement après la création de la *Gestapo*, un bureau fut ouvert à Munich dont la mission exclusive fut de centraliser les affaires d’Autriche.

Des centres d’enrôlement dans les sections d’assaut furent, aussitôt, organisés en Autriche pour la masse des inoccupés et des mécontents ; des sections autrichiennes de la *Gestapo*, pour un petit nombre d’initiés, spécialement recherchés dans le personnel des ministères et des grandes administrations publiques.

Les résultats de l’entreprise ne purent être appréciés que lorsque, des années plus tard, le chancelier Hitler convoqua à Berchtesgaden M. Schuschnigg avant de donner aux régiments de l’armée régulière l’ordre d’envahir l’Autriche.

On a parlé à ce moment de guerre éclair contre un pays désarmé et peu de gens se sont demandé, alors, en dehors des frontières du *Reich*, comment l’Allemagne avait pu opérer avec une telle rapidité. Des dépêches d’agences ont, à cette époque, informé heure par heure le public français et décrit les péripéties d’une attaque qui écœurait le monde.

L’assaut fut si rapide que les quelques hauts fonctionnaires qui réussirent à gagner l’étranger firent preuve d’une présence d’esprit peu commune. Parmi eux : M. F. Stockinger, président du *Front Patriotique*, et quelques autres de moindre importance.

Tous ceux qui avaient lutté avec courage pour l’indépendance [107] de l’Autriche : les ministres du cabinet Schuschnigg (exception faite du traître Guido Schmidt), le chef du bureau de la presse, le ministre de la Guerre, le préfet de police de Vienne, l’inspecteur général de la gendarmerie, tous en un mot, ou presque tous, furent arrêtés, emprisonnés ou assassinés avant même d’avoir pensé à organiser la défense de la capitale !

Le vendredi 11 mars 1938, M. Kurt Schuschnigg, Chancelier d’Autriche, adressa, à la radio, à ses compatriotes, de touchants adieux et à peine avait-il prononcé les derniers mots de son allocution que M. Himmler, suivi d’une douzaine de ses plus fidèles collaborateurs, faisait irruption dans les bureaux de la chancellerie et suivant ses propres paroles « se mettait au travail ». Le travail consistait pour lui à arrêter le chancelier Schuschnigg (trop confiant dans la générosité du vainqueur), et pour ses « aides » à occuper l’hôtel Régina (place de la Liberté) et l’hôtel Métropole (place Morzin), transformant aussitôt ces résidences en prisons d’État.

Comment les agresseurs de l’Autriche ont-ils pu opérer avec une telle rapidité ? À vrai dire, et en dépit des apparences, aucune conquête n’a été plus lente. En effet, ce n’est pas l’armée allemande qui s’est emparée de ce pays, mais la *Gestapo* qui, progressivement depuis 1933, avec une inlassable patience, a occupé, silencieusement, tous les postes de commande.

Son action s’est développée partout : dans la police, dans l’armée, dans les ministères, au sein des organisations patriotiques, dans les industries et enfin dans la presse.

– La police

L’opinion autrichienne était, il faut bien le reconnaître, profondément divisée. Il n’en était que plus nécessaire [108] d’agir avec circonspection. M. Himmler eut la chance de trouver en la personne d’un certain Frauenfeld, aryen malgré son nom israélite, qui avait été un des meilleurs élèves du préfet de police de Vienne, M. Schober, un dévoué serviteur. C’est par son intermédiaire que M. Himmler put rallier à la cause du *Reich* Grand-Allemand un pourcentage important des fonctionnaires de la police viennoise. Chose d’autant plus facile que l’État autrichien partageant sa pauvreté avec ses fonctionnaires, beaucoup de modestes employés acceptèrent avec gratitude les menus avantages que leur assuraient les agents du Grand-*Reich*.

Quant aux fonctionnaires de plus haut grade, ils étaient partagés en deux clans :

– 1° Les chrétiens sociaux partisans de l’indépendance et restés fidèles à la tradition politique de la double monarchie austro-hongroise.

– 2° Les défenseurs du *Reich* Grand-Allemand qui considéraient que la petite république autrichienne n’étant pas viable il convenait, pour des raisons économiques encore plus que politiques, de la rattacher, sans tarder, au puissant voisin.

Ces admirateurs de l’Allemagne, nombreux déjà dans la police viennoise avant 1933, trouvèrent des encouragements nouveaux dans la doctrine politique de M. Schuschnigg qui, sans grand à-propos, lançait le slogan « un peuple et deux États ».

Six ans avant que M. Hitler ait été appelé à la chancellerie du *Reich*, en 1927, le parti national-socialiste sut placer à la tête des « brigades centrales » de la police viennoise M. Léo Gotzmann, Allemand des Sudètes, ardent partisan du nazisme. Ce fonctionnaire de l’État autrichien fut le premier agent de la *Gestapo*.

Il restera incompréhensible à tout observateur impartial comment les autorités autrichiennes ont pu confier [109] un poste aussi important à un fonctionnaire qui, au su de toute la capitale, était un partisan déclaré du rattachement au *Reich*. Comment plus tard le malheureux chancelier Dolfuss le maintint-il à la tête de ce corps de police ?

On peut entrevoir, à la lueur de ces erreurs, combien il était difficile au pouvoir central de faire appel à la police pour réprimer l’agitation nazie croissante, ou pour combattre une propagande dont les subordonnés de M. Gotzmann répandaient, eux-mêmes, les tracts.

Un des collaborateurs immédiats de M. Gotzmann était, précisément, M. Paul Hœnigl, recommandé à son choix par la *Gestapo* de Bavière, qui obéissait au doigt et à l’œil aux ordres venus de la « Maison brune » de Munich, et était toujours empressé à signaler à ses chefs allemands les moindres défaillances de son supérieur immédiat.

Ces deux hauts fonctionnaires de la police autrichienne se donnaient de fréquents rendez-vous au domicile de l’un d’eux, et à ces conférences assistait un délégué de la *Gestapo*, venu tout exprès de Berlin ou de Munich. Au cours de ces entrevues, les deux policiers communiquaient à leur collègue allemand le texte des décrets et des ordonnances secrètes, édictés par la chancellerie pour contrecarrer les projets nationaux-socialistes.

À ces conspirateurs se joignait souvent une personnalité des plus importantes qui n’était autre que le commandant Seeliger. Cet officier de l’état-major de l’armée autrichienne, lui aussi grand admirateur de la politique nationale-socialiste, était constamment informé des intentions du chancelier Hitler.

Une enquête ordonnée par le préfet de police de Vienne du moment, M. Seydl, apporta les preuves de la trahison de ces fonctionnaires. Elle établit même que [110] MM. Gotzmann et Hœnigl et leur compère, le major Seeliger, avaient collaboré au plan du putsch du 25 juillet 1934, qui prévoyait l’instauration immédiate d’un gouvernement national-socialiste disposé à réaliser l’*Anschluss*.

À eux se joignit, très vite, M. Steinhaeusl, qui, après avoir été monarchiste et attaché à la personne de l’empereur Charles pendant la guerre mondiale, avait fait des offres de services à différents partis politiques, avec le persistant espoir d’obtenir le poste recherché de préfet de police de Vienne. C’est en nourrissant ce projet déjà ancien qu’il se rapprocha des nationaux-socialistes – connus à Vienne sous le nom de *Ghibellins*. De son bureau de la préfecture, il adressa à Munich et à Berlin des rapports sur les ministres autrichiens. Il retarda les poursuites engagées contre les partisans trop démonstratifs de M. Hitler, leur laissant le temps de passer la frontière, ou les prévenant obligeamment de leur arrestation imminente. La police restée fidèle retrouva les traces de son intervention dans un meurtre national-socialiste resté impuni et dont fut victime à Vienne un certain Cornélius Zimmer. En 1934, Steinhaeusl prend part, avec Gotzmann et consorts, à la préparation du putsch qui aboutit à l’assassinat du chancelier Dolfuss, mais à l’échec de la révolution.

M. Steinhaeusl est arrêté et emprisonné. Libéré par M. Hitler en 1938, il occupe aujourd’hui le poste convoité par lui depuis une vingtaine d’années : il est préfet de police à Vienne. MM. Gotzmann et Hœnigl ont reçu des fonctions importantes dans une autre région du Grand-*Reich*.

Un autre policier, bien modeste celui-là, puisque simple agent de la voie publique à Salzburg, M. Piffrader, doit à la trahison une brillante carrière. Piffrader avait, en 1934, accepté contre une rétribution minime de faciliter, à la frontière toute proche, le passage des contrebandiers [111] de la *Gestapo* qui introduisaient en Autriche les tracts nationaux-socialistes. C’est dans ce but que ce policier, soucieux d’orienter la surveillance de ses camarades dans une autre direction, jeta, certain soir, dans une rue obscure de la ville, une bombe dont l’explosion brisa les carreaux de deux cents fenêtres. La police, alertée, se porta, au grand complet, sur les lieux, laissant le camion de la *Gestapo* faire, en territoire autrichien, une entrée discrète.

L’agent Piffrader, finalement soupçonné, se réfugia un peu plus tard en Allemagne pour y compléter son instruction dans une école de police.

La détention des meneurs, le départ de Piffrader et l’exécution des assassins du chancelier Dolfuss ne ralentit en rien, bien au contraire, l’activité de M. Himmler en Autriche.

Du reste, un troisième fonctionnaire de la police, M. Conrad Rotter, dont l’enquête n’avait pas dévoilé les agissements suspects, poursuivait la tâche abandonnée par les condamnés et transmettait à Berlin des fiches détaillées sur toutes les personnalités et sur tous les fonctionnaires, fussent-ils les plus humbles, de la République d’Autriche.

M. Adolphe Hitler savait ainsi sur quels concours il pouvait compter et quelles résistances il avait à vaincre.

Un autre nazi de marque était le policier Kamba, chargé par M. Himmler de dresser le plan photographique de la ville et des grandes administrations de l’État, en indiquant pour chaque bureau le nom des fonctionnaires et leurs sentiments à l’égard du national-socialisme.

Un dernier employé des services de police mérite une mention spéciale à ce palmarès de la trahison : M. Breitenberg-Zennerberg, chef du bureau des passeports.

Grassement appointé par l’Allemagne, il donnait des [112] passeports à tous les courriers de la *Gestapo* et du ministère de la Propagande et fournissait des papiers d’identité à tous les agitateurs nazis signalés à sa bienveillance par la « Maison Brune ».

M. Breitenberg devait son poste officiel à la protection du chancelier Schussnigg, dont il avait été le camarade de collège. Condamné à la prison pour avoir violé la bonne d’un ecclésiastique du Burgenland, Breitenberg s’était, par la suite, vu écarté de l’entourage de M. Schussnigg qui, par pitié, l’avait fait bénéficier d’une généreuse amnistie.

Grâce à cette préparation minutieuse de l’occupation réalisée en 1938, préparation qui dura des années, l’état-major allemand et la *Gestapo* purent attribuer à des milliers d’Autrichiens, choisis dans la masse des sympathisants, une mission précise dans tel quartier, dans telle rue, devant tel immeuble.

Ceci explique comment M. Himmler et ses collaborateurs ont pu s’installer dans le bureau voisin de celui où M. Schuschnigg faisait ses adieux à la patrie autrichienne, des heures avant que le premier soldat de la division *Reichenau* ait passé la frontière.

– Dans l’armée

Au sein de l’armée autrichienne, qui pourtant n’avait à attendre de la part du national-socialisme que des humiliations, la *Gestapo* réussit à s’assurer de précieux concours.

Nous avons indiqué ci-dessus les circonstances de la trahison du commandant Seeliger, de l’état-major central. Un second officier du même service, le lieutenant-colonel Angelis, adressait aux bureaux de la *Gestapo* des rapports que complétait, de temps à autre, le capitaine [113] Hegedues, chef du bureau de presse de l’état-major. Un autre agent était le général aviateur Loehr.

C’est ainsi que le chancelier Hitler, au cours de la tragique entrevue de Berchtesgaden (12 février 1938), put mettre sous les yeux de M. Schuschnigg, atterré, les plans complets de la défense militaire de l’Autriche, élaborés quelques mois plus tôt par le général Jansa.

La *Gestapo* avait également enrôlé dans ses services le commandant d’artillerie Dolezal. Cet officier, ami d’enfance de Schuschnigg, avait été plus tard le professeur d’équitation du futur chancelier d’Autriche. Celui-ci, pour continuer des relations agréables, avait fait donner à son ami un commandement dans un des régiments de la capitale. M. Dolezal transmettait régulièrement à M. Himmler en personne les confidences qu’il recevait du chancelier.

En Carinthie, le commandant Hubert Klausner organisa un service de renseignements national-socialiste, et pendant des années renseigna l’ennemi sur les progrès de l’idée hitlérienne dans son secteur. Chassé de l’armée, il réapparut à Vienne après l’invasion. Étant entré en conflit avec un de ses chefs de la police, il fut, en décembre 1938, exécuté sans bruit.

– Organisations paramilitaires

Le chancelier Schuschnigg, qui connaissait les défaillances de l’armée régulière, avait porté à des effectifs considérables l’organisation du Front Patriotique qui devait, à tout instant, répondre à l’appel du gouvernement aux prises avec les ennemis de l’intérieur.

La *Gestapo* ne manqua pas de s’attaquer à la milice, et toujours à la recherche d’un traître, elle eut vite fait de le découvrir en la personne du comte Alberti.

[114]

Aristocrate sans fortune, avocat sans clientèle, aventurier sans scrupules, le comte avait obtenu un poste important à l’état-major de la formation, sous les ordres directs du prince Ruediger Ernest Starhemberg, président du comité exécutif dû Front Patriotique.

À en croire des informateurs allemands dignes de foi, le comte, pourtant plein de bonne volonté, ne donna pas complète satisfaction à M. Himmler qui, étendant son réseau de surveillance, s’assura la collaboration du Dr Flor, chef du bureau de presse.

M. Flor trahit avec plus d’habileté que le comte Alberti, mais fut aussi dénoncé et traduit devant un conseil de guerre. Condamné à quelques années de prison, il ne recouvra la liberté que le jour de l’*Anschluss*. Les Viennois le virent pendant quelques semaines aux côtés de M. Seiss-Inquart. Il s’éclipsa bientôt sur l’ordre de M. Heydrich qui lui avait trouvé une affectation nouvelle dans le réseau d’espionnage allemand de Tchécoslovaquie.

C’est aux environs de Bratislava que le misérable trouva la mort dans un accident d’automobile (rupture de direction), vraisemblablement provoqué par la *Gestapo* qui, pour des raisons inconnues, le considérait comme incapable de rendre de nouveaux services.

Toujours dans le même Front Patriotique, et même dans le *SK* (*Sturmkorps*), détachement d’assaut formé avec les éléments considérés comme les plus dévoués au chancelier Schussnigg, nous relevons la sinistre figure d’un médecin, M. Englisch, qui, à tout propos, vantait les mérites du courageux successeur de M. Dolfuss. Ce médecin était cependant délégué spécial de M. Himmler, qui l’avait chargé dans ce régiment d’élite de la plus délicate surveillance. Le Dr Englisch donna pleine satisfaction à ses employeurs berlinois. Le lendemain de l’occupation, M. Himmler, utilisant ses précieuses indications, [115] put faire transporter les soldats de ce régiment d’élite, sans en oublier un seul, au camp de concentration de Dachau, ou ils sont encore aujourd’hui.

– Dans les ministères

Mêmes trahisons dans l’entourage immédiat du chancelier qui, chaque fois que la porte de son cabinet s’ouvrait pour laisser passer un ministre ou un haut fonctionnaire, devait se demander quel gouvernement servait ce collaborateur obséquieux.

Les « conseillers ministériels » Mokry et Marenzeller étaient des agents de la *Gestapo*. Agent de la police secrète également M. Sonnleitner, chef de la section législative et constitutionnelle, dont la mission était d’étayer légalement les décrets pris par le gouvernement pour lutter contre l’emprise nationale-socialiste.

M. Sonnleitner transmettait régulièrement copie de ses dossiers à Munich et les journaux allemands purent, à diverses reprises, publier le texte d’ordonnances visant à enrayer les progrès du nazisme, alors qu’elles n’étaient encore, dans l’esprit de M. Schussnigg, qu’à l’état de projets.

Ce fonctionnaire prévaricateur, réfugié quelques mois en Allemagne, revint à Vienne, en 1938, sous la protection des agresseurs de son peuple et ne craignit pas d’opérer lui-même l’arrestation des ministres de M. Schuschnigg : MM. Pernter, Ludwig, Vaugoin et quelques autres, qu’il accompagna ensuite au camp de concentration de Dachau.

Placé à la tête de la colonne dite « des pogroms » chargée de l’arrestation des Juifs les plus aisés de la capitale autrichienne, il participa, avec ses aides, au dépouillement des victimes.

[116]

Au ministère du Commerce pontifiait M. Weisser qui, séduit par les primes de la *Gestapo*, vola et livra à M. Heydrich les dossiers recherchés par le gouvernement du *Reich*. Brûlé, il quitta l’Autriche, en 1936, et reçut un poste bien rémunéré dans une ville prussienne.

Au ministère des Finances, M. Himmler s’assura le bon vouloir d’un haut fonctionnaire, M. Senkowsky, dont la solde ne suffisait pas à l’entretien d’une nombreuse famille.

Dénoncé par un collègue et emprisonné, il put, après la libération, gagner le *Reich* et y organiser, dans les bureaux de la police secrète, un service de renseignements économiques qui vint compléter le réseau d’espionnage de la *Gestapo* en Autriche. Ce traître occupe aujourd’hui un poste important dans l’administration des finances de Vienne.

De ministère en ministère, nous arrivons à celui des Affaires étrangères où nous rencontrons deux agents de marque, MM. Schwinner, conseiller d’ambassade, et Wilhelm Wolff, conseiller ministériel, qui fut ministre des Affaires étrangères de l’éphémère cabinet Seiss-Inquart.

Tous étaient les collaborateurs dévoués du « traître n° 1 » de l’Autriche indépendante, Son Excellence M. Guido Schmidt, secrétaire d’État aux Affaires étrangères du gouvernement Schussnigg, qui assista le malheureux chancelier au cours de la dramatique entrevue de Berchtesgaden.

Pourquoi le chancelier autrichien a-t-il gardé comme secrétaire d’État un Guido Schmidt, dont peu de gens connaissaient les relations avec la *Gestapo*, mais dont tout le monde savait qu’il était séduit par le national-socialisme ?

L’archiduc Otto de Habsbourg lui-même avait supplié M. Schussnigg de se séparer de M. Guido Schmidt en [117] spécifiant qu’il le considérait comme un des plus dangereux agents de l’Allemagne.

Le traître d’hier est aujourd’hui directeur des entreprises industrielles allemandes, tchèques et autrichiennes spoliées par le *Reich* et groupées sous le nom de *Gœrings-Werke*.

– Dans les industries

La police autrichienne, ou pour être plus exact, la partie de la police autrichienne épargnée par le ver rongeur du national-socialisme, s’aperçut, en 1935, que des agents allemands s’étaient habilement introduits dans les usines Steyr, qui fabriquaient non seulement des automobiles, mais aussi du matériel de guerre. Après deux années de recherches, elle put arrêter un ingénieur qui, grâce à la complicité de quelques contremaîtres, avait pu livrer au *Reich* les bleus d’une nouvelle mitrailleuse légère, dont les essais avaient donné les résultats les plus satisfaisants.

Dans une autre usine, la fabrique de cartouches de Hirtenberg, les agents de la *Gestapo* se livrèrent à des actes de sabotage que la surveillance la plus sérieuse ne put empêcher.

Mêmes tentatives couronnées de succès dans la région industrielle de Haute-Styrie, et plus spécialement dans les usines de l’*Alpine Montangesellschaft*, dont le directeur, M. Apold, et le secrétaire général, M. Busson, se déclaraient ouvertement partisans du national-socialisme, préférant même aux travailleurs autrichiens en chômage une main-d’œuvre allemande grossie d’agitateurs politiques envoyés par la Maison brune de Munich.

À Vienne, comme à Paris, comme partout ailleurs, la firme *Siemens-Schuckert* avait une succursale dont la section d’espionnage était des plus actives.

[118]

Un ingénieur nommé Fuchs, qu’il ne faut pas confondre avec l’ancien attaché de presse de la Légation d’Autriche à Paris, y exerçait les doubles fonctions d’ingénieur chargé de la fabrication des câbles et d’agent de la *Gestapo*. Les deux charges étaient grassement rétribuées.

À Felixdorf, où avaient lieu régulièrement les essais de nouveaux canons contre-avions, les agents de M. Himmler et de l’amiral Canaris, chef du service des renseignements, jouaient leur rôle d’observateurs silencieux et transmettaient par des courriers sûrs, munis de passeports irréprochables par M. Breitenberg-Zennerberg, à Munich et à Berlin, les résultats obtenus.

Les industries autrichiennes dont la direction affichait des sympathies nationales-socialistes avaient été, dans le courant de l’année 1936, invitées à verser des sommes énormes à la caisse du parti. Les agitateurs ne devaient-ils pas vivre sur le pays ? Plus de 200 000 schillings, soit un million de francs, furent remis aux représentants de M. Himmler par les tissages du Vorarlberg et la firme Alpine Montan.

M. Buzzi, autre nazi de marque, répondant à un administrateur de la société Alpine Montan qui lui demandait si le *Reich* ne consentirait pas à acheter un paquet d’actions de cette entreprise déclarait : « À quoi bon ? On ne loue pas un appartement quand on peut s’emparer de la maison tout entière. »

– Dans la presse et la radiophonie

Ni l’une ni l’autre n’ont été oubliées, et M. Himmler, aidé par son collègue de la propagande, le Dr Goebbels, arrivèrent à des interventions utiles, malgré la situation très spéciale des journaux viennois qui ne pouvaient compter pour vivre que sur les subventions gouvernementales. [119] La presse était restée en 1920 celle d’un grand État, et la petite république, abandonnée sur la table de dissection par les chirurgiens de la conférence de la paix, ne pouvait fournir aux gazettes de l’ancien empire le nombre de lecteurs nécessaire à la vie normale d’un organe de presse. Cette misère dorée émut probablement le cœur du parti hitlérien allemand dont les organes de presse avaient pour commanditaires les plus gros industriels de Rhénanie.

Un journaliste qui avait longtemps travaillé dans les rédactions viennoises, M. Aichinger, fut chargé de diriger de Berlin un service de presse à l’usage des feuilles autrichiennes. Sur place, à Vienne, deux confrères recevaient les informations et en assuraient la distribution : M. Franz Haller, du *Wiener Tageblatt*, et un certain Joseph Jirouschek, qui, se faisant passer pour un légitimiste convaincu, rendait à l’archiduc Otto de Habsbourg, à Steenockerzeel, de fréquentes visites. Ce Jirouschek fut pendant des années un parfait agent de la *Gestapo*.

– Les souffrances de l’Autriche  
et sa protestation

L’Autriche souffre sous l’implacable domination hitlérienne. Elle regrette le temps heureux qui a précédé l’*Anschluss*, heureux malgré toutes les misères inhérentes à la situation géographique de la petite république créée par le traité de Saint-Germain.

Les nationaux-socialistes eux-mêmes n’avaient pas imaginé un rattachement aussi total et une répression aussi dure. Il est maintenant trop tard pour résister et encore trop tôt pour espérer.

Si Vienne a perdu son sourire et a endossé le manteau sévère d’une ville de Prusse, elle est restée moqueuse, frondeuse et décidée à faire sentir au vainqueur le [120] mépris qu’elle a pour ses méthodes cruelles et sa politique maladroite.

Nulle part le chancelier autrichien qui règne à Berlin n’est plus détesté qu’à Vienne. À moins que ce ne soit à Prague.

C’est sur sa personne que s’acharne avec une exacerbation particulière la malignité autrichienne, beaucoup plus que sur ses partisans viennois (Seiss-Inquart et consorts) qui ont facilité la conquête et qui, honteux sinon repentants, n’osent plus guère se montrer en public.

Ceux qui critiquent la passivité de l’Autriche mise au pas et s’étonnent qu’une poignée d’hommes courageux ne prennent pas à Vienne l’initiative d’une révolte armée ne connaissent pas la rigueur de l’occupation allemande. Ils ne savent pas dans quel réseau policier est enserré ce malheureux pays et quelles forces militaires sont dans toutes les garnisons, en état d’alerte, toujours prêtes à noyer dans le sang la plus petite tentative de rébellion.

Résignée sans être soumise, Vienne a commencé contre le régime qui lui est imposé la guerre des papillons.

Ils sont de toutes tailles, de composition modeste, mais méchants et spirituels à souhait. Les soldats de l’armée d’occupation et les policiers de la *Gestapo* en trouvent, le matin, collés sur tous les murs, sur la devanture des magasins, sur les glaces des automobiles des autorités allemandes. Des équipes de *SS* (détachements de protection) et de *SA* (détachements d’assaut) sont, chaque jour à l’aurore, réunies dans la cour de la préfecture de police pour la corvée des papillons. Ces défenseurs de l’ordre national-socialiste passent, armés d’un couteau ou d’une grosse éponge imbibée d’eau, dans les rues du centre et enlèvent ces petites affiches qui traduisent éloquemment le mécontentement croissant d’une population asservie. Peine inutile. Dès la tombée de la nuit, de [121] nouveaux papillons réapparaissent avec un dessin plus insultant que celui de la veille.

La plus répandue de ces affiches a les dimensions d’un billet de notre loterie nationale, et porte, en son centre, un drapeau autrichien rouge et blanc encadré par la légende : Ni Hitler, ni Staline, l’Autriche aux Autrichiens.



Un second papillon plaisante agréablement le *Führer* et dit : On a retiré à Hitler son permis de conduire. En conduisant trop à gauche, il a cassé son axe.

*Dem Hitler ist der Führerschein entzogen worden, weil er zu scharf links gefahren ist und die Achse zerbrochen hat.*

[122]

Une série de trois dessins représente M. Hitler à genoux, derrière son camarade Staline, dans une posture des plus dégradantes. La seconde, un chancelier manié comme un jouet, au bout d’une ficelle tenue par un gros ours russe. La troisième, un *Führer* en chemise à carreaux, très ressemblant, mais depuis longtemps inconnu de l’imagerie allemande.

Des citoyens de mise modeste, des ouvriers, des employés de magasin vendent aussi, dans certains quartiers, aux noctambules attardés, de petits carnets rouges portant sur leur couverture l’aigle et la croix gammée et contenant une vingtaine de timbres avec la légende : « Vous mourez pour le parti », ou : « Vos enfants se font tuer pour le parti ». Les dix centimes sollicités par ces camelots vont à une caisse de propagande dont les fonds alimentent la guerre des papillons.

Cette campagne sournoise, dont les agents ne manquent pas de courage –  beaucoup ont payé de leur vie leur audacieuse initiative – n’est pas sans effet, puisqu’elle entretient, par ses manifestations quotidiennes, un mécontentement et une irritation que viennent augmenter des mesures gouvernementales chaque jour plus iniques.

La guerre des papillons est complétée par une propagande postale des plus actives que la surveillance de la *Gestapo* n’arrive pas à empêcher.

De nombreux Viennois de toutes conditions et de toutes opinions – les nationaux-socialistes ne sont pas oubliés – trouvent, le matin, dans leur boîte aux lettres, une enveloppe contenant des renseignements précis sur la situation politique européenne, sur les difficultés que rencontre le chancelier Hitler et sur la puissance des armées alliées. L’auteur de ces missives promet à ses abonnés de les tenir au courant des défaillances du régime hitlérien et s’engage à les prévenir quand le [123] moment sera venu de se lever, les armes à la main, pour chasser l’envahisseur.

À son avis, comme au nôtre, cette heure ne sonnera pour la malheureuse Autriche qu’au lendemain du premier sérieux échec militaire du *Reich*.

[124]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre XII

La *Gestapo*  
dans le monde arabe

[Retour à la table des matières](#tdm)

Comme dans tous les autres domaines, M. Adolphe Hitler a repris, en les amplifiant, dans le monde arabe, les directives de Bismarck et les rêves de Guillaume II.

Nous ne nous attarderons pas à analyser les erreurs commises pendant et après la guerre de 1914-1918 par le colonel Lawrence, héros de la « révolte du désert », agitateur poète et les continuateurs d’un romantisme politique dont les conséquences furent funestes à la cause franco-anglaise.

M. Robert Montagne, directeur de l’Institut français de Damas, a écrit que le trait saillant de l’évolution contemporaine de l’Orient arabe est la prépondérance de la politique. Partout, de l’Irak au Maroc, on retrouve la tendance à l’organisation d’États nationaux centralisés à l’image de l’Occident, avec absorption violente des minorités, une sorte d’impérialisme, voire de racisme arabe, qui se substitue au panislamisme. Le mouvement intellectuel de la renaissance arabe devient politique. La renaissance même de la langue arabe revêt une forme non culturelle, mais nationaliste.

Les jeunes Arabes se jettent dans le fascisme, dernier mot des modes européennes. Ils se déclarent partisans de la manière forte, et constituent des formations paramilitaires : chemises bleues et vertes en Syrie, et phalange au Liban.

[125]

Le maréchal Lyautey a défini l’islamisme : une caisse de résonance dont la moindre vibration en un point quelconque de ce vaste monde est immédiatement transmise, et bien souvent amplifiée, dans tous les autres pays musulmans.

C’est pour mieux jouer sur cette caisse que l’Italie et l’Allemagne ont placé la Palestine au centre de leur propagande méditerranéenne. Cette Palestine qui, des points de vues économique, politique et stratégique est placée à la clef des routes des empires français et britannique.

On a très justement écrit que l’objectif de l’action des États totalitaires (Italie, Allemagne et Espagne) tend à réaliser à leur profit le front unique arabe, conçu jadis par l’Angleterre, en captant l’éveil du nationalisme arabe, suscité par le colonel Lawrence.

Depuis quelques mois, le *Reich* s’est progressivement substitué à ses deux collègues et c’est des initiatives germaniques seules dont nous voulons brosser ici un tableau succinct.

Nous ne citerons que les noms des organisations dites de propagande, dont la mission essentielle est, nous l’avons dit plus haut, le camouflage de la tâche plus brutale et dangereuse des hommes de main nationaux-socialistes aux uniformes noirs. Les plus connues de ces organisations scientifiques sont : le *Deutsche Orient Verein*, la *Vorderasiatisch-Egyptische Gesellschaft*, la *Deutsche-Orient-Gesellschaft* et enfin le *Seminar für Orientalische Sprachen*, fondé en 1887, alors que le prince de Bismarck était encore chancelier, dans le but de former des diplomates pour les pays orientaux.

Aucun élève diplomate ne passe plus guère par cette école où l’*Organisation des Allemands à l’Étranger* dresse ses agents et les prépare à l’espionnage et aux sabotages de l’œuvre franco-anglaise en pays arabe.

Notons encore les sociétés qui rassemblent à Berlin [126] et dans quelques grandes villes allemandes les Allemands habitant les pays d’Orient ou y faisant des affaires et les Orientaux vivant en deçà des frontières du *Reich* : le *Afrika-Verein*, le *Deutscher-Orient-Verein* (Hambourg), le *Bund der Asien-Kämpfer* (anciens combattants du front oriental), et enfin l’*Union pour la Libération de l’Islam*, de tendance communiste, sous la République de Weimar, et ralliée au national-socialisme aussitôt après l’avènement de M. A. Hitler.

En 1938 s’est enfin fondé à Berlin le « *Comité permanent de la Défense de la Palestine* », dont la direction est entre les mains de M. Himmler et le but est de faire aux Arabes de Palestine des envois d’argent et d’armes chaque année plus importants.

Dans les derniers mois de l’année 1938, M. Rudolph Hess avait même projeté la formation d’un corps franc destiné à être transporté, après instruction, sur le « front de Palestine ».

La section policière spéciale de l’organisation des Allemands de l’étranger disposait, pour l’année 1934, d’une somme de vingt millions de marks, soit, à l’époque, deux cents millions de francs, à utiliser en Afrique du Nord, Égypte, Syrie et Palestine. Ce crédit avait été, par la suite, porté à une somme très supérieure.

En Égypte, la *Gestapo* n’a pas craint d’installer ses services dans les bureaux de la légation d’Allemagne. Comme à Paris, c’est le bureau de tourisme qui contrôle le réseau de l’espionnage nazi et rétribue les agents. Telle était du moins la situation à la veille de la guerre.

Les employés des banques et maisons de commerce allemandes étaient invités, sous peine de perdre leur place, à accepter leur enrôlement dans les effectifs de la *Gestapo*. Les plus vigoureux devaient s’astreindre à suivre des cours d’entraînement militaire dans la propriété [127] d’un de leurs compatriotes habitant le Caire. Les chétifs étaient chargés, en dehors des heures de présence au bureau de leurs entreprises, de surveiller les Allemands considérés comme ennemis du régime, ou seulement taxés d’être des admirateurs par trop modérés de M. A. Hitler.

Laissant au Dr Goebbels et à ses correspondants en Proche-Orient le soin de pénétrer dans les milieux musulmans par les moyens habituels de la propagande, presse, films, Tsf, la *Gestapo* s’occupa, en 1937, de nouer des relations intimes avec les terroristes arabes. C’est parmi eux que M. Himmler trouva ses alliés les plus actifs.

Lorsque, dans le courant de l’année 1937, l’Angleterre, en dissolvant le « *Haut Comité arabe*» de Palestine, laissa, avec peut-être trop d’indulgence, Hadj Amin el Husseini se réfugier au Liban, ce fonctionnaire britannique devint l’âme du terrorisme arabe et les premières visites qu’il reçut dans sa propriété d’El Zouk furent celles des agents de la *Gestapo*.

Au sein du comité révolutionnaire terroriste dont Fanzi Kankdji, ancien capitaine de l’armée française, déserteur et condamné à mort, est le chef, des officiers allemands font partie de l’état-major et fournissent aux rebelles argent, armes et munitions.

Un grand journal hollandais, l’*Allgemeen Handelsblad*, a signalé, le 28 janvier 1939, dans un sensationnel reportage, que des nomades miséreux, dont toute la fortune consiste en une tente, deux ou trois chameaux, et autant de femmes, apparaissent soudain dans le désert, armés de fusils ultramodernes valant mille francs la pièce. Et il continuait en demandant s’il n’était pas étrange que des hommes qui ont passé toute leur vie dans la plus profonde misère fussent en possession de sommes qui leur permettaient de constituer d’importantes organisations, d’établir un vaste réseau d’espionnage, et d’entretenir [128] dans le pays, entre Kirkuk et Omdurman et entre Kufra et Bagdad, une armée d’agents et d’espions ? « Comment croire au miracle, s’écrie le correspondant hollandais, M. Arcache, lorsque sur la route d’Al Maliguia, un soldat anglais vous offre une mitraillette portant la marque d’une firme allemande et enlevée à un Bédouin qui n’a jamais quitté son repaire ? »

On trouve dans l’*Illustration* du 3 septembre 1938 des photographies de mitraillettes allemandes prises à des Bédouins. Elles sont sorties des usines Mauser, de Düsseldorf.

Si nous passons de la presse hollandaise aux journaux britanniques, le Manchester Guardian du 21 avril 1939 signalait qu’à Haïfa, chez un petit commerçant allemand, la police avait découvert un véritable arsenal : mines, bombes, mitrailleuses, fusils, et munitions abondantes.

La *Gestapo*, une fois de plus, était passée là.

D’ailleurs, sans l’appui germanique, il eût été impossible aux chefs extrémistes arabes d’organiser leur action révolutionnaire, de centraliser leurs services et de discipliner leurs bandes, après les avoir complètement pourvues de munitions et d’armes modernes. Un volumineux dossier réuni par les directeurs du département palestinien de l’*Intelligence Service* a établi, sans réfutation possible, l’appui constant apporté par le *Reich* aux terroristes arabes.

Dès 1936, les agents de la *Gestapo* prospectaient la région de Djenin et de Tulkarem, centre des bandes terroristes. En automne 1938, Jamal Husseini, neveu et conseiller de l’ex-mufti de Jérusalem, faisait un voyage en Allemagne et prenait personnellement contact avec les membres du gouvernement allemand. Au même moment, son homme de confiance en Syrie, Ishak Darzawa, reconnaissait, au cours d’une séance secrète du comité révolutionnaire, dont les agents britanniques [129] eurent connaissance, que les armes distribuées étaient bien de provenance allemande.

Deux journaux français, *L’Œuvre* et *L’Ordre*, ont fourni sur le financement de la rébellion palestinienne, en juillet 1938, d’intéressantes précisions, et ont affirmé que les fonds mis à la disposition des rebelles par la *Gestapo*, dont la légation d’Allemagne au Caire était l’intermédiaire régulier, atteignaient le chiffre de 360 000 francs par mois.

Les publications du congrès mondial juif, qui fournissent sur les menées allemandes en Proche-Orient des informations précieuses, estiment que le *Reich*, invoquant une fois de plus le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, et alléguant la présence en Palestine d’une « minorité allemande », pourrait bien, un jour, élever la prétention de s’annexer une partie de la Palestine.

En effet, il existe trois petites colonies allemandes : *Wilhelma*, près de Haïfa ; *Sarona*, près de Tel-Aviv ; et *Waldheim*, près de Nahala. Ces colonies ont été fondées en 1868 par des Templiers, secte piétiste dissidente de Souabe, persécutée alors en Allemagne, et immigrée en Palestine.

Ces colons ont, depuis cette époque, entretenu d’excellents rapports avec les israélites, auxquels ils vendaient légumes, volailles, œufs et lait. Mais aussitôt M. Hitler au pouvoir les agents de la *Gestapo* ont mené au sein de ces petites colonies une vive campagne antisémite. Des « touristes », venus du *Reich*, y ont organisé des dépôts d’armes et de munitions et ont enrôlé les jeunes colons dans des sections d’assaut qui, en toutes occasions, ont pris dans les troubles récents une part des plus actives.

En 1938, le gouvernement anglais ayant envisagé un partage de la Palestine entre Juifs et Arabes, Berlin protesta [130] contre tout englobement des colonies allemandes dans la partie israélite du pays. Il voulait, comme en Pologne, comme en Tchécoslovaquie, délivrer les « *frères allemands opprimés*» !

En même temps, le *Reich* subventionnait les colons allemands « *mis au pas*» et les poussait à acheter des terrains continus en bordure de mer, dans le but évident de favoriser les vues stratégiques de l’Allemagne sur ces territoires côtiers.

[131]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre XIII

La *Gestapo*  
en Amérique du Nord

– Aux États-Unis

[Retour à la table des matières](#tdm)

On peut dire que pas un pays n’a échappé à l’espionnage allemand. On peut affirmer aussi que l’espionnage militaire, qui, à certains points de vue, se justifie, ou tout au moins s’explique, n’a eu qu’une part assez modeste dans les entreprises du *Reich* à l’étranger. Le SR de l’armée allemande a mis moins d’acharnement à s’informer, que la *Gestapo* à désorganiser.

Si le rôle de l’espionnage allemand est resté ce qu’il a toujours été depuis le grand Frédéric (ce roi de Prusse dont M. Hitler parle en le nommant « mon prédécesseur »), de s’informer des défenses de l’ennemi, la *Gestapo* s’est attribué une mission complexe de désorganisation interne du pays combattu, afin de le mettre, à l’heure du conflit, dans l’impossibilité d’utiliser les moyens de défense.

Un procès retentissant est venu, au printemps de 1938, mettre en lumière les méfaits commis aux États-Unis par les services nationaux-socialistes de renseignements et de sabotage. La presse du Nouveau Monde a fait grand bruit autour de ce scandale et la perspicacité des *G.-Men* a été vantée en de longs articles. La réalité est moins flatteuse, puisque sans les indications fournies à la police américaine par *Scotland Yard* et l’*Intelligence Service*, [132] il est probable que la bande d’espions, dont le Dr Goebbels était le cerveau, et les gens de la *Gestapo* allemande opéreraient encore aujourd’hui tranquillement à New York et sur toute l’étendue du territoire des États-Unis.

Rien ne prouve d’ailleurs que le jugement du tribunal de New York ait mis fin aux entreprises de la police secrète allemande. Il est au contraire très probable que les coupables aujourd’hui emprisonnés ne sont que des comparses et que les chefs de service continuent leurs fructueuses opérations, avec un peu moins d’imprudence que par le passé, mais avec une activité stimulée par le développement des événements militaires d’Europe.

Des dépêches d’Amérique n’annonçaient-elles pas, le lundi 15 janvier 1940, que les *G.-Men* venaient d’arrêter dix-huit nazis qui avaient formé le projet de s’emparer, tout simplement, de la Maison-Blanche. Ces charmants jeunes gens, à l’intelligence éveillée et au bras haut levé à la manière hitlérienne, avaient à leur disposition 17 500 cartouches et 18 bidons de cordite qui, bien placés, eussent suffi à détruire un quartier entier de la capitale américaine. À en croire les télégrammes adressés à la presse parisienne par les grandes agences d’outre-mer, le plan des émeutiers était le suivant :

– 1° Tenir tête à la police de New York ;

– 2° Faire sauter les immeubles abritant les journaux juifs et communistes ;

– 3° Prendre d’assaut la Banque Fédérale et s’emparer de ses réserves d’or.

Les chefs du mouvement, qui comptaient sur l’appui de milliers de partisans, aussitôt donné le signal de l’émeute, ont reconnu, lors de leur premier interrogatoire, appartenir à l’organisation dénommée « Front Chrétien », nouvelle formule qui marque les organisations nationales-socialistes d’obédience hitlérienne. Le « *Führer* » de cette nouvelle association serait un certain [133] Cassidy. Nous ne savons pas si les dix-huit néophytes du « *Front Chrétien*» ont vraiment cru possible la réalisation d’un aussi vaste programme avec les 17 500 cartouches que contenait le dépôt d’armes du club. Nous savons par contre que cette association ne constitue qu’une unité infime dans le vaste réseau des *Bund* et *Vereine* allemands d’Amérique, dont le nombre ne serait pas inférieur à cinq cents.

Le *Reich* a toujours eu, comme tactique, de changer périodiquement les chefs des organisations des Allemands de l’étranger contrôlées par la *Gestapo*. C’est ainsi qu’à la suite de manifestations très violentes qui eurent lieu à New York contre les nationaux-socialistes le 15 mars 1938, et au cours desquelles des drapeaux allemands furent déchirés et foulés aux pieds, M. James Wheeler-Hill, nommé par les Allemands chef du district (*Gau*) de New York, transforma la « *Société des Amis de la nouvelle Allemagne*» en *Bund* (association) germano-américain. Afin de dissimuler aux yeux des autorités et du public le but véritable de leur société, ils réduisirent leur programme à un article unique : délivrer le pays des Juifs, programme ambitieux puisque les israélites américains sont au nombre de plus de 4 000 000. L’Allemand voit toujours grand. Inutile de dire que la persécution antisémite est un des moindres soucis des partisans de M. Hitler, mais en mettant en avant une préoccupation unique de ce genre, ils sont sûrs de s’attirer le concours de personnalités qui, en aucun cas, ne voudraient se compromettre dans une association d’orientation hitlérienne avouée.

Ces mesures de prudence ont été imposées aux membres nationaux-socialistes de la colonie allemande des États-Unis par le gouvernement du *Reich*, qui, même au lendemain du procès Griebl, dont un film sensationnel et d’une impressionnante exactitude, a donné connaissance [134] au public français mieux que toutes les informations de presse ne pouvaient le faire. M. Kuhn, chef nazi récemment condamné par le tribunal de New York, s’étant, à cette époque, vanté d’entretenir avec la représentation diplomatique allemande, comme chef du *Bund*, des relations secrètes constantes, l’ambassadeur du *Reich*, M. Dieckhof, fut invité par le chancelier Hitler à faire visite au secrétaire d’État aux Affaires étrangères américaines, pour lui déclarer, contre toute vraisemblance, que l’ambassade d’Allemagne n’avait avec l’association des Allemands d’Amérique aucun rapport de ce genre.

Le diplomate avait fait cette démarche volontiers, sachant que la presse était en possession de documents sensationnels qui révélaient certains détails gênants sur les menées des gens de la *Gestapo* en territoire américain.

La police avait, en effet, découvert, peu de jours auparavant, à *Long Island*, un camp hitlérien (le *camp Siegfried*) où plus de mille jeunes Germano-Américains et Allemands s’exerçaient au maniement des armes, au lancement de la grenade, etc. Le chef de cette organisation paramilitaire, M. Hans Hauch, avait été arrêté. M. Roy P. Monakan, président de *l’Association des mutilés de guerre américains*, questionné par un journaliste sur les résultats de l’enquête en cours, assura que la police connaissait d’ores et déjà l’existence de douze autres camps similaires et savait que si le nombre des militants nazis instruits dans les camps était de 25 000, celui des adhérents était de 100 000 et celui des sympathisants 500 000. Ces chiffres rendent plus compréhensibles les vastes et audacieux projets du *Front Chrétien*, dont nous parlions au début de ce chapitre.

La *Gestapo* a créé, en dehors de ces camps réservés aux jeunes gens de nationalité ou d’origine allemande, [135] quatre-vingts points d’appui (*Stützpunkte*) nationaux-socialistes, répartis dans les divers États, centres où les Germano-Américains de tous âges et de toutes professions se réunissent périodiquement pour recevoir les instructions ou les directives des agents allemands et aussi leur remettre les renseignements réclamés par la police secrète de M. Himmler sur la région qu’ils habitent : renseignements de caractère économique ou politique ; indications sur les industries du district, les fabrications de chaque entreprise et les possibilités de sabotage dans les manufactures connues comme travaillant pour les pays en guerre avec le *Reich*.

Une autre association, la « *Germano-American-Settlement League* », attira l’attention des policiers. Les membres de ce club prêtaient à Adolphe Hitler un serment de fidélité et d’obéissance, incompatible avec les obligations déterminées par les lois américaines. Traduits en justice, ils fournirent des explications embarrassées et furent acquittés faute de preuves suffisantes.

Le député républicain Dempsey, entendu le 13 avril 1939 par le comité chargé de surveiller les « activités non américaines » déclara qu’il avait acquis la preuve que le *Reich* avait entrepris de faire rentrer en Allemagne un très grand nombre d’ingénieurs américains d’origine allemande, afin d’être, par eux, mis au courant de certains secrets d’un grand intérêt pour les industries de guerre dont M. Göring avait le contrôle.

Les agents de la *Gestapo* répétaient dans les milieux industriels que l’Allemagne, dont la prospérité était en pleine croissance, manquait d’ingénieurs et que des conditions très avantageuses seraient faites aux spécialistes américains prêts à s’y rendre pour une durée minimum de deux années. Le gouvernement du *Reich* leur promettait, en dehors de leurs honoraires, un logement confortable et un passage gratuit sur un des meilleurs paquebots [136] de la *Hambourg-Amerika Linie* pour leur voyage de retour. Ces offres alléchantes furent également faites aux spécialistes d’aviation et de matériel de guerre d’instruction moins poussée, tels que dessinateurs, metteurs au point de moteurs d’aviation, etc. Bien qu’il soit impossible de dire combien de Germano-Américains se laissèrent séduire par les agents de la *Gestapo* et émigrèrent en Allemagne nationale-socialiste, il est certain que le contingent de ces imprudents suffit à remplir pendant des mois les paquebots de la *Hapag* boycottés par les citoyens américains.

Les affaires d’espionnage devinrent, au début de l’année 1939, si nombreuses, qu’en mai la police américaine s’était occupée de 1651 cas, alors que, l’année fiscale précédente, le nombre des espions arrêtés n’avait été que de 250.

Cette recrudescence coïncida avec l’arrivée en Amérique du capitaine Wiedemann, et les autorités américaines eurent vite fait de conclure que l’ancien secrétaire de M. Hitler était le chef suprême de tous les services de renseignements du *Reich* aux États-Unis. Il est possible que le capitaine Wiedemann ait accepté ce poste, important pour tout fonctionnaire du *Reich* et intéressant pour un officier de carrière. Si tel est le cas, le capitaine Wiedemann sera, soyons-en persuadés, à la hauteur de sa tache. Pour notre part, sans prétendre être à l’abri de toute erreur, nous ne croyons pas que notre bonne foi ait été surprise. Nous ne croyons pas que, vieux Français de l’étranger, nous ayons été trompés. Jusqu’à nouvel ordre, et à défaut de preuves, nous croyons que le capitaine Wiedemann, officier d’idéologie monarchiste, ancien chef de section de M. Hitler qui se souvint de son lieutenant (sans que son lieutenant se souvînt de lui) est resté, pendant des années, auprès de l’amnésique de [137] Berchtesgaden, un élément pondérateur. Le capitaine Wiedemann avait sur M. Hitler, par sa présence et par la libre expression de sa pensée, une influence salutaire. Il ne craignait jamais d’intervenir dans les délibérations ministérielles et dans les controverses, soulevées entre les généraux de la *Reichswehr* et le *Führer*, par les projets de ceux que l’ambassadeur de Grande-Bretagne nomme dans le *Livre Bleu* paru en janvier 1940 le « clan des sauvages ». La discussion close et la porte du bureau du chancelier refermée, le capitaine restait en tête à tête avec son ancien caporal et attirait son attention sur les dangers inhérents aux plans qui venaient de lui être fournis. M. Hitler l’écoutait, et son intervention avait d’autant plus d’effet que, contre toute apparence, le chancelier est un homme indécis, hésitant et sans cesse porté à se ranger à l’avis, bon ou mauvais, du dernier qui a parlé. Sans n’avoir jamais été en rapport direct avec l’auteur de ces lignes, le capitaine Wiedemann avait avec lui, par l’intermédiaire d’un de ses familiers, des contacts fréquents. Les souvenirs de cette époque angoissante sont trop présents à la mémoire d’un journaliste qui est père, dont le fils aura bientôt dix-neuf ans, et qui a désiré, de toute son âme, le rapprochement franco-allemand. À l’époque où, M. Hitler étant arrivé au pouvoir, j’ai considéré que tout espoir était perdu et ai compté les mois qui nous séparaient de la guerre, je me souviens du message que m’apporta, en 1936, un de mes informateurs : « Le capitaine Wiedemann affirme qu’*aussi longtemps qu’il sera aux côtés de son ancien caporal,* il n’y aura pas de guerre franco-allemande. »

Le capitaine, qui avait fait la guerre, vécu la défaite après des succès qui, pour être éclatants, n’étaient pas décisifs, estimait, comme le disait M. Hitler, que les deux peuples avaient donné, sur les champs de bataille de l’Histoire, assez de preuves de leur bravoure respective [138] pour qu’il fût mutile de préparer de nouveaux combats. Le chancelier du *Reich*, comme à son habitude, mentait. Je persiste à croire à la sincérité du capitaine Wiedemann qui, peu de semaines avant d’être envoyé en disgrâce à Chicago, avait désiré faire un séjour et une enquête en France, pour pouvoir remettre au *Führer* un rapport honnête, le mettre au courant d’une situation que, peut-être, ses informateurs officiels et officieux, diplomates et policiers, lui avaient faussement exposée. Il n’en eut pas le loisir et « les sauvages », gênés par le travail opiniâtre du secrétaire particulier du *Führer*, avaient brusquement exigé et obtenu sa disgrâce. En lui faisant confier un poste important à quelques milliers de kilomètres de Berlin, ils pouvaient plus facilement circonvenir M. Adolphe Hitler. Le capitaine fut nommé consul général du *Reich* à Chicago. M. Himmler l’obligea à rattraper par le *Nord-Express* un paquebot allemand qui, la veille, avait quitté Hambourg et lui interdit de voir quiconque, à Paris, en dehors du haut personnel de l’ambassade d’Allemagne.

Cette parenthèse faite, et ayant accompagné, par la pensée, le capitaine Wiedemann sur le paquebot allemand qui, de Cherbourg, devait le conduire à New York, nous nous retrouvons, à bord du *Bremen*, sur un des 81 « points d’appui » nationaux-socialistes installés aux États-Unis. Les plus sensationnelles affaires d’espionnage nazi en Amérique du Nord ont eu, au lever du rideau, pour scène le pont supérieur de ce luxueux transatlantique.

C’est là que la jolie Johanna Hoffmann, coiffeuse du bord, recevait les plis secrets des chefs de l’espionnage militaire et les paquets de tracts qui accompagnaient les instructions de la toute-puissante *Gestapo*.

C’est en questionnant habilement les membres de [139] l’équipage du *Bremen* que le commissaire Léon Turrou, un des plus fins limiers de la police américaine, put compléter les renseignements transmis par *Scotland Yard* au lendemain de la condamnation de Jessie Jordan, qui jouait, à Londres, un rôle analogue à celui de Fraülein Hoffmann.

La prise était d’importance, puisque la police pouvait inculper d’espionnage dix-huit personnes :

– 1° Le capitaine Udo von Bonin, du ministère de la Guerre allemand ;

– 2° Le capitaine Erich Pfeiffer, du bureau secret naval de Brème ;

– 3° Le capitaine Hermann Menzel, du ministère de la Guerre allemand ;

– 4° Le capitaine Ernst Millier, du bureau secret naval de Hambourg ;

– 5° M. Sanders, du bureau secret naval de Hambourg ;

– 6° M. Herbert Haenichen, habitant Berlin ;

– 7° M. Theodor Schetz, alias Karl Weigand, de Berlin ;

– 8° M. Karl Schlüter, de Berlin ;

– 9° M. Karl Eitel, de Berlin ;

– 10° M. Wilhelm Lenkowski, du ministère de l’Air allemand ;

– 11° Le Dr Ignace Griebl, citoyen américain habitant New York ;

– 12° M. Werner Gudenberg, citoyen américain de New York ;

– 13° M. Rossberg, citoyen américain de New York ;

– 14° *Mrs* Jessie Jordan, condamnée à quatre ans de prison pour espionnage à Londres;

– 15° M. Günther Rumrich, détenu ;

– 16° Mlle Johanna Hoffmann, détenue ;

– 17° M. Erich Glaser, détenu ;

- 18° M. Otto Hermann Voss, détenu.

[140]

De cette longue liste, il ressort que la police américaine n’avait pu arrêter que quatre inculpés, les autres habitant le *Reich* ou ayant réussi à s’enfuir. De tous les Germano-Américains impliqués dans cette affaire, les quatre plus actifs agents des services allemands étaient MM. Griebl, Gudenberg, Rossberg et Rumrich.

Le Dr Griebl et son camarade Gudenberg réussirent à se faire mettre en liberté provisoire contre caution et à s’embarquer, sans passeports, sur un paquebot allemand en partance. La police américaine alertée envoya un hydravion à la poursuite du transatlantique et donna l’ordre au capitaine de débarquer les détenus qui seraient ramenés en Amérique. Obéissant aux ordres venus par radio de Berlin, le capitaine du *Bremen*, après avoir accepté de se soumettre aux instructions de la police américaine, allégua que l’état de la mer ne permettait pas ce transbordement. Il donna cependant l’assurance que les deux passagers clandestins seraient débarqués à Southampton et remis à la police anglaise, ou à Cherbourg, à la police française. Bien entendu, aucune de ces promesses ne fut tenue, et les deux espions arrivèrent sans encombre à Hambourg, accueillis à leur descente de paquebot par les représentants du SR naval et de la *Gestapo*.

Le Dr Griebl, établi à New York, était médecin accoucheur et exerçait sa profession. L’espionnage était son violon d’Ingres. De naturalisation assez récente, Griebl était officier de réserve de l’armée américaine, et trahissait constamment sa patrie d’adoption. Chaque soir, à peine avait-il eu le temps de poser sur la table de son cabinet sa trousse de chirurgien, que des agents nazis demandaient à être reçus d’urgence par le représentant de la *Gestapo*. Des relations mondaines étendues lui [141] avaient permis d’introduire des agents de M. Himmler ou du SR militaire dans la plus grande partie des services de la défense nationale américaine.

L’enquête révéla que tous les renseignements émanant des agents nombreux et des informations innombrables étaient transmis au Dr Griebl, qui en prenait connaissance avant de les envoyer, par des voies directes ou détournées, aux deux organisations sœurs de Brème et de Berlin. Le docteur n’hésitait pas sur les moyens à employer pour donner satisfaction à ses chefs. Il était prêt à organiser avec autant de soins le vol, le rapt ou l’assassinat. Les vols de documents étaient quotidiens. Les rapts étaient fréquents ; des sujets allemands connus pour leur hostilité au régime, et capables de dénonciations à la police américaine, étaient attirés dans un guet-apens et transportés à bord d’un paquebot allemand ancré dans le port de New York ou autre ville des côtes américaines. Généralement, il suffisait de faire miroiter au malheureux les avantages d’un emploi bien rétribué en Allemagne, pour qu’il se décidât à entreprendre la traversée, sans savoir qu’à son arrivée à Hambourg les agents de la *Gestapo* lui mettraient la main au collet.

Le Dr Griebl reconnut, au cours de son interrogatoire, que ses agents et lui-même avaient projeté le meurtre d’un officier supérieur de l’armée américaine qui avait refusé de leur livrer le plan de mobilisation des États-Unis, en vue de la défense des côtes.

Avec complaisance, il décrivit au juge instructeur le détail des plans d’une nouvelle flotte de destroyers en construction depuis le début de l’année 1939 dans les arsenaux des États-Unis. Sachant les autorités judiciaires en possession des renseignements les plus complets touchant l’organisation du service d’espionnage national-socialiste, le Dr Griebl plastronna, se félicita, devant le juge, des résultats obtenus et reconnut volontiers qu’aux [142] yeux de M. Himmler, « tout Allemand qui refuse d’espionner est un ennemi qu’il convient de supprimer. »

Comment, dans ces conditions, la police américaine a-t-elle pu commettre la naïve imprudence de remettre cet espion en liberté provisoire, contre une caution, insignifiante pour les caisses d’un pays prêt à dépenser des millions par jour pour ses informateurs secrets ?

Le second des quatre espions resté dans les prisons américaines était Herman Voss, ancien combattant allemand de la guerre de 1914, arrivé aux États-Unis en 1928, et employé depuis cette date comme dessinateur dans l’usine d’aviation *Ireland* à *Roosevelt Field*, plus tard chez *Seversky*, grand fabricant d’avions américains.

Voss fit des aveux complets. Il reconnut être entré en rapport avec un certain Lonkowski (nom d’emprunt) qui se disait *steward* à bord du *Bremen* et qui centralisait les renseignements sur l’aviation américaine. En réalité, ce Lonkowski, camouflé en garçon de cabine, était un officier du ministère de la Guerre allemand, spécialisé dans l’aviation, et un des meilleurs agents de renseignements de la *Reichswehr*. Il s’intéressait de façon toute spéciale aux plans des deux porte-avions *Enterprise* et *Yorktown*, le *Reich* n’ayant qu’une unité de ce genre et deux autres étant en construction aux chantiers Schichau. Le service allemand était disposé à payer ces plans mille dollars, sous réserve de versements plus importants après examen par le bureau berlinois chargé de fixer, sans appel, la valeur marchande des informations fournies.

Les deux agents préférés de Lonkowski étaient Voss et un certain Gudenberg. Ce dernier, mis comme le Dr Griebl en liberté provisoire, fut enlevé par les agents de la *Gestapo* qui le savaient capable de faire à la barre du tribunal des révélations sensationnelles nuisibles au prestige du *Reich*. La police trouva au compte courant de [143] l’espion Voss, dans une grande banque des États-Unis, une somme de huit mille dollars.

Comme ses complices, Voss avait rencontré chez le Dr Griebl la jolie coiffeuse du *Bremen*, Mlle Johanna Hoffmann. Dans l’argot du métier, Johanna était plus qu’une « boîte aux lettres ». Le Dr Griebl et les agents venus du *Reich* lui remettaient, certes, leur courrier quelques minutes avant le départ du transatlantique, mais son intelligence était vive, son dévouement à la cause total, et elle recevait, dans sa coquette cabine de coiffeuse, bien des confidences. Peut-être aussi n’était-elle pas tout à fait insensible aux avances de ces *gentlemen* espions.

Les instructions qu’elle recevait de Berlin, et qu’elle devait transmettre par l’intermédiaire du Dr Griebl étaient, d’ailleurs, des plus encourageantes : « Encore et encore des renseignements. Agissez. Recrutez de nouveaux agents. Nous avons besoin de documents. L’argent ne compte pas si les renseignements sont sérieux. » Cette instruction portait la signature du colonel Busch, qui de son bureau du ministère de la Guerre commandait les services des capitaines von Bonin et Menzel.

Tous les renseignements réunis par Johanna Hoffmann étaient payés par des fonds venus de Berlin, mais aussi et surtout par les collectes faites dans les milieux germano-américains des États-Unis. Ces sommes atteignaient des chiffres considérables et n’étaient, naturellement, pas inscrites au budget allemand. Une perquisition opérée par les *G.-Men* dans un hôtel de Wheehing, où se cachait un agent allemand, amena la découverte et la saisie d’une valise contenant deux cent mille dollars en billets de banque et des notes d’un caractère confidentiel sur la fabrication d’un acier spécial, utilisé par l’Amérique dans ses fabrications de matériel de guerre.

Le troisième détenu, Glaser, nia longtemps avoir pris [144] part à ces dangereuses entreprises, mais les aveux faits par ses complices l’obligèrent à reconnaître sa culpabilité. Il avoua avoir préparé l’enlèvement du colonel Eglin, détenteur des plans de mobilisation de la flotte chargée de la défense côtière de l’Atlantique et commandant du fort Totten. Il avoua aussi avoir tenté de voler cinquante passeports américains en blanc qui devaient être adressés au service allemand et utilisés par des espions nazis envoyés en Russie soviétique. L’accusé Glaser reconnut également que les services de la *Gestapo* surveillaient avec diligence les relations qui existaient entre les firmes américaines et le gouvernement de l’Urss. Les investigations nationales-socialistes portaient spécialement sur l’activité de la société *Amtorg*, qui était l’intermédiaire régulier entre les firmes américaines et les industries soviétiques.

C’est aussi Glaser qui procura au quatrième détenu, Rumrich, le code Z, utilisé pour la transmission des ordres entre les bateaux de guerre en patrouilles et les ports de la côte atlantique. Ayant été pendant son service militaire dans l’armée américaine affecté au 2e régiment d’artillerie de campagne, il fut envoyé à la section du canal de Panama. Il offrit aux agents de la *Gestapo* de leur fournir des précisions sur la défense du canal, mais ses renseignements furent jugés insuffisants. Déçu, Glaser contracta un nouvel engagement dans l’armée américaine, à la condition d’être versé dans l’aviation.

Là il devint le collaborateur de Rumrich, dont le rôle paraît avoir été beaucoup plus important, et qui avoua, à l’instruction, être l’agent choisi pour toutes les opérations périlleuses. Ce dernier, très prudent, ne fit tout d’abord que des déclarations mesurées, en ayant soin de ne mettre en cause que les agents dont la police américaine avait réussi à s’emparer. Aucune révélation ne fut faite au début de l’enquête par cet espion sur le rôle [145] joué par le Dr Griebl, par Gudenberg et par tous ceux qui avaient reçu la généreuse hospitalité de Johanna Hoffmann sur le *Bremen*, ou celle de l’agent de la *Gestapo* qui, à bord de l’*Europa*, autre bateau de la *Hapag*, avait une autorité supérieure à celle du capitaine lui-même, il ne parla que le jour où ayant été mis au courant des sommes encaissées par ses chefs il se rendit compte qu’il n’avait pas profité des mêmes avantages. Rumrich était un bon espion mal payé. L’enquête avait révélé qu’il était exact que le Dr Griebl le conseillait à ses sous-ordres pour toutes les missions délicates, mais ses honoraires n’avaient pas suivi la courbe ascendante des services rendus. Ils ne dépassaient guère cinquante dollars, réglés après chaque affaire.

Pourquoi la *Gestapo* payait-elle si chichement un aussi dévoué serviteur ? Tout simplement parce que Rumrich n’avait pas été sollicité, mais s’était offert. S’étant offert, ayant recherché un poste dans le réseau des espions nazis, il devait être disposé à travailler à bon compte. Les agents de M. Himmler profitèrent de cette aubaine inespérée.

D’ailleurs, Rumrich n’avait pas le standing d’un Dr Griebl ou même d’un dessinateur tel que Voss, employé dans une des plus importantes fabriques d’avions des États-Unis. Il n’était qu’un miséreux qui étant soldat avait déserté pour prendre une place de garçon de bar dans un établissement de la trente-deuxième Avenue.

Rumrich, qui avait relevé dans un journal le nom du colonel Nicolaï, ancien chef des services d’espionnage du *Reich* aujourd’hui à la retraite, lui avait écrit en lui faisant part de son désir de faire partie de cette dangereuse entreprise. Il l’avait prié de lui répondre en faisant insérer dans le *New York Times* une annonce dont il devait lui adresser le texte, en y joignant l’adresse berlinoise [146] de son futur chef de file. Pendant des semaines, Rumrich parcourut chaque jour plusieurs fois les interminables colonnes de publicité du *New York Times* sans y découvrir la réponse attendue. Un jour enfin, le miracle se produisit. Le futur agent de la *Gestapo* était invité à se présenter, non pas à Berlin, mais à New York, à l’un des représentants de M. Himmler. Sa première mission ne lui rapporta que vingt dollars. Cette récompense minime ne le découragea pas. Rumrich avait trouvé sa voie. Sa trahison découverte et les charges qui pesaient sur lui s’étant trouvées aggravées par les déclarations du Dr Griebl, il se décida vite à satisfaire la curiosité des policiers. Sa franchise fut récompensée par la bienveillance du tribunal qui ne lui infligea que deux années de prison.

La police connut, grâce à lui et aux indications de *Scotland Yard*, l’étendue du réseau de l’espionnage allemand aux États-Unis. Elle sut que le représentant de la *Gestapo* à bord du paquebot *Europa* avait pu, en mars 1939, sans être inquiété ni même réprimandé par le capitaine du navire, ouvrir quelques-uns des sacs postaux embarqués par les postes américaines à destination des pays européens et prendre copie d’un contrat passé, pour le compte de l’Urss, par la société *Amtorg Trading Corporation* avec la *Bethleem Steel*. Rumrich révéla aussi comment la *Gestapo* l’avait chargé de falsifier le papier à lettres de la Maison-Blanche ainsi que la signature de M. Roosevelt.

On crut que le gouvernement des États-Unis, ému des révélations touchant la violation du secret de la correspondance américaine, à bord d’un paquebot transatlantique, dénoncerait les contrats de transports postaux internationaux passés avec des compagnies allemandes. Il n’en fut rien.

Même les révélations faites sur l’activité partisane des [147] diplomates allemands, révélations qui provoquèrent une vive émotion dans les milieux politiques américains, n’amenèrent aucune protestation de la part du gouvernement de M. Roosevelt.

Le verdict prononcé par le tribunal fut des plus indulgents. Les peines infligées aux quatre accusés restés entre les mains de la police s’échelonnèrent entre six et deux ans de captivité. Le président du tribunal déclara, pour excuser cette modération, que les plus coupables étaient en Allemagne, et par conséquent, hors d’atteinte. Il pria les condamnés de reconnaître les bienfaits de la démocratie. Traduits dans des conditions analogues devant les tribunaux du IIIe *Reich*, ils eussent payé leur crime de leur vie.

Dans le public, le verdict fut durement critiqué. Des juristes firent remarquer que la loi américaine permettait aux juges d’infliger aux espions une peine de vingt années de prison qui, dans le cas présent, paraissait amplement méritée.

Pendant la délibération du jury, le juge Knox déclara aux vingt-cinq journalistes étrangers qui avaient assisté aux débats que « le gouvernement des États-Unis avait voulu faire savoir au monde entier que l’Amérique rendait, en toutes occasions, une justice loyale, honnête et humaine, sans tenir compte de la nationalité ou des crimes reprochés aux accusés.

« Dans certains pays, ajouta-t-il, les espions sont jugés à huis clos et fusillés sur-le-champ. Quelques mois plus tard, les autorités annoncent leur mort et c’est tout ce que l’on sait.

« Je suis persuadé, continua-t-il, que des pays étrangers étaient représentés dans la salle d’audience. Dans cette salle se trouvaient aussi des espions étrangers, que j’ai vu prendre des notes à chacune des déclarations faites par les accusés. Peu nous importe. »

[148]

Le juge Knox ajouta : « Le crime d’espionnage, commis en de telles circonstances, est dégradant. J’ai déjà eu affaire à des agents secrets allemands. Je les connais depuis 1914. Leur technique n’a pas changé. Les accusés de mai 1939 sont les dignes émules des Bernstorff et des Boy-Edd. »

Ému par le chagrin de la jolie Johanna Hoffmann, le juge qui la condamna à quatre ans de prison ajouta : « On lui a fait croire qu’elle agissait par patriotisme. Si elle était seule en cause, je me ferais un plaisir de la gracier et de la renvoyer en Allemagne. Mais son exemple doit servir aux *stewards* et aux autres employés de la *Hapag* et du *Deutscher Lloyd*. »

Point n’était besoin, pour arriver à un si piteux résultat, de faire autour de ce procès une publicité aussi tapageuse et d’utiliser la fameuse machine « détectrice de mensonges » qui, appliquée sur la poitrine d’un inculpé, révèle automatiquement aux enquêteurs le degré de sincérité du prévenu. Celui-ci, assis près de l’appareil, est affublé d’un collier et d’un bracelet en caoutchouc. Le bracelet ressemble à celui que l’on serre au bras d’un malade pour calculer sa tension artérielle. Les battements du cœur et de l’artère au poignet agissent sur un manomètre qui permet aux policiers de traduire, par un chiffre, l’état nerveux de la personne interrogée. Ceci fait, le juge d’instruction pose au détenu les questions qu’il considère utiles à l’enquête. Si le détenu, nous allions dire le patient, conserve une tension nerveuse normale, il doit être sincère. Si au contraire l’aiguille s’agite au cadran du manomètre, ces mouvements établissent, d’après les experts américains, que le détenu, troublé par les questions qui lui sont posées, s’apprête à répondre de façon mensongère. La police américaine considère, à la suite d’essais qui ont porté sur des années, ces expériences comme définitives. Jamais « l’appareil à mensonges » [149] n’a commis aucune erreur. Malgré des succès incontestés, la justice de la Cour fédérale n’a pas encore admis les résultats obtenus comme preuves définitives d’innocence ou de culpabilité. La valeur de ces indications n’a, par conséquent, qu’une valeur psychologique.

Le commissaire américain Léon Turrou, qui avait mené l’enquête et obtenu des accusés des aveux complets, fut durement attaqué par les avocats de la défense, qui lui reprochèrent d’avoir extorqué ces déclarations en promettant aux quatre détenus, et même au Dr Griebl en fuite, de leur faciliter le retour dans la patrie allemande.

M. L. Turrou, dont l’honnêteté professionnelle était au-dessus de tout soupçon, n’eut pas de peine à déjouer cette manœuvre. Mais le procès terminé, il donna sa démission afin de pouvoir librement exprimer une opinion impartiale sur les menées nazies en Amérique du Nord [[31]](#footnote-32).

Il raconta par la suite qu’au cours de son enquête il parla, d’homme à homme, à de nombreux capitaines de la flotte marchande allemande qui, à l’exemple de millions d’Allemands convenables et cultivés, haïssent et méprisent, en secret, le régime nazi. Comme il demandait à l’un d’eux : « Voyons, capitaine, comment expliquez-vous cela ? » L’Allemand lui répondit : « Ce sont des fous, monsieur Turrou ; c’est une triste époque pour mon pays bien-aimé. »

Nous rapprocherons cette déclaration faite au commissaire de police américain de l’opinion de notre ami M. Paul Darcy qui, dans son ouvrage *Qui gouverne l’Allemagne ?*, écrit :

« Si l’on doit craindre, comme l’a montré le Dr Carrel, [150] que le monde soit destine à devenir fou, il n’est pas contestable que le peuple le plus qualifié pour indiquer la route est le peuple allemand. »

– Au Canada

Il existe, à n’en pas douter, au Canada, aussi bien dans la partie anglo-saxonne que chez les Franco-Canadiens, moins libéraux en raison de l’emprise du clergé, des partisans de l’état totalitaire.

Les tendances autoritaires ont trouvé de vives sympathies auprès de la jeunesse canadienne française, dont les organisations : Jeunesse ouvrière catholique, Jeunesse agricole catholique, Association catholique de la Jeunesse et quelques autres, ont un caractère purement paramilitaire. Certains ont aussi fait preuve, en diverses occasions, d’intolérance antilibérale et antisémite. Des magasins juifs ont été saccagés. Des prêtres ont encouragé ces mouvements et y ont pris part.

Observateurs attentifs de ces remous populaires canadiens, les agents nationaux-socialistes sont immédiatement entrés en scène, alimentant les divisions intestines, exaspérant habilement de vieilles rancunes et s’efforçant de préparer au Canada un terrain favorable aux entreprises de la *Gestapo*.

Les agents de M. Himmler, fidèles aux méthodes adoptées par la métropole, prospectèrent les régions habitées par les Allemands, très nombreux dans la Nouvelle Écosse, dans l’Ontario et le Saskatchewan. Le nombre des Allemands ou Canadiens d’origine allemande était, d’après les statistiques déjà anciennes de 1931, de 473 544

Beaucoup ont perdu depuis des dizaines d’années tout contact avec leur pays d’origine. C’est le cas de ceux qui habitent la Nouvelle Écosse. Ceux de l’Ontario, descendants des émigrés de 1848, ne marquent que peu d’admiration [151] pour le régime national-socialiste. Il en est autrement des Allemands du Saskatchewan, qui, au nombre de 140 000 environ, sont groupés en îlots compacts, parlent leur langue et conservent scrupuleusement leurs habitudes germaniques.

C’est parmi ces derniers, naturellement, que la *Gestapo* a recruté ses agents les plus zélés. L’administration canadienne estime que trente mille d’entre eux ont prêté, au *Führer* du *Reich*, serment de fidélité et d’obéissance.

Le journal allemand le plus violent du Canada est (nous pouvons certainement dire aujourd’hui était) le *Deutsche Zeitung für Kanada*, fondé en 1935, avec les fonds avancés par le consul d’Allemagne à Winnipeg, M. Heinrich Seelheim, augmentés des souscriptions généreuses de la colonie allemande. C’est de cette époque que datent les excès et les maladresses des initiatives germaniques dont s’alarmèrent, à juste titre, les autorités locales. Des clubs nationaux-socialistes furent ouverts dans toutes les villes où les agents de la *Gestapo* avaient découvert l’existence d’une colonie allemande, si minime fût-elle, et des réunions furent organisées, au cours desquelles le *Führer* du *Reich* et ses collaborateurs furent bruyamment acclamés. La propagande se transforma rapidement, dans certains centres, en agitation politique.

L’audace de la *Gestapo* et celle de ses associations canadiennes s’accrurent de jour en jour. En 1939, des troubles se produisirent dans les villes de Calgary et de Saskatoon, à la suite de représentations et de projections de films à la louange du national-socialisme. Le maire de Saskatoon, ayant, dans un discours, fait l’exposé des initiatives déplacées du *Reich* au Canada, reçut d’un agent de la *Gestapo* une lettre dont le texte fut reproduit, le 5 mai 1939, dans le *Times* de Londres. En voici la traduction :

« Je vous conseille vivement de vous taire et de ne plus [152] vous occuper de ce que font les Allemands au Canada. Si vous persistez, un malheur pourrait arriver à certains membres de votre famille.

« La population allemande est plus unie que vous ne le pensez en face d’un peuple divisé, racaille ignorante qui ne s’intéresse pas aux traditions britanniques. »

À cette missive était jointe, en manière d’avertissement, une cartouche de fusil.

À la suite de ces faits scandaleux, les autorités ordonnèrent une enquête qui permit d’établir l’importance des menées de la *Gestapo* en terre canadienne. Elles constatèrent, avec surprise, que le national-socialisme avait remporté des succès particulièrement brillants dans les régions habitées par les Franco-Canadiens, dont le séparatisme et l’isolationnisme faisaient des sujets plus sensibles que d’autres à cette propagande néfaste.

Les organisations nationales-socialistes du Canada furent, bien entendu, copiées sur celles établies dans les autres pays. Une *section canadienne du parti national-socialiste*, grossie d’une *section du Front du Travail allemand*, groupa les adhérents de nationalité allemande et un *Bund* fut créé à l’usage des Canadiens d’*origine germanique*.

Le *Bund* avait son siège social à Montréal et était placé sous la surveillance directe du consul général du *Reich*. Il avait des succursales et des clubs dans toutes les grandes villes et agglomérations importantes.

Le *Bund* s’occupa d’abord des intérêts économiques du *Reich* et fit aux Allemands canadiens un devoir de mettre toute leur bonne volonté et toute leur influence au service de la patrie lointaine. Voici le texte d’une circulaire adressée par cette organisation à ses adhérents :

« Tout commerçant allemand (importateur ou exportateur) a le devoir de n’occuper dans son entreprise, autant que possible, que des Allemands. Les contremaîtres [153] et les chefs de file sont tenus de donner leur préférence, selon leur capacité, aux membres du *Bund*.

« En faisant des achats, tout membre du *Bund* demandera, partout et toujours, des marchandises allemandes et influencera ses amis pour qu’ils en fassent autant.

« Tous les parents appartenant au *Bund* sont tenus d’envoyer leurs enfants à l’école allemande, afin qu’ils apprennent la langue et l’histoire du *Reich*. Le personnel enseignant des écoles allemandes sera composé de nationaux-socialistes, qu’il faudra persuader de la nécessité d’une collaboration avec le *Bund*.

« Il incombe tout particulièrement aux parents de faire adhérer leurs enfants âgés de dix à dix-huit ans aux groupements de jeunesse de l’Union allemande et d’insister pour que tous les chefs de groupements locaux créent des organisations spéciales pour les jeunes.

« Les membres du *Bund* auront soin d’acheter les journaux, les revues et les livres uniquement dans les kiosques dont les propriétaires sont connus pour être des admirateurs du *Führer* et de sa politique. Il est inadmissible que ces kiosques mettent en vente des périodiques hostiles à nos buts politiques. Le devoir de nos membres est de s’efforcer, soit d’attirer de notre côté les maisons d’éditions propriétaires de ces kiosques, soit de les amener à définir clairement leur attitude à l’égard de notre mouvement. S’il se trouvait une ville ne possédant aucun kiosque digne de notre confiance, il faudrait immédiatement en aviser M. B. Bott, chef de presse du *Bund* et directeur du *Deutsche Zeitung für Kanada*, qui ferait le nécessaire.

« Nous déclarons, par la présente, que le plan quadriennal de l’Union allemande est entré en vigueur. Nous demandons à tous nos adhérents de se mettre, sans condition, aux ordres de leur chef, afin que nous puissions remplir la tâche qui nous a été assignée. C’est dans cet [154] esprit que nous saluons tous les membres du *Bund* par un : “*Heil Hitler !*” »

Pendant que s’effectuait celte propagande dans les milieux commerciaux et industriels, des écoles nationales-socialistes étaient fondées à Montréal, Winnipeg, Toronto et Kitchener. Des camps de vacances à Montréal et à Winnipeg.

Des *journées allemandes* furent périodiquement tenues dans les villes et bourgades habitées par une colonie germanique de quelque densité, et les postes radiophoniques du *Reich* firent des émissions spéciales, dont les thèmes de propagande furent religieusement écoutés par les Canadiens nationaux-socialistes.

Au Canada, connue aux États-Unis, la *Gestapo* combattit par la menace et la terreur les Canadiens d’origine allemande, et les Allemands d’opinions libérales, qui se refusaient à seconder l’action de ses agents. Dans certains cas, les parents de récalcitrants restés en Allemagne furent maltraités et même internés dans un camp de concentration. Ils ne furent relâchés que le jour où leur fils ou leur neveu de Winnipeg ou de Montréal eut, pour leur éviter de plus longues souffrances, effectué sa soumission devant les représentants de M. Himmler.

Dans le domaine militaire, les Allemands ne se montrèrent pas moins actifs. Ils furent seulement plus discrets. L’avenir nous apprendra s’il leur a été possible de réaliser les plans de sabotage des fabrications de guerre élaborés dans les bureaux du Consulat allemand de Montréal. Le gouvernement canadien, conscient du danger, a fort heureusement pris les mesures les plus sévères, avant même que l’agression allemande fût un fait accompli.

C’est en prévision des obstacles dressés par le gouvernement canadien, dans le but de contrecarrer les plans du *Reich*, que la *Gestapo* s’est assuré, en 1933, la collaboration d’un Canadien 100 %, qu’elle enrôla dans ses [155] services étrangers. Nous avons nommé M. Arcand, fondateur du fascisme canadien, devenu plus tard le *parti national-social-chrétien*.

Le programme de cet organisme est le même que celui des nationaux-socialistes allemands. D’ailleurs, M. Arcand n’a pas craint, dans son premier manifeste, de préconiser une étroite collaboration avec les pays totalitaires et de demander au gouvernement canadien une législation raciste semblable à celle du IIIe *Reich*. Malheureusement pour M. Arcand, personne ne pouvait croire à la sincérité de ses sentiments patriotiques. Il était de notoriété publique qu’il avait eu, en 1932, comme ami et inspirateur, un sujet allemand, M. Kurt Ludecke, qui fut un des principaux agents de la *Gestapo* sur le continent américain avant les massacres hitlériens de juin 1934.

Il semble bien que M. Ludecke ait renié sa foi hitlérienne au lendemain du meurtre de son ami le capitaine Roehm, chef des sections d’assaut en chemises brunes.

En 1938, les diverses associations canadiennes qui sympathisaient avec le national-socialisme se groupèrent en un organisme unique qui prit le nom de *Parti National de l’Unité Canadienne*. Ses membres élurent comme *Führer* M. Arcand et lui donnèrent comme adjoints MM. Marins Gatien, Daniel O’Kœfe, James Duncan et C. Thomas.

Le parti, renonçant à la bannière à croix gammée, trop compromettante, se fit faire un étendard de couleur bleue orné d’un flambeau embrasé et entouré d’une couronne. Le journal de l’organisation changea son titre *Le fasciste canadien* contre celui de *Le combat national*. Le camouflage semblait parfait. Il ne trompa cependant personne.

Il est inutile d’exposer aujourd’hui quels étaient les projets véritables du *Reich* et de ses agents au Canada. La *Gestapo* y avait formé des sections d’assaut, reproduction fidèle des bataillons bruns hitlériens. Dans la [156] seule ville de Montréal, les organisations paramilitaires nationales-socialistes réunissaient 18 légions de 200 hommes, soit 3600 soldats. Plus de 300 automobiles étaient à la disposition de ces milices.

La déclaration de guerre de l’Empire britannique a mis brusquement fin aux entreprises de la *Gestapo*. Le *Reich* a dépensé inutilement des sommes énormes pour amener le Canada à adopter une attitude de neutralité. Or, pas un pays d’outre-mer n’a répondu avec plus de loyauté et d’empressement aux appels de Londres et de Paris.

Les échecs partiels du national-socialisme jalonnent le chemin de sa défaite définitive.

[157]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre XIV

La *Gestapo*  
en Amérique du Sud

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le gouvernement hitlérien, soucieux de rallier à sa cause tous les Allemands de l’étranger, devait nécessairement charger sa police d’État de prospecter minutieusement les colonies allemandes d’Amérique du Sud.

En effet, si les statistiques américaines ne signalent que 125 000 Allemands vivant au Brésil en 1936 ; en Argentine, 140 000 ; au Chili, 35 000 ; au Paraguay, 7000 ; en Uruguay, 6000, etc., les recensements faits par le *Reich* accusent des chiffres tout différents. Pour ne parler que du Brésil, où les premiers Allemands arrivèrent, en 1824, au nombre de 43, les sociétés coloniales de Berlin et de Hambourg estiment à 900 000 âmes les effectifs de la colonie germanique brésilienne. La différence provient du fait que la loi brésilienne naturalise automatiquement les étrangers nés sur le territoire national. Le *Reich*, au contraire, considère comme ressortissants allemands tous les descendants d’Allemands émigrés.

Les effectifs de la colonie allemande de la République Argentine passent ainsi de 140 000 à 236 800 âmes.

M. A. Hitler les a donc classés comme étant des « fils perdus de la patrie allemande », dont il importait de faire les agents de la nouvelle politique d’expansion mondiale inaugurée en 1933, et, au besoin, d’utiliser la bonne volonté au détriment de leur patrie d’adoption.

[158]

L’organisation des Allemands de l’étranger, dont la *Gestapo* tire les ficelles, a fait, dès 1935, preuve d’une grande activité au Brésil et dans les pays de langue espagnole sud-américains. C’est à cette date que les agents de la police secrète d’État ont fait leur première apparition dans les services consulaires.

– Brésil-Argentine

Le groupe régional du parti national-socialiste pour l’Argentine a son siège à Buenos-Aires, à l’ambassade d’Allemagne. Il est divisé en sept sections correspondant à sept districts. Chaque district est placé sous la direction d’un *Führer* local, élu par ses administrés ou nommé par Berlin. C’est ce *Führer* qui entretient les relations avec la *Gestapo* et transmet ses ordres, afin que les vrais dirigeants échappent aux recherches possibles de la police argentine.

La région est organisée comme un *Gau* national-socialiste. Elle a ses *Vereine*, son Front du Travail, ses Unions Sportives, ses écoles et enfin ses *sections d’assaut*, dans lesquelles sont obligatoirement enrôlés tous les Allemands ou fils d’Allemands ayant atteint l’âge de dix-huit ans.

Dans la longue liste des sociétés allemandes du Brésil et de l’Argentine (vingt pages y sont consacrées dans l’annuel officiel du *Reich*) nous avons relevé un groupe local des Sudètes allemands (!) et aussi des *Groupes de sacrifices* (*Opferinge*) dont les membres sont astreints par la *Gestapo* à verser 15 à 20 % de leurs salaires à la caisse noire du parti. En 1937, ces versements ont amené dans les caisses nationales-socialistes gérées par la police d’État, la coquette somme de dix-huit millions de francs. La moitié de ces fonds serait expédiée en Allemagne ; le reste étant utilisé sur place.

[159]

L’homme qui, en marge des services diplomatiques et consulaires, centralise la direction des services de propagande et de police secrète pour tout le continent sud-américain est M. Willi Kuhn, Chilien sur les registres de Santiago, et Allemand sur ceux du *Reich*. Avant d’occuper ces hautes fonctions, il vendait des phonographes et des disques. Rien à cela de bien surprenant ; M. von Ribbentrop, avant de conclure le pacte antikomintern et un peu plus tard le pacte qui unit M. Hitler à Staline, n’était-il pas courtier d’une maison de Champagne allemand ?

En Argentine, il y a division des pouvoirs : M. Fritz Küster est *Führer* élu. Il est assisté de M. Alfred Millier, représentant du Dr Ley, chef du Front du Travail, et de M. Karl Arnold. La *Gestapo* a son directeur particulier, M. Félix Schmidt, ancien employé de banque qui a été, en 1935, suivre en Allemagne des cours techniques dans une des écoles chargées de former les agents de la police secrète en mission à l’étranger.

Au Brésil opère M. Hans Henning von Kessel, assisté de M. Friedrich Thiès, qui est à la fois le représentant des services de renseignements militaires et de la *Gestapo* du *Reich*. Son activité comme ancien espion a été signalée par le *Times* de Londres dans son numéro du 2 novembre 1937, sans qu’aucun démenti ait été opposé à cette information.

Le siège de la police secrète allemande en Argentine est dans les bureaux de la *Banque allemande pour l’Amérique du Sud*. C’est dans les coffres-forts de cet établissement de crédit que M. Félix Schmidt garde précieusement les fiches correspondant à chacun de ses compatriotes vivant en Argentine. Un observateur averti du mouvement national-socialiste a pu écrire que ce fichier constituait « le casier judiciaire de tous les Allemands et Germano-Américains du pays. »

[160]

Bornant notre étude à l’examen des agissements de la *Gestapo* à l’étranger, nous ne ferons qu’une allusion passagère au travail parallèle de la propagande pure, en soulignant que plus de cinquante journaux de langue allemande paraissent au Brésil, contrôlés, à de rares exceptions près, et au besoin subventionnés, par le gouvernement de Berlin.

Une de ces exceptions mérite d’être mise en lumière : *Das Deutsche Volksblatt*, très ancien journal allemand du Brésil, invité par les nazis à défendre la politique de persécution du *Reich* à l’égard des catholiques, refusa de se soumettre, et tint à honneur de conserver son indépendance.

Certains périodiques sont vendus en Amérique du Sud, mais imprimés à Berlin et importés.

La *Gestapo* rédige ainsi, en collaboration avec les bureaux du Dr Goebbels : *le Tambour* (*Trommler*) ; la *Clarinada*, spécialisée dans la politique antisémite ; *El Rayo* (*Le Rayon*), anticatholique, et le *Crisol*, chargé d’une propagande systématique contre l’Angleterre et répandu, à grands frais, au Brésil.

Pour obliger la presse allemande d’Amérique à se soumettre, les agents de M. Himmler ont employé un système très simple de chantage : ils ont interdit aux firmes germaniques d’Amérique et de la métropole de donner de la publicité aux feuilles qui refuseraient de suivre leurs directives.

Quand cette menace ne suffit pas, ces messieurs ne reculent pas devant des mesures encore plus abjectes. Ils usent de représailles contre les parents et les amis que ces Germano-Américains récalcitrants ont conservés en Allemagne.

Les fiches de la police permettent à M. Himmler de mettre instantanément à exécution, au reçu d’un câblogramme, les menaces faites à Rio ou à Buenos-Aires.

[161]

Dans certains cas, les agents nazis d’outre-mer poussent encore plus loin l’audace. S’étant assuré, grâce au réseau brun ténu qui s’étend sur l’Amérique du Sud et plus spécialement dans les ports, la collaboration de certains policiers, ils ont arrêté des réfugiés politiques qui contrecarraient courageusement leur action néfaste, les ont, de vive force, embarqués sur les paquebots en partance et ramenés en Allemagne.

Comme partout, comme toujours, le *Reich*, pour arriver à ses fins, pour atteindre ses buts de domination, doit s’appuyer sur une fraction de la population de l’État prospecté par ses agents. Coûte que coûte, ils recrutent des complices, soigneusement choisis en dehors de la colonie allemande.

Au Brésil, la *Gestapo* croyait pouvoir compter sur la sympathie du parti intégraliste et sur le dévouement d’un certain Plinio Salgado, journaliste de talent et organisateur d’une association paramilitaire, « *les chemises vertes* », réplique fidèle des « *chemises brunes* » hitlériennes, alors commandées par le capitaine Rœhm. Comme le national-socialisme avait un théoricien (M. Alfred Rosenberg), l’intégralisme brésilien eut le sien : M. Gustave Barroso.

« En embrigadant les intégralistes, lisons-nous dans les *Effectifs du pangermanisme,* les nazis parviennent à diviser la population, à la démoraliser, à la pousser au désordre qui mène à la guerre civile. Pris à l’appât d’avantages et de distinctions de tous genres, les employés, les fonctionnaires, les militaires brésiliens, formaient un paravent commode, derrière lequel le national-socialisme continuait en toute tranquillité sa besogne de pénétration dans les milieux autochtones. »

Il se trouva fort heureusement au Brésil des patriotes pour jeter à temps un cri d’alarme ; le président Vargas, par son coup d’État du 10 novembre 1937, entendit mettre [162]

un terme à l’action néfaste du *Reich* au sein des États-Unis du Brésil. Les sections nazies furent dissoutes. Fermées aussi les « *Maisons Bru*nes » et licenciées les « *Chemises Vertes* » hitlériennes. La proclamation de l’état de siège permit également l’arrestation d’un certain nombre d’agents de la *Gestapo*. L’un d’eux, M. Oscar Agte, était en même temps membre de la police secrète allemande et fonctionnaire consulaire du *Reich*.

La *Gestapo* ne se tint pas pour battue, et elle organisa une série de séditions, dont la plus importante fut celle de mars 1938, qui ne tendait à rien moins qu’à renverser le président Vargas, auteur de la répression des menées nationales-socialistes.

Affaire purement brésilienne, déclareront les diplomates du *Reich* accrédités à Rio de Janeiro, alléguant que le parti intégraliste autochtone avait, seul, assumé la responsabilité et la direction du *putsch*. La *Correspondance diplomatique et politique*, rédigée à Berlin par les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, publia, en mai 1938, un *leader* en faveur des Allemands du Brésil, honteusement calomniés et indiquant l’opportunité de réclamer au gouvernement brésilien des dommages et intérêts !

Malheureusement pour l’Allemagne nationale-socialiste, les agents de la *Gestapo* avaient, dans cette affaire, commis quelques imprudences. La police brésilienne restée fidèle au président Vargas découvrit, dans les dépôts d’armes des rebelles, des poignards portant, gravées sur la lame, des croix gammées, des fusils de fabrication germanique récemment importés et des mitrailleuses de même provenance. Enfin, les chefs « intégralistes » furent trouvés en possession de sommes d’argent importantes dont ils ne purent justifier la provenance.

Au nombre des leaders de la rébellion condamnés par la cour martiale à dix années de détention, nous avons [163] relevé les noms d’un certain général Berthold Klinger, et du capitaine de vaisseau Hasselmann.

– Chili-Uruguay

Les Allemands ne sont pas restés moins actifs au Chili. Au *putsch* monté par la *Gestapo* en mai, au Brésil, succède le *putsch* chilien de septembre 1938, sept ans après la création dans le pays de la première cellule nationale-socialiste et six ans après la création du parti *nacistas*.

Le représentant de la *Gestapo* au Chili était M. Karl Keller, qui se chargea de 1933 à 1937 de l’organisation des milices et leur distribua des armes apportées secrètement par les paquebots allemands.

Le président Alessandri put, grâce aux pleins pouvoirs que lui accorda le Sénat, maîtriser la rébellion.

M. Pedro Aguirre Castro, élu Président de la République en octobre 1938, avocat de grand talent, professeur d’histoire, connaît assez les dangers du national-socialisme pour ne pas hésiter à continuer vigoureusement l’œuvre de son prédécesseur et à la faveur des événements actuels, à étouffer dans l’œuf toute nouvelle tentative de rébellion montée par les agents allemands toujours nombreux dans le pays.

À la même époque (juin 1938), des mesures de précaution furent prises en Uruguay où les menées des agents de la *Gestapo* éveillèrent l’attention de M. Frugoni, député. Une loi fut votée qui assujettit l’enseignement privé au contrôle de l’État. Aucune disposition ne pouvait plus utilement contrecarrer l’influence que les agents de M. Himmler cherchaient à prendre sur la jeunesse uruguayenne.

Les échecs essuyés au Brésil, en Argentine, au Chili, en Uruguay et en Bolivie par les agents nazis ont amené [164]

le *Reich* à jeter les yeux sur les plateaux de Patagonie, à la pointe sud du continent américain.

À vrai dire, les premières infiltrations allemandes se sont produites dans ce pays bien des années avant que le mouvement national-socialiste n’ait été pris au sérieux, bien avant môme que M. Hitler ait délaissé le jargon de son dialecte autrichien pour parler, comme orateur du *Reich* (*Reichsredner*), la langue de Goethe. Mais c’est en 1934 que les agents de la *Gestapo* rallièrent à leur cause et engagèrent dans leurs services un ingénieur allemand devenu administrateur de la compagnie patagonienne de pétrole *Astra*, M. Francisco Becker. Bientôt après apparut, en Patagonie, le premier hangar de la société allemande de navigation aérienne *Condor*, filiale de la *Lufthansa*, entreprise d’État, qui dirige toutes les communications allemandes aériennes intérieures et extérieures du *Reich*. À la *Lufthansa* se joignit plus tard la compagnie *Siemens* qui exécuta, à perte, de nombreux et importants travaux : routes, ponts, centrales électriques.

Une famille allemande avait depuis de longues années centralisé entre ses mains le commerce de laines, et les trois frères Lahusen, à la tête d’une énorme fortune, devinrent les adeptes les plus fervents de l’hitlérisme et les serviteurs les plus dévoués des messagers de la police allemande.

Là encore, M. Himmler sut exploiter à merveille le mécontentement d’éléments patagons qui, dans la partie argentine du pays, ne jouissent pas de droits civiques analogues à ceux reconnus aux habitants des autres provinces. Les agents allemands tentèrent de transformer les tendances autonomistes en mouvement séparatiste, afin de pouvoir, au bon moment, et à la faveur de troubles provoqués opportunément, s’emparer, les armes à la main, de ce pays riche en matières premières dont [165]

le *Reich* a si grand besoin pour mener la guerre à une fin victorieuse : le pétrole et la laine.

Le Dr Grassi, qui était à la tête du mouvement autonomiste patagon et réclamait, pour ses compatriotes, au gouvernement central de Buenos-Aires des libertés plus grandes, repoussa du pied les offres d’un Allemand, agent de la *Gestapo*, nommé Fürst, qui, en février 1938, lui proposa de financer sa campagne de protestation et de lui fournir les armes et les munitions nécessaires à la libération du pays patagon.

M. Grassi signala à la police argentine que des dépôts d’armes allemandes existaient à Bahia Blanca, et en diverses régions de la Pampa, dépôts contrôlés et sans cesse alimentés par des envois faits de la partie chilienne du plateau patagon.

Dans le courant de février 1939, à une époque où déjà le *Reich* avait pris ses décisions en vue de la guerre contre la Pologne, et par conséquent contre ses alliés, les agents de la *Gestapo* firent preuve, en Patagonie, d’une activité croissante. La police alertée surprit à Comodoro Ridavavia vingt-six Allemands âgés de dix-huit à vingt-deux ans qui, en uniforme de scout ou de *Ss*, prospectaient la région pétrolifère. Ils se déclarèrent de nationalité argentine, mais, interrogés, furent incapables de répondre en espagnol. Ils ne connaissaient que l’allemand. À la même époque, des aviateurs allemands de la société *Condor* dressaient, à l’aide de documents photographiques, la carte complète des gisements de pétrole et des exploitations existantes. Un Allemand, M. Jontza, s’était d’ailleurs assuré le monopole de cette prospection photographique et avait reçu, en novembre 1938, un collaborateur venu directement de l’école de la *Gestapo* de Hambourg, M. Otto Herbert.

La lecture des journaux de langue espagnole qui ont enquêté sur la campagne allemande en Patagonie ont [166] fourni à ce sujet des renseignements précis qui ont, fort heureusement, facilité la tâche ardue des autorités chiliennes et argentines conscientes du danger couru par leur pays.

Puissent les Républiques américaines poursuivre inlassablement leurs efforts et arrêter par des mesures sévères l’emprise croissante d’un *Reich* que les récents échecs n’ont pas découragé.

Les gouvernements brésilien et argentin, pour ne parler que de ceux-là, savent très bien qu’il ne suffit pas, pour préserver la sécurité, l’indépendance et l’existence même de leurs pays, de réprimer. Il faut aussi et surtout prévoir. Il convient, pour extirper le mal, de l’attaquer à sa racine, de tarir la source du national-socialisme allemand et ne pas tenter, trop tard, d’en arrêter les vagues déferlant déjà sur le rivage.

Leur premier geste de défense sera, nous n’en doutons pas, de s’opposer, alors qu’il en est encore temps, à la nazification des écoles allemandes.

Le national-socialisme, à l’extérieur comme à l’intérieur, cherche à s’assurer la sympathie des jeunes.

L’opération était en Amérique du Sud particulièrement aisée, puisque sur les 1400 écoles allemandes établies à l’étranger, on n’en comptait pas moins, dès 1933, de 1250 dans les républiques du continent sud-américain ; 40 en Argentine, 40 au Chili et 1150 au Brésil. Ces chiffres ont naturellement considérablement augmenté après l’avènement du national-socialisme, puisque, d’après les renseignements officiels allemands, dans le seul État du Rio Grande du sud se trouvaient, fin 1937, près de trois mille instituteurs allemands.

Toutes les écoles avaient été « mises au pas », c’est-à-dire nazifiées par le *Reich* et il suffira, pour donner une idée des succès obtenus en Argentine par M. Fritz Küster et son adjoint, agent de la *Gestapo*, M. Félix Schmidt, [167] de donner ici la traduction d’un rapport fait à un congrès d’instituteurs argentins, en octobre 1937, par un professeur d’école primaire, M. Joaquin Fernandez Herrero. En voici la partie la plus intéressante :

« … Après avoir inspecté une école rurale (de la *Pampa*), l’inspecteur s’aperçut qu’il y avait en face un autre bâtiment qui lui aussi avait l’apparence d’une école. Le directeur l’informa que là fonctionnait, en effet, une école allemande dûment autorisée. À tour de rôle, les enfants fréquentaient à la fois l’école nationale et l’école allemande où un instituteur allemand leur enseignait en sa langue tout le programme scolaire et, en plus, la religion. Le fonctionnaire exprima le désir de visiter cet établissement. Quelle ne fut pas sa surprise de trouver là une salle ornée des portraits des grands hommes de l’Allemagne et de drapeaux allemands à la croix gammée, avec, à la place d’honneur, un grand portrait de Hitler. Là, étaient réunis tous les enfants d’origine étrangère qui, à d’autres heures, fréquentaient l’école nationale. L’inspecteur nota que cette école était mieux meublée que l’autre…

« Le lendemain, le fonctionnaire voulut inspecter les mêmes enfants dans l’école allemande. Il voulait avoir avec eux une conversation à propos de leurs études des mois passés. Mais ils le regardaient avec défiance et presque avec crainte. Alors l’instituteur argentin lui dit : « Ils ne vous répondront pas, si vous ne leur parlez pas dans leur langue. » Et comme il connaissait un peu l’allemand, il demanda : « Qui est le plus grand homme du monde ? » À quoi tous les enfants, debout et étendant le bras en un salut fasciste, adoptant la rigidité martiale de vétérans, répondirent : « Hitler ! » – « Comment saluez-vous Hitler ? » Adoptant la même posture, les enfants répondirent en chœur : “*Heil Hitler* !” C’est là un cas caractéristique et éloquent. Les enfants ne connaissaient [168] que peu l’histoire argentine. Ce qu’on leur enseignait à l’école nationale était détruit, annulé par renseignement de l’histoire d’un lointain pays auquel avaient appartenu leurs pères. »

Sur 203 écoles allemandes de la République Argentine, sept seulement ont réussi à conserver l’indépendance complète de leur enseignement.

La sympathie et la compassion des ennemis du national-socialisme ne doivent pas seulement aller à ces sept courageux défenseurs allemands de la liberté humaine. Elle ne peut se détourner des parents de ces enfants « mis au pas » qui, faute d’avoir une situation indépendante, sont obligés, depuis 1933, de laisser leurs fils et leurs filles entre les mains des agents de M. Goebbels et de M. Himmler.

Nous disons de Himmler et de sa *Gestapo*, parce que le but poursuivi en Amérique du Sud, comme ailleurs, par les agents nationaux-socialistes, n’est pas culturel et pédagogique, mais politique. Il ne s’agit pas d’inculquer à des enfants l’amour d’une patrie allemande lointaine, mais toujours présente ; il ne s’agit pas, non plus, de maintenir dans ces pays d’outre-mer l’usage de la langue maternelle des premiers émigrés qui, il y a cent trente années, sont venus planter leur tente sur les rives du Nouveau Monde. Non. Pour les agents de M. Himmler, il n’est question que de servir un parti, une cause, et de susciter, parmi les personnes de langue allemande, *le sentiment minoritaire*.

Telle a été la politique du national-socialisme en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Belgique, en Hollande, en Urss. En France même, si l’on jette un regard sur les cartes racistes du IIIe *Reich*. Le national-socialisme n’a en Amérique du Sud qu’un but : créer des minorités, instituer partout un État dans l’État.

De là à prétendre que les « frères de race » sont, ici [169] et là, persécutés, il n’y a qu’un pas. C’est la seconde étape.

La troisième et dernière est l’intervention ; le secours militaire apporté par le *Reich*. De l’armée d’invasion, la *Gestapo* forme toujours l’avant-garde.

Le premier acte de cette tragédie s’est joué en Europe. La guerre actuelle, victorieuse pour les alliés franco-anglais, épargnera à l’Amérique du Sud d’être le théâtre du second acte.

[170]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre XV

La *Gestapo*  
en Amérique centrale et Sud

[Retour à la table des matières](#tdm)

L’effort de la *Gestapo* allemande en Afrique du Nord, dont nous avons parlé en exposant son action contre la France, devait nécessairement être complétée par des entreprises aussi audacieuses dans les autres régions du môme continent.

C’est là d’ailleurs que se trouvaient, avant la guerre de 1914, les colonies allemandes : le Togo, le Cameroun, le Sud-Ouest Africain allemand, l’Afrique orientale allemande.

Personnellement, M. Hitler n’était pas, au début du mouvement national-socialiste, partisan des revendications coloniales formulées par le clan pangermaniste, mais ses conseillers, le général Haushofer entre autres, surent très rapidement le faire changer d’avis, en lui faisant observer que, luttant contre le traité de Versailles, il ne pouvait moins faire que de réclamer la restitution de la totalité des territoires africains ravis au *Reich* en 1920.

Nous passerons sous silence les campagnes de propagande faites en Allemagne aussitôt M. Hitler arrivé au pouvoir (et même avant l’avènement du national-socialisme) en faveur de la restitution des colonies ex-allemandes au *Reich*. Pour stimuler l’ardeur d’un peuple apathique et indifférent, tous les moyens furent bons. La *Ligue coloniale* (*Reich*s*kolonialbund*), présidée par le [171] Dr Schnee, ancien gouverneur de l’Afrique orientale allemande, s’y employa avec une activité accrue par les encouragements gouvernementaux. Nous résumerons l’exposé de cet effort en disant que la ligue comptait, en 1933 : 12 organisations locales (30 000 membres), et que les statistiques de 1938 signalaient 6000 cellules groupant plus d’un million d’adhérents.

La propagande ne recule pas devant les artifices les plus grossiers et les plus innocents. En 1938, une exposition coloniale s’ouvrit à Vienne et une autre à Düsseldorf. À Düsseldorf, les organisations avaient installé sur le bord du Rhin un village nègre dont les habitants, bien préparés à leur besogne par des instructeurs de choix, répétaient inlassablement du matin au soir, aux visiteurs, comme un *leitmotiv* : « Nous voulons être Allemands ! Nous voulons être Allemands. »

En 1937, la *Gestapo* envoya dans les anciennes colonies allemandes d’Afrique des photographes et des cinéastes, avec mission de rapporter (pour être publiées ensuite dans la revue de la *Ligue coloniale* et les journaux illustrés du *Reich*), des clichés représentant de petits noirs atteints d’ascite, des femmes en haillons et des cases abandonnées. Tout cela pour prouver que les anciennes colonies allemandes, en pitoyable état, attendaient impatiemment le retour des colons allemands.

L’action de la *Gestapo* en Afrique s’organisa – comme toujours – en marge de l’action officielle des Ligues et écoles coloniales du *Reich*. La police secrète d’État ne prépare pas de consuls, de gouverneurs, de professeurs ou de colons. Elle forme des agents qui, une fois sur place, utilisent les services des sujets allemands habitant le pays. Ces agents ne reçoivent d’ordres que de M. Himmler et de ses collaborateurs; jamais des membres de la représentation diplomatique ou consulaire, qu’ils ont, au contraire, très souvent mission de surveiller. [172] Un seul fonctionnaire du ministère des Colonies semble avoir joué en Afrique le double rôle de consul et d’agent de la *Gestapo* : nous avons nommé le représentant officiel du *Reich* à Windhœk.

La police de M. Himmler avait, à l’ouverture des hostilités, des agents puissants et actifs dans la plupart des centres importants et entre autres à Windhœk, Swakopmund, Lüderitz, Usakos et Otjiwarengo.

Il y a tout lieu de penser que M. Georges Mandel y a, dans les territoires français ou sous mandat français, mis bon ordre, et a résolu avec fermeté un problème qui avait, à juste titre, fort inquiété, en 1935, un de ses prédécesseurs du ministère des Colonies, M. Marins Moutet.

Il est de fait que la *Gestapo* allemande avait créé des cellules nationales-socialistes dans les principales fermes exploitées par les ressortissants du *Reich* restés ou revenus dans la colonie. À ces fermiers étaient régulièrement distribuées des feuilles de renseignements, leur transmettant des instructions et les plans de résistance à opposer aux autorités françaises, dans la paix et dans la guerre. Des brochures tenaient ces fermiers au courant des intentions du *Reich* et leur annonçaient périodiquement que le Grand *Führer* allemand préparait à Berlin le conflit libérateur.

Sur chaque bateau allemand faisant un service entre le *Reich* et les côtes africaines existait une cellule nationale-socialiste dont le chef, agent de la *Gestapo*, dirigeait l’action dans les ports. Les membres de cette cellule étaient, entre l’Allemagne et ses anciennes colonies, les hommes de liaison les plus sûrs et les plus utiles.

Ces efforts patients aboutirent à de surprenants résultats. Dans le seul territoire du Tanganyika (ancien *Ost-Afrika* allemand), le nombre des fermiers allemands était, en 1937, de quatre cents, et en 1938 on y comptait quatre mille Allemands, sur un total de dix mille blancs.

[173]

Toute cette colonisation, financée, bien entendu, par le *Reich* et appuyée par l’organisation de formations paramilitaires et de contrebande d’armes.

– Union sud-africaine

Succès retentissant encore des agents de M. Himmler dans l’Union sud-africaine qui, comme on le sait, a absorbé en 1920 le Sud-Ouest Africain allemand.

Au lendemain de la signature des accords de Munich, les agents de la *Gestapo* en mission à Swakopmund décorèrent le port d’insignes hitlériens et annoncèrent bien haut le chambardement colonial promis aux Allemands d’Afrique par le *Führer*. L’alarme fut tellement chaude qu’un député du parlement de l’Union Sud-Africaine, M. Miles Cadman, déclara au représentant du *Daily Telegraph* : « La terreur de l’intervention nazie règne dans de nombreux secteurs de la population, particulièrement chez les résidents de langue anglaise et chez les indigènes. Ces gens craignent de subir le sort de la Tchécoslovaquie et de se voir arracher, en quelques heures, la terre qu’ils ont travaillée des années. »

En 1937 et 1938, en dépit des accords conclus entre le *Reich* et l’Union en 1923, la *Gestapo* engagea contre les sujets allemands naturalisés une guerre sans merci. En août 1938, tous les Allemands de l’Union furent sommés de faire connaître, sans délai, aux autorités du *Reich*, ou aux chefs de cellules nationales-socialistes contrôlées par la police d’État, leur situation militaire en précisant leurs aptitudes spéciales et les services qu’ils pourraient rendre en cas de soulèvement.

Les chefs militaires du mouvement étaient déjà désignés : le major Weizel et le colonel von Losnitzer, qui expulsés en 1934 étaient néanmoins restés dans le pays.

C’est la *Gestapo* qui fait depuis des années la contrebande [174]

des armes, en se servant de caisses à piano et de bidons d’huile. C’est elle qui créa un dépôt de munitions dans le désert de Kalahari. C’est elle qui, en vue de la guerre imminente, transforma, au début de 1939, les villages de Gobalès et de Lüderitz, centre diamantaire, en forteresses. C’est elle, encore elle, qui, sous prétexte de faire des jeunes Allemands de l’Union de bons chasseurs, leur mit entre les mains des fusils de guerre et des mitrailleuses à utiliser au jour prochain de la rébellion. C’est elle enfin qui, sur l’ordre de M. Himmler, commandant en chef des *Ss* (*Schutz-Staffeln*, aux uniformes noirs), enrégimenta les « *chemises grises* » de M. Louis Weichardt, élu, sur l’ordre de Berlin, *Führer* des Allemands de l’Union Sud-Africaine.

À ces « *chemises grises*» vinrent bientôt s’ajouter, pour compléter la collection, les « chemises noires » du général Marie Maritz, de tendances analogues, mais plus spécialement antisémites ; puis au début de 1939, le groupement paramilitaire connu sous le nom de Ossawa Brandwag, sud-africain, mais fasciste et étroitement lié avec les nationalistes, dont l’action politique se confond trop souvent depuis quelques années avec celle des agents et ressortissants allemands, sous le couvert d’un programme commun de lutte contre l’Empire britannique.

[175]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

Chapitre XVI

La vie à Berlin  
sous l’œil de la *Gestapo*.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Il faut avoir vécu en Allemagne sous le règne d’Adolphe Hitler pour savoir ce que fut la toute-puissance de la *Gestapo*.

Du jour où le chef national-socialiste fut installé à la *Wilhelmstrasse* par le maréchal Hindenburg, déjà affaibli, inconscient et gâteux, le citoyen allemand cessa d’être un homme libre. Quant aux étrangers, on peut dire sans exagération aucune qu’ils vécurent sous la menace constante d’être emprisonnés. Il convient d’ailleurs de préciser que si une dizaine de milliers d’Allemands habitaient Paris, la colonie française de Berlin ne totalisait guère, exception faite du personnel de l’ambassade, des services consulaires et du groupe des déserteurs français de la dernière guerre, plus d’une centaine de personnes. La majorité de ces imprudents était formée par la cohorte des correspondants des journaux parisiens, particulièrement menacés parce que dangereux observateurs des tares du régime.

Examinons en premier lieu les conditions d’existence des Allemands taxés d’hostilité au national-socialisme. Il va sans dire que les ennemis de M. Hitler et de son système de gouvernement étaient la masse, et ses partisans l’exception. Le parti n’a jamais compté, en dépit des plébiscites triomphants du *Führer*, beaucoup plus de trois millions d’adhérents, et le *Reich* réunissait, avant [176] la conquête de l’Autriche par la *Gestapo*, plus de soixante-dix millions d’âmes. Il paraîtra, aux yeux de tout Français, inexplicable que cette masse n’ait pas eu le courage de jeter à terre, d’un seul coup d’épaule, la bande sinistre d’aventuriers que commandait le chômeur autrichien. Mais l’Allemand est ainsi fait, et Bismarck assurait déjà, avant la guerre de 1870, que ses concitoyens manquaient totalement de courage civique.

Si la minorité hitlérienne était infime, elle était cependant assez nombreuse pour que, dans chaque immeuble, soit placé un chef de bloc nazi, dans chaque quartier un état-major en uniforme brun, dans chaque ville un conseil municipal dévoué à la cause, dans chaque province (les États allemands étant supprimés d’un trait de plume) un « *Gauleiter* » ou préfet, ami d’un des bonzes du parti ; et dans chaque régiment de la *Reich*swehr, alors réduite à 150 000 hommes par les stipulations du traité de paix, un officier en quête d’avancement au choix.

Ce fut l’œuvre de la *Gestapo*. Elle s’y consacra avec d’autant plus de zèle que M. Himmler était, depuis son entrée dans l’état-major de Gregor Strasser, un spécialiste de la dénonciation et du mouchardage, et que son second, M. Heydrich, avait à cœur la nazification rapide des armées de terre et de mer. De celle de l’armée de l’air restait chargé M. Hermann Göring, ex-capitaine aviateur, promu général par le maréchal-président. Tâche des plus aisées, puisque l’aviation du parti national-socialiste comptait, en 1933, plus d’appareils que les escadrilles secrètes de la *Reichswehr.*

La création d’une censure impitoyable fut la première manifestation de l’activité gouvernementale des nouveaux maîtres du *Reich*. Sans elle, le nazisme n’eut vécu que quelques mois, peut-être quelques semaines. Elle fut organisée si rapidement et si parfaitement que toute [177] opposition apparut inutile à ceux qui disposaient encore moyens suffisants pour renverser un régime odieux à ensemble d’une population friande de liberté, mais déçue par les échecs répétés de la république de Weimar. M. Himmler trouva dans tous les services publics des complices et leur adjoignit des contrôleurs des sections d’assaut, dont le régime devait, par prudence, satisfaire les appétits en en faisant des fonctionnaires.

Censure postale rigoureuse. Censure téléphonique constante des communications demandées ou reçues par tout citoyen ayant exercé une fonction, même modeste, sous le régime républicain. Surveillance particulière des ecclésiastiques des cultes catholique et protestant, les rabbins ayant été dès le début mis hors d’état de nuire à l’État hitlérien.

Il nous suffira, pour mettre en valeur la perfection de cet organisme, de signaler quelques cas particuliers dont nous eûmes personnellement connaissance, pendant un séjour de quatre ans sous la botte hitlérienne.

Le pasteur Niemœller, de la paroisse protestante de Dahlem, un ancien commandant de sous-marin, avait une liberté de parole qui inquiétait fort M. Hitler. Son arrestation avait paru difficile à M. Göring, qui savait de quel prestige jouissait le prêtre dont l’église était devenue le lieu de rendez-vous de milliers d’Allemands. M. Himmler, par ordre spécial du *Führer*, le mit cependant en filature spéciale. Des agents de la *Gestapo* surveillèrent ses sermons du dimanche et signalèrent à leur chef que l’étranger s’intéressait aux critiques habiles de ce prédicateur. En effet, la plupart des journalistes anglais et français établis à Berlin étaient devenus les visiteurs assidus de l’église où M. Niemœller prêchait l’amour du prochain et réclamait pour ses ouailles la liberté de conscience et de pensée. Des observations furent faites au pasteur qui répondit [178] que son sacerdoce lui créait des obligations inéluctables. Serviteur du Christ, il ne faisait, assurait-il, que commenter l’Évangile. Éloigné de toute politique, il ne demandait au pouvoir temporel que de respecter les lois divines. La défense était habile, mais la *Gestapo* ne se tint pas pour battue. Elle attaqua le prêtre sur un autre terrain.

Ses communications téléphoniques furent étroitement surveillées. Il était impossible que cet homme ardent ne commît quelque imprudence. Questionné par M. Göring, président du Conseil de Prusse et chef suprême de toutes les polices, M. Himmler dut avouer un piteux échec. Dans les conversations téléphoniques du presbytère de Dahlem, il était beaucoup question de vertus chrétiennes, de religion et du Dieu tout-puissant, pas du tout du chancelier Hitler et du régime. Mais tout espoir n’était pas abandonné. Il convenait de laisser opérer, sans impatience, les plus fins limiers de la police secrète. De nouvelles dispositions étaient prises et d’heureux résultats étaient attendus par M. Heydrich, qui avait assumé, personnellement, la direction de l’enquête.

En effet, un agent de la *Gestapo* appartenant à l’administration des téléphones avait procédé à une modification ingénieuse de la ligne du pasteur. Grâce à ce procédé, il devenait possible, l’appareil téléphonique n’étant pas utilisé, d’entendre les conversations tenues dans la pièce où il se trouvait. Il avait suffi de relier deux fils dans le microphone porté à l’oreille par l’abonné.

Huit jours plus tard, le pasteur Niemœller était convoqué aux bureaux de la *Gestapo* où un haut fonctionnaire lui signifiait que les propos tenus par lui contre le régime étaient intolérables ; ajoutant que la police d’État se voyait, à son grand regret, obligée de le faire transporter dans un camp de concentration où il aurait le loisir [179] d’exercer, avec plus de prudence, son saint ministère. L’ecclésiastique protesta avec fermeté de son innocence et répéta que, restant sur le terrain religieux, il se bornait à commenter le texte des livres sacrés. « Vous mentez, répliqua le policier, et je vais vous en fournir la preuve. » Joignant le geste à la parole, le fonctionnaire approcha un phonographe ouvert sur une table voisine et y plaça un disque.

Le pasteur, déconcerté, reconnut aussitôt sa propre voix et celle de sa femme. Le disque reproduisait une conversation tenue quelques jours plus tôt, entre eux deux, dans l’intimité de leur chambre à coucher.

Pouvant être appelé la nuit auprès d’un moribond pour lui apporter les derniers secours de la religion, le prêtre posait, chaque soir, son appareil téléphonique sur sa table de nuit.

L’ecclésiastique jeta sur le policier un regard où se mêlaient le mépris et la pitié, puis suivit le soldat de la brigade *Tête de Mort* qui avait mission de le conduire dans un camp de concentration de la province de Brandebourg. Il y est depuis trois ans bientôt.

Le chancelier Brüning était, malgré son attitude réservée, soumis à une surveillance analogue. Il avait, en quittant le pouvoir, élu domicile dans un hospice catholique du centre de Berlin, tenu par des religieuses. Là, il se croyait assuré d’une discrétion totale, et ne recevait du reste que peu de visites. L’échec politique raréfie, en Allemagne comme ailleurs, très vite les relations.

Un ami dévoué lui signala pourtant que le secret de ses conversations était mal gardé, et qu’un des collaborateurs les plus intimes de M. Hitler avait eu connaissance de critiques sévères du régime formulées par l’ancien chancelier catholique. L’honnêteté de ses interlocuteurs ne pouvant être mise en doute, M. Brüning interrogea [180] la supérieure des religieuses de l’hospice, qui avoua, avec confusion, avoir permis à la police de placer un microphone dans la cellule qui lui avait été louée par l’administration de l’hôpital.

Depuis ce jour, M. Brüning coucha chez des amis, changeant fréquemment de refuge, en attendant son départ pour l’Angleterre, en mai 1934, peu de semaines avant les massacres du 30 juin. Il savait, en quittant secrètement son pays sur le conseil d’un très haut personnage, que son nom figurait déjà, en bonne place, sur la liste des condamnés à mort.

Un autre incident me permit, avant que M. Brüning eût abandonné le *Reich* pour n’y plus revenir avant la chute du régime, de me rendre compte à quel point la *Gestapo* était tenace dans ses haines et acharnée dans ses poursuites.

L’ex-chancelier Brüning avait accepté d’avoir avec le correspondant du *Journal des Débats* une longue conversation sur le détail de laquelle je m’étais engagé à ne pas publier une seule ligne, étant seulement autorisé à en faire état, à l’occasion, au cours des entretiens que je pourrais avoir, par la suite, avec certaines personnalités dirigeantes de la politique française. Je suis resté, naturellement, fidèle à cette promesse, et n’ai pas l’intention de violer ici un secret. Aussi bien, ne s’agit-il que de donner connaissance au lecteur d’un incident qui marqua notre échange de vues.

Rendez-vous avait été pris chez un ami commun à l’heure du déjeuner. La conversation se prolongea de longues heures qui parurent très courtes à l’interlocuteur de l’ex-chancelier. Vers cinq heures, quand déjà il faisait presque nuit, notre hôte, qui s’était retiré dans son cabinet de travail voisin, entra dans le salon où nous [181] nous trouvions tous deux et alluma brusquement le lustre électrique.

Je vis alors M. Brüning se lever d’un bond, comme poussé par un puissant ressort, retirer d’un geste précipité ses lunettes d’or et tourner le dos à la fenêtre. Rapidement, il dit à son ami : « Fermez, fermez vite les rideaux ». Puis, les rideaux étant tirés, il se retourna vers moi et me dit avec tristesse : « Excusez-moi, monsieur, mon geste a pu vous surprendre. Mais depuis que le national-socialisme est au pouvoir, je suis sous une surveillance incessante. Je sais que caché derrière la fenêtre faisant face à la mienne se trouve un agent de la *Gestapo* qui m’observe. Je ne peux vivre que les rideaux fermés. Partout, même ici, je puis être épié d’une fenêtre, d’un trottoir, de la rue pourtant écartée où donnent les croisées du salon de mon ami. Instinctivement, je me mets à l’abri. En retirant mes lunettes, je donne à ma physionomie une apparence inconnue. » Et comme je restais interdit, n’imaginant pas qu’un homme qui avait rendu à son pays des services aussi éminents pût être traqué, comme un malfaiteur, par la *Gestapo*, l’ex-chancelier ajouta tristement : « Oui, monsieur, c’est ainsi. L’Allemagne est une forteresse ! »

Il eut été plus juste de dire qu’elle n’était, sous M. Hitler, qu’un vaste camp de concentration.

La *Gestapo*, dans ses crimes en série, ne se laisse arrêter par aucune considération. Elle n’établit pas de distinction entre un ex-chancelier du *Reich* et le modeste soldat des sections d’assaut en chemise brune, qu’une dénonciation anonyme a signalé comme étant resté en rapport avec les représentants d’organisations syndicales dissoutes. Les exécuteurs des hautes œuvres hitlériennes sont toujours prêts à tuer sur un ordre, sur une indication, sur un signe.

[182]

Des souvenirs personnels, des incidents vécus, à Berlin en 1935, par l’auteur de ces lignes, permettront au lecteur de se l’aire une idée exacte de la terreur exercée par la *Gestapo*.

Un ancien fonctionnaire de la république de Weimar, qui avait eu l’occasion de me rendre quelques menus services et se trouvait, depuis l’avènement du national-socialisme, sans ressources, était venu me rendre visite, il m’avait prié de lui confier des contrats d’assurance et de lui faire ainsi gagner les quelques centaines de marks, dont sa mère âgée et lui-même avaient un urgent besoin. J’avais volontiers accédé à son désir et l’avais recommandé, comme agent d’assurances, à mes amis de l’ambassade de France.

Venu quelques semaines plus tard pour me remercier, le hasard voulut qu’au moment même où je lui serrais la main sur le seuil de ma maison, un confrère allemand chargé par la *Gestapo* de la surveillance des journalistes étrangers, vint à passer. Les deux hommes se reconnurent, se saluèrent et échangèrent en ma présence quelques formules banales de congratulations. Lorsque l’agent de M. Himmler se fut éloigné, mon protégé, devenu très pâle, murmura : « Je suis perdu. Cette rencontre sera, pour ma pauvre mère et pour moi, fatale. Demain, ce soir même, la police saura que je suis en relation avec des journalistes français. » Je tentai en vain de le rassurer, de le convaincre que ses craintes étaient exagérées. « Si vous les croyez exagérées, répliqua-t-il, c’est que vous ne connaissez pas encore le régime national-socialiste ! » Il avait raison.

Le lendemain, j’étais averti par un ami de sa famille que le malheureux homme avait été convoqué à la préfecture de police et transporté au camp de concentration d’Oranienbourg. Il y était encore quand, en 1937, je dus [183] quitter le *Reich* pour ne pas subir le même sort. Justice hitlérienne !

Vers la fin de l’année 1934, six mois après les massacres de juin, je reçus à Berlin la visite d’un haut personnage qui avait joué dans la guerre de 1914-1913 un rôle glorieux et était entouré, dans les milieux militaires, d’un respect qui touchait la vénération.

Son frère, haut fonctionnaire de l’État, avait, comme tant d’autres, été assassiné lors de l’épuration tragique du 30 juin précédent, et la douleur de cet homme était immense. Il avait tout tenté pour savoir pourquoi ce frère chéri avait été exécuté.

Peut-être espérait-il encore le retrouver vivant, puisqu’aucune confirmation officielle de la mort ne lui était parvenue.

Toutes ses démarches étaient restées vaines. Les portes qui s’ouvraient toutes grandes devant lui chez les plus grands dignitaires du régime restaient maintenant hermétiquement closes. M. Göring, trop occupé, ne pouvait lui consacrer une seule minute. Tel autre collaborateur du *Führer*, sollicité, l’avait fait prier, avec embarras, de lui faire connaître par écrit l’objet de sa visite. À l’état-major, un commandant, très raide dans son uniforme réséda, lui avait répondu que le haut commandement ignorait les événements du 30 juin.

Cet homme, que j’avais rencontré à deux reprises chez des amis communs, me déclara : « J’ai quelque honte à m’adresser, en ces circonstances, à un étranger. C’est dur, très dur, pour moi. Pourtant mon devoir est de poursuivre mon enquête. Mon frère laisse une famille, des enfants en bas âge et sans ressources. J’ai pensé à vous parce que, journaliste étranger, vous avez peut-être sur ces tragiques événements des précisions qu’il a été interdit à notre presse bâillonnée de communiquer au public. Recherchez les listes de victimes publiées par les journaux [184] anglais, et voyez, voyons ensemble, si le nom de mon malheureux frère s’y trouve. »

J’eus pitié de son infortune et je fis une démarche auprès d’un ancien membre des *Casques d’Acier* (organisation de tendances monarchistes dissoute) qui, mollement rallié au régime, occupait cependant dans un ministère un poste de quelque importance. Je lui signalai cette détresse émouvante et il voulut bien s’y intéresser.

Malgré une enquête approfondie, il lui fut impossible d’apprendre dans quelles circonstances le jeune homme avait été exécuté. Les plus hauts fonctionnaires du parti ignoraient les motifs de cet assassinat. Peut-être le disparu avait-il été porté, par erreur, sur la liste des condamnés.

Il fut impossible d’en savoir davantage. La *Gestapo*, parfaitement au courant de tous les crimes commis par ses gens pendant ces journées tragiques, avait transmis partout un ordre de silence.

Les révélations de la presse de langue anglaise sur les tueries de la caserne Columbia, et sur celles de la prison de Stadelheim, exaspérèrent les dirigeants de la police secrète, et les journalistes étrangers furent soumis à une surveillance toujours plus étroite. Des agents provocateurs, grâce à Dieu assez maladroits, vinrent périodiquement offrir à mes collègues et à moi-même des documents sensationnels qui, fabriqués de toutes pièces dans les bureaux de la police, eussent suffi pour motiver notre expulsion ou notre incarcération, si nous avions commis l’imprudence de les publier, ou même de les conserver dans nos tiroirs.

Chaque correspondant étranger avait, homme ou femme, son ange gardien. Il convenait, par prudence, de ne pas contrarier ses évolutions nécessaires, de ne pas décourager ses assiduités, de ne pas repousser les informations sur lesquelles il attirait, avec insistance, l’attention [185] de son protégé. II suffisait de ne pas les transmettre. Parfois la presse allemande, innocemment, reproduisait dans ses colonnes, en les attribuant à un journal déterminé, des nouvelles jetées la veille à la corbeille à papier. Ce jour-là, l’ange gardien avait pris ses désirs pour des réalités.

Ces agents de la *Gestapo* n’étaient ni désagréables, ni très dangereux : il fallait savoir les manier. Souvent aussi, honteux du métier dégradant que leur imposait une irrémédiable impécuniosité, les anges gardiens avaient pitié du journaliste appelé à devenir, par leurs soins, la victime de la *Gestapo*. D’un mot, d’un signe, d’un silence, ils savaient discrètement signaler le danger. Le « protégé », toujours aux aguets, n’avait pas besoin de longs discours pour comprendre que sa liberté était menacée. Il ne manquait pas, ce jour-là, avec discrétion aussi, de témoigner sa reconnaissance à son généreux sauveteur.

J’adresse, ici, mes remerciements émus aux anges gardiens qui se sont succédé auprès de moi. Ils m’ont bien des fois, *nolens volens*, arrêté au bord du précipice.

Au début de l’année 1934, je rencontrai par hasard à Berlin, où il était en congé, un journaliste allemand, correspondant à Paris de journaux catholiques, M. P., que j’avais eu l’occasion de présenter quelques années plus tôt, en France, à quelques confrères de la presse parisienne.

Partisan très ardent du rapprochement franco-allemand, ce confrère se mit très aimablement à ma disposition. Il s’efforcerait de me mettre en relation avec ses amis catholiques et aussi avec des personnalités de premier plan dont la fréquentation me permettrait de recueillir sinon des informations sensationnelles, du moins des indications intéressantes sur la politique du Troisième *Reich*.

[186]

Représentant de journaux naturellement hostiles au régime hitlérien, beaucoup de portes restaient devant moi obstinément fermées. Aussi acceptai-je avec gratitude la proposition généreuse de mon confrère d’outre-Rhin qui, heureux de m’introduire dans les milieux du centre catholique, me promit aussi de me faire connaître une personnalité militaire importante. Il se flattait même d’organiser un déjeuner à trois avec ce puissant chef militaire.

Quelques jours passèrent sans que le courrier vint m’apporter l’invitation attendue.

Enfin, un matin, mon confrère sonna à ma porte et d’un air embarrassé, après s’être assuré d’un regard que nous étions bien seuls, me dit : « Eh bien, mon cher, nous déjeunerons en tête à tête. Mon ami le général s’excuse de ne pouvoir être des nôtres. » — « ? » — « Oui, vous avez dû commettre des imprudences et, dans sa situation, il ne peut, vous le comprendrez, risquer d’être vu en compagnie, disons le mot, d’un étranger suspect. »

Je protestai avec violence et demandai à mon confrère des explications sur l’emploi certainement raisonné d’un mot aussi déplacé. Il s’y prêta de bonne grâce, et après avoir fermé une porte restée entrebâillée, me déclara : « Je vais vous parler à cœur ouvert. Vous m’avez rendu service à Paris, au début de ma carrière de correspondant, et je vous dois une revanche. L’heure a sonné de m’acquitter envers vous. J’ai donné ma parole de ne rien vous dire de ce qui m’a été confié et pourtant je vais vous mettre en garde contre les dangers qui vous menacent. » Je l’interrogeai du regard avec le calme que donne une conscience tranquille et questionnai en plaisantant : « M. Göring me soupçonnerait-il, d’aventure, d’avoir, à sa place, incendié le *Reichstag* ? » — « Ne plaisantez pas, me dit-il, il s’agit de choses graves. Oubliez que je suis Allemand et que vous êtes Français. Considérez-moi [187] comme un ami sincère qui vous veut beaucoup de bien et permettez-moi de vous poser une question. » Un silence, puis il reprit : « Pouvez-vous me jurer que vous ne vous intéressez pas de trop près au réarmement de l’Allemagne, et en particulier au réarmement aérien ? »

J’éclatai d’un rire sonore et répliquai : « Mais certainement, mon cher confrère, je m’intéresse non seulement à l’aviation, mais à l’infanterie, à l’artillerie, au génie, aux pigeons voyageurs et autres machines de guerre. Journaliste, je m’intéresse à tout ce qui se passe entre le Rhin et la Vistule et même quelque peu au-delà de ce fleuve polonais. Mais, entendez-moi bien, *en journaliste*. Je ne suis pas un technicien qui fait des rapports, mais un écrivain qui fait des articles. Je suis du reste un profane et le plus haut grade auquel m’ait appelé la confiance de mes chefs, au cours de la dernière guerre, est celui de brigadier dans un escadron du train des équipages. »

Mon collègue me laissa débiter cette tirade, et se levant comme pour prendre congé me lança : « Je regrette que vous n’ayez pas confiance en moi. Vous avez tort. Je pouvais vous épargner bien des ennuis. Mon ami sait, et je sais depuis hier, que vous surveillez notre réarmement aérien. Vous allez même sur les aérodromes du *Reich* pour y observer les évolutions de nos derniers prototypes. »

J’opposai à ces accusations les dénégations les plus fermes et jurai qu’en dehors de deux visites à Tempelhof, gare aérienne de Berlin, pour y aller recevoir, la première fois un ministre anglais et la seconde un ami arrivé de Paris par l’avion de la *Lufthansa*, je n’avais jamais pénétré ni sur un aérodrome civil, ni, à plus forte raison, sur un terrain militaire.

Alors mon interlocuteur, très sûr de lui, prit dans la [188] poche de son gilet un petit carnet d’adresses et précisa : « Vous êtes allé, le 10 du mois dernier, à onze heures du matin, au terrain militaire de Johannisthal, près Berlin. Votre voiture portait le numéro « I A 20086 ». Vous étiez accompagné d’un confrère français, lui aussi suspect. C’est en raison de ces faits que je ne puis vous faire faire la connaissance de l’officier général dont je vous ai parlé. »

En une seconde, je vécus la matinée passée, en effet, à Johannisthal et je fournis posément à mon interlocuteur l’explication de mon oubli. Mon camarade Georges Blun, du *Journal*, était, par une froide matinée d’hiver, venu avec moi dans cette petite localité pour y voir une voiture d’occasion dont un marchand berlinois nous avait proposé l’achat. Elle y avait été remisée à bon compte dans un garage inoccupé. Nous étant trompés de chemin, nous étions arrivés devant la haute palissade de bois qui entoure le terrain militaire et, en la longeant pour éviter un long détour, nous avions repris la route qui relie Niederschœnweide à Berlin.

Ma voiture, immatriculée à Berlin, portait des numéros allemands. Elle était de marque américaine, de couleur neutre et ne pouvait à aucun titre attirer l’attention. Pourtant, la *Gestapo* avait pu fournir au service des renseignements de l’état-major de l’armée les informations les plus précises sur l’innocente promenade de deux journalistes français.

Mes explications parurent complètement satisfaisantes à mon collègue allemand. Elles ne suffirent pas à tranquilliser son ami qui, dans la haute situation où il se trouvait et étant honoré de la confiance de M. Hitler, craignait d’entrer en conflit avec la toute-puissante police secrète de l’État.

Plus tard, mon collègue lui-même, toujours enchanté de me rencontrer à Paris, ne me faisait part de sa présence [189] à Berlin que quelques heures avant de reprendre le *Nord-Express* pour rentrer en France.

Capable de tous les courages, il tremblait, comme des millions de ses compatriotes, à la seule pensée que la *Gestapo* pût, un jour, lui faire grief de son amitié pour un journaliste français déclaré suspect.

Les diplomates accrédités à Berlin n’échappaient naturellement pas à cet espionnage incessant.

À l’ambassade de France, notamment, presque tous les domestiques étaient de nationalité allemande, et par conséquent en rapport avec la *Gestapo*. C’est par M. Himmler qu’ils étaient dispensés de prendre part aux réunions et exercices obligatoires pour tous les hommes de moins de quarante-cinq ans, et pour tous les jeunes gens depuis l’âge de quatorze ans. Leur surveillance devait être discrète, mais effective. La moindre négligence vis-à-vis de la police les exposait, plus encore que leurs fautes professionnelles, à perdre leur place.

Nos représentants diplomatiques ne se faisaient aucune illusion sur l’activité policière de leur personnel, mais il était impossible de trouver, en France, des domestiques consentant à servir en Allemagne. Après quinze jours de présence, ils demandaient à repartir pour respirer à Paris, ou dans la province française, un air plus léger.

À cette surveillance interne venaient s’ajouter des observations externes qui permettaient à M. Himmler de contrôler les renseignements fournis par les agents en service dans les légations et ambassades.

Sur la *Parizer Platz*, en face de la Maison de France, se trouvait une association des jeunesses nationales-socialistes dirigée par M. Hanfstaengl. Dans un des bureaux de ce *home* hitlérien s’était établi un agent de la *Gestapo* qui, muni d’un appareil à téléobjectif, photographiait [190] chaque jour les Allemands qui rentraient de notre ambassade ou en sortaient.

Tous ceux qui attiraient l’attention de la police par des visites répétées étaient repérés, identifiés et finalement convoqués aux bureaux de la sûreté où ils étaient interrogés par M. Wilhelm Römer, haut fonctionnaire en même temps que député au *Reich*stag, chargé spécialement de la surveillance des Français à Berlin (M. Römer avait longtemps travaillé comme agent, à Paris, sous le nom de Ludwig).

Les visiteurs de notre ambassade étaient alors, suivant le cas, priés de ne plus fréquenter nos diplomates ou, au contraire, chargés par M. Himmler de missions spéciales intéressantes auprès de M. François-Poncet ou de certains de ses collaborateurs.

C’est ainsi qu’un journaliste allemand de tendances communistes, qui avait fourni pendant des mois de très utiles informations sur l’ascension du parti national-socialiste, fut signalé comme venant à la *Parizer Platz* les jours de courrier, amené chez M. Heydrich, et invité à transmettre désormais à nos services, des renseignements rédigés, très adroitement d’ailleurs, au ministère de la Propagande.

La veille de l’entrée des troupes allemandes en Rhénanie, le 6 mars 1936, cet informateur assurait à l’ambassadeur tenir de la meilleure source que le gouvernement du *Reich* ne songeait à aucune modification de son statut militaire. Le jour où la décision fut prise de rétablir le service de deux ans, l’envoyé de la *Gestapo* affirmait à notre représentant que l’occupation de la Rhénanie n’était pas encore digérée et que la *Wehrmacht* manquant de cadres, toute introduction du service de deux ans paraissait actuellement impossible au grand état-major. Dix heures plus tard, cependant, la nouvelle paraissait au journal officiel du *Reich*.

[191]

Les mêmes renseignements trompeurs étaient fournis à la légation de Tchécoslovaquie, aux ambassades de Pologne et d’Urss et à quelques autres agents diplomatiques étrangers.

Fort heureusement pour notre pays, M. François-Poncet faisait la part des choses. Il savait s’entourer, en dehors du personnel diplomatique et des agents appointés de la *Gestapo*, d’informateurs avertis qui lui apportaient régulièrement les fruits de leurs patientes recherches. L’auteur de ces lignes, qui a eu l’occasion de rompre quelques lances avec M. François-Poncet, et qui a vu passer bon nombre de diplomates dans les capitales européennes où il a été appelé à exercer sa profession, a pu apprécier les hautes qualités de celui qui a défendu avec tant d’opiniâtreté, de 1932 à 1938, à Berlin, les intérêts de la France.

Il est juste d’ajouter que, dans sa tâche difficile, l’ambassadeur a été, heure par heure, puissamment aidé par l’autorité souriante de Mme François-Poncet qui, dans la colonie française comme dans le monde diplomatique berlinois, sut toujours atténuer d’un mot les heurts, apaiser les dissentiments et assurer à notre ambassade, dans la société complexe du *Reich* national-socialiste, un prestige inégalé.

L’ambassade de l’Urss était l’objet d’une surveillance renforcée. L’idée d’un pacte germano-soviétique n’avait pas encore fait son chemin dans le parti national-socialiste, et seuls les officiers de la *Reichswehr* étaient autorisés à fréquenter ceux que M. Goebbels appelait, dans un discours officiel, les représentants de la peste rouge.

Un des agents de la *Gestapo* avait réussi à obtenir à l’ambassade des Soviets une place de concierge. Il signalait, bien entendu, à ses chefs, le nom des visiteurs assidus de l’ambassadeur et ses collaborateurs. Ces renseignements étaient vérifiés, du dehors, par un agent en [192] uniforme, qui, sous prétexte de statistiques relatives à la circulation des voitures, notait chaque matin les numéros des automobiles arrêtées devant l’immeuble de la représentation soviétique.

Tout étranger, et spécialement tout journaliste, rencontré en compagnie de diplomates ou de militaires russes, avait son nom marqué d’un trait rouge sur les registres communs du ministère de la Propagande et de la police secrète. Il était aussitôt mis à l’index et interdiction était faite à tout Allemand exerçant la même profession de le fréquenter.

La *Gestapo* utilisait aussi, à l’occasion, dans sa lutte contre les ennemis du régime et les étrangers qui ne manifestaient pas à l’égard du national-socialisme une admiration sans bornes, des agents provocateurs étrangers. Le travail de la *Gestapo*, dans certains cas, se confondait avec les intrigues du ministère de la Propagande.

Notre confrère, M. Paul Allard, dans un livre sur les dessous de la guerre blanche, reproduit avec beaucoup d’à propos une partie des documents qui, publiés il y a quelques années dans *Le Petit Parisien*, exposaient les méthodes employées par le gouvernement du *Reich* pour influencer la presse française dans un sens favorable au national-socialisme. Ces documents firent, à l’époque, sensation. On y lisait entre autres choses :

« Quant aux journaux dont on ne peut espérer, pour des raisons particulières, qu’ils accepteront une proposition de ce genre (publicité touristique en échange d’articles politiques favorables), on pourra choisir un autre procédé : lorsqu’on aura réussi à entretenir des relations personnelles avec les directeurs responsables des journaux, on pourra leur *recommander un correspondant spécial qui, soi-disant, chercherait à écrire dans les journaux* [193] *sans réclamer pour cela des honoraires élevés*. Il serait sous-entendu que son but, en agissant ainsi, est d’accroître son autorité, etc. ».

Un peu plus loin, le Dr Goebbels recommandait la prudence et écrivait : « Tout ce qui sera fait dans le cadre de cette propagande doit être fait *sous une forme* qui ne fasse pas naître le soupçon que ce travail de propagande émane directement des services allemands. »

Ces méthodes étaient celles de la propagande. La *Gestapo* agissait, au besoin, avec plus de vigueur. Dans certains cas, elle avait intérêt à se débarrasser, sans bruit, d’un correspondant gênant et elle lançait à ses trousses les agents provocateurs à sa solde.

Ayant eu l’honneur d’être pendant des années le correspondant à Berlin du *Journal des Débats*, j’ai été aux prises avec les agents de M. Himmler. Mes articles sur le *Reich* et la politique hitlérienne déplaisaient au Dr Goebbels et irritaient les hauts fonctionnaires de la *Gestapo*.

Un de leurs hommes de main s’en fut chez un de mes confrères, lui aussi représentant à Berlin d’un journal parisien, qui l’avait aidé, par pitié, avant son enrôlement dans les services de la police secrète, et lui dévoila son plan : « J’ai besoin d’un journal de droite. Puis-je proposer au correspondant du *Journal des Débats* de me céder sa place ? S’il accepte de me recommander comme son successeur, je lui verserai, l’affaire faite, une somme intéressante. » Mon collègue lui conseilla d’abandonner cet audacieux projet et lui assura que s’il osait me proposer un tel marché, il risquait fort d’être brutalement éconduit.

L’agent allemand, devant cet avertissement salutaire, prit un autre chemin, avec l’espoir d’arriver plus facilement au même but. Il s’adressa directement au directeur du *Journal des Débats* qui lui répondit que, satisfait [194] des correspondances de son représentant berlinois, il ne songeait nullement à s’en séparer.

La *Gestapo* revint à la charge et son agent adressa rue des Prêtres-Saint-Germain-l’Auxerrois des lettres anonymes qui accusaient formellement l’auteur de cet ouvrage d’être un admirateur intéressé du national-socialisme.

Ces injures ne méritaient pas d’être relevées. L’agent de la *Gestapo* qui s’était livré à ce chantage abject n’était autre que M. Paul Ferdonnet, le traître de Stuttgart.

[195]

**GESTAPO  
L’organisation. – Les chefs. – Les agents.  
– L’action de la Gestapo à l’étranger.**

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#tdm)

Quelle conclusion tirer de cet exposé du fonctionnement de la police d’État allemande ? Le lecteur peut se demander, après avoir appris à connaître ses méthodes et ses chefs, qui elle est prête à servir.

L’auteur de cet ouvrage se l’est demandé bien longtemps après avoir étudié, d’aussi près qu’il lui a été possible de le faire, les rouages compliqués de cette horloge. La lecture d’un article public le 15 avril 1936, pages 7 et 8, dans la revue *Deutsches Recht*, sous la signature de M. Reinhardt Heydrich, chef-adjoint de la *Gestapo*, lui a apporté, à ce sujet, quelques éclaircissements.

Voici la traduction des passages essentiels de cette étude :

« C’est de la connaissance de l’ennemi que nous avons à combattre que nous devons retirer les enseignements qui nous sont nécessaires. Grâce à cette connaissance, nous fixerons nos méthodes et nous ferons choix du personnel qui doit collaborer avec la direction de la police d’État.

– 1° La police secrète doit être dotée d’une structure telle qu’il lui soit impossible de nuire au bon fonctionnement de l’administration générale de l’État. C’est ainsi qu’une liaison s’établit, automatiquement, entre elle et le gouvernement.

*Par contre, la police secrète d’État doit constituer un organisme suffisamment fort et homogène pour donner un ordre et avoir les moyens de le transmettre aux agents d’exécution.*

[196]

*Cela est indispensable dans le cas où l’adversaire arriverait à s’introduire, habilement, dans l’appareil administratif an point d’en disposer.* »

Nous épargnerons au lecteur la traduction de la totalité d’une étude où il n’est question que de « *l’ennemi communiste*» auquel le *Reich* avait déclaré une guerre, purement idéologique du reste, sans merci.

Nous avons souligné les deux passages essentiels d’un article qui nous permet de juger l’ensemble de l’œuvre interne de la *Gestapo*.

La *Gestapo* doit être limitée dans sa puissance pour ne pas, cessant d’être une police, devenir l’État lui-même.

Cette restriction déférente faite, sur le papier, le « *par contre*» de M. Heydrich prend toute sa valeur.

« *Par contre* », devant être en mesure de faire exécuter les ordres qu’elle a jugé bon de transmettre, elle a besoin d’une force (d’une force armée, naturellement) pour l’appuyer. Dans un État démocratique, cette force est la police qui assure l’ordre dans les villes et la province. À son défaut, en cas de troubles graves, l’armée peut être appelée à intervenir.

Dans le IIIe *Reich*, il en est autrement. La police d’État entend disposer d’une force armée capable de se défendre contre les formations régulières, dans le cas où ces éléments révoltés ne consentiraient pas à transmettre des ordres pris spontanément par les chefs de la *Gestapo*.

C’est donc que cette *Gestapo*, le jour où une révolution viendrait renverser le « système » actuel et donner au *Reich* des maîtres plus raisonnables, ne serait pas au service du vainqueur, mais assurerait la retraite et au besoin la contre-attaque du parti vaincu.

Dans ces conditions, la police de M. Himmler, en choisissant le nom de police d’État, a trompé le public allemand ; elle ne peut être, avec vraisemblance, que celle [197] d’un parti dont le pouvoir peut durer des années, ou seulement des semaines, mais qui, lui-même, ne se considère pas comme définitif, en dépit des rodomontades du chancelier Hitler.

Mais quiconque osera affirmer que la *Gestapo* est au service du parti national-socialiste fera tressaillir dans leurs tombes ceux qui, le 30 juin 1934, ont été sacrifiés pour l’avoir défendu contre la fantaisie sanguinaire d’une *camarilla* d’anormaux.

Le mouvement national-socialiste n’a jamais été, au sens étymologique du mot, un parti, et ce mot a été longtemps banni, par M. Hitler lui-même, du vocabulaire nazi. Pendant des années, nous n’avons entendu parler que de la « *nationalsozialistische Bewegung* » (*Bewegung* = mouvement), dénomination qui allait bien à des gens aussi agités.

Le parti, si parti il y a, n’a jamais eu aucune unité et s’il a pompeusement élaboré un programme, il n’en a jamais mis à exécution les revendications sociales. Voici ce programme trop oublié :

« – 1° Nous demandons, sur la base *du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes*, la réunion de tous les Allemands en une grande Allemagne.

– 2° Nous demandons pour le peuple allemand l’égalité de droit avec les autres nations, la suppression des traités de paix de Versailles et de Saint-Germain.

– 3° Nous demandons le territoire nécessaire à l’alimentation de notre peuple et à l’écoulement, par voie de colonisation, de notre excédent de population.

– 4° Ne peuvent être citoyens que ceux qui sont concitoyens, et concitoyens que ceux qui sont de sang allemand.

– 5° Les non-citoyens ne peuvent vivre en Allemagne que comme hôtes et doivent être régis par une législation spéciale sur le statut des étrangers.

[198]

– 6° Le droit de décider de la direction et des lois de l’État ne doit appartenir qu’aux citoyens. Nous combattons la corruption d’un système parlementaire qui ne distribue les places que d’après les considérations du parti.

– 7° et 8° Nous demandons que l’État s’engage à fournir aux citoyens la possibilité de travailler et de vivre.

– 9° Tous les citoyens doivent avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs.

– 10° Le premier devoir de tout citoyen doit être d’exercer une activité intellectuelle ou physique.

– 11° Nous demandons la suppression de tous les revenus acquis sans travail, l’abolition des tantièmes et des intérêts.

– 12° L’enrichissement par la guerre doit être considéré comme un crime contre le peuple. Donc récupération impitoyable des bénéfices de guerre.

– 13° Étatisation de toutes les exploitations constituées en sociétés ou trusts.

– 14° Participation des ouvriers aux bénéfices des grandes exploitations.

– 15° Large extension de l’assurance-vieillesse.

– 16° Création d’une classe moyenne saine. Communalisation immédiate des grands magasins et location à bas prix des stands aux petits artisans.

– 17° Réforme agraire. Expropriation gratuite du sol. Suppression des intérêts fonciers et de toute spéculation immobilière.

– 18° Lutte sans merci contre ceux qui, par leur activité, nuisent à l’intérêt général. Les criminels de droit commun, les mercantis, les accapareurs doivent être condamnés à mort, sans considération de race ni religion.

– 19° Remplacement du droit romain par un droit commun allemand.

[199]

– 20° Afin de permettre à tout Allemand de s’élever aux situations dirigeantes, l’État doit veiller à une réforme profonde de notre système d’enseignement.

– 21° L’État doit veiller à l’élévation du niveau de la santé publique.

– 22° Suppression de l’armée de métier et création d’une armée nationale.

– 23° Création d’une presse nationale exempte de toute participation étrangère.

– 24° Liberté de toutes les confessions pour autant qu’elles ne mettent pas en péril l’existence de l’État.

– 25° Pour la réalisation de tout cela, nous demandons la création d’un pouvoir central vigoureux, l’autorité absolue du parlement politique central sur tout le *Reich*, la création de Chambres de métiers. »

De ce programme social factice et grandiloquent, les dirigeants du parti, et M. Hitler moins qu’aucun d’eux, ne s’est soucié de tenir compte.

Seuls les *Sa* (sections d’assaut) du capitaine Rœhm ont rêvé d’en appliquer une fraction, au bénéfice des couches inférieures de la population allemande. Ces soldats sans armes ont cru que les grands magasins (article 16 du programme) allaient être mis à la disposition de leurs pères, oncles ou neveux, petits artisans ruinés ou chômeurs. Ils se sont imaginé que M. Krupp allait partager ses bénéfices de guerre avec le peuple de la Ruhr ou du Brandebourg. Ils se sont bercés de l’espoir de participer aux bénéfices des entreprises où ils travaillaient, entre deux manifestations, comme ouvriers.

Nous arrêterons là rémunération trop longue des déceptions de ces *chemises brunes* qui étaient le parti tout entier.

Les dirigeants s’employèrent à leur expliquer que les réformes projetées, brusquement mises à exécution, ruineraient l’économie du *Reich*.

[200]

La transformation de l’armée du parti en armée nationale elle-même fut retardée, puis ajournée *sine die*. Les généraux de la *Reichswehr* prétendaient au contraire recruter la nouvelle armée en dehors des formations paramilitaires.

Le jour enfin où l’armée brune brimée, le « mouvement » tombé au rang d’un parti, parti unique, ne croyait plus guère en la loyauté de son chef, apparut la *Ss*, formation militaire concurrente, dont le rôle sanglant devait être d’assassiner les nationaux-socialistes restés fidèles à un programme dont le *Führer* n’était pas capable d’assurer l’application, et d’exécuter, pendant une semaine, à raison de deux cents têtes par jour, ceux qui, de par leurs hautes situations, étaient en mesure de demander des comptes.

De cet exposé il ressort que la *Gestapo* n’est ni au service de l’État, dont elle se refuse à suivre les évolutions normales, ni à celui d’un parti dont elle a, de connivence avec une poignée de traîtres, saboté le programme initial.

Peut-être est-elle au service des aventuriers qui ont formé, sous la présidence de M. Hitler, le gouvernement du IIIe *Reich* ? Moins encore.

Il est, en effet, de notoriété publique que des divergences de vues profondes séparent les ministres de M. Hitler, que M. Göring déteste le « nain boiteux » du ministère de la Propagande, que celui-ci critique ouvertement l’opulence du maréchal, que M. Rudolphe Hess, « l’Égyptien », est l’objet des plaisanteries les plus injurieuses de la part de ses collègues, que M. Rosenberg, théoricien du racisme et adversaire déclaré de l’Urss, est tombé en disgrâce.

Le chef de la *Gestapo*, M. Himmler, et son adjoint, M. Heydrich, sont les seuls policiers admis dans l’intimité de la *camarilla* gouvernementale. Connaissant par leurs observations quotidiennes et par les rapports de [201] leurs agents les défaillances momentanées et les vices durables des maîtres du régime, ils prennent, tous deux, un malin plaisir à alimenter les luttes engagées depuis l’arrivée au pouvoir du national-socialisme dans le panier des crabes gouvernemental.

Ils ont, d’ailleurs, trop d’instinct de conservation pour ne pas se tenir perpétuellement sur leurs gardes, toujours prêts à riposter par des révélations graves à la moindre critique d’un des familiers du *Führer*.

La *Gestapo* ne sert qu’un maître, ne connaît qu’un chef : M. Adolphe Hitler, il peut, à son gré, modifier sa politique, brûler demain ce qu’il a adoré hier. Peu importe. M. Himmler et son adjoint, M. Heydrich (pourtant plus intelligent que lui), ont déclaré pendant des années que le communisme était l’ennemi n° 1 de la *Gestapo*, mais tous deux ont été les premiers à féliciter le chancelier de son accord avec les Soviets, les plus empressés à libérer les communistes allemands recommandés par M. Staline à la bienveillance du Chancelier.

Ils servent un maître, aveuglément, parce qu’ils savent que le jour où ce maître leur témoignera la moindre défaveur, il se lèvera dans son entourage un homme heureux de les faire exécuter : M. Hermann Göring.

Mais Hitler ne les abandonnera pas, parce qu’il a besoin d’eux, qu’ils sont ses seuls collaborateurs, ses seuls amis, sa seule garantie.

M. Adolphe Hitler a toujours, depuis son plus jeune âge, été associé aux opérations de police. Il a vécu toute sa vie avec des policiers. Il a été tantôt leur collaborateur, tantôt leur victime.

À Braunau, où il grandit sous l’autorité de son père, douanier à la frontière austro-allemande, il passa des journées entières en compagnie des policiers chargés de poursuivre les contrebandiers.

Plus tard, parti seul à Vienne pour y étudier la peinture, [202] il fut constamment, comme chômeur, sans domicile fixe, aux prises avec les policiers de la capitale qui, cent fois, l’amenèrent du banc où il entendait passer la nuit à l’asile de nuit municipal.

Il eut aussi maille à partir avec eux les jours où, désœuvré, il tentait de vendre, aux consommateurs installés aux terrasses de café du *Ring*, les cartes postales qu’il avait maladroitement coloriées. Il leur échappa de justesse, dit-on, le soir où, évitant la conscription et l’enrôlement dans l’armée autrichienne, il passa la frontière pour gagner l’Allemagne.

L’hebdomadaire *Aux Écoutes* a raconté dans un de ses numéros du mois de novembre 1939, comment M. Hitler, poursuivi pour vagabondage spécial, prit pour la première fois contact avec la police allemande dans les allées ombragées du Jardin anglais de Munich.

De ce jour, évolution fréquente, il cessa d’être une victime de la police pour en devenir un des rouages. Il fut indicateur.

M. Adolphe Hitler avait ce jour-là trouvé sa voie. Il avait embrassé la seule carrière pour laquelle il eut, vraiment, des dispositions naturelles surprenantes.

La guerre de 1914 n’a été qu’un intermède. Il redevint policier le jour où, le conflit étant terminé, il rencontra sur le pavé de Munich son ancien lieutenant, promu capitaine, qui le fit embaucher par la *Reichswehr* secrète. Dans ce corps où cependant les emplois honorables ne manquaient pas, on ne songea pas à lui offrir autre chose que le métier de mouchard qu’il accepta avec gratitude.

C’est investi de ces fonctions qu’il pénétra dans les milieux ouvriers de la capitale bavaroise, afin de pouvoir plus facilement dénoncer à ses amis, les militaires, les paisibles sociaux-démocrates qui, entre deux verres de [203] bière, protestaient contre les menées sournoises et dangereuses des officiers vaincus.

Dans l’esprit de M. Dietrich Eckart comme dans celui de M. Gregor Strasser, il ne devait être que le *tambour* du mouvement, son chef de publicité, son orateur de réunion publique. Il en devint, par l’astuce, la ruse, la trahison, et plus tard le meurtre le chef incontesté.

Arrivé là, M. Hitler appela auprès de lui ceux qui l’avaient protégé ou épargné. Il fit venir le commissaire Frick, qui l’avait fait entrer, six années plus tôt, dans l’équipe des mouchards de la préfecture de Munich. Il confia un poste de confiance à Röhm, qui l’avait fait engager comme indicateur dans les formations de la *Reichswehr* secrète ; un autre à M. Himmler qui, dans l’état-major de Gregor Strasser, s’était révélé un dénonciateur sans scrupules. Tous les gens qui l’entourèrent, qui l’entourent encore aujourd’hui, et dont les journaux allemands n’impriment jamais les noms : son ancien chauffeur et confident Schreck, aujourd’hui décédé, son secrétaire-trésorier, à mine patibulaire, Schraub, d’autres encore, furent tous des policiers.

Installé à la chancellerie et beaucoup plus préoccupé d’assurer sa sécurité que de mettre à exécution son programme, il y amena avec lui ses gardes du corps qui en occupèrent aussitôt toutes les issues. Fiévreusement il demanda quelles étaient les mesures de police normalement prises pour protéger le premier fonctionnaire de l’État. Il protesta avec véhémence contre leur insuffisance.

Avant de former un ministère, il songea à créer une police. L’adjudant Himmler, dont il avait fait un policier à Munich, lui manqua à Berlin. Un même décret décida l’organisation immédiate d’une police d’État et en donna le commandement à Himmler.

Tranquille à Munich, dans le palais de la « Maison Brune », [204] où les sentinelles sont plus nombreuses que les employés de bureau ; tranquille aussi à Berchtesgaden où douze policiers, en uniforme noir ou vert, protègent le maître de céans et sa sœur, Mme Raubal, le chancelier dormait mal à Berlin. Il avait peur.

M. Göring s’efforça de le rassurer. Il lui fit remarquer que la police étant placée sous les ordres du président du Conseil de Prusse, dont il lui avait confié les fonctions, et la garnison comptant, indépendamment des régiments de la *Reich*s*wehr*, cent mille soldats des détachements d’assaut, le chancelier était véritablement à l’abri de tout danger.

Malheureusement, M. A. Hitler n’avait confiance ni en Göring, qui commandait la police, ni en Rœhm, qu’il avait nommé chef des *Sa.* Sa méfiance était encore plus grande à l’égard des généraux de l’armée régulière. Seule une garde prétorienne, triée sur le volet, pouvait assurer la sécurité de cet homme.

Ce projet réalisé, le nouveau chancelier forma son ministère. Contrairement à toutes les espérances, ou à toutes les craintes, il tint à l’écart de cette distribution de portefeuilles bon nombre des plus hauts personnages du parti. Par contre, il conserva auprès de lui quelques personnalités de l’ancien régime (MM. von Krosikg, Seldte, von Papen et Hugenberg), dans l’espoir que ces adversaires, mis au pas, déjoueraient les intrigues de ses plus ambitieux partisans.

Atteint d’une déformation professionnelle commune à beaucoup de fonctionnaires subalternes de la police, il vit, dans toutes les personnes de son entourage, un ennemi. Les assiduités de M. Göring lui parurent suspectes et il s’en ouvrit au Dr Goebbels ; les silences du ministre de la Propagande lui semblèrent hostiles et il quêta dans le cercle de ses familiers des paroles de réconfort. Il vit en Röhm, qui était le dévouement fait homme, [205] un audacieux capable de faire un coup d’État : il ne fut tranquille que le 1er juillet 1934 au matin. Quelques jours après avoir fait prêter serment à tous les officiers et soldats de l’armée régulière, il crut percevoir, derrière le monocle des généraux, des regards méprisants et il chargea Himmler de faire une discrète enquête sur les sentiments de la *Reich*s*wehr* à l’égard du chancelier.

Le jour où les listes de suspects furent devenues trop longues, il apparut impossible au *Führer* d’éliminer, un par un, ses dangereux adversaires et cet homme pusillanime accepta, avec empressement, la honteuse proposition de sa police qui s’offrait à exécuter en masse tous les concurrents possibles, s’il consentait à endosser la responsabilité intégrale de l’opération, de façon publique. Le chancelier tint sa promesse et déclara, sans rougir, à la tribune de son parlement, qu’ayant approuvé les massacres de la veille, il était prêt à les reprendre le lendemain, en cas de besoin.

Ces déclarations furent entendues, avec un indicible malaise, dans les tribunes où diplomates et journalistes étrangers se pressaient pour voir le meurtrier. Jamais criminel n’avait avoué son forfait, en cour d’assises, avec autant de cynisme.

Le lendemain, le chancelier Hitler était en proie aux mêmes terreurs, aux mêmes hallucinations, traqué par les fantômes sanglants des partisans disparus.

Sa méfiance à l’égard des survivants de cette hécatombe devint maladive. M. Hitler ne pouvait plus ajouter foi aux rapports de ses collaborateurs. Le baron de Neurath lui parut trop diplomate, trop ennemi de la politique de violence qui devait être celle du IIIe *Reich*. Il le remplaça par un courtisan vaniteux et ignorant, prêt à tous les mensonges, disposé à conclure des pactes avec le monde entier et résolu à violer systématiquement tous les serments : M. von Ribbentrop. Mais Hitler, [206] effrayé de la décision prise, nomma, le même jour, le baron mis en disgrâce président d’un conseil privé inexistant, dans le seul but de faire comprendre au nouveau ministre des Affaires étrangères que sa confiance en lui n’était pas sans quelque réserve.

Ayant comblé de faveurs un général obséquieux, dont les qualités militaires ne passaient pas pour être très brillantes, il tint, pour affirmer son autorité aux yeux de l’armée frondeuse, à faire de cet ancien colonel cartographe un maréchal du IIIe *Reich*. Mais quelques mois plus tard, il mit à la retraite d’office le maréchal de Blomberg et le remplaçant, à la tête de l’armée, par trois généraux, il les opposa, sans cesse, les uns aux autres, afin qu’il fût impossible à aucun d’eux de se prévaloir d’une influence prépondérante sur le chef de l’État.

Même manœuvre contre le maréchal Göring, qu’il bombarde maréchal de l’air le jour où un décret signé par le chancelier place l’aviation allemande sous les ordres directs de l’état-major général.

Les services du ministère des Affaires étrangères ont ordre de communiquer au *Führer* toutes les dépêches des ambassadeurs du *Reich* en mission à l’étranger. Mais M. Hitler se refusa toujours à ajouter foi aux renseignements communiqués par le comte de Welseck, ambassadeur à Paris. M. de Ribbentrop fut invité à envoyer en France l’agent Abetz, qui, naturellement, rapporta des impressions et des informations différentes de celles éprouvées et reçues par le diplomate en charge. D’ailleurs, se méfiant bientôt de M. Abetz, le *Führer* fit brusquement appeler auprès de lui, à plusieurs reprises, un agent de nationalité douteuse muni d’un passeport yougoslave, qui habitait Paris, et fit de cet agent double (si ce n’est triple) son informateur préféré. Inutile de dire que ce forban se chargea d’engager le Chancelier inquiet et hésitant sur une autre voie.

[207]

Nous pourrions multiplier, à l’infini, les exemples. Ceux que nous avons produits suffiront à situer la personnalité du *Führer* dans le cadre de police qui est le sien. M. A. Hitler n’est ni un homme d’État, ni un chef. Il est le premier agent de la police qu’il a organisée au sein du IIIe *Reich*.

La *Gestapo* ne défend aucun État, ne sert aucun parti. Elle protège un homme qui a peur, qui est violent comme tous les couards et cruel comme tous les lâches.

Les seuls collaborateurs qu’il honore, si l’on peut dire, de sa confiance, sont deux policiers amateurs, deux collègues : M. Himmler, directeur de la police secrète, et M. Rudolph Hess, qui est l’âme de l’organisation mystérieuse de mouchardage officiel connue sous la dénomination trompeuse de *Schule und Moral*.

La vie de ces deux dévoués serviteurs est entre les mains du *Führer*, la sienne entre les leurs.

Le *Reich* est dirigé, depuis 1933, non par un gouvernement, mais par une police. Elle n’obéit qu’aux ordres du chancelier. À l’intérieur du *Reich*, sa mission unique est de le protéger. Deux cent mille hommes armés se consacrent chaque jour à cette tâche ingrate.

Aussi est-il permis de dire que si M. Himmler est le directeur nominal de la *Gestapo*, c’est M. Hitler lui-même qui en est le véritable chef. L’Allemagne hitlérienne est un État policier.

On peut, dans ces conditions, se demander pourquoi le chancelier Hitler a abandonné brusquement la méthode qui lui avait assuré les succès d’Autriche ? Pourquoi il n’a pas laissé la *Gestapo* poursuivre son œuvre de désagrégation en Tchécoslovaquie ? Pourquoi il n’a pas donné le temps à M. Himmler de mettre la main sur la Pologne où une minorité forte d’un million d’Allemands sapait déjà l’autorité du gouvernement des colonels, prêts à des concessions qui frisaient la trahison ? Pourquoi il ne s’est [208]

pas contenté de réunir au *Reich* le territoire de Dantzig, alors qu’une pression décisive était exercée à Varsovie par les Alliés eux-mêmes pour amener la Pologne a consentir ce sacrifice à la cause de la paix ? Pourquoi, enfin, après avoir conclu avec les Soviets, de 1937 à 1939, une série d’accords avantageux, il n’a pas voulu en recueillir les bienfaits au cours d’une longue période de paix glorieuse pour le créateur du *Reich* Grand-Allemand ?

Nombreux étaient ceux de ses collaborateurs qui lui conseillaient de s’arrêter, d’organiser le terrain conquis à si peu de frais, d’utiliser les ressources que lui apportaient Vienne et Prague, de traiter une fois de plus avec le colonel Beck auprès duquel il avait toujours trouvé tant de sympathie et de compréhension, de parachever le traité d’amitié et d’assistance conclu, en plein conflit espagnol, avec la République des Soviets.

M. Göring était, nous a-t-on assuré, au nombre de ces bons conseilleurs. Nous ne voulons pas, en nommant le maréchal, prendre part à la campagne faite en sa faveur, quelques mois avant la guerre, par une presse aveugle ou intéressée. Nous voulons moins encore donner une confirmation à la nouvelle qui veut que M. Mussolini ait tout récemment conseillé à M. Hitler de se retirer momentanément, afin de laisser à M. Göring le soin de conclure une paix acceptable. En se montrant plus prudent que son *Führer* et maître, le maréchal ne ruminait aucun grand projet politique. Engraissé et enrichi par six années de pouvoir, M. Göring voyait avec peine le Chancelier mettre en danger, par une politique d’agression contre les forts, l’existence fastueuse de ses lieutenants. Il se souvenait de sa fuite en Autriche, puis en Italie, au lendemain du *putsch* malheureux de l’année 1923, de la vie d’expédients qu’il avait dû mener avant d’entrer, en Suède, dans un *sanatorium* de désintoxication. La vie était trop belle dans les palais nazis de la capitale [209] et dans sa somptueuse propriété de Schorfheide pour laisser l’agité de Berchtesgaden risquer tout ce bien-être et tout ce luxe dans une entreprise insensée. C’est à de tels mobiles qu’il convient d’attribuer les interventions modératrices du successeur désigné de M. Hitler.

Dans ces tentatives, M. Göring devait trouver l’appui d’un homme avec lequel il ne sympathise guère : M. Himmler.

Le chef de la *Gestapo* a, lui aussi, intérêt à freiner le chancelier risque-tout. Victorieux en Autriche et en Tchécoslovaquie, il préparait au national-socialisme de nouveaux succès en Pologne. En Russie, *Guépéou* et *Gestapo* marchaient déjà la main dans la main. Une œuvre de désagrégation méthodique se poursuivait au sein de pays voisins et des résultats avaient été obtenus qui n’étaient point négligeables. Pourquoi ne pas le laisser agir et faire entrer prématurément en scène l’armée régulière, dont les échecs sont toujours irréparables ?

Henrich Himmler intervint, de son côté, vigoureusement auprès du *Führer*. Tout fut inutile. Rentrant un soir de la première quinzaine d’août dans son bureau de la rue *Prinz Albrecht*, il confia à ses deux plus intimes collaborateurs, MM. Heydrich et Best, la déception qu’il venait d’éprouver : « J’ai peut-être ébranlé la décision du *Führer*, mais je ne l’ai pas amené à une complète volte-face. » À peu près les mêmes mots que ceux employés par notre ancien ambassadeur à Berlin, M. Coulondre, qui, après avoir fait valoir des arguments certes différents, télégraphiait, le 27 août, au soir de son entrevue avec M. Hitler, à M. Daladier : « Je l’ai ému peut-être, mais je ne l’ai pas décidé. Son siège était fait. »

Aux conseils des gros profiteurs du régime, des chefs de la police secrète et des diplomates, se joignirent longtemps ceux de l’état-major de l’armée qui jugeait pour le moins prématurée une intervention militaire.

[210]

Les généraux politiciens promus aux plus hautes charges au lendemain des mesures prises contre les chefs de la *Reichswehr*, hostiles à la politique de conquête du *Führer*, cherchaient eux-mêmes à modérer l’impatience de celui qu’ils avaient, six années durant, poussé aux plus dangereuses aventures.

Satisfaits de l’accord conclu avec les Soviets, qui était leur œuvre, fiers de cette victoire remportée sur le parti national-socialiste et sur le *Führer* lui-même, ces généraux eussent voulu obtenir un délai pour organiser la collaboration des deux armées. Il ne suffisait pas d’avoir arraché l’Urss à l’emprise des démocraties occidentales, il fallait l’amener à n’être plus, dans le conflit futur, qu’un réservoir d’hommes où pourrait puiser librement, pour gonfler les effectifs de ses divisions, le haut commandement allemand. La Russie immense devait être au *Reich* ce que l’Afrique était à la France.

Pour réaliser cette entreprise, les généraux avaient besoin de quelques années de paix.

Ceux qui se flattaient d’exercer le plus d’influence sur l’esprit inquiet du *Führer*, tentèrent à plusieurs reprises de lui faire entendre raison. Ils le firent avec un certain courage, risquant dans cette opération, comme le maréchal von Blomberg et les généraux Beck et von Fritsch, leur avancement, leur situation et leur vie. Peine perdue.

C’est donc que la décision suprême a bien été prise par M. Adolphe Hitler seul, comme l’a affirmé M. Göring à sir Nevile Henderson, peu de jours avant le conflit.

Pour qui connaît la mentalité du chancelier et sa mégalomanie, l’attitude qu’il a adoptée au moment où le monde entier, par la voix de dix chefs d’État des deux continents et par celle de ses familiers eux-mêmes, tentait de l’arrêter sur la pente fatale, trouve cependant une explication.

En réalité, le *Führer* était las de succès trop faciles. Il [211] était écœuré de la faiblesse de gouvernements toujours prêts à de nouvelles concessions pour éviter de plonger le monde dans un nouveau conflit sanglant. Dans son orgueil démesuré de parvenu, il confondait la prudence et la générosité avec la frayeur, l’esprit de conciliation avec la lâcheté. Il était le seul à ne pas craindre le sang versé.

Il en voulait à M. Schuschnigg d’avoir cédé, au traître Hacha d’avoir accepté, entre deux piqûres d’alcool camphré, de signer le document sanctionnant la déchéance de son pays, au colonel Beck de s’être montré trop accommodant devant les exigences croissantes de la *Wilhelmstrasse*.

Même la conférence de Munich l’avait déçu. Il eût souhaité plus de résistance. Recevoir le pays des Sudètes et la ligne Maginot tchèque des mains de la France et de l’Angleterre avait aux yeux de ce chef de bande, devenu chef d’État, quelque chose d’humiliant, sinon de déshonorant.

C’est pour cela qu’ayant conquis l’Autriche et la Tchécoslovaquie par les manœuvres combinées de sa police et de sa diplomatie il y fit, bien inutilement d’ailleurs, défiler ses troupes et vint personnellement prendre possession de la Hofburg et du vieux château des rois de Bohême, encadré par les deux chefs de la *Gestapo*. Mais cette assistance, aussi, avait pour lui un caractère dégradant.

Le chancelier, ivre de gloire, ne voulait plus recevoir : il entendait prendre de vive force. Le rôle de chef d’un État policier n’était plus à sa taille : il avait l’étoffe d’un grand conquérant. Il ne voulait plus assister à des manœuvres, mais à des batailles.

FIN

*&*

1. Ces lacunes sont aggravées par l’impossibilité d’interroger la précieuse « histoire familiale », en raison de la disparition des proches et des amis, voire des enfants d’un couple qui perdit d’ailleurs de maladie subite une fille (Éliane Dehillotte) âgée de 9 ans en août 1927 (cf. à ce sujet, *Le Temps* du 19/08/1927, p. 5, fin de première colonne), mais qui, comme le laisse entendre la lecture de son ouvrage ci-après sur la *Gestapo* (cf. p. 47), eut aussi un fils, Gérard, né le 4 août 1921 (décédé en 2016), 4 Chemin de la Tremblède au Bouscat, près Bordeaux.

   Malgré tout, on bénéficie de quelques éléments livrés sur le site de l’Hôtel La Baule-Sépia, propriété familiale édifiée selon, les vœux de la mère du journaliste, réalisé avec bonheur pour l’historien par Mme Mélanie Tartoué, de La Baule :

   <https://www.labaule-sepia.fr/st_christophe/st_christophe.html>.

   Sans oublier les pistes aléatoires à suivre, dont, notamment, le livret militaire de l’intéressé, disponible dans la partie numérisée des Archives de la Loire-Atlantique. Mais il reste beaucoup de lacunes informationnelles et de recherches à effectuer encore, qui dépassent les limites de cette présentation. [↑](#footnote-ref-2)
2. Camp de déportés politiques résistants, personnellement visité du temps de l’ancienne « République démocratique d’Allemagne » en 1968, ce qui m’a permis de toujours garder en mémoire ses terrifiants « crématoriums »… [↑](#footnote-ref-3)
3. Cela dit, aucune autre source, même par recoupements « algorythmiques » ne permet d’en savoir plus… (dont les fichiers de la Légion d’honneur, de la Résistance, des ministères concernés, desquels le nom de Pierre Dehillotte est absent…). [↑](#footnote-ref-4)
4. Le faire-part du décès du Docteur Antoine Dehillotte parut dans *Le Phare de la Loi*re du 5 mars 1907. [↑](#footnote-ref-5)
5. L’annonce est indiquée p. 4 du numéro du 22 septembre 1943 du quotidien régional *Le Phare*, le décès étant présenté comme « accidentel ». Sur les bombardements de Nantes des 16 et 23 septembre 1943, cf. l’article de l’Encyclopédie *Wikipedia* :

   <https://fr.wikipedia.org/wiki/Bombardements_de_Nantes> [↑](#footnote-ref-6)
6. Cf. à ce sujet, le numéro du *Journal officiel Lois et décrets* du 21/10/1902 : année 34 n° 287, p. 6878 concernant les résultats aux examens des Écoles supérieures de Commerce agréées par l’État. [↑](#footnote-ref-7)
7. Cf. sur le site numérique des Archives départementales de la Loire-Atlantique :

   <https://archives-numerisees.loire-atlantique.fr/v2/ad44/visualiseur/conscrit_nominal.html?id=440346882> [↑](#footnote-ref-8)
8. Rue où naquit et habita dans sa jeunesse mon propre père, Pierre Bergès, dans le quartier des Chartrons à Bordeaux (« *signe du ciel*» ?). [↑](#footnote-ref-9)
9. Cf. notre étude, *D’une France Libre à l’autre. Élie-Joseph Bois (1878-1941), ou l’art difficile du journalisme en « République »*, à paraître. On trouve lesdits numéros du Salut public de Lyon sur le site suivant, en collection intégrale :

   <https://www.lectura.plus/Presse/search/?query=&fromDate=&untilDate=&publications%5B%5D=69SALUTPUBLI> [↑](#footnote-ref-10)
10. Il s’agit d’une initiative heureuse de la Bibliothèque municipale de Lyon, de la Drac impliquée et de l’association Auvergne-Rhône-Alpes-Livre et Lecture. [↑](#footnote-ref-11)
11. Notons que Pierre Comert fut nommé directeur de la section Information à la Société des Nations, de 1919 à 1932, avant d’être coopté ensuite au poste de directeur de la Presse du ministère des Affaires étrangères, au Quai d’Orsay. [↑](#footnote-ref-12)
12. Cf. la p. 187 de l’ouvrage édité *infra*. [↑](#footnote-ref-13)
13. Renseignements inclus dans la fiche d’État civil de Madeleine Bergeon aux archives de la Ville de Bordeaux du 5 août 1889, complétées en marge en 1916 et le 2 avril 1973. [↑](#footnote-ref-14)
14. Les articles concernant l’Allemagne étaient aussi signés (depuis Paris ?) par Pierre Bernus (Bâle, 22 mai 1881-22 décembre 1951), fils de pasteur d’origine suisse, élève de l’École des Chartes de Paris, qui avait été, lui, antérieurement, adjoint puis correspondant du *Journal de Genève* à Paris, avant de se voir confier la rédaction d’articles de politique étrangère au *Journal des Débats*. Cf. à ce propos la note nécrologique de Jean Cordey, in *Bibliothèque de l’École des Chartes*, 1952, t. 110, p. 317-318, consultable sur le site :

    <https://www.persee.fr/doc/bec_0373-6237_1952_num_110_1_460271> [↑](#footnote-ref-15)
15. *Cf*. Thierry Wolton, *Le Grand Recrutement*, Paris, Grasset, 1993. [↑](#footnote-ref-16)
16. C’est Rodolphe Lemoine qui, avec les responsables des services compétents du Sr, en déployant tout l’art adéquat, « traita » le plus grand espion de la Seconde Guerre mondiale *qui porta des coups terribles à Hitler* : Hans-Théo Schmidt. *Cf*. à ce sujet l’ouvrage incontournable du Colonel Paillolle, *Notre espion chez Hitler*, Préface par le Pr. Frédéric Gerdon, Paris, Nouveau Monde Éditions, 201, duquel sont condensées les informations évoquées ici. [↑](#footnote-ref-17)
17. Ce dossier est tiré du « Fonds privé Paillolle » des Archives du Sr français, coté au Service historique de l’Armée de Terre « Gr 1 K 545 985 : Affaire Dehillotte ». Précisons que le rôle de Lemoine et de Drach est révélé dans les deux ouvrages suivants du colonel Paul Paillole, membre, puis responsable du Contre-Espionnage du Sr français : *Services spéciaux (1935-1945)*, Paris, Robert Laffont, 1975, et *Notre espion chez Hitler*, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-18)
18. *Cf*. Paul Paillolle, *op. cit.*. Les avertissements pour lui éviter une arrestation lui furent donnés dès le 1er mai 1941 (*cf*. p. 174), puis fin février 1942 (*cf*. p. 188) –, enfin surtout, par ordre de Rivet et du commandant Perruche responsable du secteur « Allemagne » au Sr, dès la fin juin 1942. Paillole notifia à Lemoine de partir au plus tôt se réfugier à Alger. Mais ce dernier avait déjà outrepassé l’ordre de ne pas quitter Marseille (p. 189-190). S’entêtant à rester, il allait lui-même être alerté par l’arrestation sur place de son fils, Rolph-Guy, le 10 décembre 1942… par le *Sd* local, alors écarté de l’enquête menée par Canaris. Ce fait devint un moyen de chantage de poids pour l’*Abwehr* qui, l’ayant appris, mais surtout ayant compris de qui venait la fuite côté allemand à Berlin, put ramener Lemoine et son épouse à Paris, avec un statut d’« hôte d’honneur »… (*cf*. p. 193-194). [↑](#footnote-ref-19)
19. *De facto*, c’est l’*Intelligence Service* qui récupérera au bout de la chaîne l’exploitation de la découverte depuis son site ultra-secret de *Bletchley Par*k près de Londres – le rôle du travail des Sr français et polonais étant confirmé par l’historiographie ultérieure actualisée par le Pr. Frédéric Guerdon. *Cf*. de ce dernier sa préface à l’ouvrage de Paul Paillole, *Notre espion chez Hitler*, op. cit., p. 5-13.

    Les avancées de l’historiographie internationale rappellent indirectement le caractère déformant du film grand public réalisé en 2014 par Morten Tyldum, *Le Jeu de l’imitation* (*The Imitation Game*) autour du travail de déchiffrement en question, notamment du mathématicien Alan Turing à *Bletchley Park*. Cette fiction fut critiquée pour ses nombreuses approximations et lacunes à sa sortie, par rapport à des films antérieurs sur le même sujet. Ce problème est exposé dans l’article ci-après de l’Enclyclopédie *Wikipedia* : https://fr.wikipedia.org/wiki/Imitation\_Game. [↑](#footnote-ref-20)
20. Paul Paillole, *ibidem*, p. 198. [↑](#footnote-ref-21)
21. Thierry Wolton, *op. cit.*, p.203. [↑](#footnote-ref-22)
22. Cf. Pierre Lazareff, *Dernière Édition*, *op. cit.*, p. 415-416. [↑](#footnote-ref-23)
23. Cf. *Le Cri du jour* du 4 décembre 1937, p. 1-2, consultable sur le site *Gallica* de la Bnf. [↑](#footnote-ref-24)
24. *Ibidem*, p. 8. [↑](#footnote-ref-25)
25. Un examen critique de l’essai en question de Thierry Wolton est condensé dans l’article suivant de l’Encyclopédie *Wikipedia* sur le site :

    <https://fr.wikipedia.org/wiki/Thierry_Wolton>

    Sur ses déviations concernant les faits, frôlant la calomnie et la falsification sur divers points essentiels du rapport à la Russie, cf. notamment Pierre Pierre Vidal-Naquet, *Le Trait empoisonné*, La Découverte, 1993, 2002. [↑](#footnote-ref-26)
26. Le site heuristique sur *Internet* réalisé par Madame Évelyne Castelli apporte là de très précieuses indications :

    <http://niceoccupation.free.fr/arrestations.html>

    <http://niceoccupation.free.fr/population-arretee-resultats-commentes.html>

    <http://niceoccupation.free.fr/les-registres-de-deportation.html>

    Ce travail accessible montre que dans un contexte régional où l’occupant italien fut très actif, des opérations répétées entraînèrent « *l’arrestation de 1325 personnes dans la période du 11 novembre 1942 au 10 septembre 1943* ». Dont celle repérée par Madame Castelli du journaliste Pierre Dehillotte, ce à partir des documents administratifs analysés par elle aux Archives départementales des Alpes maritimes (registres 166 W7, 28W 74, 616 W 182, 166 W9). Les archives du camp de Buchenwald confirment aussi son décès, sans autre précision.

    Pour des généralités concernant la période de l’Occupation dans la région de Nice, *cf*. l’article de l’Encyclopédie *Wikipedia* :

    <https://fr.wikipedia.org/wiki/Seconde_Guerre_mondiale_dans_les_Alpes-Maritimes> [↑](#footnote-ref-27)
27. Source : Archives départementales des Alpes maritimes, 166 W 7. [↑](#footnote-ref-28)
28. Source : Archives départementales des Alpes maritimes , 616 W 142. [↑](#footnote-ref-29)
29. Sur les péripéties de ce convoi, stoppé le lendemain dans la plaine de Luzancy suite au bombardement d’un pont de la Marne par l’aviation britannique, cf. le rappel commémoratif suivant, lié à l’activité de mémoire du Comité du Mémorial de la Gare de Saacy-sur-Marne, dans l’article de Margaux Desdet du 16 août 2021 ; publié dans *Le Pays Briard* :

    <https://actu.fr/ile-de-france/saacy-sur-marne_77397/le-dernier-convoi-de-la-deportation-a-circule-pour-la-derniere-fois-a-saacy-sur-marne-il-y-a-77-ans_44181158.html> [↑](#footnote-ref-30)
30. Sur les quelques indications concernant les plaques d’hommage en question à la mémoire de Pierre Dehillotte et de ses camarades morts pour la France, on peut consulter le site suivant :

    <https://fr.geneawiki.com/index.php/06155_-_Vallauris_-_Morts_aux_guerres>

    [↑](#footnote-ref-31)
31. Voir son livre, Léon G. Turrou, *Espions nazis aux États-Unis* (Éditions de France). [↑](#footnote-ref-32)